

N° 5352

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

## PROJET DE LOI

concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales

\* \* \*

(Dépôt: le 9.6.2004)

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (26.5.2004) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs.....	30
4) Commentaire des articles .....	32
5) Annexes I-III .....	72
– Tableau comparatif des dispositions actuelles et des règles proposées.....	72
– Règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE).....	144
– Table de mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE) .....	168

\*

## ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales.

Palais de Luxembourg, le 26 mai 2004

*Le Ministre de la Justice,*

Luc FRIEDEN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. I.**— La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est amendée comme suit:

- 1) l'article 2, alinéas 1er à 3, est modifié comme suit:

„La loi reconnaît six espèces de sociétés commerciales proprement dites:

la société en nom collectif;

la société en commandite simple;

la société anonyme et la société anonyme européenne (ci-après dénommée „SE“);

la société en commandite par actions;

la société à responsabilité limitée;

la société coopérative.

Chacune d'elles constitue une individualité juridique distincte de celle des associés. La SE acquiert la personnalité juridique le jour de son immatriculation au registre de commerce et des sociétés.

Le domicile de toute société commerciale est situé là où se trouve l'administration centrale de la société. L'administration centrale d'une société est présumée, jusqu'à preuve du contraire, coïncider avec le lieu du siège statutaire de la société.“

- 2) à l'article 3, un antépénultième alinéa est inséré et le pénultième alinéa est modifié comme suit:

„Pourra se transformer en société anonyme européenne une société anonyme de droit luxembourgeois si elle a depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre. Inversement, la société anonyme européenne ayant son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg peut se transformer en société anonyme de droit luxembourgeois. La décision concernant la transformation ne peut être prise avant deux ans à partir de son immatriculation et avant que les deux premiers comptes annuels n'aient été approuvés.

Les transformations visées au présent article ne donnent lieu ni à dissolution ni à création d'une personnalité juridique nouvelle.“

- 3) l'article 11bis, § 1er, 3), a) est modifié comme suit:

„a) des administrateurs, membres du directoire et du conseil de surveillance, gérants et commissaires des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés civiles.“

- 4) l'article 12, alinéa 1er, est modifié comme suit:

„Les sociétés agissent par leurs gérants, administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, dont les pouvoirs sont déterminés par la loi ou par l'acte constitutif et par les actes postérieurs faits en exécution de l'acte constitutif.“

- 5) l'intitulé de la section IV est modifié comme suit:

„Section IV.— Des Sociétés Anonymes et des Sociétés Anonymes Européennes“

- 6) l'intitulé du § 1er de la section IV est modifié comme suit:

„§ 1er.— De la nature et de la qualification des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes“

- 7) l'article 23 est remplacé par la disposition suivante:

**„Art. 23.—** (1) La société anonyme est celle dont le capital est divisé en actions et qui est constituée par une ou plusieurs personnes qui n'engagent qu'une mise déterminée.

Lorsque cette société ne comporte qu'une seule personne, celle-ci est dénommée „associé unique“.

La société anonyme peut avoir un associé unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main.

Le décès ou la dissolution de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

(2) La société anonyme européenne est une société anonyme constituée conformément à l'article 2 du règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la

société européenne (SE) qui a établi son siège statutaire et son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg.

Elle dispose de la possibilité de transférer son siège dans un autre Etat membre de l'Union européenne sans perte de sa personnalité juridique.

Elle est régie par les dispositions de la présente loi s'appliquant à la société anonyme et par les dispositions s'appliquant spécifiquement à la SE conformément au règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE).

(3) La SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.“

8) l'article 25 est modifié comme suit:

Son texte actuel en devient le paragraphe (1); il est inséré un paragraphe (2) libellé comme suit:

„(2) Seules les SE peuvent faire figurer le sigle“SE“ dans leur dénomination sociale.

Néanmoins, les sociétés et les autres entités juridiques immatriculées dans un Etat membre avant la date d'entrée en vigueur du règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE), dans la dénomination sociale desquelles figure le sigle „SE“, ne sont pas tenues de modifier leur dénomination sociale.“

9) l'intitulé du § 2 de la section IV est modifié comme suit:

„§ 2.– De la constitution des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes“

10) à l'article 26, le 1) du paragraphe (1) est modifié comme suit:

„1) qu'il y ait un associé au moins;“

En outre, dans le même article, un second alinéa est inséré dans le 2), rédigé comme suit:

„Pour la SE, le capital doit être d'au moins 120.000 euros;“

11) après l'article 26, les 26bis à 26nonies suivants sont insérés:

„**Art. 26bis.**– (1) Une SE peut être constituée par la voie d'une fusion entre des sociétés anonymes constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté si deux d'entre elles au moins relèvent du droit d'Etats membres différents.

Dans ce cas, le droit de l'Etat membre dont relève chacune des sociétés qui fusionnent s'applique comme en cas de fusion de sociétés anonymes, compte tenu du caractère transfrontalier de la fusion, en ce qui concerne la protection des intérêts:

- des créanciers des sociétés qui fusionnent;
- des obligataires des sociétés qui fusionnent;
- des porteurs de titres, autres que des actions, auxquels sont attachés des droits spéciaux dans les sociétés qui fusionnent.

(2) Une SE holding peut être constituée par des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté si deux d'entre elles au moins:

- a) relèvent du droit d'Etats membres différents, ou
- b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.

(3) Une SE filiale peut être constituée par les sociétés de droit civil ou commercial dotées de la personnalité juridique, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif, et les autres personnes morales de droit public ou privé constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté et souscrivant ses actions, si deux d'entre elles au moins:

- a) relèvent du droit d'Etats membres différents, ou
- b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.

(4) Une société n'ayant pas son administration centrale dans la Communauté européenne peut participer à la constitution d'une SE si elle est constituée selon le droit d'un Etat membre, a son

siège statutaire dans ce même Etat membre et a un lien effectif et continu avec l'économie d'un Etat membre.

**Art. 26ter.**— Une SE holding peut être constituée conformément à l'article 26bis (2).

Les sociétés qui promeuvent la constitution de la SE subsistent.

Les articles 26quater à 26octies sont applicables.

**Art. 26quater.**— Les organes de gestion des sociétés qui promeuvent l'opération établissent un projet de constitution de la SE dressé en forme notariée.

Ce projet comporte un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la constitution et indiquant les conséquences pour les associés et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de SE.

Ce projet mentionne en outre:

- a) la dénomination sociale et le siège statutaire des sociétés qui constituent la SE ainsi que ceux envisagés pour la SE;
- b) le rapport d'échange des actions ou parts et, le cas échéant, le montant de la soulte;
- c) les modalités de remise des actions de la SE;
- d) les droits assurés par la SE aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures envisagées à leur égard;
- e) tous avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 26sexies, aux membres des organes de gestion ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui constituent la SE;
- f) les statuts de la SE;
- g) des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées en transposition de la directive 2001/86/CE;
- h) le pourcentage minimal des actions ou parts de chacune des sociétés promouvant l'opération que les associés devront apporter pour que la SE soit constituée.

Ce pourcentage doit consister en actions ou parts conférant plus de 50% des droits de vote permanents.

**Art. 26quinquies.**— Le projet de constitution est publié pour chacune des sociétés promouvant l'opération conformément à l'article 9 ou selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre en transposition de l'article 3 de la directive 68/151/CEE, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de constitution.

**Art. 26sexies.**— (1) Le projet de constitution doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport écrit destiné aux associés. Cet examen sera fait et ce rapport sera établi pour chacune des sociétés qui promeuvent l'opération par un ou plusieurs experts indépendants désignés ou agréés par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève chaque société selon les dispositions nationales adoptées en transposition de la directive 78/855/CEE.

Pour les sociétés soumises au droit luxembourgeois, ces experts sont désignés par l'organe de gestion et doivent être choisis parmi les réviseurs d'entreprises. Toutefois il est possible de faire établir le rapport par un ou plusieurs experts indépendants pour toutes les sociétés qui promeuvent l'opération. Dans ce cas la désignation est faite, sur requête conjointe des sociétés concernées, ou bien par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel l'une des sociétés concernées a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, ou bien par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés concernées ou la future SE selon les dispositions nationales adoptées en transposition de la directive 78/855/CEE.

(2) Dans le rapport mentionné au paragraphe (1), les experts doivent en tout cas déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable. Cette déclaration doit:

- a) indiquer la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé;
- b) indiquer si cette ou ces méthodes sont adéquates en l'espèce et mentionner les valeurs auxquelles chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue.

Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.

(3) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas.

(4) Chaque expert a le droit d'obtenir, auprès des sociétés qui promeuvent l'opération, tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.

**Art. 26septies.**– L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération approuve le projet de constitution de SE de même que, le cas échéant, celle des porteurs de titres autres que des actions ou parts.

L'implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément aux dispositions transposant la directive 2001/86/CE. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération peut subordonner le droit à l'immatriculation de la SE à la condition qu'elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.

**Art. 26octies.**– (1) Les associés des sociétés qui promeuvent l'opération disposent d'un délai de trois mois pendant lequel ils peuvent communiquer aux sociétés promotrices leur intention d'apporter leurs actions ou parts en vue de la constitution de la SE. Ce délai commence à courir à la date à laquelle l'acte de constitution de la SE a été approuvé par les assemblées visées à l'art. 26septies.

(2) La SE n'est constituée que si, dans le délai visé au paragraphe (1), les associés des sociétés qui promeuvent l'opération ont apporté le pourcentage minimal d'actions ou parts de chaque société fixé conformément au projet de constitution et si toutes les autres conditions sont remplies.

(3) La constatation, par le notaire, que les conditions de constitution de la SE sont toutes remplies conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'une publicité effectuée, pour chacune des sociétés qui promeuvent l'opération, conformément à l'article 9 ou selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, en transposition de l'article 3 de la directive 68/151/CEE.

Les associés des sociétés concernées, qui n'ont pas communiqué dans le délai visé au paragraphe (1) leur intention de mettre leurs actions ou parts à la disposition des sociétés promotrices en vue de la constitution de la SE, bénéficient d'un délai supplémentaire d'un mois pour le faire.

(4) Les associés ayant apporté leurs titres en vue de la constitution de la SE reçoivent des actions de celle-ci.

(5) La SE ne peut être immatriculée que sur preuve de l'accomplissement des formalités visées aux articles 26ter à 26septies et des conditions visées au paragraphe (2).

**Art. 26nonies.**– Une SE filiale peut être constituée, conformément à l'article 26bis (3).

Sont applicables aux sociétés ou autres entités juridiques, visées à l'art. 26bis (3), participant à l'opération les dispositions qui régissent leur participation à la constitution d'une filiale ayant la forme d'une société anonyme en vertu du droit national.“

12) la dernière phrase du paragraphe (1) de l'article 26-2 est modifiée comme suit:

„Le réviseur d'entreprises est désigné par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas.“

13) l'article 27, 1) est modifié comme suit:

„1) l'identité de la ou des personnes physiques ou morales qui ont signé l'acte ou au nom desquelles il a été signé;“

14) après l'article 31-1, les articles 31-2 et 31-3 suivants sont insérés:

**„Art. 31-2.**– En cas de transformation d'une SE en société anonyme conformément à l'article 3, la procédure suivante devra être respectée.

(1) L'organe de gestion de la SE établit par écrit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de société anonyme.

(2) Le projet de transformation est publié conformément à l'article 9 un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation.

(3) Avant l'assemblée générale visée au paragraphe (4), un réviseur d'entreprises indépendant de la société désigné par l'organe de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, atteste que la société dispose d'actifs nets au moins équivalents au capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

(4) L'assemblée générale de la SE approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la société anonyme. La décision de l'assemblée générale requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.

**Art. 31-3.**– En cas de transformation d'une société anonyme en SE conformément à l'art. 3, la procédure suivante devra être respectée.

(1) L'organe de gestion de la SA établit par écrit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de la SE.

(2) Le projet de transformation est publié conformément à l'article 9 un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation.

(3) Avant l'assemblée générale visée au paragraphe (4), un réviseur d'entreprises indépendant de la société désigné par l'organe de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, atteste que la société dispose d'actifs nets au moins équivalents au capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

(4) L'assemblée générale de la SA approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la SE. La décision de l'assemblée générale requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.

(5) Les droits et obligations de la société à transformer en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE du fait même de cette immatriculation.

(6) Le siège statutaire ne peut pas être transféré dans un autre Etat membre, conformément aux articles 101-1 à 101-17, à l'occasion de la transformation.“

15) le paragraphe (2) de l'article 32 est modifié comme suit:

„(2) L'acte constitutif peut toutefois autoriser le conseil d'administration ou le directoire à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant déterminé.“

16) l'article 32-1, paragraphes (2), (4) et (5), est modifié comme suit:

„(2) Les membres du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sont tenus solidairement des obligations prévues par l'article 31 à charge des fondateurs.“

„(4) La réalisation de l'augmentation est constatée par un acte notarié, dressé à la requête du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sur présentation des documents justificatifs des souscriptions et des versements, lorsque l'augmentation a lieu par souscription ou lorsqu'elle est faite en vertu de l'autorisation prévue à l'article 32. L'acte notarié doit être dressé dans le mois de la clôture de la souscription ou dans les trois mois à partir du jour de l'ouverture de la souscription.“

„(5) Pour les apports ne consistant pas en numéraire, les actions doivent être entièrement libérées dans un délai de cinq ans à partir de la décision d'augmentation de capital. Un rapport est à établir par un réviseur d'entreprises conformément à l'article 26-1; ce réviseur est désigné par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas. Le rapport du réviseur d'entreprises sera déposé conformément à l'article 9 paragraphe (1).“

17) les paragraphes (3) et (5) de l'article 32-3 sont modifiés comme suit:

„(3) Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à dater de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.

Toutefois, lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée.“



„(5) Les statuts ne peuvent ni supprimer, ni limiter le droit de préférence.

Ils peuvent néanmoins autoriser le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, à supprimer ou à limiter ce droit lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé conformément à l'article 32. Cette autorisation ne peut avoir une durée supérieure à celle prévue à l'article 32 (5).

L'assemblée générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32 (1), peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, à le faire. Cette proposition doit être spécialement annoncée dans la convocation. La justification détaillée doit être exposée dans un rapport établi par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, portant notamment sur le prix d'émission proposé et présenté à l'assemblée.“

18) l'article 33, 4, est modifié comme suit:

„4. La composition du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, et du conseil de surveillance;“

19) l'article 41, alinéas 1er à 3, est modifié comme suit:

„L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou membres du directoire, selon le cas ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur ou ne comporte qu'une seule personne constituant son directoire, par celui-ci. Sauf disposition contraire des statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, § 1 et 2.“

20) l'article 45, paragraphe (3), alinéa 2, est modifié comme suit:

„L'offre de conversion est faite en même temps à tous les actionnaires et à proportion de leur part dans le capital social. Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à partir de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.“

21) l'article 49-1, paragraphe (3), est modifié comme suit:

„(3) Les personnes physiques ou morales ainsi que les comparants visés à l'article 29 numéro 2) ou, en cas d'augmentation du capital souscrit, les membres du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sont tenus de libérer les actions souscrites en violation du présent article.

Toutefois, les personnes nommées ci-dessus pourront se décharger de cette obligation en prouvant qu'aucune faute ne leur est personnellement imputable.“

22) l'article 49-2, paragraphes (1), 4° et (2), est modifié comme suit:

„4° l'opération ne peut porter que sur les actions entièrement libérées.

Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est tenu de veiller à ce que, au moment de toute acquisition autorisée, les conditions indiquées aux numéros 2°, 3° et 4° soient respectées.“

„(2) Lorsque l'acquisition d'actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent la condition sub (1) 1° n'est pas applicable.

Dans ce cas, l'assemblée générale qui suit doit être informée, par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, des raisons et du but des acquisitions effectuées, du nombre et de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable des actions acquises, de la fraction du capital souscrit qu'elles représentent, ainsi que de la contre-valeur de ces actions.“

23) l'article 49bis, paragraphe (6), b/, est modifié comme suit:

„b/ les membres de l'organe de gestion de la société anonyme soient obligés de racheter à l'autre société les actions visées à l'article 49-3 paragraphes (2) et (3) et à l'article 49-4 au prix auquel cette autre société les a acquises; cette sanction n'est pas applicable dans le seul cas où lesdits

membres prouvent que la société anonyme est totalement étrangère à la souscription ou à l'acquisition desdites actions.“

- 24) l'intitulé du § 4 de la section IV est modifié comme suit:

„§ 4.– De l'administration et de la surveillance des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes“

- 25) il est inséré, après l'intitulé du § 4 de la section IV, un intitulé pour un sous-§ rédigé comme suit:

„Sous-§ 1.– Du conseil d'administration“

- 26) l'article 51 est remplacé par la disposition suivante:

**„Art. 51.–** Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans la SE, le nombre d'administrateurs ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts de celle-ci. Néanmoins les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins lorsque la participation des travailleurs dans la SE est organisée en transposition de la directive 2001/86/CE.

Ils sont nommés pour une période déterminée par l'assemblée générale des actionnaires; ils peuvent cependant, pour la première fois, être nommés par l'acte de constitution de la société. La présente disposition vaut, pour la SE, sans préjudice, le cas échéant, des modalités de participation des travailleurs fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.

Le terme de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.“

- 27) après l'article 51, est inséré l'article 51bis qui suit:

**„Art. 51bis.–** Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.“

- 28) à l'article 53, une phrase est ajoutée à l'alinéa 1er comme suit:

„Dans une SE, les statuts énumèrent les catégories d'opérations qui donnent lieu à décision expresse du conseil d'administration.“

et un alinéa 5 est ajouté, libellé comme suit:

„D'autre part, lorsque, dans une SE, une délégation de pouvoirs a été valablement conférée et que le titulaire de celle-ci vient à poser un acte rentrant dans les limites de cette délégation mais relevant néanmoins d'une catégorie d'opérations qui, selon les dispositions statutaires de la SE, donne lieu à décision expresse du conseil d'administration, il engagera la société sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.“

- 29) à l'article 57, les alinéas 3 et 4, libellés comme suit, sont ajoutés:

„Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du conseil d'administration ou de l'administrateur concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous des garanties normales du marché pour des opérations de même nature.“



30) l'alinéa 4 de l'article 60 est modifié comme suit:

„La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.“

31) il est inséré un sous-§ dans le § 4 de la section IV, intitulée comme suit et comportant les articles 60bis-1 à 60bis-20 suivants, répartis entre trois sous-titres:

„Sous-§ 2.— Du directoire et du conseil de surveillance

**Art. 60bis-1.**— (1) Il peut être stipulé par les statuts de toute société anonyme que celle-ci est régie par les dispositions du présent sous-paragraphe. Dans ce cas, la société reste soumise à l'ensemble des règles applicables aux sociétés anonymes, à l'exclusion de celles prévues aux articles 50 à 60bis.

(2) L'introduction dans les statuts de cette stipulation, ou sa suppression, peut être décidée au cours de l'existence de la société.

*A. Du directoire*

**Art. 60bis-2.**— (1) La société anonyme est dirigée par un directoire. Le nombre de ses membres ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts pour la SE. Dans la société anonyme, ils sont fixés par les statuts ou, à défaut, par le conseil de surveillance.

(2) Dans les sociétés anonymes unipersonnelles ou dont le capital est inférieur à 500.000 euros, une seule personne peut exercer les fonctions dévolues au directoire.

(3) Le directoire exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

**Art. 60bis-3.**— Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance.

Les statuts peuvent néanmoins attribuer à l'assemblée générale le pouvoir de nommer les membres du directoire. Dans ce cas seule l'assemblée est compétente.

**Art. 60bis-4.**— Lorsqu'une personne morale est nommée membre du directoire, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

**Art. 60bis-5.**— Les membres du directoire peuvent être révoqués par le conseil de surveillance ainsi que, si les statuts le prévoient, par l'assemblée générale.

**Art. 60bis-6.**— (1) Les membres du directoire sont nommés pour une période déterminée par les statuts qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

(2) En cas de vacance d'une place de membre du directoire, les membres restants ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.

(3) Dans ce cas, le conseil de surveillance, ou l'assemblée générale selon le cas, procède, lors de la première réunion, à l'élection définitive. Le membre du directoire nommé achève le terme de celui qu'il remplace.

**Art. 60bis-7.**— Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire sont fixés par le conseil de surveillance.

**Art. 60bis-8.**— (1) Le directoire a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi réserve au conseil de surveillance et à l'assemblée générale.

(2) Les statuts d'une SE doivent énumérer les catégories d'opérations qui donnent lieu à autorisation du directoire par le conseil de surveillance.

Lorsqu'une opération exige l'autorisation du conseil de surveillance et que celui-ci la refuse, le directoire peut soumettre le différend à l'assemblée générale.

(3) Le directoire représente la société à l'égard des tiers et en justice soit en demandant, soit en défendant. Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

(4) Les limitations apportées aux pouvoirs que les paragraphes précédents attribuent au directoire et qui résultent soit des statuts, soit d'une décision des organes compétents, sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.

Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou à plusieurs membres du directoire pour représenter la société dans les actes ou en justice, soit seuls, soit conjointement. Cette clause est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.

D'autre part, lorsqu'une délégation de pouvoirs dans une SE a été valablement conférée et que le titulaire de celle-ci vient à poser un acte rentrant dans les limites de cette délégation mais relevant néanmoins d'une catégorie d'opérations qui, selon les dispositions statutaires de la SE, donne lieu à autorisation du directoire par le conseil de surveillance, il engagera la société sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

**Art. 60bis-9.**— La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs membres du directoire, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, à l'exclusion des membres du conseil de surveillance, agissant seuls ou conjointement.

Leur nomination, leur révocation et leurs attributions sont réglées par les statuts ou par une décision des organes compétents sans cependant que les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière soient opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

La clause, en vertu de laquelle la gestion journalière est déléguée à une ou plusieurs personnes agissant soit seules soit conjointement est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.

La délégation à un membre du directoire impose au directoire l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La responsabilité des délégués à la gestion journalière en raison de cette gestion se détermine conformément aux règles générales du mandat.

**Art. 60bis-10.**— La société est liée par les actes accomplis par le directoire, par les membres du directoire ayant qualité pour la représenter conformément à l'article 60bis-8, paragraphe (4), ou par le délégué à la gestion journalière, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, sans que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Art. 60bis-11.**— Les membres du directoire sont responsables envers la société conformément au droit commun de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la présente loi ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

L'autorisation donnée par le conseil de surveillance conformément à l'article 60bis-8 n'exonère pas les membres du directoire de leur responsabilité.

#### *B. Du conseil de surveillance*

**Art. 60bis-12.**— (1) Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire, sans pouvoir s'immiscer dans cette gestion.

(2) Il donne ou refuse les autorisations requises en vertu de l'article 60bis-8, paragraphe (2).

**Art. 60bis-13.**— (1) Le conseil de surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la société; il peut prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

(2) Le directoire fait, au moins tous les trois mois, un rapport écrit au conseil de surveillance sur la marche des affaires de la société et de leur évolution prévisible.

(3) En outre, le directoire communique en temps utile au conseil de surveillance toute information sur des événements susceptibles d'avoir des répercussions sensibles sur la situation de la société.

(4) Le conseil de surveillance peut demander au directoire les informations de toute nature nécessaires au contrôle qu'il exerce conformément à l'article 60bis-12.

(5) Le conseil de surveillance peut procéder ou faire procéder aux vérifications nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 60bis-14.**— Chaque année, le conseil de surveillance reçoit de la part du directoire les documents visés à l'article 72 à l'époque y fixée pour leur remise aux commissaires et présente à l'assemblée générale ses observations sur le rapport du directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

**Art. 60bis-15.**— Sont applicables au conseil de surveillance les dispositions des articles 51, 51bis et 52.

**Art. 60bis-16.**— Les fonctions de membres du conseil de surveillance peuvent être rémunérées.

**Art. 60bis-17.**— (1) Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

(2) Il peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leurs activités sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance lui-même par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du directoire.

**Art. 60bis-18.**— Les membres du conseil de surveillance sont responsables envers la société conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur surveillance.

Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la présente loi ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

### *C. Dispositions communes au directoire et au conseil de surveillance*

**Art. 60bis-19.**— (1) Nul ne peut simultanément être membre du directoire et du conseil de surveillance.

(2) Toutefois, en cas de vacance au sein du directoire, le conseil de surveillance peut désigner l'un de ses membres pour exercer les fonctions de membre du directoire. Au cours de cette période, les fonctions de l'intéressé en sa qualité de membre du conseil de surveillance sont suspendues.

**Art. 60bis-20.**— (1) Le membre du directoire ou du conseil de surveillance qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du directoire ou du conseil de surveillance, est tenu d'en prévenir le directoire ou le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des membres du directoire ou du conseil de surveillance aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque le directoire ou le conseil de surveillance de la société ne comprend qu'un seul membre, il est seulement fait mention au registre des décisions des opérations intervenues entre la société et son membre du directoire ou du conseil de surveillance ayant un intérêt opposé à celui de la société.

(2) Lorsque l'opération visée au paragraphe précédent fait apparaître un intérêt opposé entre la société et un membre du directoire, l'autorisation du conseil de surveillance est en outre requise.

(3) Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions envisagées concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous des garanties normales du marché pour des opérations de même nature.“

32) entre l'article 60bis-20 et l'article 61, il est inséré un intitulé pour le sous-§ suivant:

„Sous-§ 3.– De la surveillance par les commissaires“

33) l'article 61, alinéa 5, est modifié comme suit:

„Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.“

34) l'article 62, alinéas 2 et 3, est modifié comme suit:

„Il leur est remis chaque semestre, par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs ou membres du directoire.“

35) après l'article 62, il est inséré un intitulé pour le sous-§ suivant:

„Sous-§ 4.– Dispositions communes aux organes de gestion, au conseil de surveillance et aux commissaires“

36) l'article 63 est modifié comme suit:

„**Art. 63.**– L'assemblée générale qui a décidé d'exercer contre les administrateurs, les membres du directoire, du conseil de surveillance ou les commissaires en fonction l'action sociale des art. 59, 60bis-11, 60bis-18 et 62 al. 3, peut charger un ou plusieurs mandataires de l'exécution de cette délibération.“

37) l'article 64 est modifié comme suit:

„**Art. 64.**– (1) Les administrateurs, les membres du directoire, le conseil de surveillance et les commissaires forment des collèges qui délibèrent suivant le mode établi par les statuts et, à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

(2) Le conseil d'administration, le directoire et le conseil de surveillance élisent en leur sein un président. Si la moitié des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une SE ont été désignés par les travailleurs, seul un membre désigné par l'assemblée générale des actionnaires peut être élu président.

(3) Le conseil d'administration ou le directoire d'une SE se réunit au moins tous les trois mois selon une périodicité fixée par les statuts pour délibérer de la marche des affaires de la SE et de leur évolution prévisible.

(4) Chacun des membres du conseil d'administration, du directoire et du conseil de surveillance peut prendre connaissance de toutes les informations transmises à cet organe.

(5) Le conseil de surveillance se réunit sur la convocation de son président. Celui-ci doit le réunir s'il en est requis par au moins deux de ses membres ou par le directoire. Le conseil se réunit selon une périodicité fixée par les statuts.

Le conseil de surveillance peut inviter les membres du directoire à assister aux réunions du conseil, auquel cas ils y ont voix consultative.“

38) après l'article 64, il est inséré un article 64bis libellé comme suit:

„**Art. 64bis.**– (1) Sauf disposition contraire des statuts et sans préjudice de dispositions légales particulières, les règles internes concernant le quorum et la prise de décision des organes d'une SA sont les suivantes:

a) quorum: la moitié au moins des membres doivent être présents ou représentés.

b) prise de décision: elle se fait à la majorité des membres présents ou représentés.

(2) En l'absence de disposition statutaire en la matière, la voix du président de chaque organe est prépondérante en cas de partage des voix.

(3) Sauf disposition contraire des statuts, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs ou les membres du directoire qui participent à la réunion du conseil ou du directoire par des moyens de communication à distance. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil ou du directoire dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la société.

(4) Ces règles sont applicables à la réunion du conseil de surveillance.“

39) il est inséré un nouvel article 66 libellé comme suit:

„**Art. 66.**– Les administrateurs, membres du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la SA et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.“

40) l'article 67, paragraphes (1), (2), (3) et (5), est modifié comme suit, outre qu'il y est inséré un paragraphe (3bis) libellé comme suit:

„(1) L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale d'une SE décide dans les matières pour lesquelles une compétence spécifique lui est conférée par:

- a) la présente loi conformément au règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE),
- b) les dispositions du droit luxembourgeois prises en transposition de la directive 2001/86/CE, dans la mesure où la SE a son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg.

En outre, l'assemblée générale d'une SE décide dans les matières pour lesquelles une compétence est conférée à l'assemblée générale:

- d'une société anonyme relevant du droit luxembourgeois dans la mesure où la SE a son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg ou
- par ses statuts conformément à ce même droit.

(2) Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale et les formalités nécessaires pour y être admis. En l'absence de dispositions, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les copies à délivrer aux tiers sont certifiées conformes à l'original dans les cas où les délibérations de l'assemblée ont été constatées par acte notarié, par le notaire dépositaire de la minute en cause, sinon par la personne désignée à cet effet par les statuts, ou à défaut, par le président du conseil d'administration ou, selon le cas, du directoire ou la personne qui le remplace, ces personnes répondant des dommages pouvant résulter de l'inexactitude de leur certificat.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont répertoriées dans un registre tenu au siège social.

(3) Tout actionnaire a, nonobstant toute disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par lui-même ou par mandataire. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

(3bis) Les statuts peuvent autoriser tout actionnaire à voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées dans les statuts.

Les formulaires, dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens d'un vote ni l'abstention, sont nuls.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée générale, dans les délais fixés par les statuts.

(5) Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Cette prorogation, qui s'applique également à l'assemblée générale appelée à modifier les statuts, annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit de statuer définitivement pourvu que, dans le cas de modification de statuts les conditions de présence exigées par l'art. 67-1 soient remplies."

41) l'article 67-1, paragraphes (2) et (3), est modifié comme suit:

„(2) L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Les statuts peuvent prévoir que, lorsque la moitié au moins du capital est représentée, une majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés est suffisante.

(3) Sauf en cas de fusion, de scission ou d'opérations y assimilées par les articles 284 et 308, les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société doivent être approuvées par l'assemblée générale des obligataires. Cette assemblée ne délibère valablement que si la moitié au moins des titres en circulation est représentée et que si l'ordre du jour indique les modifications proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les conditions prévues au paragraphe (2).

Dans la seconde assemblée, les obligataires non présents et non représentés seront considérés comme présents et comme votant les propositions du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas. Il faudra toutefois, sous peine de nullité:

- a) que l'avis de convocation reproduise l'ordre du jour de la première assemblée en indiquant la date et le résultat de celle-ci;
- b) qu'il spécifie les propositions du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sur chacun des objets figurant à cet ordre du jour, en indiquant les modifications proposées;
- c) qu'il contienne l'avertissement aux obligataires que leur non-présence à l'assemblée générale vaudra adhésion aux propositions du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas.

Dans les deux assemblées, les résolutions sont valablement prises si elles sont adoptées par les deux tiers de voix. Toutefois, lorsque la moitié au moins des titres en circulation est représentée, une majorité simple des voix exprimées par les obligataires est suffisante. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux obligations pour lesquelles l'obligataire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul."

42) l'article 70 est modifié comme suit:

„**Art. 70.**– Il doit être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale dans la commune, aux jour et heure indiqués par les statuts. L'assemblée doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant sa constitution.

Le conseil d'administration, le directoire, selon le cas, ainsi que le conseil de surveillance et les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de



façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Si, à la suite de la demande formulée par des actionnaires selon l'alinéa 2, l'assemblée générale n'est pas tenue dans le délai prescrit, l'assemblée peut être convoquée par un mandataire désigné par le président du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, à la requête d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le pourcentage précité du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 10% au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.“

43) l'intitulé du § 6 de la section IV est modifié comme suit:

„§ 6.– Des inventaires et des comptes annuels“

44) l'article 72 est modifié comme suit:

„**Art. 72.**– Chaque année, l'administration ou le directoire, selon le cas, doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs, membres du directoire, selon le cas, membres du conseil de surveillance et commissaires de la société.

L'administration ou le directoire, selon le cas, établit les comptes annuels, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration ou le directoire, selon le cas, remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.“

45) l'article 72-2 est modifié comme suit:

„**Art. 72-2.**– (1) Il ne peut être procédé à un versement d'acomptes sur dividendes que si les statuts autorisent le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, à le faire. Ce versement est en outre soumis aux conditions suivantes:

- a) il est établi un état comptable faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants;
- b) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire;
- c) la décision du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, de distribuer un acompte ne peut être prise plus de deux mois après la date à laquelle a été arrêté l'état comptable visé sub a) ci-dessus.

La distribution ne peut être décidée moins de six mois après la clôture de l'exercice précédent, ni avant l'approbation des comptes annuels se rapportant à cet exercice.

Lorsqu'un premier acompte a été distribué, la décision d'en distribuer un nouveau ne peut être prise que trois mois au moins après la décision de distribuer le premier;

- d) le commissaire „ou le réviseur d'entreprises“ dans son rapport au conseil d'administration ou au directoire, selon le cas, vérifie si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.

(2) Lorsque les acomptes excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'assemblée générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.“

- 46) les articles 73 à 75 sont modifiés comme suit:

**„Art. 73.–** Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

- 1° des comptes annuels et de la liste des administrateurs ou des membres du directoire et du conseil de surveillance;
- 2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
- 3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- 4° du rapport de gestion;
- 5° du rapport des commissaires.

Les comptes annuels, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

**Art. 74.–** L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs, des membres du directoire, selon le cas, ainsi que des commissaires et discute les comptes annuels.

Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs, des membres du directoire et du conseil de surveillance, selon le cas, ainsi que des commissaires. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

**Art. 75.–** Les comptes annuels, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans le mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, conformément au mode déterminé par l'art. 9.

A la suite des comptes annuels sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs, membres du directoire, selon le cas, et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.“

- 47) les articles 76 et 78 sont modifiés comme suit:

**„Art. 76.–** Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanés des sociétés anonymes et des SE doivent contenir:

- 1) la dénomination sociale;
- 2) la mention „société anonyme“ en toutes lettres ou le sigle „SA“ ou, le cas échéant, le sigle „SE“, reproduit lisiblement, placé immédiatement avant ou après la dénomination sociale;
- 3) l'indication précise du siège social;
- 4) les mots „Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg“ ou les initiales „R.C.S. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.

Si les pièces ci-dessus indiquées énoncent le capital social, cette énonciation tiendra compte de la diminution qu'il aurait subie, d'après les résultats des bilans successifs, et fera mention tant de la partie qui ne serait pas encore versée que de celle qui en cas d'augmentation du capital ne serait pas encore souscrite.

Tout changement du siège social est publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par les soins des administrateurs ou membres du directoire, selon le cas.

**Art. 78.**– Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société, la signature des administrateurs, membres du directoire, selon le cas, directeurs-gérants et autres agents, doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.“

48) les articles 80, 84, 87, 92, 94-2 et 94-3 sont modifiés comme suit:

„**Art. 80.**– L'émission publique ainsi que l'exposition, l'offre et la vente publiques d'obligations doivent être précédées du dépôt effectué conformément à l'article 9, §§ 1 et 2, d'une notice datée et signée des administrateurs ou des membres du directoire, selon le cas, de la société ou par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:

1. l'objet de la société;
2. sa durée;
3. la date de l'acte de société, celles de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;
4. le capital social et la partie de ce capital non libéré;
5. la composition du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, et du conseil de surveillance;
6. les charges hypothécaires grevant les biens ou les droits immobiliers qui appartiennent à la société ainsi que le montant des obligations déjà émises par la société avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations;
7. le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre, l'intérêt à payer pour chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement;
8. le dernier bilan et le dernier compte de profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.

**Art. 84.**– Il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur ou un seul membre composant son directoire, par celui-ci. Sauf disposition contraire des statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2.

L'obligation indique:

- la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;
- le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;
- la durée de la société;
- le numéro d'ordre, la valeur nominale de l'obligation, l'intérêt, l'époque et le lieu de paiement de celui-ci et les conditions du remboursement;
- le montant de l'émission dont elle fait partie et les garanties spéciales qui y sont attachées;
- le montant restant dû sur chacune des émissions d'obligations antérieures avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations.

Les obligations hypothécaires portent l'indication de l'acte constitutif d'hypothèques et mentionnent la date de l'inscription, le rang de l'hypothèque et la disposition du dernier alinéa de l'article 93.

Les dispositions des articles 40 et 42 relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations.

Il en est de même des dispositions de l'article 43, al. 3 et 4.

**Art. 87.**– (1) Un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires peuvent être désignés par la société lors de l'émission ou, pendant la durée de l'emprunt, par l'assemblée générale des obligataires.

(2) Si aucun représentant n'a été désigné de la manière prévue à l'alinéa précédent, le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège peut, en cas d'urgence, à la requête de la société, de tout obligataire ou de tout tiers intéressé désigner un ou plusieurs représentants dont il fixe les pouvoirs.

(3) Ne peuvent être désignés comme représentants de la masse des obligataires:

- 1) la société débitrice;
- 2) les sociétés possédant au moins le dixième du capital social de la société débitrice ou dont celle-ci possède au moins le dixième du capital social;
- 3) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de la société débitrice;
- 4) les membres du conseil d'administration, du directoire, du conseil de surveillance, les commissaires, les réviseurs d'entreprises et les préposés de ces sociétés.

(4) L'assemblée générale des obligataires peut révoquer les représentants de la masse. Ils peuvent être révoqués également pour justes motifs par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège, à la requête de la société ou de tout obligataire.

**Art. 92.**– Les représentants de la masse des obligataires, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, ainsi que le commissaire ou le collège des commissaires peuvent convoquer l'assemblée générale des obligataires.

Les représentants de la masse, lorsque l'avance des frais leur a été faite conformément à l'article 91 et les autres organes doivent le faire dans un délai d'un mois lorsqu'ils en sont requis par les obligataires regroupant un vingtième des obligations en circulation dont les titres font partie d'une même émission.

**Art. 94-2.**– L'assemblée peut

- 1) nommer ou révoquer dans les conditions prévues par l'article 87, les représentants de la masse;
- 2) révoquer les mandataires spéciaux visés à l'article 89;
- 3) décider des actes conservatoires à faire dans l'intérêt commun;
- 4) modifier ou supprimer les sûretés particulières attribuées aux porteurs d'obligations;
- 5) proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, consentir à la réduction du taux de l'intérêt ou en modifier les conditions de paiement;
- 6) prolonger la durée de l'amortissement, le suspendre et consentir des modifications aux conditions dans lesquelles il doit avoir lieu;
- 7) accepter la substitution aux obligations d'actions de la société;
- 8) accepter la substitution aux obligations d'actions ou d'obligations d'autres sociétés;
- 9) décider la constitution d'un fonds destiné à assurer la défense des intérêts communs;
- 10) décider toutes autres mesures destinées à assurer la défense des intérêts communs des obligataires ou l'exercice de leurs droits.

Les décisions prévues par les Nos 5, 6, 7 et 8 ne peuvent être prises que si le capital social est entièrement appelé. Dans ces mêmes cas, ainsi que dans celui qui est prévu au No 4, l'assemblée ne peut statuer que sur le vu d'un état vérifié et certifié par les commissaires ou les réviseurs d'entreprises résumant la situation active et passive de la société arrêté à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision et accompagné d'un rapport du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, justifiant les mesures proposées.

Lorsque la substitution d'actions aux obligations implique une augmentation du capital de la société, elle ne peut avoir d'effet que si cette augmentation est décidée par l'assemblée générale des actionnaires trois mois au plus tard après la décision de l'assemblée des obligataires.

Les décisions prises sont publiées par extraits conformément à l'article 11bis de la loi du 10 août 1915.

**Art. 94-3.**– (1) Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur les questions prévues par les Nos 1, 2 et 3 de l'article 94-2, les décisions sont prises à la simple majorité des voix exprimées par les porteurs des titres représentés.

(2) Dans les autres cas, l'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les porteurs des titres représentés. Toutefois, lorsque la moitié au moins des titres en circulation est représentée, une majorité simple des voix exprimées par les obligataires est suffisante. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux obligations pour lesquelles l'obligataire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul."

49) l'intitulé du § 9 de la section IV est modifié comme suit:

„§ 9.– De la durée et de la dissolution des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes"

50) l'article 100 est modifié comme suit:

**„Art. 100.**– Sauf dispositions plus rigoureuses des statuts, en cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, convoquent, de façon qu'elle soit tenue dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée par eux ou aurait dû l'être, l'assemblée générale qui délibérera dans les conditions de l'article 67-1 sur la dissolution éventuelle de la société.

Les mêmes règles sont observées lorsque la perte atteint les trois quarts du capital social, mais en ce cas la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

En cas d'infraction aux dispositions qui précèdent, les administrateurs ou les membres du directoire, selon le cas, peuvent être déclarés personnellement et solidairement responsables envers la société de tout ou partie de l'accroissement de la perte."

51) l'article 101 est abrogé et remplacé par la disposition nouvelle qui suit:

**„Art. 101.**– (1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut à la requête du Procureur d'Etat, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation d'une SE dont le siège statutaire est au Grand-Duché de Luxembourg sans que toutefois son administration centrale y soit localisée.

La requête et les actes de procédure dans le cadre du présent article sont notifiés par la voie du greffe. Lorsque la société ne peut être touchée à son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg, la requête est publiée par extrait dans deux journaux imprimés au pays.

Le tribunal compétent doit toutefois accorder un délai de six mois à la société intéressée pour régulariser sa situation:

- a) soit en rétablissant son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg;
- b) soit en procédant au transfert du siège statutaire par la procédure prévue aux articles 101-1 à 101-17.

L'action en dissolution est dirigée contre la société.

La dissolution produit ses effets à dater de la décision qui la prononce.

Toutefois, elle n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par l'article 9.

Le tribunal peut soit prononcer la clôture immédiate de la liquidation, soit déterminer le mode de liquidation et désigner un ou plusieurs liquidateurs. Il peut rendre applicables, dans la mesure qu'il détermine, les règles régissant la liquidation de la faillite. Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur fait rapport au tribunal et lui soumet une situation des valeurs sociales et de leur emploi.

(2) Lorsqu'il est constaté soit par le tribunal à l'initiative du Procureur d'Etat soit à l'initiative de toute partie intéressée qu'une SE a son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg

sans y avoir localisé son siège statutaire, le Procureur d'Etat en informe sans délai l'Etat membre où est situé le siège statutaire de la SE.“

- 52) il est inséré un § 10, comportant deux sous-§, sous les intitulés suivants dans la section IV, comportant les articles 101-1 à 101-17 libellés comme suit:

„§ 10.– Du transfert du siège statutaire d'une SE

**Art. 101-1.**– Le siège statutaire de la SE peut être transféré du Grand-Duché de Luxembourg vers un autre Etat membre de la Communauté européenne et d'un de ces Etats vers le Grand-Duché de Luxembourg, conformément aux articles 101-2 à 101-17. Ce transfert ne donne lieu ni à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.

Sous-§ 1.– Procédure de transfert du siège statutaire du Grand-Duché de Luxembourg vers un autre Etat membre de la Communauté européenne

**Art. 101-2.**– (1) Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, de la SE transférant son siège établit par écrit un projet de transfert.

(2) Le projet mentionne:

- a) la dénomination sociale, le siège statutaire et le numéro d'immatriculation actuels de la SE;
- b) le siège statutaire envisagé pour la SE;
- c) les statuts envisagés pour la SE, y compris, le cas échéant, sa nouvelle dénomination sociale;
- d) les conséquences que le transfert pourrait avoir pour l'implication des travailleurs dans la SE;
- e) le calendrier envisagé pour le transfert;
- f) tous les droits prévus en matière de protection des actionnaires et/ou des créanciers ou porteurs de titres autres que des actions.

**Art. 101-3.**– Le projet de transfert est publié, conformément à l'article 9, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transfert.

**Art. 101-4.**– Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, établit un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques du transfert et expliquant les conséquences du transfert pour les actionnaires, les créanciers et les travailleurs.

**Art. 101-5.**– Les actionnaires et les créanciers de la SE ont, au moins un mois avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le transfert, le droit d'examiner, au siège de la SE, le projet de transfert et le rapport établi en application de l'article 101-4, et d'obtenir gratuitement, à leur demande, des copies de ces documents.

**Art. 101-6.**– (1) Le transfert requiert l'approbation de l'assemblée générale de la SE. Cette décision requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts. Elle ne peut intervenir que deux mois après la publication du projet visé à l'art. 101-2.

(2) Pour la SE immatriculée au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministre de la justice peut, dans le délai de deux mois visé au paragraphe précédent, s'opposer, pour des raisons d'intérêt public, à un transfert de siège dont résulterait un changement de droit applicable.

Lorsque la SE est soumise au contrôle d'une autorité nationale de surveillance financière conformément aux directives communautaires, le droit de s'opposer au transfert du siège statutaire s'applique également à cette autorité.

La décision d'opposition est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision d'opposition.

**Art. 101-7.**– Les créanciers de la SE transférant son siège, dont la créance est antérieure à la date de la publication du projet de transfert prévue à l'article 101-3 peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège statutaire, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de transfert aurait pour effet de menacer le gage de ces créanciers ou d'entraver l'exécution de leurs créances. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires,



compte tenu de la situation de la société après le transfert. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

**Art. 101-8.**– Sans préjudice des règles relatives à l'exercice collectif de leurs droits, il est fait application de l'article 101-7 aux obligataires de la société qui transfère son siège, sauf si le transfert a été approuvé par une assemblée des obligataires ou par les obligataires individuellement.

**Art. 101-9.**– (1) Les porteurs de titres, autres que des actions, auxquels sont attachés des droits spéciaux doivent jouir, au sein de la société ayant transféré son siège, de droits au moins équivalents à ceux dont ils jouissent dans la société avant ce transfert.

(2) Le paragraphe (1) n'est pas applicable si la modification des droits en cause a été approuvée par une assemblée des porteurs de ces titres statuant aux conditions de présence et de majorité telles que prévues à l'article 101-6.

(3) A défaut de convocation de l'assemblée prévue au paragraphe précédent ou, en cas de refus d'acceptation par celle-ci de la modification proposée, les titres en cause sont rachetés au prix correspondant à leur évaluation faite dans le projet de transfert et vérifiée par un expert indépendant désigné par l'organe de gestion et choisi parmi les réviseurs d'entreprises.

**Art. 101-10.**– (1) Le procès-verbal de l'assemblée qui décide du transfert est établi par acte notarié.

(2) Le notaire doit vérifier et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente et du projet de transfert.

(3) Le notaire délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables au transfert.

Sous-§ 2. – Prise d'effet du transfert de siège statutaire

**Art. 101-11.**– Le transfert du siège statutaire de la SE, ainsi que la modification des statuts qui en résulte, prennent effet à la date de l'immatriculation qui, s'agissant du Grand-Duché de Luxembourg, est effectuée au registre de commerce et des sociétés.

**Art. 101-12.**– Lorsqu'une SE transfère son siège au Grand-Duché de Luxembourg, l'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ne peut s'effectuer que sur présentation du certificat, attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables au transfert, établi par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel la SE avait auparavant établi son siège statutaire.

**Art. 101-13.**– Une SE qui a transféré son siège statutaire dans un autre Etat membre est considérée, aux fins de tout litige survenant avant le transfert tel qu'il est déterminé à l'article 101-11, comme ayant son siège statutaire dans l'Etat membre où la SE était immatriculée avant le transfert, même si une action est intentée contre la SE après le transfert.

**Art. 101-14.**– Le transfert du siège statutaire de la SE n'est opposable aux tiers, à l'exclusion des actionnaires, qu'à la date de la publication de la nouvelle immatriculation de la SE. Toutefois, tant que la publication de la radiation de l'immatriculation au registre du précédent siège n'a pas eu lieu, les tiers peuvent continuer de se prévaloir de l'ancien siège, à moins que la SE ne prouve que ceux-ci avaient connaissance du nouveau siège.

**Art. 101-15.**– Lorsque la nouvelle immatriculation de la SE a été effectuée, le registre de la nouvelle immatriculation le notifie au registre de l'ancienne immatriculation.

La radiation de l'ancienne immatriculation s'effectue dès réception de la notification, mais pas avant.

**Art. 101-16.**– La nouvelle immatriculation et la radiation de l'ancienne immatriculation sont publiées, les articles 9, 10 et 11bis de la présente loi étant applicables.

**Art. 101-17.**– Une SE faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de liquidation, de faillite, de concordat ou autre procédure analogue tels que le sursis de paiement, la gestion contrôlée ou une

procédure instituant une gestion ou une surveillance spéciale ne peut transférer son siège statutaire.“

53) l'article 103 est modifié comme suit:

„**Art. 103.**– Les dispositions relatives aux sociétés anonymes sont applicables aux sociétés en commandite par actions, sauf les modifications indiquées dans la présente section.

Par ailleurs la société en commandite par actions n'est pas soumise aux dispositions régissant spécifiquement la société anonyme européenne.“

54) l'article 137-1, paragraphe (3), est complété par l'alinéa suivant:

„Elle n'est pas soumise aux dispositions régissant spécifiquement la société anonyme européenne.“

55) l'article 141 est complété d'un alinéa 2 libellé comme suit:

„La SE ayant établi son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg est soumise aux règles applicables aux sociétés anonymes.“

56) l'article 143 est modifié comme suit:

„**Art. 143.**– A défaut de nomination de liquidateurs, les associés-gérants dans les sociétés en nom collectif ou en commandite, et les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, dans les sociétés anonymes et dans les sociétés coopératives, seront, à l'égard des tiers, considérés comme liquidateurs.“

57) l'article 153, alinéa 2, est modifié comme suit:

„Les gérants, administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, sont personnellement obligés d'exécuter les jugements rendus à cette fin.“

58) l'article 157, alinéa 1er, quatrième tiret est modifié comme suit:

„– toutes actions contre les gérants, administrateurs, membres du directoire, commissaires, liquidateurs, pour faits de leurs fonctions, à partir de ces faits ou, s'ils ont été celés par dol, à partir de la découverte de ces faits;“

59) l'article 159, alinéa 1er, est modifié comme suit:

„Toute société dont l'administration centrale est située au Grand-Duché, est soumise à la loi luxembourgeoise, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.“

60) dans la section XI, est insérée, après l'article 173, la disposition suivante:

„**Art. 173bis.**– Les peines prévues par les articles 162 à 173 sont applicables, selon leurs attributions respectives, aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance des sociétés anonymes régies par les dispositions des articles 60bis-1 à 60bis-20.“

61) l'article 204, paragraphe (1), est complété par la phrase suivante:

„Les SE ayant établi leur siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg sont soumises aux règles applicables aux sociétés anonymes.“

62) l'article 248, paragraphe (1), 12° et 13°, est modifié comme suit:

„12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.

13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes de gestion ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.“

63) l'article 259 est complété d'un paragraphe (3) libellé comme suit:

„(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion par absorption la société absorbante prend la forme de SE simultanément à la fusion.“

64) l'article 260 est complété d'un paragraphe (3) libellé comme suit:

„(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion par constitution d'une nouvelle société, la SE est la nouvelle société.“

65) les articles 261 et 262 sont modifiés comme suit:

„**Art. 261.**– (1) Les organes de gestion des sociétés qui fusionnent établissent par écrit un projet de fusion.

(2) Le projet de fusion mentionne:

- a) la forme, la dénomination et le siège social des sociétés qui fusionnent. En cas de constitution d'une SE par la voie d'une fusion, le siège statutaire des sociétés qui fusionnent ainsi que le siège statutaire envisagé pour la SE doivent être indiqués;
- b) le rapport d'échange des actions ou parts et, le cas échéant, le montant de la soulte;
- c) les modalités de remise des actions ou parts de la société absorbante;
- d) la date à partir de laquelle ces actions ou parts donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit;
- e) la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante;
- f) les droits assurés par la société absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard;
- g) tous avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266, aux membres des organes de gestion ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion, le projet comprend en outre:

- a) les statuts de la SE;
- b) des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.

**Art. 262.**– Le projet de fusion est publié, conformément à l'article 9 et dans les bulletins nationaux des autres Etats membres concernés, pour chacune des sociétés qui fusionnent un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion.

Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion, la publication opérée conformément à l'article 9 doit également comporter les indications suivantes:

- le numéro d'immatriculation dans le registre de commerce et des sociétés;
- les modalités d'exercice des droits des créanciers de la société en question, fixées conformément à l'article 268, ainsi que l'adresse à laquelle peut être obtenue, gratuitement, une information exhaustive sur ces modalités.“

66) l'article 263 est complété d'un paragraphe (6) libellé comme suit:

„(6) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion, l'implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément aux dispositions transposant la directive 2001/86/CE. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent peut subordonner le droit à l'immatriculation de la SE à la condition qu'elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.“

67) l'article 266, paragraphe (1), est complété d'un alinéa libellé comme suit:

„Dans le cas d'une constitution de SE par la voie d'une fusion, la désignation est faite par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés qui fusionnent ou la future SE. Pour le Grand-Duché de Luxembourg, l'autorité prémentionnée est le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel l'une de ces sociétés a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé.“

68) l'article 271 est complété, en son paragraphe (2), des deux alinéas suivants et d'un paragraphe (3) comme suit:

„En cas de constitution d'une SE par la voie d'une fusion, le notaire délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables à la fusion.

Lorsqu'une SE, constituée par la voie d'une fusion, est appelée à établir son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg, le notaire, en vue d'effectuer le contrôle de légalité qui lui incombe, reçoit de chaque société qui fusionne le certificat visé à l'alinéa précédent, établi par l'autorité compétente, dans un délai de six mois à compter de sa délivrance, ainsi qu'une copie du projet de fusion approuvé par la société. Le notaire contrôle en particulier que les sociétés qui fusionnent ont

approuvé un projet de fusion dans les mêmes termes et que des modalités relatives à l'implication des travailleurs ont été fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.

(3) Le Ministre de la justice peut, avant la délivrance du certificat visé au paragraphe précédent et pour des raisons d'intérêt public, s'opposer à ce qu'une société relevant du droit luxembourgeois participe à la constitution d'une SE par la voie d'une fusion.

La décision d'opposition est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision d'opposition.“

L'actuel paragraphe (3) de cet article devient son paragraphe (4);

- 69) après l'article 273 est inséré un article 273bis libellé comme suit:

„**Art. 273bis.**– Par dérogation aux articles 272 et 273, la fusion et la constitution simultanée de la SE prennent effet à la date à laquelle la SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.

(2) La SE ne peut être immatriculée qu'après l'accomplissement de toutes les formalités prévues à l'article 271.“

- 70) l'article 274, paragraphe (2) est complété de la phrase suivante et d'un paragraphe (3) libellé comme suit:

„Les sociétés qui fusionnent peuvent également procéder à ces formalités durant une période de six mois après la date à laquelle la fusion prend effet.

(3) Les droits et obligations des sociétés participantes en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE au moment de l'immatriculation du fait même de celle-ci.“

- 71) l'article 275 est modifié comme suit:

„**Art. 275.**– Les associés de la société absorbée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les membres des organes de gestion et les experts prévus par l'article 266 une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par les membres des organes de gestion lors de la préparation et de la réalisation de la fusion ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les membres des organes de gestion ou les experts de la société absorbée ou, le cas échéant, sur les uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.“

- 72) l'article 276, alinéa 1er, b), est modifié comme suit:

„b) lorsque la fusion est réalisée conformément à l'article 272 elle ne peut être prononcée que pour défaut d'acte notarié ou, le cas échéant, sous seing privé, ou bien s'il est établi que la décision de l'assemblée générale de l'une ou de l'autre des sociétés participant à la fusion est nulle.

La nullité d'une fusion destinée à constituer une SE ne peut être prononcée lorsque la SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.

La SE pourra être dissoute lorsque le contrôle de la légalité de la fusion n'aura pas été effectué conformément à l'article 271 (2);“

- 73) l'article 278 est modifié comme suit:

„**Art. 278.**– Si la société absorbante est titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant droit de vote des sociétés à absorber, l'opération est soumise aux dispositions de la section XIV sous-section I à l'exception de l'article 261 paragraphe (2) b), c) et d) des articles 265 et 266, de l'article 267 paragraphe (1) d) et e), de l'article 274 paragraphe (1) b) ainsi que de l'article 275.“

- 74) l'article 304 est modifié comme suit:

„**Art. 304.**– Les associés de la société scindée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les membres des organes de gestion et les experts de la société scindée, une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par les membres des organes de gestion lors de la préparation et de la réalisation de la scission ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les membres des organes de gestion ou les experts de la société scindée ou, le cas échéant, sur les

uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.“

75) l'article 309, paragraphe (1), est complété d'un alinéa libellé comme suit:

„La SE ayant établi son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg est soumise aux règles applicables aux sociétés anonymes.“

**Art. II.**– La loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises est modifiée comme suit:

1) l'article 65, paragraphe (1), 12° et 13°, est modifié comme suit:

„12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;

13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes de gestion ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.“

2) l'article 77, 1°, est modifié comme suit:

„1° les sociétés anonymes, les sociétés anonymes européennes (SE), les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives;“

**Art. III.**– La loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif est amendée comme suit:

1) l'article 29, paragraphes (1) et (2), est modifié comme suit:

„(1) Dans le cas où le capital social de la sicav est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

(2) Si le capital social de la sicav est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.“

2) l'article 32 est modifié comme suit:

„**Art. 32.**– La mention „société anonyme“ ou „société anonyme européenne“ (SE) est remplacée, pour les sociétés tombant sous l'application du présent chapitre, soit par celle de „société d'investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“, soit par celle de „société européenne d'investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV-SE“.“

3) l'article 68, paragraphes (2), (3) et (5), est modifié comme suit:

„(2) Dans le cas où l'actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l'organisme à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l'assemblée.

(3) Dans le cas où l'actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.

(5) Si les documents constitutifs de l'organisme ne prévoient pas d'assemblées générales, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent informer sans retard l'autorité de contrôle dans le cas où l'actif net de l'organisme de placement collectif est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas l'autorité de contrôle peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants à mettre l'organisme en état de liquidation.“



- 4) l'article 84, paragraphe (1), est modifié comme suit:

„(1) Les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, gérants et directeurs des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un organisme de placement collectif peuvent être frappés par celle-ci d'une amende d'ordre de 12,5 à 500 euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas d'infraction à l'article 85 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.“

- 5) l'article 89, paragraphe (5), alinéa 1er, est modifié comme suit:

„(5) L'institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Les administrateurs ou le directoire, selon le cas, sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales prévoit l'intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs ou le directoire, selon le cas, réunis.“

- 6) l'article 96, paragraphe (3), est modifié comme suit:

„(3) Ceux qui, comme administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d'avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.“

- 7) l'article 97, paragraphe (1), 1) et 2), est modifié comme suit:

„1) les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard l'autorité de contrôle que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;

2) les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 9 et aux articles 40 à 49 de la présente loi, à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 9 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 62 de la présente loi.“

- 8) l'article 98 est modifié comme suit:

„**Art. 98.**– Sont punis d'une amende de 500 à 10.000 euros les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'organisme de placement collectif aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 92 de la présente loi.“

- 9) l'article 99 est modifié comme suit:

„**Art. 99.**– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants d'une société d'investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; de l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 les articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des articles 40 à 49 de la présente loi; de l'article 65 de la présente loi dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 les articles 27 (2) a), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l'article 66 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l'article 69 de la présente loi.“

- 10) l'article 100 est modifié comme suit:

„**Art. 100.**– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants d'une société d'investissement qui n'ont pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire conformément à l'article 29 de la présente loi; à l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l'article 29 de la présente loi; à l'article 65 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l'article 29 de la présente loi et à l'article 68 (2) à (4) de la présente loi.“

- 11) au sein du Chapitre 18 comprenant les „Dispositions spéciales relatives à la forme juridique“, est inséré un art. 111bis doté du texte suivant:



**„Art. 111bis.**– Toutes les dispositions de la présente loi se référant à la „société anonyme“ doivent être entendues en ce sens qu’elles visent également la „société anonyme européenne“ (SE).“

**Art. IV.**– La loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée comme suit:

1) l’article 30, paragraphes (1) et (2), est modifié comme suit:

„(1) Dans le cas où le capital social de la SICAV est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l’assemblée.

(2) Si le capital social de la SICAV est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l’assemblée.“

2) l’article 33 est modifié comme suit:

**„Art. 33.**– La mention „société anonyme“ ou „société anonyme européenne“ (SE) est remplacée, pour les sociétés tombant sous l’application du présent chapitre, soit par celle de „société d’investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“, soit par celle de „société européenne d’investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV-SE“.“

3) l’article 74, paragraphes (2), (3) et (5), est modifié comme suit:

„(2) Dans le cas où l’actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l’organisme à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l’assemblée.

(3) Dans le cas où l’actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l’assemblée.

(5) Si les documents constitutifs de l’organisme ne prévoient pas d’assemblées générales, les administrateurs ou le directoire, selon le cas, ou gérants doivent informer sans retard la CSSF dans le cas où l’actif net de l’OPC est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas, la CSSF peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs ou gérants à mettre l’organisme en état de liquidation.“

4) l’article 108, paragraphe (1), est modifié comme suit:

„(1) Les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, gérants et directeurs des OPC soumis à la surveillance de la CSSF ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d’un OPC peuvent être frappés par celle-ci d’une amende d’ordre de quinze à cinq cents euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu’en cas d’infraction à l’article 109 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.“

5) l’article 113, paragraphe (5), alinéa 1er, est modifié comme suit:

„(5) L’institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, est supprimée pour les sociétés d’investissement luxembourgeoises. Les administrateurs ou le directoire, selon le cas, sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, prévoit l’intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs ou le directoire, selon le cas, réunis.“

6) l’article 120, paragraphe (3), est modifié comme suit:

„(3) ceux qui, comme administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d’avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen

quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.“

7) l'article 121, paragraphe (1), 1) et 2), est modifié comme suit:

„1) les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard la CSSF que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;

2) les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 10 et aux articles 41 à 52 de la présente loi, à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 10 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 67 de la présente loi.“

8) l'article 122 est modifié comme suit:

„**Art. 122.**– Sont punis d'une amende de cinq cents à dix mille euros les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'OPC aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 116 de la présente loi.“

9) l'article 123 est modifié comme suit:

„**Art. 123.**– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants d'une société d'investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; de l'article 40 dans la mesure où il rend applicables au chapitre 4 les articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des articles 41 à 52 de la présente loi; de l'article 71 de la présente loi dans la mesure où il rend applicables au chapitre 10 les articles 28 (2) a), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l'article 72 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l'article 75 de la présente loi.“

10) l'article 124 est modifié comme suit:

„**Art. 124.**– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement les administrateurs ou membres du directoire, selon le cas, ou gérants d'une société d'investissement qui n'ont pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire conformément à l'article 30 de la présente loi; à l'article 40 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l'article 30 de la présente loi; à l'article 71 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l'article 30 de la présente loi et à l'article 74 (2) à (4) de la présente loi.“

11) au sein du Chapitre 20 comprenant les „Dispositions spéciales relatives à la forme juridique“, est inséré un art. 133bis doté du texte suivant:

„**Art. 133bis.**– Toutes les dispositions de la présente loi se référant à la „société anonyme“ doivent être entendues en ce sens qu'elles visent également la „société anonyme européenne“ (SE).“

**Art. V.**– La loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme est modifiée comme suit:

Son article unique est remplacé par le texte suivant:

„**Article unique.**– Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'Etat ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur ou de membre du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, représentent respectivement l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. A cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'Etat ou à la personne morale de droit public.

Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration ou au directoire ou au conseil de surveillance, selon le cas, la révocation de leur mandat.

La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs ou de membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission."

**Art. VI.**— L'article 14 de la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse est modifié comme suit:

„**Art. 14.**— Lorsque dans les quinze jours précédant la date pour laquelle une assemblée générale a été convoquée, une société reçoit une déclaration ou a connaissance du fait qu'une déclaration doit être ou aurait dû être faite en vertu des dispositions de la présente loi, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut reporter l'assemblée à quatre semaines. L'assemblée générale reportée est convoquée dans les formes habituelles. Son ordre du jour peut être complété ou amendé."

**Art. VII.**— L'article 4, paragraphe (1), seconde phrase de la loi modifiée du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep), insérée par la loi du 1er août 2001 portant modification de certaines dispositions de la loi du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep), est modifiée comme suit:

„La constitution d'une sepcav ne requiert qu'un seul associé."

**Art. VIII.**— Toute disposition légale ou réglementaire concernant les sociétés commerciales se référant au „conseil d'administration“ d'une société anonyme doit être entendue, dans le cadre d'une société anonyme dotée d'un directoire et d'un conseil de surveillance, comme se référant au directoire de la société concernée sauf si, d'après la nature de la mission confiée, il s'agit de l'entendre comme se référant au conseil de surveillance.

## EXPOSE DES MOTIFS

L'objectif essentiel du présent projet de loi, élaboré avec l'assistance technique du laboratoire de droit économique<sup>1</sup>, est d'assurer une mise en œuvre utile des dispositions du règlement communautaire du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne („SE“)<sup>2</sup>, lequel règlement entrera en vigueur le 8 octobre 2004. Certes le règlement est directement applicable en toutes ses dispositions mais il réclame néanmoins des Etats membres un effort de mise en œuvre, notamment quant à la procédure de transfert du siège statutaire de la SE et de son immatriculation, et ouvre dans le même temps une série d'options réglementaires (réceptivité plus ou moins large à la constitution de la SE, étendue du contrôle exercé par les autorités à l'occasion de la constitution, adaptations du système moniste ou dualiste de gestion de la SE etc.) auxquelles il importe de répondre. Le texte proposé ne se cantonne toutefois pas à une mise en œuvre minimaliste du règlement et s'inscrit davantage dans une optique d'intégration des règles s'appliquant à la SE soumise au droit luxembourgeois dans le corps de droit interne régissant les sociétés anonymes. Sur le plan légistique, il est effectivement apparu que les mesures visant à mettre en œuvre les dispositions du règlement gagneraient à être intégrées dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. En effet, si l'on souhaite par exemple synthétiser ce qu'est une SE, on dira que la SE est largement assimilable à une SA du droit national de l'Etat de son siège statutaire soumise à quelques dispositions communautaires spécifiques<sup>3</sup> (notamment quant à ses procédés de constitution) et disposant de la faculté de transférer son siège statutaire – et donc de changer de loi applicable – à l'intérieur de l'espace juridique européen sans perte de sa personnalité juridique. Le règlement SE est en outre éminemment technique, à tel point que l'instrument „SE“ n'apparaît pas très „visible“ dans ses particularités dans le texte même du règlement, ce qui rend sa mise en œuvre concrète relativement délicate. Il est donc proposé que la section IV qui, dans la loi du 10 août 1915, est intitulée „Des sociétés anonymes“ reçoive un nouvel intitulé: „Des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes“ et comprenne à la fois les dispositions techniques dont le règlement impose l'adoption par les Etats membres et les dispositions touchant davantage à la structure de la SE dont le règlement postule également l'adoption. Pour le reste, la SE étant soumise au droit applicable à la SA pourvu qu'elle ait son siège statutaire au Luxembourg, l'intégralité de son régime apparaîtra donc *immédiatement*, claire et lisible, du fait de son intégration dans le corps même de la loi du 10 août 1915.

Parmi les options ouvertes par le règlement communautaire figure celle consistant pour la SE à pouvoir opter pour un système moniste ou un système dualiste de gestion<sup>4</sup> entraînant celle, pour l'Etat membre ne disposant pas d'une réglementation concernant la structure dualiste de gestion d'adopter une telle réglementation à cette occasion<sup>5</sup>. Il a semblé opportun de faire usage de cette option, sans réserver le bénéfice de l'exercice de celle-ci aux seules SE mais au contraire de profiter de l'occasion pour rendre un tel régime dualiste de gestion disponible également aux sociétés anonymes non européennes, à l'instar du droit français qui ouvre aux sociétés anonymes locales la faculté de faire choix d'un tel régime de gestion. La mise en œuvre du règlement relatif au statut de la SE entraîne donc, en quelque sorte, celle d'un statut pour la société anonyme à directoire et conseil de surveillance, premier axe secondaire du présent projet de loi.

Le second axe secondaire de ce projet de loi réside dans l'introduction de la SA unipersonnelle dans le cadre de la loi du 10 août 1915. Il s'agit également ici de profiter d'une occasion ouverte par la mise en œuvre du règlement européen relatif à la SE. Le droit luxembourgeois a déjà, *de lege lata*, préparé le terrain en la matière puisque l'art. 12ter, 4) de la loi du 10 août 1915 n'érige pas en cause de nullité le

<sup>1</sup> rattaché au Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann: <http://www.crpgl.lu/lde/>

<sup>2</sup> J.O.C.E., No L. 294/1, annexé au présent projet de loi

<sup>3</sup> Voy. art. 10 du règlement:

„Sous réserve des dispositions du présent règlement, une SE est traitée dans chaque Etat membre comme une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire.“

<sup>4</sup> Art. 38 du règlement, dont texte en annexe.

<sup>5</sup> Voy. art. 39, § 5, du règlement:

„En l'absence de dispositions relatives à un système dualiste en ce qui concerne les sociétés anonymes ayant un siège statutaire sur son territoire, un Etat membre peut adopter les mesures appropriées concernant les SE.“

fait pour une société notamment anonyme de ne comporter qu'un seul fondateur lors de sa constitution<sup>6</sup> mais force est de constater que, à l'heure actuelle, une société anonyme qui ne comporte qu'un seul associé soit au moment de sa constitution soit ultérieurement, par la réunion des parts sociales entre les mains d'un seul associé, s'expose à des sanctions qui peuvent aboutir à la dissolution et/ou la responsabilité solidaire de l'associé unique vis-à-vis des engagements de la société<sup>7</sup>. Or le règlement communautaire (art. 3, § 2) aborde sans défaveur la notion de société unipersonnelle et, récemment, le droit français a ouvert aux sociétés par actions simplifiées la possibilité de revêtir la forme unipersonnelle<sup>8</sup>. Il a donc semblé opportun de consacrer définitivement la faculté dont devrait pouvoir disposer la SA de pouvoir, à l'instar de la SARL (art. 179 de la loi du 10 août 1915), revêtir la forme unipersonnelle tant lors de sa constitution qu'à la suite de la réunion de ses actions entre les mains d'un seul actionnaire.

Les axes principaux (mise en œuvre des dispositions du règlement communautaire relatives à la SE) et secondaires (introduction du système dualiste de gestion de la SA et introduction de la SA unipersonnelle) de la réforme proposée entraînent tous des modifications à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Les modifications que le présent projet vise à apporter à une série d'autres législations énoncées ci-avant résultent de ce que ces lois font toutes référence au „conseil d'administration“ et doivent donc être complétées en conséquence de l'adoption du système dualiste de gestion pour les sociétés anonymes.

En ce qui concerne la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés, l'article 96, 6, de cette loi prévoit que la section XIII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (art. 204 à 256ter) portant sur les comptes sociaux est abrogée avec effet au 1er janvier 2005<sup>9</sup>. Il importe donc dès à présent de modifier, dans la loi du 19 décembre 2002, les dispositions se référant au conseil d'administration, celles-ci n'étant pas très nombreuses car la loi utilise le plus souvent l'expression générique „organe“ sans préciser davantage.

En ce qui concerne les OPC, deux législations doivent ici être envisagées et modifiées: la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif<sup>10</sup> telle que modifiée et la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée<sup>11</sup> puisque, aux termes de l'art. 134 de cette loi, certaines OPCVM ont le choix de demeurer un temps soumises aux dispositions de la loi précitée du 30 mars 1988.

Enfin, le présent projet énonce (art. VIII) une sorte de disposition résiduelle de manière à embrasser tous les textes, notamment réglementaires, qui feraient également référence au conseil d'administration sans viser l'éventualité de l'adoption d'un système dualiste de gestion.

6 Comp. art. 454 du Code belge des sociétés qui dispose que: „La nullité d'une société anonyme ne peut être prononcée que dans les cas suivants:

1° si la constitution n'a pas eu lieu dans la forme requise;

2° si cet acte ne contient aucune indication au sujet de la dénomination sociale, de l'objet social, des apports ou du montant du capital souscrit;

3° si l'objet social est illicite ou contraire à l'ordre public;

4° **si le nombre d'actionnaires valablement engagés**, ayant comparu à l'acte en personne ou par porteurs de mandats, **est inférieur à deux.**“ (souligné par nous).

7 Cons. I. CORBISIER (sous la dir. d'A. PRUM), *Le droit des sociétés commerciales au Grand-Duché de Luxembourg*, comparé aux droits belge et français, Bruxelles, Bruylant, 2000, Nos B. 2 et No 1.1.1: contrairement au droit belge, le caractère unipersonnel n'est pas une cause de nullité de la SA (l'art. 12ter de la loi du 10 août 1915 – précité – n'exigeant qu'un seul fondateur valablement engagé). La question peut toutefois être posée de savoir si la dissolution de cette société ne pourrait être demandée sur la base du texte applicable au cas de la réunion des parts entre les mains d'une seule personne (art. 101 de la loi du 10 août 1915) quoique ce texte ne soit pas, à strictement parler, applicable à cette hypothèse. En outre, l'art. 203 de la loi du 10 août 1915 pourrait également être invoqué à l'appui d'une demande de dissolution de la société. Enfin, on pourrait arguer de la dissolution *automatique* de la société en ce qu'elle ne figure pas au titre de société susceptible de revêtir la forme unipersonnelle (méconnaissance de l'art. 1832 C. civ. l.). Cette dernière solution se heurte toutefois au prescrit de l'art. 11 *in fine* de la première directive européenne en matière de sociétés (citée *infra*), prévoyant (dans la matière des nullités des SA, SCA et SARL) que „En dehors de ces cas de nullité, les sociétés ne sont soumises à aucune cause d'inexistence, de nullité absolue, de nullité relative ou d'annulabilité“.

8 En vertu de l'art. L. 223-5, al. 1er, C. com.

9 En vertu de l'art. 104 de la loi précitée du 19 décembre 2002.

10 *Mém. A*, 31 mars 1988, p. 140, telle que modifiée plusieurs fois ensuite.

11 *Mém. A*, 31 décembre 2002, p. 3660.

Il est à préciser que le présent projet de loi se limite à la mise en œuvre du règlement communautaire du 8 octobre 2001 au plan du droit des sociétés. La transposition de la directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et l'introduction de dispositions fiscales feront l'objet de textes séparés.

Il convient de relever finalement que le présent projet de loi tient compte des modifications déjà proposées dans le projet de loi No 4992 pour autant que des dispositions visées dans ce projet sont également reproduites ou modifiées dans le présent projet de loi.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### **Article I.– Modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales**

#### **1) Article 2, alinéas 1er à 3**

Dispositions du règlement communautaire: art. 10 et 16, § 1er.

La modification introduite dans l'énumération des sociétés à l'*alinéa 1er*, faisant apparaître la SE aux côtés de la SA, fait ressortir le fait que la SE est une variante de l'espèce „société anonyme“, classification à laquelle invite d'ailleurs le règlement (voy. en outre art. 23 de la loi du 10 août 1915, *infra*). Toutefois il s'agit de faire observer dès l'abord que le régime de la commandite par actions<sup>12</sup> ne convient pas quant à lui à la SE dans la mesure où le règlement ne se réfère<sup>13</sup>, contrairement à la première directive en matière de sociétés<sup>14</sup>, qu'au droit applicable à la société anonyme. Par ailleurs les règles applicables à la gestion de la SE, formulées par les art. 38 à 60 du règlement, ne se conçoivent que dans le cadre d'une société anonyme et non pas d'une commandite par actions (voy. *infra* le nouvel art. 103 proposé pour la loi du 10 août 1915). En outre le régime de la société coopérative organisée comme une société anonyme (art. 137-1 à 137-10 de la loi du 10 août 1915) ne convient pas non plus à la SE, pour une raison plus évidente encore: ce type de coopérative, même si organisé „comme“ une société anonyme, demeure bel et bien essentiellement une société coopérative (voy. *infra* l'*alinéa 2* proposé pour l'art. 137-1, paragraphe (3) de la loi du 10 août 1915).

Quant à la modification apportée à l'*alinéa 2*, elle se justifie par le fait que, étant donné que le Grand-Duché de Luxembourg adhère, quant à l'acquisition de la personnalité juridique, à la théorie dite „de la libre constitution“ (la naissance de la personnalité n'est pas subordonnée à l'accomplissement d'une formalité<sup>15</sup>), la prévision par le règlement d'un système formaliste à cet égard impose l'insertion dans la loi du 10 août 1915 d'une disposition visant spécifiquement la SE.

D'autre part l'*alinéa 3*, concernant le domicile de la société, est modifié pour y substituer la notion d'„administration centrale“ au „principal établissement“ dans un souci d'uniformisation de la terminologie retenue en la matière au sein de la loi de 1915<sup>16</sup>.

#### **2) Article 3, antépénultième et pénultième alinéas**

Dispositions du règlement communautaire: art. 2, § 4; 37, §§ 1 et 2; 66, §§ 1 et 2

La seule disposition luxembourgeoise visant avec quelques détails la transformation étant l'art. 3 de la loi du 10 août 1915, c'est donc à cet endroit qu'il s'impose d'y mettre en œuvre l'art. 2, § 4, du règlement (transformation d'une SA en SE), de même que le principe de l'opération en sens inverse

<sup>12</sup> Rappelons que l'art. 103 de la loi du 10 août 1915 énonce en principe que „Les dispositions relatives aux sociétés anonymes sont applicables aux sociétés en commandite par actions“.

<sup>13</sup> Voy. Annexe I au règlement.

<sup>14</sup> Première directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968, tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, *J.O.C.E.*, No L 065 du 14 mars 1968, pp. 8 et suiv. (ultérieurement modifiée), laquelle vise les SA, sociétés en commandites par actions et sociétés à responsabilité limitée.

<sup>15</sup> Cons. I. CORBISIER (sous la dir. d'A. PRUM), *Le droit des sociétés commerciales au Grand-Duché de Luxembourg, comparé aux droits belge et français*, *op. cit.*, No C. 1.

<sup>16</sup> Voy. également *infra* art. 23, 26bis, 101 et 159 de la loi du 10 août 1915.



(transformation d'une SE en SA) décrite par l'art. 66<sup>17</sup> du même règlement (antépénultième alinéa). Les autres paragraphes de l'article 2 du règlement, évoquant les autres modes de constitution d'une SE (fusion, constitution d'une SE holding ou d'une SE filiale), sont mis en oeuvre dans le nouvel art. 26bis de la loi du 10 août 1915.

D'autre part, le *pénultième alinéa* de l'art. 3 a été légèrement modifié pour aligner son texte sur l'art. 37, § 2, du règlement pour préciser que la transformation ne donne pas lieu à *dissolution* (et ne donne donc pas naissance à une personne juridique nouvelle).

### 3) Article 11bis, § 1er, 3), a)

Disposition du règlement communautaire: art. 38, procurant à la SE l'option de s'inscrire soit dans un système dualiste (organe de surveillance et organe de direction), soit dans un système moniste (organe d'administration) de gestion.

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

### 4) Article 12, alinéa 1er

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

### 5) Intitulé de la section IV

Disposition du règlement communautaire: art. 10

La SE devant, aux termes de l'art. 10 du règlement, être „traitée dans chaque Etat membre comme une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire“, il importe de modifier cet intitulé de manière à faire ressortir l'intégration du régime de la SE au régime de la SA nationale, sous réserve bien sûr des particularités imposées par le règlement communautaire.

### 6) Intitulé du § 1er de la section IV

Disposition du règlement communautaire: art. 10

La modification de ce titre fait d'une part ressortir l'intégration du régime de la SE au régime de la SA nationale, tout en donnant à entendre ses particularités qui ressortent déjà dès l'article 23 de la loi du 10 août 1915 suivant l'énoncé de ce titre.

### 7) Article 23

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 7, 9, 10 et 12, § 1er

Il s'agit ici tant de consacrer l'existence d'une SA unipersonnelle que de mettre en oeuvre les dispositions communautaires précitées relatives à la SE.

Le *paragraphe (1)* consacre la possibilité de créer une SA unipersonnelle, en s'inspirant tant du droit français ayant trait à la société par actions simplifiée (SAS) unipersonnelle<sup>18</sup> que du droit luxembourgeois actuellement applicable à la SARL unipersonnelle<sup>19</sup>.

La définition que formule le règlement (art. 1er, § 2) pour la SE correspond, en droit luxembourgeois à celle formulée pour la société anonyme. Le nouvel art. 23 profite simplement de la formulation issue de l'art. 1er, § 2, du règlement („dont le capital est divisé en actions“) pour en compléter la formulation en soulignant ce qui fait la spécificité de la SA, à savoir la faculté d'émettre des actions (titres négocia-

<sup>17</sup> Pour la mise en oeuvre des autres dispositions figurant à l'art. 66 du règlement, voy. *infra* art. 31-2 de la loi du 10 août 1915.

<sup>18</sup> Art. L. 227-1 C. com. – „Une société par actions simplifiée peut être instituée par une ou plusieurs personnes qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

Lorsque cette société ne comporte qu'une seule personne, celle-ci est dénommée „associé unique“ (...).“

La SA „ordinaire“ doit toujours, aux termes de l'article L. 225-1 C. com., être constituée par sept actionnaires au moins.

<sup>19</sup> Art. 179 de la loi 10 août 1915. – „(...) (2) La société à responsabilité limitée peut avoir un associé unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses parts en une seule main (société unipersonnelle).

La réunion de toutes les parts entre les mains d'une seule personne n'entraîne pas la dissolution de la société. De même, le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société.“

bles)<sup>20</sup>, la définition actuelle ne mettant en évidence que le trait de la responsabilité limitée, lequel est partagé avec d'autres types de sociétés. Soumettre, en rappelant les conditions précises de cette soumission formulées par le règlement européen, la SE aux règles gouvernant la société anonyme permet d'éviter de devoir à nouveau modifier certains textes énumérant certains types de sociétés, comme les textes du projet „restructurations“<sup>21</sup>, modifiant notamment le droit applicable aux fusions/scissions de sociétés. Cette option a donc été préférée d'une part à la rédaction d'une loi spécifique aux SE<sup>22</sup> et, d'autre part, à l'élaboration d'un chapitre complet et distinct visant les SE. Cette seconde entreprise apparaît certes séduisante et plus ambitieuse mais elle encourt le risque de lacunes qui apparaîtraient d'autant plus regrettables qu'une soumission de principe au droit applicable aux SA, à laquelle le règlement (article 9) invite d'ailleurs les Etats membres, aurait permis de les éviter.

La soumission de la SE au droit généralement applicable aux SA emporte bien sûr également soumission aux dispositions générales (art. 1 à 13 de la loi du 10 août 1915), notamment issues de la première directive (68/151/CEE) en matière de droit des sociétés.

Il est précisé, au *paragraphe 2*, que la SE est celle qui est constituée selon les techniques précisées à l'art. 2 du règlement. Cette disposition est mise en œuvre par les art. 3 et 26bis de la loi du 10 août 1915 (*supra et infra*). La référence à l'art. 2 du règlement a été préférée à celle à l'art. 26bis de la loi du 10 août 1915 de manière à viser le cas de SE ayant initialement établi leur siège statutaire ailleurs qu'au Grand-Duché de Luxembourg (et qui ne se sont donc pas constituées conformément à l'art. 26bis de la loi du 10 août 1915 mais soit directement en vertu de l'art. 2 du règlement ou encore en vertu d'une disposition nationale mettant en œuvre cet article) qui souhaiteraient ultérieurement transférer leur siège au Grand-Duché de Luxembourg et donc se soumettre désormais au droit luxembourgeois.

On remarquera qu'il n'est pas fait usage de l'option, ouverte par l'art. 7 de la directive qui consisterait à imposer à la SE de faire figurer son siège statutaire et son administration centrale au *même endroit* alors que le droit communautaire exige déjà (première partie de l'art. 7) que le siège statutaire et l'administration centrale soient situés dans le *même Etat*. Effectivement, dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg se montre favorable à la mobilité des entreprises (laquelle peut être facilitée par la recherche de l'ordre juridique le plus favorable en fonction de la localisation du siège statutaire), il ne convient pas d'imposer cette obligation, d'autant plus que l'art. 69 a) du règlement ouvre déjà la possibilité d'examiner ultérieurement s'il convient „de permettre à une SE d'avoir son administration centrale et son siège statutaire dans des Etats membres différents“.

Le *troisième paragraphe*, portant l'obligation d'immatriculer la SE au registre de commerce et des sociétés, n'est pas absolument nécessaire dans la mesure où la soumission de principe de la SE au droit applicable aux SA entraîne déjà une telle obligation (voy. également *infra* art. 76, 4° de la loi du 10 août 1915). Mais l'on remarquera que la loi applicable au G(E)IE énonce expressément cette obligation (art. 7, 5°, de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique et art. 3, 1° de la loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE No 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE)). Il est par ailleurs également fait allusion à une telle immatriculation pour les sociétés civiles prenant la forme d'une société commerciale dans le cadre du projet „restructurations“<sup>23</sup>. En outre, étant donné l'importance de la notion d'„immatriculation“ quant à l'acquisition de la personnalité juridique de la SE (*supra* art. 2 de la loi du 10 août 1915) et dans le cadre de la procédure du transfert de siège (*infra* art. 101-1 et suiv. de la loi du 10 août 1915), il a été estimé préférable d'énoncer expressément dans le texte de la loi du 10 août 1915 cette obligation d'immatriculation.

20 Le droit français définit d'ailleurs la société anonyme de la manière suivante:

Art. L. 225-1 C. com. – „La société anonyme est la société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports (...).“

21 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, *Doc. parl.*, Ch. dép., sess. ord. 2001-2002, No 4992.

22 Ainsi que ce fut fait pour les GIE et GEIE. Il faut cependant rappeler qu'à l'époque nombre d'auteurs insistaient sur l'aspect contractuel du G(E)IE, refusant dès lors de les qualifier de „sociétés“ *a priori* davantage enfermées dans un carcan réglementaire.

23 Voy. la nouvelle mouture proposée pour l'art. 3 de la loi du 10 août 1915 dans le cadre de ce projet, No 4992, précité.

## 8) Article 25

Disposition du règlement communautaire: art. 11, §§ 2 et 3

Etant donné l'optique généralement retenue d'intégration du droit de la SE dans le corps des règles applicables à la SA nationale, le présent projet reprend parfois, dans une formulation quasiment identique, des dispositions issues du règlement, ce qui devrait permettre de limiter autant que possible de devoir constamment se référer au texte de ce dernier. L'article 25, *paragraphe (2)*, reprend donc presque textuellement la disposition communautaire précitée.

## 9) Intitulé du § 2 de la section IV

Disposition du règlement communautaire: art. 10

La modification de ce titre fait d'une part ressortir l'intégration du régime de la SE au régime de la SA nationale, tout en donnant à entendre ses particularités mises en évidence par la suite.

10) Article 26, *paragraphe (1), 1) et 2)*

Disposition du règlement communautaire: art. 4, §§ 2 et 3

La modification du 1) du *paragraphe (1)*, posant actuellement l'exigence de deux actionnaires au sein de la SA, s'impose du fait de l'introduction de la SA unipersonnelle (*supra* art. 23). La formulation retenue (l'exigence d'un associé au moins plutôt que l'abrogation pure et simple du 1<sup>24</sup>) du *paragraphe (1)*<sup>25</sup> présente l'avantage de la clarté (il est effectivement clairement annoncé qu'une SA peut désormais être unipersonnelle) et aussi de ne pas imposer de modification de l'art. 137-4 (2), al. 2, qui, pour la constitution d'une coopérative organisée comme une société anonyme, opère renvoi à l'art. 26, *paragraphe (1), 1)* de la loi du 10 août 1915.

Par ailleurs l'insertion de l'alinéa 2 sous le 2) du *paragraphe (1)* résulte directement du prescrit communautaire.

## 11) Articles 26bis à nonies

Dispositions du règlement communautaire: art. 2, §§ 1 à 3 et 5; 24; 32; 33; 34; 36

*A propos de l'article 26bis*

Dispositions du règlement communautaire: art. 2, §§ 1 à 3 et 5; art. 24

Cette disposition paraphrase l'art. 2 du règlement en distinguant plus clairement les diverses hypothèses (fusion, holding et filiale) que la disposition originelle.

Le second alinéa du *paragraphe (1)* de l'art. 26bis, mettant en oeuvre les dispositions de l'art. 24 du règlement, ne constitue qu'une application de la soumission de principe des SE au droit applicable aux sociétés anonymes mais il est néanmoins souhaitable de la mettre en oeuvre expressément dans le droit national dans la mesure où le règlement tranche en faveur d'une application cumulative des dispositions protectrices nationales et invite par ailleurs à une appréhension de l'opération compte tenu de son caractère transfrontalier (les dispositions applicables en l'occurrence se situent aux articles 268, 269 et 270 de la loi du 10 août 1915).

Le *paragraphe (3)* de la disposition proposée énonce les types de sociétés visés par le traité. L'exclusion des sociétés ne poursuivant pas de but lucratif (de telles sociétés n'existent d'ailleurs pas *de lege lata* en droit luxembourgeois) vient du traité. Pour rappel, les sociétés civiles de droit luxembourgeois sont dotées de la personnalité juridique et peuvent à ce titre participer à la création d'une SE. En outre, selon les dispositions du projet „restructurations“<sup>26</sup>, ces sociétés pourront également prendre la forme d'une société commerciale sans perdre leur nature civile.

Pour la mise en oeuvre de l'art. 2, § 4, du règlement, voy. *supra* art. 3 de la loi du 10 août 1915.

24 Comp. l'art. 183 de la loi 10 août 1915 dont le 1<sup>o</sup> posant la même exigence a été abrogé par la loi du 28 décembre 1992 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales à l'effet d'introduire la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

25 qui aurait pour conséquence que la seule règle à envisager serait l'art. 12ter, 4) de la loi du 10 août 1915 qui n'exige qu'un fondateur en vue de constituer valablement une société anonyme.

26 Projet No 4992, précité.

Il importe par ailleurs de faire observer que „les autres personnes morales de droit public ou privé constituées selon le droit d'un Etat membre“ incluent notamment, au regard du droit luxembourgeois, les groupements d'intérêt économique auxquels d'ailleurs le bénéfice de certaines dispositions de la loi de 1915 (en matière de transformation, fusion, scission; transfert d'actifs, d'universalité ou de patrimoine professionnel) est étendu par l'effet du projet „restructurations“<sup>27</sup>.

Quant à la rétention, au paragraphe (4) de l'art. 26bis, de l'option ouverte par l'art. 2, § 5, du règlement, celle-ci s'impose dans le cadre d'un Grand-Duché de Luxembourg qui exprime déjà une certaine propension à attribuer sa nationalité sur la base de la localisation d'un siège statutaire sur son territoire (voy. la présomption réfragable exprimée par l'art. 2 de la loi du 10 août 1915). En outre le projet „restructurations“<sup>28</sup> permet, aux articles 257 et 285 proposés pour la loi du 10 août 1915, qu'une société étrangère participe à l'une des opérations de restructuration visées par ce texte.

#### *A propos de l'art. 26ter*

Disposition du règlement communautaire: art. 32, § 1er

Il s'agit d'une mise en œuvre fidèle de l'art. 32, § 1er, du règlement.

#### *A propos de l'art. 26quater*

Disposition du règlement: art. 32, § 2

Sources d'inspiration: art. 29-30, 31-2 et 261 de la loi du 10 août 1915.

Quant à l'établissement du projet la forme notariée a été retenue, s'inspirant ainsi de cet autre mode de constitution „en plusieurs temps“ qu'est la constitution par la voie de souscription évoquée aux art. 29-30 de la loi du 10 août 1915. Le règlement n'évoque pas cette question, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où le contrôle exercé par le notaire au stade de la constitution de la société ne constitue que l'un des modes de contrôle approuvés par la première directive européenne en matière de droit des sociétés. L'intervention du notaire dès l'établissement du projet se justifie doublement: tout d'abord parce que le projet doit contenir les statuts de la future SE (qui devront être établis par acte notarié en vertu de l'art. 4 de la loi du 10 août 1915) et ensuite (*infra* art. 26octies, § 3) parce que le notaire a pour mission de constater la réalisation des conditions gouvernant le déroulement de l'opération.

De manière générale, le terme „actionnaires“ a été plusieurs fois remplacé par le terme „associés“ dans la mesure où la constitution d'une SE holding peut être promue non seulement par des SA mais également par des SARL (même remarque pour les „actions“, faisant place aux „actions ou parts“; de même on a préféré l'expression générique „organe de gestion“ à „conseil d'administration ou le ou les gérants“).

#### *A propos de l'art. 26quinquies*

Disposition du règlement communautaire: art. 32, § 3

Source d'inspiration: art. 262 de la loi du 10 août 1915.

#### *A propos de l'art. 26sexies*

Disposition du règlement communautaire: art. 32, §§ 4 et 5

Source d'inspiration: art. 266 de la loi du 10 août 1915.

#### *A propos de l'art. 26septies*

Disposition du règlement communautaire: art. 32, § 6

La mention de l'approbation éventuelle des porteurs de titres autres que des actions ou parts est effectuée en vue de maintenir le parallélisme avec ce que prévoit l'art. 263 de la loi du 10 août 1915 en matière de fusion.

Voy. *infra* art. 263 (6) de la loi du 10 août 1915 en ce qui concerne l'implication des travailleurs dans le cadre d'une constitution par voie de fusion.

<sup>27</sup> Projet No 4992, précité.

<sup>28</sup> Projet No 4992, précité.

Notons ici que la décision prise au sein de chacune des sociétés promouvant l'opération le sera par la voie d'une assemblée ordinaire. Effectivement, il n'est pas ici question d'une modification statutaire au sein des sociétés promotrices et, par ailleurs, la protection des actionnaires est assurée par les dispositions régissant l'apport des actions ou parts telles que figurant dans l'art. 26octies *infra*.

*A propos de l'art. 26octies*

Disposition du règlement communautaire: art. 33

La mise en œuvre de la disposition communautaire soulève une difficulté d'interprétation quant au point de départ du délai durant lequel les associés peuvent apporter leurs actions ou parts. Le règlement évoque „la date à laquelle l'acte de constitution de la SE a été établi conformément à l'article 32“. S'agit-il de la date de publication du projet de constitution contenant les statuts de la SE (*supra* art. 26quater et 26quinquies de la loi du 10 août 1915 et comp. art. 29 de la loi du 10 août 1915 relatif à la constitution de la SA par la voie de souscriptions faisant courir le délai de convocation des souscripteurs en assemblée à dater de la publication du projet) ou s'agit-il de la date de l'approbation du projet de constitution (art. 26septies) ? Le projet retient la seconde possibilité dans la mesure où un délai de plus de trois mois pourrait s'écouler entre la publication du projet et la décision prise par l'assemblée (l'art. 32 du règlement et l'art. 26quinquies de la loi du 10 août 1915 disposent en effet que la publication du projet a lieu un mois *au moins* avant la date de l'assemblée appelée à se prononcer sur l'opération).

Bien entendu, si l'approbation de chacune des assemblées devant approuver le projet de constitution survient à des dates différentes, le délai commencera à courir à la date d'approbation par la dernière assemblée concernée, concluant ainsi le contrat de fusion, car l'article 33, § 1er, du règlement fait bel et bien référence à „la date à laquelle l'acte de constitution de la SE a été établi“.

Enfin, notons que le double délai énoncé en vue de permettre aux associés d'apporter leurs actions ou parts est édicté en vue d'assurer la protection de leur intérêt particulier. Rien n'empêche par conséquent les associés d'écourter considérablement ce délai en prenant à l'unanimité la décision d'apporter leurs actions ou parts dans le cadre de la constitution de la SE.

*A propos de l'art. 26nonies*

Disposition du règlement communautaire: art. 36

L'alinéa 2 reprend le texte de l'art. 36 du règlement.

*12) Article 26-2, paragraphe (1), dernière phrase*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

*13) l'article 27, 1)*

Cette modification résulte de l'introduction de la SA unipersonnelle.

*14) Articles 31-2 et 31-3*

Dispositions du règlement communautaire: art. 66, §§ 3 à 6; art. 37, §§ 1, 3 à 7 et 9

Pour la mise en œuvre de l'art. 66, § 1er, du règlement, voy. *supra* art. 3 de la loi du 10 août 1915.

La procédure à suivre en cas de transformation ne faisant pas *de lege lata* l'objet d'une réglementation en droit luxembourgeois<sup>29</sup>, il importe donc d'adopter une réglementation *ad hoc* en vue de mettre en œuvre les exigences que formule l'art. 66 du règlement à cet égard.

Source d'inspiration pour l'art. 31-2, paragraphe (1): art. 261 de la loi du 10 août 1915 (dont vient la précision „par écrit“).

Source d'inspiration pour l'art. 31-2, paragraphe (2): notamment l'art. 262 de la loi du 10 août 1915.

Sources d'inspiration pour l'art. 31-2, paragraphe (3): notamment les art. 26-1 et 266 de la loi du 10 août 1915.

<sup>29</sup> Seul l'art. 3, *supra*, fixe les principes en la matière mais n'arrête pas la procédure à suivre.

Source d'inspiration pour l'art. 31-2, paragraphe (4): notamment l'art. 263 de la loi du 10 août 1915 qui lui-même transpose l'article 7 de la directive 78/855/CEE.

On remarquera que la notion de „capital“ venant de l'art. 66, § 5, du règlement a été précisée de la manière retenue au § 3 de l'art. 31-2 de la loi du 10 août 1915 proposé, laquelle est conforme à l'art. 37, § 6, du règlement (voy. art. 31-3 de la loi du 10 août 1915 proposé).

Notons que les art. 31-2, § 3, et 31-3, § 3, constituent une *lex specialis*, pour les cas de transformation de SE en SA et de SA en SE, supplantant les dispositions comprises à l'art. 31-1. En outre on ne peut réellement parler de transformation d'une société „d'une autre forme“ en société anonyme dans ces deux hypothèses.

#### 15) Article 32, paragraphe (2)

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 16) Article 32-1, paragraphes (2), (4) et (5)

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 17) Article 32-3, paragraphes (3) et (5)

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire<sup>30</sup>.

#### 18) Article 33-4

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 19) Article 41, alinéas 1er à 3

Les modifications apportées à cette disposition sont la conséquence à la fois de l'introduction de la SA unipersonnelle et de la mise à disposition d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois.

Quant à la possibilité pour la société de n'être dotée que d'un seul administrateur ou de ne voir qu'un seul membre composer son directoire, voy. *infra* art. 51 et 60bis-2 proposés pour la loi du 10 août 1915.

#### 20) Article 45, paragraphe (3), alinéa 2

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 21) Article 49-1, paragraphe (3)

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire<sup>31</sup>.

#### 22) Article 49-2, paragraphes (1), 4° et (2)

Disposition du règlement communautaire: art. 38

<sup>30</sup> Comp. en outre les art. L. 225-134 et L. 225-135 C. com. français.

<sup>31</sup> Comp. en outre l'art. L. 225-206 C. com. français.



Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire<sup>32</sup>.

23) *Article 49bis, paragraphe (6), b/*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

24) *Intitulé du § 4 de la section IV*

Disposition du règlement communautaire: art. 10

La modification de ce titre fait d'une part ressortir l'intégration du régime de la SE au régime de la SA nationale tout en donnant à entendre ses particularités mises en évidence par la suite.

25) *Intitulé pour un Sous-§ 1 inséré après l'intitulé du § 4 de la section IV*

Cet intitulé est nouveau et fait partie de la nouvelle structuration du § 4 de la section IV nécessitée par l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois. Cette nouvelle structuration est la suivante:

§ 4.– De l'administration et de la surveillance des sociétés anonymes et des sociétés anonymes européennes (Art. 50-66 de la loi du 10 août 1915)

*Sous-§ 1.– Du conseil d'administration*

(Suivent les art. 50 à 60bis)

*Sous-§ 2.– Du directoire et du conseil de surveillance*

(Suit l'art. 60bis-1)

*A. Du directoire*

(Suivent les art. 60bis-2 à 60bis-11)

*B. Du conseil de surveillance*

(Suivent les art. 60bis-12 à 60bis-18)

*C. Dispositions communes au directoire et au conseil de surveillance*

(Suivent les art. 60bis-19 et 60bis-20)

*Sous-§ 3.– De la surveillance par les commissaires*

(Suivent les art. 61 et 62)

*Sous-§ 4.– Dispositions communes aux organes de gestion, au conseil de surveillance et aux commissaires*

(Suivent les art. 63 à 66)

26) *Article 51*

Dispositions du règlement communautaire: art. 43, §§ 2 et 3; art. 46, § 1er; art. 47, § 4

La possibilité ouverte par l'alinéa 1er de l'art. 51 proposé de n'avoir qu'un seul administrateur au sein de la société lorsque celle-ci ne compte plus qu'un seul actionnaire résulte de l'introduction de la SA unipersonnelle et est inspirée de l'art. 518, § 1er, alinéa 2 du Code belge des sociétés<sup>33</sup> qui érige une faculté similaire lorsque la société ne comporte que deux associés.

Par ailleurs, en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, il est fait usage de la faculté offerte par le règlement communautaire d'aménager, hormis le cas où la participation des

<sup>32</sup> Comp. en outre l'art. L. 225-209 C. com. français.

<sup>33</sup> Lequel dispose (après avoir fixé le principe selon lequel les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins):

„Toutefois, lorsque la société est constituée par deux fondateurs ou que, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a pas plus de deux actionnaires, la composition du conseil d'administration peut être limitée à deux membres jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation par toute voie de droit de l'existence de plus de deux actionnaires.“

travailleurs est organisée, un régime plus souple pour la SE, s'agissant ici de la fixation du nombre de ses administrateurs. On notera que la formulation retenue („le nombre d'administrateurs *ou les règles pour sa détermination*“) n'impose pas aux statuts de fixer un nombre précis (un nombre maximum ou minimum pourrait ainsi être fixé).

## 27) Article 51bis

Disposition du règlement communautaire: art. 47, § 1er

L'obligation érigée par le règlement pour la personne morale administrateur de désigner une personne physique pour l'exercice des pouvoirs dans l'organe concerné ne prend de sens que sous la forme de la désignation d'un représentant permanent, telle qu'elle est organisée en droit français et en droit belge. La disposition proposée est inspirée de l'art. L. 225-20 C. com. français<sup>34</sup> et de l'art. 61 Code belge des sociétés<sup>35 36</sup>.

La disposition proposée vaut tant pour la SA nationale que pour la SE, l'institution du représentant permanent valant déjà dans les pays voisins pour les SA nationales.

Lorsque la personne morale concernée est l'Etat ou une personne morale de droit public, les dispositions de l'art. 51bis ci-contre devront être appliquées de concert avec celles de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme<sup>37</sup>.

34 Lequel dispose que „Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement“.

35 Tel que complété par l'art. 2 de la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes, dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, *Mon.*, 22 août 2002, pp. 36555 et suiv.

Cette disposition est la suivante: „§ 2. Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, gérant ou membre du comité de direction, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.“

36 A noter que, dans le cadre des discussions qui ont abouti à la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme (voy. ci-après), la Chambre de commerce (Projet de loi, No 3272, Ch. dep., sess. ord., 1988-89, p. 3) avait proposé l'adoption d'un nouvel art. 51bis, à insérer dans la loi du 10 août 1915, comportant le texte suivant: „Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsqu'il s'agit de l'Etat, celui-ci peut désigner dans les mêmes conditions autant de représentants permanents disposant chacun du droit de vote au conseil que la décision afférente de l'assemblée générale aura déterminés.

Lorsque la personne morale révoque respectivement son ou un représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.“

37 *Mém.* A 1990, p. 550.

Cette loi dispose actuellement:

„Article unique. Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'Etat ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur représentent respectivement l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. A cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'Etat ou à la personne morale de droit public.

Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration la révocation de leur mandat.

La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs pour l'accomplissement de leur mission.“

Voy. *infra* art. V du présent projet de loi et les modifications qui y sont proposées pour ce texte.

Quant à la nomination d'une personne morale au sein du directoire d'une SA/SE ayant opté pour un système dualiste de gestion, voy. *infra* l'art. 60bis-4 proposé.

28) Article 53, alinéas 1er et 5

Disposition du règlement communautaire: art. 48

L'art. 48, § 1er, du règlement communautaire soulève une difficulté d'interprétation au regard des dispositions de la première directive (68/151/CEE), laquelle dispose (art. 9, § 2) que „Les limitations aux pouvoirs des organes de la société, qui résultent des statuts ou d'une décision des organes compétents, sont toujours inopposables aux tiers, même si elles sont publiées“.

La question se pose en effet de savoir si l'exigence que les statuts de la SE énumèrent les catégories d'opérations qui donnent lieu à décision expresse du conseil d'administration emporte une limitation des pouvoirs qui serait opposable aux tiers. A première vue, cette disposition du règlement apparaît inutile dans la mesure où le conseil d'administration dispose déjà du pouvoir résiduel à l'exception des actes que la loi réserve à l'assemblée générale. Certes, le droit luxembourgeois, semble-t-il contrairement au droit belge (voy. art. 522 Code des sociétés<sup>38</sup>), permet également aux statuts de limiter les pouvoirs revenant au conseil d'administration mais cette limitation est rendue inopposable aux tiers aux termes de l'art. 53, al. 3 de la loi du 10 août 1915.

Il semble que l'art. 48, § 1er doit être interprété en ce sens que les actes donnant lieu à énumération ne peuvent faire l'objet d'une délégation, soit du chef de „gestion journalière“ soit selon les termes d'un mandat de droit commun. Néanmoins, dans la mesure où il ne semble pas que le législateur communautaire ait par cela voulu une moindre protection des tiers lorsque des actes auront été posés en violation de cette disposition statutaire réservant ces actes au conseil d'administration, il n'apparaît pas qu'il faille donner à cette précision une portée dépassant l'ordre interne de la société. On peut donc distinguer les cas de figure suivants:

- un délégué à la gestion journalière pose un acte rentrant dans la notion de gestion journalière mais qui a fait l'objet d'une réservation statutaire en application de l'art. 48, § 1er, du règlement: en application de l'art. 60, al. 2 de la loi du 10 août 1915, il engage quand même la société mais il engage sa responsabilité du fait de la violation des statuts;
- un mandataire spécial pose un acte n'excédant pas les limites de son mandat mais qui a fait l'objet d'une réservation statutaire en application de l'art. 48, § 1er, du règlement. Ce cas est un peu plus délicat car une disposition contractuelle „pure“ est ici confrontée à une disposition statutaire publiée mais il s'agit d'observer que le pouvoir d'agir serait revenu au conseil d'administration même en l'absence d'une disposition statutaire à cet effet puisque celui-ci dispose du pouvoir résiduel. Dès lors, dans la mesure où le droit luxembourgeois admet les délégations spéciales, il faut considérer que le mandataire engagera la société mais que le conseil d'administration engagera sa responsabilité pour violation des statuts à l'occasion de cette délégation méconnaissant la réservation statutaire. Il a donc été décidé d'ajouter un alinéa à l'art. 53 mettant en évidence la portée purement interne de la réservation de pouvoirs prévue à l'art. 48, § 1er, du règlement.

Quant à l'art. 48, § 2, ouvrant au législateur la latitude de déterminer les catégories d'opérations donnant lieu à décision expresse par le conseil d'administration, il a été décidé de ne pas en faire usage.

<sup>38</sup> Comp. le texte de l'art. 522, § 1er, al. 1er, du Code belge des sociétés („Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.“) au texte de l'art. 53, al. 1er, de la loi du 10 août 1915 („Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.“, souligné par nous). Néanmoins tant le droit belge que le droit luxembourgeois (voy. la suite des deux dispositions précitées) rendent les limitations statutaires des pouvoirs du conseil d'administration inopposables aux tiers.

29) Article 57, alinéas 3 et 4

Ces modifications résultent de l'introduction de la SA unipersonnelle<sup>39</sup> et tiennent compte (à l'alinéa 4) de ce qu'une telle société peut ne comporter qu'un seul administrateur, aux termes de l'article 51 tel que proposé ci-avant.

30) Article 60, alinéa 4

Disposition du règlement communautaire: art. 43, § 1er

L'art. 60 prescrit, dans sa rédaction actuelle, que l'assemblée générale autorise la délégation de la gestion journalière lorsqu'une telle délégation a lieu au profit d'un membre du conseil d'administration. Il est proposé de supprimer cette contrainte, que la disposition communautaire précitée n'énonce pas et qui suscite des difficultés pratiques, tout en maintenant l'obligation de reddition des comptes afférente à cette délégation.

31) Insertion d'un sous-§ („Sous-§ 2.– Du directoire et du conseil de surveillance“) dans le § 4 de la section IV, comportant les articles 60bis-1 à 60bis-20, répartis entre trois sous-titres („A. Du directoire“; „B. Du conseil de surveillance“ et „C. Dispositions communes au directoire et au conseil de surveillance“)<sup>40</sup>

Dispositions du règlement communautaire: considérant No 14; art. 38 et art. 39, § 5; art. 38 à 42.

Les dispositions précitées du règlement prennent acte de l'existence, parmi les Etats membres de deux systèmes de gestion (moniste et dualiste) pour les SA, indiquent que la rétention de l'un de ces systèmes relève du libre choix des promoteurs de la SE et qu'il revient aux Etats membres qui n'auraient pas mis en place de système dualiste de gestion des SA de prendre (il s'agit d'une faculté qui leur est ouverte) les mesures appropriées concernant les SE.

Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas d'une réglementation permettant aux SA de s'organiser selon un système dualiste de gestion, il importe de l'élaborer dans le cadre de ce projet afin d'ouvrir aux promoteurs de SE dont le siège statutaire serait établi à Luxembourg la possibilité d'opter pour un système moniste ou un système dualiste de gestion. Le règlement (art. 39, §5) n'impose pas d'élargir la disponibilité d'un système dualiste de gestion aux SA nationales. Il a néanmoins été décidé d'ouvrir cette option à toute SA/SE soumise au droit luxembourgeois dans la mesure où, à l'instar du droit français, il s'agit d'une faculté offerte et non d'une obligation imposée aux opérateurs économiques.

*A propos de l'insertion de l'intitulé: „Sous-§ 2.– Du directoire et du conseil de surveillance“*

Cette section s'insère entre les actuels art. 60bis et 61 de la loi du 10 août 1915, suivant le plan du droit français (cons. art. L. 225-57 et suiv. C. com. français) abordant d'abord le conseil d'administration, ensuite la structure bicéphale composée du directoire et du conseil de surveillance et enfin la surveillance de la société.

<sup>39</sup> Et, notamment quant à la réserve faite pour les opérations habituelles conclues dans des conditions et sous des garanties normales, sont inspirées par les dispositions suivantes: art. 200-2, al. 3 de la loi du 10 août 1915; art. 260 et 261 Code belge des sociétés et art. L. 227-10, al. 3 C. com. français:

Art. 260 Code belge des sociétés.– „S'il n'y a pas de collège de gestion et qu'un gérant se trouve placé dans l'opposition d'intérêts visée à l'article 259, § 1er, il en réfère aux associés et la décision ne pourra être prise ou l'opération ne pourra être effectuée pour le compte de la société que par un mandataire ad hoc.“

Art. 261 Code belge des sociétés.– „Lorsque le gérant est l'associé unique et qu'il se trouve placé dans l'opposition d'intérêts visée à l'article 259, § 1er, il pourra prendre la décision ou conclure l'opération mais il devra rendre spécialement compte de celle-ci dans un document à déposer en même temps que les comptes annuels.“

Il sera tenu tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers de réparer le préjudice résultant d'un avantage qu'il se serait abusivement procuré au détriment de la société.

Les contrats conclus entre lui et la société sont, sauf en ce qui concerne les opérations courantes conclues dans des conditions normales, inscrits dans le document visé à l'alinéa 1er.“

Art. L. 227-10, al. 3, C. com. français.– (...)

„Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.“

<sup>40</sup> Voy. *supra* 25).

*A propos de l'art. 60bis-1*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Paragraphe (1)

L'adoption d'un système moniste ou dualiste de gestion relève d'une option prise dans les statuts de la SA ou SE, à l'instar de ce que prévoit le droit français (art. L. 227-57 C. Com.<sup>41</sup>).

Par ailleurs, les dispositions dont l'applicabilité est exclue pour les SA/SE dotées d'un système dualiste de gestion (figurant aux art. 50 à 60bis de la loi du 10 août 1915<sup>42</sup>) correspondent à l'énumération qui est faite en droit français à l'art. L. 225-57 C. com. (art. L. 225-17 à 225-56).

Paragraphe (2)

A l'instar du droit français (art. L. 225-57, al. 2, C. com. précité) et pour éviter toute contestation à cet égard, ce paragraphe confirme qu'il est possible pour une société de changer de système de gestion au cours de son existence par la voie d'une modification statutaire.

*A propos de l'art. 60bis-2*

Dispositions du règlement communautaire: art. 39, § 4; art. 40, § 1er

Voy. également: art. L. 225-58 C. com. français<sup>43</sup>

Paragraphe (1)

Le Règlement confère la maîtrise aux statuts et aux Etats membres quant à la fixation du nombre de personnes composant le directoire. Etant donné que le Règlement ne confie pas une telle compétence au conseil de surveillance, il est proposé d'opérer une distinction entre la SE et la SA à cet égard.

Paragraphe (2)

Deux circonstances sont prévues dans lesquelles la société pourrait exceptionnellement ne comporter qu'une seule personne au sein de son directoire:

- lorsque la société est unipersonnelle: la règle proposée ici qu'une telle société puisse n'avoir qu'une seule personne composant son directoire s'inscrit dans la cohérence de la solution proposée pour les SA dotées d'un conseil d'administration aux termes de l'art. 51 de la loi du 10 août 1915 (voy. *supra*);
- lorsque le capital de la société est inférieur à 500.000 euros. Une telle règle figure déjà en droit français (art. L. 225-58 C. com. précité). Le chiffre de 500.000 euros, quoique supérieur au montant retenu en droit français, tient compte du contexte général de la place financière luxembourgeoise.

Paragraphe (3)

Enonce le principe de la surveillance du directoire par le conseil de surveillance tel qu'énoncé aux art. L. 225-58, al. 3, C. com. français et l'art. 40, § 1er du règlement communautaire.

41 Art. L. 225-57.– „Il peut être stipulé par les statuts de toute société anonyme que celle-ci est régie par les dispositions de la présente sous-section. Dans ce cas, la société reste soumise à l'ensemble des règles applicables aux sociétés anonymes, à l'exclusion de celles prévues aux articles L. 225-17 à L. 225-56.

L'introduction dans les statuts de cette stipulation, ou sa suppression, peut être décidée au cours de l'existence de la société.“

42 C'est-à-dire les dispositions ayant trait au conseil d'administration, organe (unique) de gestion dans le système moniste.

43 Art. L. 225-58.– „La société anonyme est dirigée par un directoire composé de cinq membres au plus. Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, ce nombre peut être porté par les statuts à sept.

Dans les sociétés anonymes dont le capital est inférieur à 150.000 euros, les fonctions dévolues au directoire peuvent être exercées par une seule personne.

Le directoire exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance.“

*A propos de l'art. 60bis-3*

Disposition du règlement communautaire: art. 39, § 2

Voy. également: art. L. 225-59 C. com. français<sup>44</sup>

Contrairement au droit français, l'art. 60bis-3 ne s'oppose pas à ce qu'une personne morale soit nommée au sein du directoire d'une SA/SE. D'ailleurs, le règlement communautaire (art. 47, § 1er: voy. *infra* le commentaire formulé pour l'art. 60bis-4 de la loi du 10 août 1915) ne s'oppose pas non plus à une telle nomination.

D'autre part, le règlement communautaire (art. 39, § 2) ouvre la possibilité pour un Etat membre de prévoir que les statuts puissent confier la compétence de nomination des membres du directoire à l'assemblée générale. Cette option est mise en œuvre par le présent projet, précisant que si les statuts confient à l'assemblée le soin de nommer les membres du directoire, seule l'assemblée sera alors compétente afin d'éviter d'éventuelles nominations concurrentes.

Quant à la révocation, voy. *infra* art. 60bis-5 de la loi du 10 août 1915.

En ce qui concerne l'élection du président, voy. *infra* l'art. 64 de la loi du 10 août 1915 proposé.

*A propos de l'art. 60bis-4*

Disposition du règlement communautaire: art. 47, § 1er

Dans la mesure où il apparaît préférable d'ouvrir la possibilité que les membres du directoire, tout comme les administrateurs, puissent être des personnes morales, il importe de mettre en œuvre l'art. 47, § 1er, du règlement (il s'agit d'une disposition commune aux systèmes moniste et dualiste). La disposition proposée est en outre inspirée de celle qui a été élaborée (art. 51bis de la loi du 10 août 1915, voy. *supra*) pour le cas où une personne morale serait nommée au sein d'un conseil d'administration.

*A propos de l'art. 60bis-5*

Disposition du règlement communautaire: art. 39, § 2

Voy. également: art. L. 225-61 C. com. français<sup>45</sup>

La révocation des membres du directoire pourra être effectuée par le conseil de surveillance et, si les statuts le prévoient, par l'assemblée générale. Dans ce second cas, cette compétence pourra, contrairement à ce qui est prévu en matière de nomination (voy. *supra* art. 60bis-3), être exercée concurremment par le conseil de surveillance et par l'assemblée, le conseil étant en mesure d'intervenir plus rapidement, en cas de péril en la demeure, que l'assemblée générale.

Il a été en outre estimé préférable de ne pas soumettre la révocation des membres du directoire à un régime plus restrictif que celui qui s'applique au conseil d'administration, où le principe est celui de la révocabilité *ad nutum*.

*A propos de l'art. 60bis-6*

Disposition du règlement communautaire: art. 46

Voy. également: art. L. 225-62 C. com. français<sup>46</sup>

44 Art. L. 225-59.– „Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance qui confère à l'un d'eux la qualité de président.

Lorsqu'une seule personne exerce les fonctions dévolues au directoire, elle prend le titre de directeur général unique.

A peine de nullité de la nomination, les membres du directoire ou le directeur général unique sont des personnes physiques. Ils peuvent être choisis en dehors des actionnaires.“

45 Art. L. 225-61.– „Les membres du directoire ou le directeur général unique peuvent être révoqués par l'assemblée générale, ainsi que, si les statuts le prévoient, par le conseil de surveillance. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du directoire n'a pas pour effet de résilier ce contrat.“

46 Art. L. 225-62.– „Les statuts déterminent la durée du mandat du directoire dans des limites comprises entre deux et six ans. A défaut de disposition statutaire, la durée du mandat est de quatre ans. En cas de vacance, le remplaçant est nommé pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du directoire.“



Paragraphe (2) et (3)

La solution proposée pour la vacance au sein du directoire est inspirée du droit français non pas applicable au directoire mais développé pour le conseil d'administration<sup>47</sup>. Cette solution présente l'avantage d'une réglementation détaillée qui a été adaptée à la spécificité du directoire mais il apparaît souhaitable d'établir sur ce point un parallélisme avec le droit applicable au conseil d'administration *au Luxembourg*, d'où la proposition faite pour l'art. 60bis-6<sup>48</sup>.

En ce qui concerne la vacance au sein du directoire, voy. en outre l'art. 60bis-19 de la loi du 10 août 1915 proposé.

*A propos de l'art. 60bis-7*

Voy. art. L. 225- C. com. français<sup>49</sup>

Il ne semble pas s'indiquer d'imposer le caractère rémunéré de la fonction de membre du directoire alors que les administrateurs peuvent s'exécuter de leur mission à titre gratuit (art. 50 de la loi du 10 août 1915).

D'autre part étant donné les potentialités de conflits susceptibles de surgir à l'occasion de la fixation du mode et du montant de la rémunération, il nous semble plus avisé de s'écarter de la solution du droit français, prévoyant la fixation dans l'acte de nomination, pour réserver la fixation de ceux-ci-ci au conseil de surveillance.

*A propos de l'art. 60bis-8*

Disposition du règlement communautaire: art. 48

47 à savoir l'art. L. 225-24 C. com. français, lequel dispose:

Art. L. 225-24.- „En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au *minimum légal*, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au *minimum statutaire*, sans toutefois être inférieur au minimum légal, le conseil d'administration doit procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter son effectif dans le délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance.

Les nominations effectuées par le conseil, en vertu des alinéas 1er et 3 ci-dessus, sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le conseil néglige de procéder aux nominations requises ou de convoquer l'assemblée, tout intéressé peut demander en justice, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale, à l'effet de procéder aux nominations ou de ratifier les nominations prévues au troisième alinéa.“

48 A comparer donc à l'art. 51 de la loi du 10 août 1915, lequel tant dans sa version actuelle que dans le texte proposé *supra* dispose, quant à la vacance que:

„En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.“

49 Art. L. 225-63.- „L'acte de nomination fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire.“

Voy. également: art. L. 225-64 à L. 225-68 C. com. français<sup>50</sup>

Paragraphes (2) et (4): opérations soumises à autorisation du directoire par le conseil de surveillance, portée de cette autorisation.

L'article 48 du règlement nous paraît peu clair quant à la portée de l'énumération par les statuts de certains actes soumis à autorisation de l'organe de direction par l'organe de surveillance. Cette tutelle est-elle opposable aux tiers ? Le règlement est muet à cet égard. Dans la mesure où une réponse affirmative irait directement à l'encontre du prescrit de l'art. 9 de la première directive<sup>51</sup>, il apparaît que l'art. 48 doit être interprété dans un sens limitant la portée du pouvoir d'autorisation à la sphère interne de la société (et donc engageant la responsabilité des membres du directoire pour les actes qui auraient été posés sans l'autorisation requise par les statuts, comp. avec le nouvel art. 53 qui est proposé *supra* pour la loi du 10 août 1915).

Le second alinéa du paragraphe (2) est inspiré de l'art. 100 du décret français du 23 mars 1967<sup>52</sup>.

Le paragraphe (4), alinéas 1 et 2, est proposé dans une formulation calquée sur l'art. 53 de la loi du 10 août 1915 (*supra*), formulation permettant de faire mieux ressortir la similarité des régimes applicables au directoire et au conseil d'administration sur ce point.

### Paragraphe (3)

En ce qui concerne la reprise du principe de validité des exploits faits au nom de la société seule (voy. art. 3, 53, 191bis de la loi du 10 août 1915), cette disposition a fait l'objet d'hésitations jurisprudentielles dans son application, spécialement au regard du code de procédure civile qui dispose que les sociétés sont assignées en la personne de l'organe qualifié pour les représenter en justice<sup>53</sup>. La jurispru-

50 Art. L. 225-64.- „Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du directoire sont inopposables aux tiers.

Le directoire délibère et prend ses décisions dans les conditions fixées par les statuts.“

Art. L. 225-65.- „Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le conseil de surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.“

Art. L. 225-66.- „Le président du directoire ou, le cas échéant, le directeur général unique représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Toutefois, les statuts peuvent habiliter le conseil de surveillance à attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire, qui portent alors le titre de directeur général.

Les dispositions des statuts limitant le pouvoir de représentation de la société sont inopposables aux tiers.

(...)“

Art. L. 225-68.- (...)

Les statuts peuvent subordonner à l'autorisation préalable du conseil de surveillance la conclusion des opérations qu'ils énumèrent. Toutefois, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations, la constitution de sûretés, ainsi que les cautions, avals et garanties, sauf dans les sociétés exploitant un établissement bancaire ou financier, font l'objet d'une autorisation du conseil de surveillance dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles le dépassement de cette autorisation peut être opposé aux tiers.

(...)

51 Première directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968, tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, *J.O.C.E.*, No L 065 du 14 mars 1968, pp. 8-12 (modifiée par la suite) dont l'art. 9, § 2, dispose que „Les limitations aux pouvoirs des organes de la société, qui résultent des statuts ou d'une décision des organes compétents, sont toujours inopposables aux tiers, même si elles sont publiées“.

52 Art. 100.- „Lorsqu'une opération exige l'autorisation du conseil de surveillance et que celui-ci la refuse, le directoire peut soumettre le différend à l'assemblée générale des actionnaires qui décide de la suite à donner au projet.“

53 Voy. notamment Cass., 21 mars 1996, P 30, 5: la Cour décide que tout exploit fait à la requête d'une société commerciale doit sous peine de nullité désigner la personne ou l'organe qualifié pour la représenter.

dence a évolué en ce sens que les décisions récentes font prévaloir, pour les sociétés visées aux art. 3, 53 et 191bis, le principe énoncé par ces dispositions, au titre de *lex specialis*<sup>54</sup>.

#### *A propos de l'art. 60bis-9*

Disposition du règlement communautaire: art. 39, § 1er

Cette disposition reprend le texte de l'art. 60 de la loi du 10 août 1915 applicable aux sociétés à système de gestion moniste, tout en adaptant son contenu au contexte de la société dotée d'un directoire.

#### *A propos de l'art. 60bis-10*

Cette disposition reprend le texte de l'art. 60bis de la loi du 10 août 1915 applicable aux sociétés à système de gestion moniste, tout en adaptant son contenu au contexte de la société dotée d'un directoire.

#### *A propos de l'art. 60bis-11*

Disposition du règlement communautaire: art. 51

Cette disposition reprend le texte de l'art. 59 de la loi du 10 août 1915 applicable aux sociétés à système de gestion moniste, tout en adaptant son contenu au contexte de la société dotée d'un directoire. En outre, on y a ajouté un alinéa précisant que l'octroi d'une autorisation par le conseil de surveillance afin que le directoire puisse poser un acte (situation spécifique au directoire) n'exonère pas celui-ci de sa responsabilité.

En ce qui concerne la responsabilité du conseil de surveillance, voy. *infra* l'art. 60bis-18.

#### *A propos des art. 60bis-12 à 60bis-14*

Dispositions du règlement communautaire: art. 40, § 1er et 41

Voy. également: art. L. 225-68 C. com. français<sup>55</sup>

Le caractère „permanent“ du contrôle exercé par le conseil de surveillance (art. 60bis-12, (1)) mérite d'être souligné dans le texte de l'article proposé, à l'instar du droit français (art. L. 225-68, al. 1er, précité). Il semble par ailleurs utile de rappeler, de manière à souligner la différenciation des rôles respectifs du directoire et du conseil de surveillance et à l'instar de l'art. 40, paragraphe (1), du règlement, que le conseil de surveillance ne peut s'immiscer dans la gestion de la société sous peine d'engager sa responsabilité<sup>56</sup>. Par ailleurs le pouvoir d'autorisation du conseil de surveillance apparaissant distinct, de par son caractère occasionnel, de sa mission de contrôle permanent, il apparaît logique de rappeler ce pouvoir dans un paragraphe distinct (art. 60bis-12, (2)), renvoyant à l'art. 60bis-8, paragraphe (2).

L'organisation de l'information du conseil de surveillance, objet de l'art. 60bis-13, apparaissant comme le corollaire nécessaire de sa fonction de contrôle permanent, il semble pertinent de regrouper, comme le fait le droit français (art. L. 225-68, précité), les dispositions la concernant dans un même article. Contrairement au droit français toutefois, le texte proposé précise que le rapport fait au moins

54 Voy. Cour de cassation 15 novembre 2001, arrêt No 58/10, No 1826 du registre, Hypovereinsbank Luxembourg SA c. Günther Neuwirth (cassation d'un arrêt de la Cour d'appel du 29 novembre 2000): „Vu l'article 53, alinéa 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales énonçant que les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule; attendu qu'en refusant d'appliquer à l'acte introductif d'instance la disposition légale susvisée, la cour d'appel a violé celle-ci.“

55 Art. L. 225-68.— „Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. (...)

A toute époque de l'année, le conseil de surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance.

Après la clôture de chaque exercice et dans le délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le directoire lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les documents visés au deuxième alinéa de l'article L. 225-100.

Le conseil de surveillance présente à l'assemblée générale prévue à l'article L. 225-100 ses observations sur le rapport du directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.“

56 La formulation reprise est inspirée de l'art. L. 225-235, al. 3, C. com. (applicable, en droit français, aux commissaires). Voy. en outre *Lamy, Sociétés commerciales*, Paris, Lamy, 2003, No 3522, pour le rappel de ce qu'une immixtion dans la gestion de la part du conseil de surveillance est source de responsabilité dans son chef (l'art. L. 225-74 C. com. fr. interdit d'ailleurs aux membres du conseil de surveillance de faire partie du directoire).

tous les trois mois par le directeur au conseil de surveillance doit revêtir une forme écrite<sup>57</sup>. Par ailleurs, les dispositions de l'art. 41 du règlement, §§ 2 à 5, ont été largement reprises telles quelles en les étendant à l'ensemble des sociétés à directoire (SA purement „nationales“ et SE).

Pour le paragraphe (1) de l'art. 60bis-13, inspiration a été prise de l'art. 62 (applicable aux commissaires) de la loi du 10 août 1915.

Quant à l'art. 60bis-13, paragraphe (4), son champ d'application a été étendu à l'ensemble des missions de contrôle visées à l'art. 60bis-12 dans la mesure où le pouvoir d'autorisation que détient le conseil de surveillance (qui n'est d'ailleurs pas évoqué par le règlement) doit lui aussi pouvoir être exercé de manière informée.

Quant à la mise en œuvre de l'art. 41, § 5 (droit individuel d'information), du règlement, voy. *infra* l'art. 64 proposé pour la loi du 10 août 1915.

#### *A propos de l'art. 60bis-15*

Dispositions du règlement communautaire: art. 40, §§ 2 et 3; art. 46

Les dispositions citées par l'art. 60bis-15 sont celles qui ont trait à la nomination, la composition, la vacance, la durée de la fonction et le caractère rééligible à la fonction de membre du conseil de surveillance.

On remarquera que l'on aboutit ici à la possibilité, en vertu de l'art. 51 de la loi du 10 août 1915, d'avoir un conseil de surveillance éventuellement composé d'une seule personne, ce que n'interdit pas le règlement.

#### *A propos de l'art. 60bis-16*

Il fut décidé de retenir une règle souple en la matière.

#### *A propos de l'art. 60bis-17*

Voy. art. 115 du Décret français du 23 mars 1967<sup>58</sup>

Le texte proposé concorde exactement avec le droit français sur le même thème.

#### *A propos de l'art. 60bis-18*

Disposition du règlement communautaire: art. 51

Voy. également: art. L. 225-257 C. Com. français<sup>59</sup>

Cette disposition reprend le texte de l'art. 59 de la loi du 10 août 1915 applicable aux sociétés à système de gestion moniste, tout en adaptant son contenu au contexte de la société dotée d'un conseil de surveillance.

En ce qui concerne la responsabilité du directoire, voy. *supra* l'art. 60bis-11.

57 L'absence de précision de l'art. L. 225-68 (précité) à cet égard donne d'ailleurs lieu à une controverse en France: certains estiment que cette disposition comporte une obligation d'établir le rapport par écrit tandis que d'autres estiment qu'un „rapport“ peut tout aussi bien revêtir une forme orale; néanmoins ceux qui admettent une forme orale conseillent *en pratique* de recourir à la forme écrite: *Lamy Sociétés commerciales*, Paris, Lamy, 2003, No 3491.

58 lequel dispose que: „Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance lui-même par la loi ou les statuts ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du directoire.“

59 Art. L. 225-257.– „Les membres du conseil de surveillance sont responsables des fautes personnelles commises dans l'exécution de leur mandat. Ils n'encourent aucune responsabilité, en raison des actes de la gestion et de leur résultat. Ils peuvent être déclarés civilement responsables des délits commis par les membres du directoire si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélés à l'assemblée générale.

Les dispositions des articles L. 225-253 et L. 225-254 sont applicables.“

*A propos de l'art. 60bis-19*

Disposition du règlement communautaire: art. 39, § 3

Voy. également: art. L. 225-74 C. com. français<sup>60</sup>

La solution retenue en droit français et dans le règlement a été reprise dans la mesure où ni le droit français ni le règlement ne comportent d'interdiction d'un cumul avec un contrat de travail.

En ce qui concerne la vacance au sein du directoire, voy. la réglementation de base à l'art. 60bis-6, (2) et (3) de la loi du 10 août 1915. Il n'a pas été fait usage de la faculté de limiter dans le temps la période durant laquelle le membre du conseil de surveillance devenu ainsi membre du directoire est habilité à exercer cette fonction (il l'exercera donc jusqu'à la fin initialement prévue pour le mandat du membre du directoire qu'il remplace, en vertu de l'art. 60bis-6, (3)).

*A propos de l'art. 60bis-20*

Voy. art. 67, paragraphes (2) et (3)

Le règlement du conflit d'intérêt fait l'objet d'une disposition commune pour le conseil de surveillance et le directoire car la procédure suivie est la même, avec en outre une autorisation du conseil de surveillance (paragraphe (2)) lorsque l'opposition d'intérêts réside au sein du directoire.

Il a en outre été tenu compte du cas des sociétés qui, en raison de leur caractère unipersonnel ou du caractère peu élevé de leur capital (art. 60bis-2, (2) et art. 60bis(15) renvoyant à l'art. 51) ne doivent comporter qu'un seul membre au sein de son directoire ou de son conseil de surveillance. La réglementation suggérée est calquée sur celle qui est proposée à l'art. 57 (*supra*) pour les sociétés dotées d'un système moniste de gestion.

*32) Intitulé pour un sous-§ („Sous-§ 3.– De la surveillance par les commissaires“) entre l'article 60bis-20 et l'article 61*

Voy. *supra* No 25 pour la mise en évidence de ce nouveau sous-§ dans la nouvelle structure présentée pour le § 4 la section IV.

*33) Article 61, alinéa 5*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

*34) Article 62, alinéas 2 et 3*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

*35) Intitulé pour un sous-§ („Sous-§ 4.– Dispositions communes aux organes de gestion, au conseil de surveillance et aux commissaires“) entre l'article 62 et l'article 63*

Voy. *supra* No 25 pour la mise en évidence de ce nouveau sous-§ dans la nouvelle structure présentée pour le § 4 la section IV.

*36) Article 63*

Le champ d'application de cette disposition est élargi dans la mesure où une action en responsabilité peut, en vertu des art. 60bis-11 et 60bis-18 proposés (*supra*), désormais être également engagée contre les membres du directoire et du conseil de surveillance.

*37) Article 64*

Dispositions du règlement communautaire: art. 41, § 5; art. 42; art. 44; art. 45

Le *paragraphe (1)* est composé de l'art. 64 de la loi du 10 août 1915 actuel dont on a élargi le champ d'application au directoire et conseil de surveillance.

<sup>60</sup> Art. L. 225-74.– „Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire.“

Par ailleurs le texte de la loi du 10 août 1915 ne fait *de lege lata* que très peu allusion au président du conseil d'administration (voy. art. 67, § 2 de la loi du 10 août 1915), d'où l'opportunité de mettre ici en oeuvre les dispositions des art. 42 et 45 qui comportent le règlement à cet égard (*paragraphe (2)*).

On observera en outre que, dans un souci de maintenir une certaine cohérence entre les régimes applicables au conseil d'administration et au directoire, on a choisi d'étendre au directoire une série de règles élaborées par le règlement largement à l'attention du conseil d'administration (principe de l'élection d'un président<sup>61</sup>, périodicité des réunions, objet des délibérations et droit d'accès à l'information<sup>62</sup>).

On remarquera que l'art. 64, § 4 proposé consacre un droit individuel d'information dont les modalités ont suscité débat<sup>63 64</sup>.

### 38) Article 64bis

Disposition du règlement communautaire: art. 50

Voy. également art. L. 225-37<sup>65</sup> et L. 225-82<sup>66</sup> C. com. français.

En ce qui concerne l'art. 64bis, celui-ci suit tout d'abord largement, en ses *paragraphes (1) et (2)*, le texte de l'art. 50, également §§ 1 et 2, du règlement, qui contient des dispositions communes aux systèmes de gestion moniste et dualiste. Le texte en a simplement été étendu à l'ensemble des SA (qui comprennent les SE en vertu de l'art. 23 de la loi du 10 août 1915, proposé *supra*). On signale au

61 Art. 42 et 45 du règlement, visant le conseil de surveillance (système dualiste) et le conseil d'administration (système moniste).

Remarquons à cet égard que l'art. 50 du règlement prévoit le principe de la voix prépondérante du président (voy. *infra* l'art. 64bis de la loi du 10 août 1915 proposé) pour tout organe de la SE quel que soit le système, moniste ou dualiste, de gestion retenu.

62 Art. 44 du règlement, formulé pour le seul conseil d'administration dans le système moniste.

63 Voy. L. SIMONT, „L'administrateur d'une société anonyme agissant isolément a-t-il un droit d'investigation individuelle?“, R.P.S., 1963, no 5148, pp. 189 et suiv.: s'il est admis que l'administrateur dispose d'un droit d'investigation individuelle, l'exercice de son droit à l'information connaît certaines limites tirées, notamment, de la légitimité du but poursuivi et de la préoccupation que l'exercice de son droit ne perturbe pas le fonctionnement normal de l'entreprise.

64 Selon le *Lamy Sociétés commerciales*, Paris, Lamy, 2003, No 3512: „Selon une réponse écrite, le caractère collégial du conseil de surveillance ne paraît pas empêcher chaque membre du conseil, compte tenu de la responsabilité personnelle qu'il peut encourir, de demander aux dirigeants tous documents et renseignements qu'il estimerait utiles à l'exercice de sa mission de contrôle.

Mais, la Chancellerie se montre hostile à l'assistance, dans cet exercice, d'un technicien étranger à la société, expert-comptable notamment. Cette hostilité se réfère à l'absence d'une disposition législative ou réglementaire en ce sens (Rép. min. No 15330, JOANQ 25 janv. 1975)“.

65 Art. L. 225-37.- „Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Toute clause contraire est réputée non écrite.

A moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Sauf disposition contraire des statuts, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions prévues aux articles L. 225-47, L. 225-53, L. 225-55, L. 232-1 et L. 233-16.

Sauf disposition contraire des statuts, la voix du président de séance est prépondérante en cas de partage.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil d'administration.“

Art. 84-1 du décret du 23 mars 1967.- „Les moyens de visioconférence mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 225-37 du code de commerce doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.“

66 Art. L. 225-82.- „Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

A moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Sauf disposition contraire des statuts, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions prévues aux articles L. 225-59, L. 225-61 et L. 225-81.

Sauf disposition contraire des statuts, la voix du président de séance est prépondérante en cas de partage.“



passage que dans le système proposé, étendu à l'ensemble des SA, la question de l'option ouverte au § 3 de l'art. 50 du règlement ne se pose pas.

L'art. 64bis, *paragraphe (3)* de la loi du 10 août 1915 proposé est quant à lui inspiré des art. L. 225-37 et L. 225-82 C. com. français<sup>67</sup> et de leurs dispositions décrétales d'application (précités). Il a toutefois été décidé d'élargir l'application de ce régime à l'ensemble des moyens (non limités à la visioconférence) de communication à distance permettant une participation effective à la réunion. Voy. en outre, en ce qui concerne la tenue de l'assemblée générale, l'art. 67 nouveau de la loi du 10 août 1915 proposé *infra*.

### 39) Article 66

Disposition du règlement communautaire: art. 49

Voy. également: art. L. 225-37 et L. 225-92 C. com. français<sup>68</sup>

Inspirée à la fois du texte du règlement et du droit français, la disposition proposée s'applique à toutes les SA (dont notamment les SE).

---

<sup>67</sup> Dispositions introduites par la loi No 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (*J.O.*, 5 mai 2002, pp. 8718 et suiv.).

<sup>68</sup> Art. L. 225-37.– „(...)“

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil d'administration.“

Art. L. 225-92.– „Les membres du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président.“

40) Article 67, modification des paragraphes (1), (2), (3) et (5) et insertion d'un paragraphe (3bis)

Disposition du règlement communautaire: art. 52

Voy. également: art. 200-2, al. 1er de la loi du 10 août 1915 (applicable aux SARL); art. 646, § 2, al. 1er et 2 Code belge des sociétés (applicable aux SA dont les actions se trouvent réunies entre les mains d'une seule personne)<sup>69</sup>; art. 267 Code belge des sociétés (applicable à la SPRL)<sup>70</sup>; art. L. 223-1, al. 2 et art. L. 223-31, al. 3, C. Com. français (applicables à la SARL)<sup>71</sup>; art. L. 227-9, al. 3, C. com. français (applicable à la société par actions simplifiée (SA))<sup>72</sup>; art. L. 225-107, II, C. com. français (utilisation des techniques modernes de communication pour la participation aux assemblées de SA)<sup>73</sup>; art. 550 Code belge des sociétés (relatif au vote par correspondance dans la SA)<sup>74</sup>.

*Paragraphe (1), al. 2*

La disposition selon laquelle l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale est la conséquence de l'introduction de la SA unipersonnelle et s'inspire de dispositions internes (art. 200-2 de la loi du 10 août 1915, précité) et de pays voisins (art. 267 et 646 Code belge des sociétés, précités; art. L. 223-1, 223-31 et 227-9 C. Com. français, précités) visant l'exercice des pouvoirs en assemblée dans le cadre d'une société unipersonnelle (SARL, SA devenue unipersonnelle par la réunion des parts entre les mains d'un seul associé et SAS unipersonnelle).

69 Art. 646.- „(...)

§ 2. L'indication de la réunion de toutes les actions entre les mains d'une personne ainsi que l'identité de cette personne doivent être versées dans le dossier visé à l'article 67, § 2.

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'actionnaire unique agissant en lieu et place de l'assemblée générale sont consignées dans un registre tenu au siège social.

(...)“.

70 Art. 267.- „Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.“

71 Art. L. 223-1.- „(...)

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, celle-ci est dénommée „associé unique“. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions du présent chapitre.

(...)“.

Art. L. 223-31.- „(...)

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

(...)“.

72 Art. L. 227-9.- „(...)

Dans les sociétés ne comprenant qu'un seul associé, le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés sont arrêtés par le président. L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

(...)“.

73 Art. L. 225-107 C. com.- „(...)

II.- Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.“

Art. 145-2 du décret du 23 mars 1967.- „Les moyens de visioconférence mentionnés au II de l'article L. 225-107 du code de commerce doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.“

74 Art. 550.- „Les statuts peuvent autoriser tout actionnaire à voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées dans les statuts.

Les formulaires, dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens d'un vote ni l'abstention, sont nuls.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée générale, dans les délais fixés par les statuts.

L'article 536, alinéa 2, est applicable lorsqu'une société permet le vote par correspondance.“

*Paragraphe (1), al. 3 et 4*

Dans la mesure où le règlement (art. 52) fait expressément référence au droit de l'Etat du siège *statutaire* (alors que le droit luxembourgeois adhère à la théorie du siège réel en tant que déterminant le droit applicable à la SA<sup>75</sup>) de la SE, il importe donc de mettre en oeuvre expressément les dispositions de l'art. 52 du règlement.

*Paragraphe (2)*

Les modifications introduites résultent d'une part de l'introduction du système dualiste de gestion pour les SA/SE et, d'autre part (alinéa 2) de l'introduction de la SA/SE unipersonnelle (cet alinéa est inspiré des dispositions nationales précitées).

*Paragraphe (3)*

La disposition ici introduite (recours aux techniques de visioconférence ou autre moyens techniques permettant l'identification des associés) ne s'impose pas en vertu du règlement mais il a été jugé utile de profiter de l'occasion pour moderniser le droit applicable en la matière (ainsi qu'il en est de la réunion des organes de gestion ou de surveillance: voy. l'art. 64bis de la loi du 10 août 1915 proposé *supra*) en s'inspirant du droit français<sup>76</sup>.

*Paragraphe (3bis)*

Enfin l'art. 67, paragraphe (3bis), qui introduit la technique du vote par correspondance dans le droit luxembourgeois des sociétés anonymes, est proposé même si le règlement ne s'attarde pas sur cette matière car il est apparu souhaitable de légiférer enfin sur ce thème dans le sens de la souplesse caractérisant le droit belge à cet égard<sup>77</sup>.

*Paragraphe (5)*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

*41) Article 67-1, paragraphes (2) et (3)*

Dispositions du règlement communautaire: art. 38; art. 59, §§ 1er et 2

Il est apparu souhaitable de faire usage de la faculté ouverte par l'art. 59, § 2, du règlement en ce qui concerne la prise de décision portant sur la modification des statuts et de profiter de l'occasion pour étendre cette flexibilité (à savoir la possibilité d'arrêter une modification des statuts à la majorité simple lorsque la moitié des titres est représentée à l'assemblée) aux SA nationales dans la mesure où cette option leur avait déjà été ouverte par l'art. 40 de la seconde directive (maintien du capital)<sup>78</sup>, l'art. 7 de la troisième directive (fusions)<sup>79</sup> et l'art. 5 de la sixième directive (scissions)<sup>80</sup>. Afin de ne pas porter indûment atteinte aux droits des actionnaires minoritaires toutefois, cette flexibilité est, quant à la prise de décision par les *actionnaires*, rendue dépendante d'une prévision statutaire à cet effet.

75 Voy. I. CORBISIER (sous la dir. d'A. PRUM), *Le droit des sociétés commerciales au Grand-Duché de Luxembourg, comparé aux droits belge et français*, *op. cit.*, No C. 2.3.

76 En l'occurrence l'art. L. 225-107 C. com. français, introduit par la loi No 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (J.O., 5 mai 2002, pp. 8718 et suiv.) et l'art. 145-2 du décret d'application (décret modifié du 23 mars 1967), dont le texte est repris ci-dessus.

77 La source d'inspiration du § 3bis réside en effet en l'art. 550 du Code belge des sociétés, dont le texte est reproduit ci-dessus.

78 Deuxième directive 77/91/CEE du Conseil, du 13 décembre 1976, tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les Etats membres des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital, *J.O.C.E.*, No L 026 du 30 janvier 1977, pp. 1-13 (modifiée par la suite).

79 Troisième directive 78/855/CEE du Conseil, du 9 octobre 1978, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les fusions des sociétés anonymes, *J.O.C.E.*, No L 295 du 20 octobre 1978, pp. 36-43 (modifiée par la suite).

80 Sixième directive 82/891/CEE du Conseil, du 17 décembre 1982, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité et concernant les scissions des sociétés anonymes, *J.O.C.E.*, No L 378 du 31 décembre 1982, pp. 47-54 (modifiée par la suite).

Par ailleurs, l'adjonction des mots „ou du directoire, selon le cas“ au paragraphe (3) de l'art. 67-1 est la conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois. Cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 42) Article 70

Dispositions du règlement communautaire: art. 54, 55 et 56; art. 38

##### *Alinéa 1er*

Le prescrit de l'art. 54 du règlement, quant à la tenue de l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice, a été étendu à l'ensemble des SA: ce délai a effectivement été également repris à l'art. 96, 5, de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés<sup>81</sup>.

##### *Alinéas 2, 3 et 4*

L'adjonction du directoire et du conseil de surveillance au rang d'organes qui, aux termes de l'alinéa 2, sont habilités à convoquer l'assemblée générale est une conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois<sup>82</sup> et à ce titre ne suscite pas d'autre commentaire.

La mise en oeuvre des art. 55 et 56 du règlement soulève une difficulté dans la mesure où ils font référence aux „mêmes conditions que celles applicables aux sociétés anonymes“. Or le droit luxembourgeois des sociétés est *de lege lata* moins protecteur des intérêts des actionnaires minoritaires en cette matière que ne l'est le règlement puisque:

- les actionnaires susceptibles de forcer une convocation de l'assemblée doivent représenter le cinquième, soit 20%, du capital social alors que le règlement évoque 10% *au moins* du capital souscrit<sup>83</sup>;
- le droit luxembourgeois n'accorde pas expressément aux actionnaires minoritaires évoqués ci-avant le droit de requérir l'insertion de points supplémentaires à l'ordre du jour de l'assemblée.

81 Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, *Mém. A*, No 149, 31 décembre 2002, pp. 3630 et suiv. L'article cité modifie l'art. 163, 3° de la loi du 10 août 1915 en ramenant de douze à six mois de la clôture de l'exercice le délai endéans lequel les gestionnaires peuvent, sans encourir de sanction pénale, soumettre à l'assemblée générale les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport de gestion et l'attestation de la personne chargée du contrôle.

82 Comp., en droit français: art. L. 225-103.– „I.– L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas.

II.– A défaut, elle peut être également convoquée:

1° Par les commissaires aux comptes;

2° Par un mandataire, désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5% du capital social, soit d'une association d'actionnaires répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-120;

3° Par les liquidateurs;

4° Par les actionnaires majoritaires en capital ou en droits de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession d'un bloc de contrôle.

III.– Dans les sociétés soumises aux articles L. 225-57 à L. 225-93, l'assemblée générale peut être convoquée par le conseil de surveillance.

IV.– Les dispositions qui précèdent sont applicables aux assemblées spéciales. Les actionnaires agissant en désignation d'un mandataire de justice doivent réunir au moins le dixième des actions de la catégorie intéressée.

V.– Sauf clause contraire des statuts, les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.“

83 Nous ne voyons pas de différence significative entre l'expression „capital social“ et l'expression „capital souscrit“, cette dernière définissant l'obligation d'apport des actionnaires même s'ils n'ont pas encore concrètement libéré celui-ci.

Dans la mesure où le règlement fait toutefois référence à ces conditions identiques qui devraient exister pour les SA nationales et les SE, il n'apparaît pas souhaitable d'édicter un régime qui ne vaudrait que pour les SE. Il importe plutôt de proposer des modifications qui vaudraient indifféremment pour les SA et les SE. Celles-ci sont inspirées du droit français applicable aux SA (art. L. 225-103 C. com. français<sup>84</sup> et art. 122 du décret du 23 mars 1967<sup>85</sup>; art. L. 225-105 C. com.<sup>86</sup> et art. 128 du décret du 23 mars 1967<sup>87</sup>) dans la mesure où le droit belge ne diffère pas significativement du droit luxembourgeois en cette matière.

#### 43) Intitulé du § 6 de la section IV

Suivant la terminologie retenue par la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales<sup>88</sup>, l'expression „comptes annuels“ vient remplacer dans ce titre la mention des „bilans“, de même que dans les articles qui suivent et qui sont inclus dans cette section la même expression viendra également remplacer celle du „bilan et le compte de profits et pertes“<sup>89</sup>.

#### 44) Article 72

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire<sup>90</sup>.

Plus spécifiquement en ce qui concerne l'*alinéa* 2: l'expression „comptes annuels“ vient remplacer celle du „bilan et le compte de profits et pertes“, conformément à la loi, précitée, du 19 décembre 2002<sup>91</sup>.

<sup>84</sup> dont le texte est reproduit ci-avant.

<sup>85</sup> Art. 122.— „Pour la mise en oeuvre des dispositions de l'article L. 225-103 du code de commerce, les actionnaires peuvent à leurs frais charger l'un d'entre eux de demander au président du tribunal de commerce statuant en référé la désignation du mandataire mentionné audit article.

L'ordonnance fixe l'ordre du jour de l'assemblée.“

<sup>86</sup> Art. L. 225-105.— „L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5% du capital, ou une association d'actionnaires répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-120 ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution. Ces projets de résolution sont inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat. (...)“

<sup>87</sup> Art. 128.— „La demande d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour de l'assemblée, par des actionnaires représentant au moins cinq pour cent du capital social, est adressée au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par télécommunication électronique.

(...)“

<sup>88</sup> *Mém. A* – No 149, 31 décembre 2002, pp. 3630 et suiv., elle-même fondée sur la quatrième directive 78/660/CEE du Conseil, du 25 juillet 1978, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, *J.O.C.E.*, No L 222 du 14 août 1978, pp. 11-31.

<sup>89</sup> Aux termes de l'art. 26, paragraphe (1), de la loi, précitée, du 19 décembre 2002, les „comptes annuels“ comprennent en effet le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe.

<sup>90</sup> Comp., en droit français: art. L. 225-100 C. com.— „L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Le conseil d'administration ou le directoire présente à l'assemblée son rapport ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. Après lecture de son rapport, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, présente à l'assemblée les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. En outre, les commissaires aux comptes relatent, dans leur rapport, l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par l'article L. 225-235.

(...)“

Elle autorise les émissions d'obligations ainsi que la constitution de sûretés particulières à leur conférer. Toutefois, dans les sociétés qui ont pour objet principal d'émettre des emprunts obligataires destinés au financement des prêts qu'elles consentent, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est habilité de plein droit, sauf disposition statutaire contraire, à émettre ces emprunts.“

<sup>91</sup> Voy. ci-avant le commentaire figurant sous le No 43.

## 45) Article 72-2

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire<sup>92</sup>.

## 46) Articles 73 à 75

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Voy. également: art. L. 225-115 C. com. français<sup>93</sup>; art. 553 Code belge des sociétés<sup>94</sup>

L'actuel art. 73 de la loi du 10 août 1915 ne comporte pas d'indication se référant au directoire ou au conseil de surveillance, lacune qu'il importe de combler du fait de l'introduction de la SA/SE à système dualiste de gestion. Il a été jugé utile de profiter de l'occasion offerte pour, d'une part, moderniser la formulation de l'art. 73 („comptes annuels“ plutôt que „bilan“ et „compte des profits et pertes“<sup>95</sup>) existant et d'y ajouter, parmi les documents susceptibles d'être consultés, la liste évoquée dans la disposition de droit français précitée et le rapport de gestion.

En conséquence des modifications apportées à l'art. 73, les articles 74 et 75 de la loi du 10 août 1915 subissent également certaines adaptations.

## 47) Articles 76 et 78

Dispositions du règlement communautaire: art. 11, § 1er (mention du sigle „SE“); art. 38

Voy. également l'art. 25 proposé *supra* pour la loi du 10 août 1915.

On a par ailleurs profité de l'occasion pour ouvrir aux SA la faculté de faire choix entre le sigle et la mention en toutes lettres de leur qualité de „société anonyme“.

92 Comp., en droit français: art. L. 232-13 C. com.– „Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par le conseil d'administration, le directoire ou les gérants, selon le cas.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.“

93 Art. L. 225-115.– „Tout actionnaire a droit, dans les conditions et délais déterminés par décret en Conseil d'Etat, d'obtenir communication:

1° De l'inventaire, des comptes annuels, de la liste des administrateurs ou des membres du directoire et du conseil de surveillance et, le cas échéant, des comptes consolidés;

2° Des rapports du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance, selon le cas, et des commissaires aux comptes, qui seront soumis à l'assemblée;

3° Le cas échéant, du texte et de l'exposé des motifs des résolutions proposées, ainsi que des renseignements concernant les candidats au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas;

4° Du montant global, certifié exact par les commissaires aux comptes, des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées, le nombre de ces personnes étant de dix ou de cinq selon que l'effectif du personnel excède ou non deux cents salariés.

5° Du montant global, certifié par les commissaires aux comptes, des sommes ouvrant droit aux déductions fiscales visées à l'article 238 bis AA du Code général des impôts ainsi que de la liste des actions nominatives de parrainage, de mécénat.

6° De la liste et de l'objet des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.“

94 Art. 553.– „Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires, les porteurs d'obligations et les titulaires d'un droit de souscription et de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent prendre connaissance, au siège social, des pièces suivantes:

1° les comptes annuels;

2° le cas échéant, les comptes consolidés;

3° la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4° la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;

5° le rapport de gestion et le rapport des commissaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport des commissaires sont mis à disposition conformément à l'article 535.“

95 Voy. ci-dessus le commentaire figurant sous le No 43.



48) *Articles 80, 84, 87, 92, 94-2 et 94-3*

Dispositions du règlement communautaire: art. 38; art. 59, § 2

Les adaptations apportées aux articles 80, 87, 92 et 94-2 sont la conséquence directe de l'introduction de la SA/SE à système dualiste de gestion et concordent également avec les dispositions françaises équivalentes<sup>96</sup>.

L'article 84 envisage en outre le cas où la société ne comporterait qu'un administrateur ou un seul membre composant son directoire. Cette modification résulte notamment de l'introduction de la SA/SE unipersonnelle (voy. *supra* les articles 51 et 60bis-2 proposés pour la loi du 10 août 1915).

L'article 94-3 étend à l'assemblée d'obligataires une faculté ouverte par l'art. 59, § 2, du règlement dont il a déjà été fait usage pour la tenue des assemblées d'actionnaires (voy. art. 67-1 de la loi du 10 août 1915, *supra*).

49) *Intitulé du § 9 de la section IV*

Sa modification est une conséquence directe de la mise en œuvre du règlement communautaire et ne suscite pas d'autre commentaire.

50) *Article 100*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois, la modification proposée ne suscite pas d'autre commentaire.

51) *Abrogation de l'article 101 actuel et proposition d'une disposition nouvelle*

Disposition du règlement communautaire: art. 64

L'abrogation de l'actuel article 101, fixant le régime applicable en cas de réunion des titres de la société entre les mains d'une seule personne, la société devenant de ce fait unipersonnelle, résulte de l'introduction de la SA/SE unipersonnelle (voy. l'article 23, paragraphe (1), proposé *supra*).

Le nouveau texte proposé pour l'article 101 met en œuvre l'art. 64 du règlement communautaire et par conséquent sanctionne l'irrespect de l'obligation faite aux SE (art. 7 du règlement et art. 23 de la loi du 10 août 1915) de localiser leur administration centrale et leur siège statutaire dans le même Etat membre.

Cette disposition est insérée dans le chapitre de la loi du 10 août 1915 relatif à la dissolution de la société anonyme dans la mesure où:

1. Cette situation peut effectivement aboutir à une dissolution de la SE, laquelle est largement soumise au droit des sociétés anonymes (*supra* art. 23 de la loi du 10 août 1915);
2. Elle est ainsi située à proximité du régime du transfert de siège, lequel constitue l'un des moyens à la disposition d'une SE souhaitant régulariser sa situation.

<sup>96</sup> Comp. l'art. 87 proposé à l'art. L. 228-49 C. com. français (spécialement 4°):

Art. L. 228-49.– „Ne peuvent être choisis comme représentants de la masse:

1° La société débitrice;

2° Les sociétés possédant au moins le dixième du capital de la société débitrice ou dont celle-ci possède au moins le dixième du capital;

3° Les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de la société débitrice;

4° Les gérants, administrateurs, membres du directoire, du conseil de surveillance, directeurs généraux, commissaires aux comptes ou employés des sociétés visées aux 1° et 3°, ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoint;

5° Les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque.“

En outre comp. l'art. 92 proposé à l'art. L. 228-58 C. com. français:

Art. L. 228-58.– „L'assemblée générale des obligataires est convoquée par le conseil d'administration, le directoire ou les gérants, par les représentants de la masse ou par les liquidateurs pendant la période de liquidation.

Un ou plusieurs obligataires, réunissant au moins le trentième des titres d'une masse, peuvent adresser à la société et au représentant de la masse une demande tendant à la convocation de l'assemblée.

Si l'assemblée générale n'a pas été convoquée dans le délai fixé par décret en Conseil d'Etat, les auteurs de la demande peuvent charger l'un d'entre eux de poursuivre en justice la désignation d'un mandataire qui convoquera l'assemblée.“

La disposition proposée comporte deux paragraphes visant les deux situations envisageables:

- (1) la SE a son siège statutaire au Luxembourg mais son administration centrale est située en dehors du Grand-Duché. Ce cas sera assurément le plus fréquent à se présenter en pratique. Dans ce cas une procédure devra être mise en branle qui aboutira soit à la régularisation de la situation, soit à la dissolution de la SE en infraction (objet de l'article 101, paragraphe (1));
- (2) la SE a son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg mais son siège statutaire est situé dans un autre Etat membre. Dans ce cas une obligation d'information est mise à charge des autorités luxembourgeoises (objet de l'article 101 paragraphe (2)).

Commentaires que suscitent le paragraphe (1):

- dans la mesure où l'administration centrale est, aux termes du droit luxembourgeois (art. 2 de la loi du 10 août 1915) présumée être localisée au même endroit que le siège statutaire, c'est au Procureur d'Etat qu'incombera la charge de prouver que tel n'est pas le cas;
- étant donné que la sanction consiste en une dissolution judiciaire assortie d'une possibilité de régularisation, la source d'inspiration en vue de la rédaction de cette disposition a résidé essentiellement dans l'art. 182 du Code belge des sociétés (dissolution judiciaire des sociétés inactives qui permet effectivement une régularisation de la situation)<sup>97</sup> sans toutefois ignorer le texte de l'art. 203 de la loi du 10 août 1915<sup>98</sup>. Ainsi:
  - la rédaction de l'al. 1er du paragraphe (1) est inspirée de l'art. 203, paragraphe (1) de la loi du 10 août 1915;
  - l'al. 2 du paragraphe (1) vient du paragraphe (2) de l'art. 203 de la loi du 10 août 1915;
  - l'al. 3 du paragraphe (1) vient directement de l'art. 64 du règlement;

<sup>97</sup> Art. 182 Code des sociétés.— „§ 1er. A la demande de tout intéressé ou du ministère public, le tribunal peut prononcer la dissolution d'une société restée en défaut de satisfaire à l'obligation de déposer les comptes annuels conformément aux articles 98 et 100 pour trois exercices consécutifs, à moins qu'une régularisation de la situation ne soit possible et n'intervienne avant qu'il soit statué sur le fond.

§ 2. L'action en dissolution visée au § 1er ne peut être introduite qu'à l'expiration d'un délai de sept mois suivant la date de clôture du troisième exercice comptable.

Cette action est dirigée contre la société.

La dissolution produit ses effets à dater de la décision qui la prononce.

Toutefois, elle n'est opposable aux tiers qu'à partir de la publication de la décision prescrite par l'article 74 et aux conditions prévues par l'article 67, sauf si la société prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.

§ 3. Le tribunal peut soit prononcer la clôture immédiate de la liquidation, soit déterminer le mode de liquidation et désigner un ou plusieurs liquidateurs. Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur fait rapport au tribunal et, le cas échéant, lui soumet une situation des valeurs sociales et de leur emploi.

Le tribunal prononce la clôture de la liquidation.

§ 4. Le Roi détermine la procédure de consignation des actifs qui appartiendraient à la société et le sort de ces actifs en cas d'apparition de nouveaux passifs.

<sup>98</sup> Art. 203 de la loi du 10 août 1915.— „(1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut à la requête du Procureur d'Etat, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation de toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales, y compris en matière de droit d'établissement.

(2) La requête et les actes de procédure dans le cadre du présent article sont notifiés par la voie du greffe. Lorsque la société ne peut être touchée à son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg, la requête est publiée par extrait dans deux journaux imprimés au pays.

(3) En ordonnant la liquidation, le tribunal nomme un juge-commissaire ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs. Il arrête le mode de liquidation. Il peut rendre applicables, dans la mesure qu'il détermine, les règles régissant la liquidation de la faillite. Le mode de liquidation peut être modifié par décision ultérieure, soit d'office, soit sur requête du ou des liquidateurs.

(4) Les décisions judiciaires prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation d'une société sont publiées par extrait au Mémorial. Le tribunal peut, en outre, et en dehors des publications à faire dans les journaux imprimés au pays, en ordonner la publication par extrait dans des journaux étrangers qu'il désigne.

Les publications sont faites à la diligence du ou des liquidateurs.

(5) Le tribunal peut décider que le jugement prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation est exécutoire par provision.

(6) En cas d'absence ou d'insuffisance d'actif, constatée par le juge-commissaire, les frais et honoraires des liquidateurs qui sont arbitrés par le tribunal sont à charge de l'Etat et liquidés comme frais judiciaires.

(7) Les actions contre les liquidateurs se prescrivent par cinq ans à partir de la publication de la clôture de la liquidation.

- le reste du paragraphe (1) est inspiré de l'art. 182 du Code belge des sociétés. On a choisi de ne pas reprendre le texte de l'art. 203 de la loi du 10 août 1915 en ce qui concerne l'organisation de la liquidation car le contexte est ici différent: l'art. 203 de la loi du 10 août 1915, en instituant le recours à un juge-commissaire et en permettant de rendre applicables les règles régissant la liquidation de la faillite s'inscrit dans une optique visant à sanctionner une société qui se rend coupable de violations légales estimées suffisamment graves pour aboutir à la dissolution de la société. Ici la seule chose qui est reprochée à la SE est de ne pas faire figurer son siège réel au même endroit que son siège statutaire. Par ailleurs, si une SE soumise au droit luxembourgeois des sociétés venait à tomber dans les conditions de mise en œuvre de l'art. 203 de la loi du 10 août 1915, celui-ci aurait également vocation à s'appliquer aux SE dans la mesure où il s'applique aux SA nationales.

52) *Insertion d'un § 10 („Du transfert du siège statutaire d'une SE), comportant deux sous-§, dans la section IV, comportant les articles 101-1 à 101-17*

Disposition du règlement communautaire: art. 8

La possibilité dont dispose la SE de transférer son siège statutaire vers un autre Etat membre de la Communauté européenne sans perdre pour autant sa personnalité juridique originaire constitue l'une des caractéristiques maîtresses de cette société (voy. art. 23, paragraphe (2), al. 2 de la loi du 10 août 1915 *supra*). Le paragraphe proposé ici règle les modalités d'un tel transfert. Le point de comparaison ici est assurément le régime instauré pour le transfert du siège d'un GEIE immatriculé au Grand-Duché de Luxembourg. Or l'on constate que les législations adoptées au Grand-Duché de Luxembourg<sup>99</sup> n'abordent pas la question, celle-ci demeurant donc entièrement sous l'emprise des articles 13 et 14 du règlement (CEE) No 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE)<sup>100</sup>. Ce choix pourrait également être fait pour la SE mais dans la mesure où, la primauté des dispositions du règlement communautaire ayant de toute façon été rappelée (*supra* art. 23 de la loi du 10 août 1915), il apparaît utile sur le plan pratique de rendre visible dans le corps de la loi du 10 août 1915 ce qui constitue l'un des principaux avantages de la SE, à savoir la possibilité de transférer son siège statutaire sans perte de continuité de sa personnalité juridique. Cette attitude s'impose d'autant plus que, contrairement au cas du GEIE – étant un groupement caractérisé par un régime de responsabilité illimitée –, l'opération de transfert est susceptible de porter atteinte aux intérêts des créanciers, le règlement (art. 8, § 7, voy. *infra*) invitant d'ailleurs les Etats membres, à l'instar des troisième et sixième directives en matière de fusion et de scission, à prendre les mesures appropriées en vue d'assurer leur protection.

99 voy. loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE no 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) et loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique, *Mém. A*, pp. 452 et suiv.

100 Lesquels articles disposent (souligné par nous):

Art. 13.– **Le siège du groupement peut être transféré à l'intérieur de la Communauté.**

Lorsque ce transfert n'a pas pour conséquence un changement de la loi applicable en vertu de l'article 2, la décision de transfert est prise dans les conditions prévues au contrat de groupement.

Art. 14.– 1. Lorsque le transfert du siège a pour conséquence un changement de la loi applicable en vertu de l'article 2, un projet de transfert doit être établi et faire l'objet d'un dépôt et d'une publication dans les conditions prévues aux articles 7 et 8.

La décision de transfert ne peut intervenir que deux mois après la publication dudit projet. Elle doit être prise à l'unanimité des membres du groupement. Le transfert prend effet à la date à laquelle le groupement est immatriculé, conformément à l'article 6, au registre du nouveau siège. Cette immatriculation ne peut s'effectuer que sur preuve de la publication du projet de transfert du siège.

2. La radiation de l'immatriculation du groupement au registre du précédent siège ne peut s'effectuer que sur preuve de l'immatriculation du groupement au registre du nouveau siège.

3. La publication de la nouvelle immatriculation du groupement rend le nouveau siège opposable aux tiers dans les conditions visées à l'article 9 paragraphe 1; toutefois, tant que la publication de la radiation de l'immatriculation au registre du précédent siège n'a pas eu lieu, les tiers peuvent continuer de se prévaloir de l'ancien siège, à moins que le groupement ne prouve que les tiers avaient connaissance du nouveau siège.

4. La législation d'un Etat membre peut prévoir, en ce qui concerne les groupements immatriculés dans ce dernier conformément à l'article 6, qu'un transfert du siège, dont résulterait un changement de la loi applicable, ne prend pas effet si, dans le délai de deux mois visé au paragraphe 1, une autorité compétente de cet Etat s'y oppose. Cette opposition ne peut avoir lieu que pour des raisons d'intérêt public. Elle doit être susceptible de recours devant une autorité judiciaire.

L'art. 7 prévoit également le dépôt au registre où est immatriculé le groupement du projet de transfert visé ci-avant.

*A propos de l'art. 101-1*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 1er

La possibilité pour une SE de pouvoir transférer son siège d'un Etat membre à un autre sans encourir la perte de sa personnalité juridique (solution de continuité) constitue précisément l'un des principaux attraits du recours à cet instrument juridique.

La disposition élaborée met clairement en évidence qu'un transfert de siège peut s'effectuer soit du Luxembourg vers un autre Etat membre (le Grand-Duché a alors vocation à régler les détails de sa procédure, ce qui est fait dans le cadre du sous-§ 1 comprenant les articles 101-2 à 101-10) soit vers le Grand-Duché de Luxembourg.

Que l'opération se produise dans un sens ou dans l'autre, il s'agit de fixer les éléments essentiels de sa prise d'effet (entre parties et vis-à-vis des tiers, dans les deux Etats concernés), objet du sous-§ 2 (comprenant les art. 101-11 à 101-17).

*A propos des art. 101-2 et 101-3*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 2

Sources d'inspiration pour l'art. 101-2 de la loi du 10 août 1915: art. 261 et 289 de la loi du 10 août 1915

Sources d'inspiration pour l'art. 101-3 de la loi du 10 août 1915: art. 262 et 290 de la loi du 10 août 1915.

*A propos de l'art. 101-4*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 3

Sources d'inspiration: art. 265 et 293 de la loi du 10 août 1915.

*A propos de l'art. 101-5*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 4

Sources d'inspiration: art. 267 et 295 de la loi du 10 août 1915.

On notera toutefois une différence importante entre le texte proposé, imposé par le règlement, et les dispositions précitées: le droit y érigé est étendu aux créanciers de la société.

*A propos de l'art. 101-6*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, §§ 6 et 14

Sources d'inspiration pour le paragraphe (1): art. 263 et 291 de la loi du 10 août 1915.

Quant au § 2, voy. également *infra* art. 271 de la loi du 10 août 1915.

*A propos de l'art. 101-7*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 7

La difficulté d'organiser le régime de protection des créanciers, voulu dans son principe par le règlement communautaire, doit être soulignée, dans la mesure où le patrimoine transféré et la personne juridique qui en est titulaire demeurent les mêmes.

Source d'inspiration: art. 13 de la troisième directive (fusions), art. 268 de la loi du 10 août 1915, avec des adaptations.

A titre d'illustration de „menace sur le gage“ ou d'„entrave à l'exécution de la créance“ susceptible de fonder la demande d'un créancier réclamant une sûreté, on pourrait envisager l'hypothèse où le changement de droit applicable résultant du transfert du siège emporterait une modification de rang ou dans l'ordre des privilèges dont aurait auparavant joui le créancier.

*A propos de l'art. 101-8*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 7

Source d'inspiration: art. 269 de la loi du 10 août 1915, se fondant lui-même sur l'art. 14 de la troisième directive en matière de fusions<sup>101</sup>.

L'art. 67-1 de la loi du 10 août 1915, soumettant le changement de nationalité de la société, à l'accord unanime des associés et des obligataires, n'est pas applicable car s'il y a bien un changement de loi applicable à la faveur du transfert de siège statutaire, celui-ci s'effectue sans modification apportée à la nationalité (européenne) de la société et sans rupture dans la personnalité juridique de la société.

On remarquera qu'aussi bien l'article proposé que sa source d'inspiration (l'art. 269 de la loi du 10 août 1915) précisent que la réglementation s'applique sans préjudice des règles régissant l'exercice collectif des droits des obligataires. A cet égard, faisons observer que l'art. 95 de la loi du 10 août 1915 permet aux sociétés luxembourgeoises de soumettre leur emprunt à un droit étranger dont l'effet pourrait être de transférer à un représentant des obligataires (un „trustee“) le pouvoir d'approuver l'opération projetée.

*A propos de l'art. 101-9*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 7

Source d'inspiration: art. 270 de la loi du 10 août 1915.

*A propos de l'art. 101-10*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 8

Source d'inspiration: art. 16 de la troisième directive (fusions) et art. 271 de la loi du 10 août 1915.

*A propos du sous-§ 2 („Prise d'effet du transfert de siège statutaire“)*

Les dispositions que comporte ce sous-§ présentent la particularité, sous l'angle de la prise d'effet de l'opération de transfert de siège cette fois, soit de viser l'opération inverse à celle jusqu'ici envisagée, c'est-à-dire le transfert de siège vers le Luxembourg ou de viser l'opération à la fois du point de vue de l'Etat à partir duquel s'effectue le transfert et selon la perspective de l'Etat vers lequel s'effectue le transfert. Effectivement, le législateur luxembourgeois ne peut réglementer le déroulement de l'opération effectuée à partir d'un autre Etat mais il lui revient toutefois de fixer les effets d'une telle opération dont l'issue sera de soumettre une SE à l'emprise de sa réglementation.

*A propos de l'art. 101-11*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 10

La règle imposée par le règlement diffère de celle retenue en matière de fusion où l'opération sort ses effets entre les parties dès que les décisions ont été prises dans les assemblées concernées (voy. art. 272 de la loi du 10 août 1915).

En ce qui concerne l'opposabilité aux tiers autres que les actionnaires de la SE, voy. *infra* art. 101-14.

*A propos de l'art. 101-12*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 9

Cette disposition vise le cas où une SE „étrangère“ vient à transférer son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg.

*A propos de l'art. 101-13*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 16

L'hypothèse visée ici diffère par ailleurs de la prise d'effet de l'opération à l'égard des *tiers autres* que ceux visés à l'art. 101-11 envisagée *infra* à l'art. 101-14 de la loi du 10 août 1915.

<sup>101</sup> disposant que „Sans préjudice des règles relatives à l'exercice collectif de leurs droits, il est fait application de l'article 13 – relatif à la protection des créanciers en général: voy. ici art. 101-7, n.d.l.r. – aux obligataires des sociétés qui fusionnent, sauf si la fusion a été approuvée par une assemblée des obligataires, lorsque la loi nationale prévoit une telle assemblée, ou par les obligataires individuellement“.

*A propos de l'art. 101-14*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 13

Il est précisé que la règle tirée de l'art. 101-14 vise les tiers autres que les actionnaires car ces derniers sont concernés par l'art. 101-11.

La publication de l'immatriculation envisagée consiste en une mention signalant l'immatriculation, conformément à l'art. 3, § 4, de la première directive<sup>102</sup>.

*A propos de l'art. 101-15*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 11

Cette disposition vise deux hypothèses distinctes:

- (premier alinéa): une SE originellement établie en dehors du Grand-Duché de Luxembourg vient y établir son siège statutaire;
- (second alinéa): une SE originellement établie au Grand-Duché de Luxembourg transfère ailleurs son siège statutaire.

*A propos de l'art. 101-16*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 12

L'art. 8, § 12, du règlement fait référence à l'art. 13 qui opère lui-même renvoi aux règles issues de la première directive dont sont issus les art. 9, 10 et 11bis de la loi du 10 août 1915. On s'est plus précisément inspiré de la disposition figurant à l'art. 7, § 4, de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer ci-avant (art. 101-14), la publication envisagée porte sur le fait de l'immatriculation.

*A propos de l'art. 101-17*

Disposition du règlement communautaire: art. 8, § 15

La formulation retenue ici pour la disposition luxembourgeoise („de faillite, de concordat ou autre procédure analogue“) en lieu et place du texte du règlement („d'insolvabilité, de suspension de paiements ou d'autres procédures analogues“) est inspirée par les art. 88, 160-2, 160-6, 257 et 285 de la loi du 10 août 1915.

*53) Article 103*

Vu que l'art. 103 de la loi du 10 août 1915 soumet en principe la société en commandite par actions aux dispositions relatives aux sociétés anonymes, il y a lieu, même si cette clarification n'apparaît pas strictement indispensable (voy. *supra* Exposé des motifs et *cfr infra* le commentaire de l'art. 137-1, paragraphe (3)), de rappeler, par l'adjonction d'un second alinéa à cet article que les dispositions concernant spécifiquement la SE ne sont pas applicables à la société en commandite par actions, laquelle n'est pas visée par le règlement communautaire (voy. son Annexe II, reproduite *infra*).

Par ailleurs, un oubli survenu à l'occasion du dépôt du projet 4992<sup>103</sup> est ici réparé par l'élimination, à l'alinéa 1er de l'art. 103, de la partie de phrase „et à l'exception de celles des sections XIV et XV“ y figurant actuellement, laquelle exclut l'applicabilité aux commandites par actions des sections relatives à la fusion et à la scission, sections qui seront désormais applicables à ces sociétés par l'effet de l'adoption du projet précité.

Enfin, il apparaît clairement que la structure dualiste de gestion développée pour les sociétés anonymes par les art. 60bis-1 et suiv. proposés dans le cadre du présent projet n'est pas disponible pour les sociétés en commandite par actions puisque l'essentiel de la section dévolue aux commandites par actions (en particulier les art. 107 à 112 de la loi du 10 août 1915) est précisément consacré à la gestion et à la surveillance de la société.

<sup>102</sup> Lequel dispose que „Les actes et indications (...) font l'objet, dans le bulletin national désigné par l'Etat membre, d'une publication soit intégrale ou par extrait, soit sous forme d'une mention signalant le dépôt du document au dossier ou sa transcription au registre“.

<sup>103</sup> Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, *Doc. parl.*, Ch. dép., sess. ord. 2001-2002, No 4992.



#### 54) Article 137-1, paragraphe (3)

Etant donné que, ainsi qu'y invite le règlement européen (voy. *supra* les modifications proposées pour les art. 3 et 23 de la loi du 10 août 1915), la société européenne constitue une variante de l'espèce „société anonyme“ et que l'on sait par ailleurs que la société coopérative organisée comme une société anonyme est notamment soumise aux dispositions ayant trait à la société anonyme, la question se pose de savoir si une telle société pourrait s'estimer soumise au statut de la société anonyme européenne. La réponse est négative car:

- l'acquisition du statut de „SE“ dépend soit de la fusion de „sociétés anonymes“ définies en un sens limité strictement à celui porté par les directives les visant, soit de la constitution d'une société holding entre „SA“ et „SARL“ définies en un sens limité strictement à celui porté par les directives les visant, soit à la transformation d'une SA en SE (voy. *supra* art. 26bis de la loi du 10 août 1915);
- certes rien n'interdit à une coopérative organisée comme une société anonyme de participer à la création d'une SE filiale (voy. *supra* art. 3 de la loi du 10 août 1915) mais la coopsa ne revêtirait alors que le statut d'actionnaire de la SE.

A la lumière de ces considérations, l'alinéa dont l'insertion est proposée dans l'art. 137-1 (3) n'est pas absolument indispensable mais a le mérite de clarifier complètement et immédiatement la question du droit applicable à la coopérative organisée comme une société anonyme.

#### 55) Article 141, alinéa 2

Disposition du règlement communautaire: art. 63

Il n'apparaissait pas absolument indispensable d'insérer cet alinéa dans la mesure où tant le règlement (art. 1er, 9 et 10) lui-même que sa mise en œuvre dans le cadre de la loi du 10 août 1915 (art. 23, (2) proposé *supra*) font apparaître que la SE dont le siège statutaire est situé au Grand-Duché de Luxembourg doit être traitée, sauf règles particulières, comme une SA de droit interne.

Néanmoins, étant donné que le règlement consacre une règle spécifique à la dissolution, la liquidation, l'insolvabilité, la cessation des paiements et les procédures analogues, nous avons estimé utile d'en reprendre l'énoncé au début de l'exposé des règles s'appliquant à la liquidation.

#### 56) Article 143

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 57) Article 153, alinéa 2

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 58) Article 157, alinéa 1er

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### 59) Article 159, alinéa 1er

Il est proposé de substituer la notion d'„administration centrale“ au „principal établissement“ dans un souci d'uniformisation de la terminologie retenue en la matière au sein de la loi de 1915<sup>104</sup>.

#### 60) Insertion d'un article 173bis

Disposition du règlement communautaire: art. 38

<sup>104</sup> Voy. également les art. 2, 23, 26bis et 101 de la loi du 10 août 1915, proposés *supra*.

L'ensemble de la section XI, contenant les dispositions pénales de la loi du 10 août 1915, est rendu applicable aux directoire et conseil de surveillance, selon leurs attributions respectives.

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

*61) Article 204, paragraphe (1)*

Disposition du règlement communautaire: art. 61

Il n'apparaissait pas absolument indispensable d'insérer cet alinéa dans la mesure où tant le règlement (art. 1er, 9 et 10) lui-même que sa mise en œuvre dans le cadre de la loi du 10 août 1915 (art. 23, (2), proposé *supra*) font apparaître que la SE dont le siège statutaire est situé au Grand-Duché de Luxembourg doit être traitée, sauf règles particulières, comme une SA de droit interne.

Néanmoins, étant donné que le règlement consacre une règle spécifique à l'établissement de ses comptes annuels et, le cas échéant, de ses comptes consolidés, y compris le rapport de gestion les accompagnant, leur contrôle et leur publicité, nous avons estimé utile d'en reprendre l'énoncé au début de l'exposé des règles s'appliquant aux comptes sociaux.

*62) Article 248, paragraphe (1), 12° et 13°*

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Cette disposition est modifiée du fait de l'introduction de la SA à directoire: l'expression „organe d'administration“ est remplacée par l'expression „organe de gestion“ de manière à viser tant le conseil d'administration que le directoire.

*63) Article 259, paragraphe (3)*

Disposition du règlement communautaire: art. 17, § 2

Il s'agit de la simple mise en œuvre de la disposition communautaire précitée.

*64) Article 260, paragraphe (3)*

Disposition du règlement communautaire: art. 17, § 2

Il s'agit de la simple mise en œuvre de la disposition communautaire précitée.

*65) Articles 261 et 262*

Disposition du règlement communautaire: art. 20 et 21

*A propos de l'article 261*

Disposition du règlement communautaire: art. 20

Quant à l'ajout effectué à l'art. 261, paragraphe (2), a), celui-ci est dicté par l'art. 20, § 1er, a), du règlement communautaire.

Le paragraphe (3) proposé pour l'art. 261 est quant à lui dicté par l'art. 20, § 1er, h) et i).

*A propos de l'article 262*

Disposition du règlement communautaire: art. 21

Il s'agit ici d'adapter le prescrit de l'art. 262 quant à la publication aux exigences supplémentaires posées en matière de publicité par l'art. 21 du règlement, s'agissant de la constitution d'une SE par la voie d'une fusion.

Par ailleurs, profitant de l'occasion offerte par la mise en œuvre du règlement relatif à la SE, l'alinéa 1er est modifié de manière à anticiper en quelque sorte sur la disposition figurant dans la proposition de dixième directive concernant les fusions transfrontalières<sup>105</sup>.

66) *Article 263, paragraphe (6)*

Disposition du règlement communautaire: art. 23, § 2.

L'insertion de ce paragraphe constitue une simple mise en œuvre de la disposition communautaire précitée.

67) *Article 266, paragraphe (1), dernier alinéa*

Disposition du règlement communautaire: art. 22

Il fallait ici adapter la règle, en matière de désignation de l'expert à l'hypothèse de la constitution d'une SE par la voie d'une fusion et ce conformément au prescrit de l'art. 22 du règlement communautaire<sup>106</sup>.

68) *Article 271, paragraphes (2) et (3)*

Dispositions du règlement communautaire: art. 19, 25 et 26

L'art. 25, § 2, du règlement est mis en œuvre à l'art. 271, paragraphe (2), second alinéa, proposé.

L'art. 26 du règlement, qui vise plus particulièrement le contrôle de légalité dans le cadre de l'Etat du siège statutaire de la SE résultant de la fusion, est mis en œuvre à l'art. 271, paragraphe (2), troisième alinéa, proposé.

Quant au paragraphe (3) élaboré pour l'art. 271, il met en œuvre l'art. 19 du règlement<sup>107</sup>.

69) *Insertion d'un article 273bis*

Disposition du règlement communautaire: art. 27

Il s'agit de la mise en œuvre pure et simple de la disposition communautaire précitée.

Pour rappel, en ce qui concerne la fusion de sociétés „nationales“, les art. 272 et 273 de la loi du 10 août 1915 distinguent entre les effets de l'opération entre les parties (art. 272: dès que les décisions concordantes ont été prises au sein des sociétés en cause) et à l'égard des tiers (art. 273: rendant ces effets dépendants de l'accomplissement des formalités de publicité). Voy. également *supra* les art. 101-10 et 101-13 proposés en ce qui concerne la prise d'effet de l'opération de transfert du siège d'une SE.

70) *Article 274, paragraphes (2) et (3)*

Disposition du règlement communautaire: art. 29, §§ 3 et 4

Quant à la phrase ajoutée à l'art. 274, paragraphe (2) de la loi du 10 août 1915, l'article 19, § 3, de la troisième directive (précitée) relative aux fusions de sociétés anonymes précise qu'„Il n'est pas porté atteinte aux législations des Etats membres qui requièrent des formalités particulières pour l'opposabilité aux tiers du transfert de certains biens, droits et obligations apportés par la société absorbée. La société absorbante peut procéder elle-même à ces formalités; toutefois, la législation des Etats membres peut permettre à la société absorbée de continuer à procéder à ces formalités pendant une période limitée qui ne peut être fixée, sauf cas exceptionnels, à plus de six mois après la date à laquelle la fusion prend effet“.

Il semblerait que le Grand-Duché de Luxembourg n'ait pas, *de lege lata* par l'art. 274, paragraphe (2), fait usage de l'option d'ouvrir également à la société absorbée la possibilité de procéder aux formalités envisagées.

<sup>105</sup> Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, COM(2003) 703 final, Bruxelles, 26 novembre 2003, art. 4 et Considérant No 5: „Pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, il est opportun que, pour chacune des sociétés qui fusionnent, tant le projet de fusion que la réalisation de la fusion fassent l'objet d'une publicité effectuée dans le registre public approprié.“

<sup>106</sup> Voy. également l'art. 26sexies de la loi du 10 août 1915, proposé *supra*.

<sup>107</sup> Voy. également à cet égard l'art. 101-6, paragraphe (2) de la loi du 10 août 1915, proposé *supra*.

Le règlement n'ouvre pas pareille option aux Etats membres: tant les sociétés qui fusionnent que la SE disposent de la possibilité d'effectuer les dites formalités, d'où la disposition proposée, procurant un régime uniforme à cet égard pour les fusions „ordinaires“ et pour les fusions donnant naissance à une SE, que l'on a précisée d'un délai inspiré de la règle formulée dans le cadre de la troisième directive.

Quant à l'art. 274, paragraphe (3) de la loi du 10 août 1915: il s'agit d'une mise en oeuvre pure et simple de l'art. 29, § 4, du règlement.

#### 71) Article 275

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Cette disposition est modifiée du fait de l'introduction de la SA à directoire: l'expression „membres de l'organe de gestion“ remplaçant celles d'„administrateurs“ ou de „membres du conseil d'administration“ de manière à viser tant les membres du conseil d'administration que ceux du directoire.

#### 72) Article 276, alinéa 1er, b)

Disposition du règlement communautaire: art. 30

Il s'agit de la mise en oeuvre pure et simple de la disposition communautaire précitée.

#### 73) Article 278

Disposition du règlement communautaire: art. 31

Le contenu de la disposition communautaire précitée correspond largement à l'art. 278 de la loi du 10 août 1915. On remarquera toutefois que cette disposition, visant la fusion „par confusion“, exclut l'applicabilité de la disposition relative à la nullité (art. 276) de la fusion alors que ni l'art. 24 de la troisième directive (précitée) en matière de fusions ni la disposition, citée ci-dessus, du règlement ne semblent le permettre. Il s'indique donc de modifier l'art. 278 de la loi du 10 août 1915 pour soustraire l'art. 276 (nullités) de l'énumération des dispositions déclarées inapplicables à l'hypothèse envisagée.

#### 74) Article 304

Disposition du règlement communautaire: art. 38

Cette disposition est modifiée du fait de l'introduction de la SA à directoire: l'expression „membres de l'organe de gestion“ remplaçant celles d'„administrateurs“ ou de „membres du conseil d'administration“ de manière à viser tant les membres du conseil d'administration que ceux du directoire.

#### 75) Article 309, paragraphe (1)

Disposition du règlement communautaire: art. 61

Il n'apparaissait pas absolument indispensable d'insérer cet alinéa dans la mesure où tant le règlement (art. 1er, 9 et 10) lui-même que sa mise en oeuvre dans le cadre de la loi du 10 août 1915 (art. 23, (2), proposé *supra*) font apparaître que la SE dont le siège statutaire est situé au Grand-Duché de Luxembourg doit être traitée, sauf règles particulières, comme une SA de droit interne.

Néanmoins, étant donné que le règlement consacre une règle spécifique à l'établissement de ses comptes annuels et, le cas échéant, de ses comptes consolidés, y compris le rapport de gestion les accompagnant, leur contrôle et leur publicité, nous avons estimé utile d'en reprendre l'énoncé au début de l'exposé des règles s'appliquant aux comptes consolidés.

### **Art. II.– Modifications apportées à la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales**

#### 1) Article 65, paragraphe (1), 12° et 13°

Disposition du règlement communautaire: art. 38 procurant à la SE l'option de s'inscrire soit dans un système dualiste (organe de surveillance et organe de direction) soit dans un système moniste (organe d'administration) de gestion.

L'expression „organes d'administration ou de surveillance“ devient „organes de gestion ou de surveillance“. Une expression identique, „organes de gestion ou de surveillance“, a été proposée pour la

disposition visant actuellement le contenu de l'annexe à l'art. 248 de la loi du 10 août 1915<sup>108</sup>. Une formulation similaire, „organes de gestion“, est également prônée ailleurs dans la loi du 10 août 1915, notamment dans les articles qui visent les restructurations de sociétés et donc potentiellement plusieurs types de sociétés en même temps (voy. art. 26bis et suiv., proposés ici; art. 261 et suiv. tels que reformulés dans le cadre du projet „restructurations“<sup>109</sup>).

## 2) Article 77, 1°

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 9 et 10

La modification proposée n'est pas absolument indispensable dans la mesure où la notion de „société anonyme“ englobe la société européenne (voy. art. 23 de la loi du 10 août 1915, *supra*) et où, d'autre part, la lecture de cet article serait immédiatement infléchie par l'existence de la disposition générale (art. VIII) formulée *in fine* du présent projet. Il nous a toutefois semblé souhaitable, dans un souci de clarté de ce texte général que constitue l'art. 77, d'y faire expressément mention de la SE.

## **Art. III.– Modifications apportées à la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif**

### 1) Article 29, paragraphes (1) et (2)

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I) , dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 100 de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

### 2) Article 32

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 9 et 10

Comp. *supra* art. 76 de la loi du 10 août 1915 proposé.

### 3) Article 68, paragraphes (2), (3) et (5)

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I) , dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 100 de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

### 4) Article 84, paragraphe (1)

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I) , dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

### 5) Article 89, paragraphe (5), alinéa 1er

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I) , dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

<sup>108</sup> Abrogée par la loi précitée du 19 décembre 2002 (art. 104) avec effet au 1er janvier 2005, la disposition dont question ici de l'art. 65 s'appliquant alors.

<sup>109</sup> Projet No 4992, précité.

6) *Article 96, paragraphe (3)*

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

7) *Article 97, paragraphe (1), 1) et 2)*

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

8) *Article 98*

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

9) *Article 99*

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

10) *Article 100*

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 173bis de la loi du 10 août 1915 tel que proposé *supra*.

11) *Insertion au sein du Chapitre 18 comprenant les „Dispositions spéciales relatives à la forme juridique“ d'un art. 111bis*

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 9 et 10

Pour mémoire les dispositions qui dans cette loi se réfèrent à la société anonyme sont les suivantes: art. 6 (1); art. 24; art. 25; art. 28 (1); art. 64.

Conséquence directe de l'adoption du statut de la société européenne, cette disposition ne suscite pas d'autre commentaire.

**Art. IV.– Modifications apportées à la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

1) *Article 30, paragraphes (1) et (2)*

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 29 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.



## 2) Article 33

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 9 et 10

Comp. art. 32 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 3) Article 74, paragraphes (2), (3) et (5)

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 68 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 4) Article 108, paragraphe (1)

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 84 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 5) Article 113, paragraphe (5), alinéa 1er

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 89 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 6) Article 120, paragraphe (3)

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 96 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 7) Article 121, paragraphe (1), 1) et 2)

Les modifications apportées à cet article résultent de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 97 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 8) Article 122

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 98 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

## 9) Article 123

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 99 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

#### 10) Article 124

La modification apportée à cet article résulte de l'introduction (voy. *supra* Art. I), dans le cadre du droit luxembourgeois des sociétés (voy. notamment les art. 60bis-1 et suiv. proposés pour la loi du 10 août 1915), de la faculté de doter la société anonyme d'un système dualiste de gestion (directoire et conseil de surveillance).

Comp. art. 100 de la loi du 30 mars 1988, proposé *supra*.

#### 11) Insertion au sein du Chapitre 20 comprenant les „Dispositions spéciales relatives à la forme juridique“, d'un art. 133bis

Dispositions du règlement communautaire: art. 1er, §2; 9 et 10

Pour mémoire les dispositions qui dans cette loi se réfèrent à la société anonyme sont les suivantes: art. 25; art. 26; art. 29; art. 69; art. 77; art. 91.

Conséquence directe de l'adoption du statut de la société européenne, cette disposition ne suscite pas d'autre commentaire.

#### **Art. V.– Modifications apportées à la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme (article unique)**

Disposition du règlement communautaire: art. 38 procurant à la SE l'option de s'inscrire soit dans un système dualiste (organe de surveillance et organe de direction) soit dans un système moniste (organe d'administration) de gestion.

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire. Voy. en outre les commentaires au regard de l'art. 51bis de la loi du 10 août 1915 proposé *supra*.

#### **Art. VI.– Modifications apportées à la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse (article 14)**

Disposition du règlement communautaire: art. 38 procurant à la SE l'option de s'inscrire soit dans un système dualiste (organe de surveillance et organe de direction) soit dans un système moniste (organe d'administration) de gestion.

Conséquence de l'introduction d'un système dualiste de gestion pour les SA et SE soumises au droit luxembourgeois; cette modification ne suscite pas d'autre commentaire.

#### **Art. VII.– Modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep).**

La modification de cette disposition est la conséquence de l'introduction de la SA unipersonnelle (voy. le commentaire formulé pour la modification de l'art. 26 de la loi du 10 août 1915: *supra* art. I, 10)), laquelle change le sens de la référence à l'art. 137-4 (2), alinéa 2 de la loi du 10 août 1915 (cet article se réfère lui-même à l'art. 26 (1), 1) de la loi du 10 août 1915, qui portait l'exigence de deux associés, condition de pluralité d'associés qui est supprimée dans le cadre du présent projet). Effectivement, il n'y a plus lieu ici de déroger à une disposition posant l'exigence d'une pluralité d'associés qui a été supprimée.

#### **Art. VIII.– Introduction d'une disposition dite „de sauvegarde“, à caractère résiduel**

– *Ratio legis*: il est pratiquement impossible de viser tous les textes législatifs (dont nous avons relevé les principaux) et surtout réglementaires visant le „conseil d'administration“ dans les sociétés anonymes. Le fait que le présent projet relève les *principaux* textes qui font référence au CA en dehors de la loi du 10 août 1915 et que celui-ci introduise les modifications qui s'imposent ne saurait être interprété comme une tentative de relevé *exhaustif* de ces textes, d'où la disposition dite „de sauvegarde“ proposée.

– *Quant au contenu de la disposition elle-même*: les seules entités concernées sont les SA, dans la mesure où la notion d’„administrateur“ ou de „conseil d’administration“ apparaît également à propos d’autres entités dans (société coopérative dont la sepcav) et en dehors (associations et fondations sans but lucratif) de la loi du 10 août 1915.

Cette disposition sera notamment utile dans le cadre de nombreuses sociétés aux statuts relevant du droit public mais aussi du droit des sociétés anonymes (comme: la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois<sup>110</sup>, la société anonyme pour l’approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel<sup>111</sup>, la société nationale de crédit et d’investissement<sup>112</sup> etc.) dont il est préférable de ne pas changer les statuts individuels – le risque est en effet grand d’oublier certaines de ces institutions au passage – simplement pour indiquer que dans l’éventualité où elle opterait pour un régime dualiste (faculté qui leur revient en raison de leur statut de société anonyme sauf opposition expresse du législateur), la référence au „conseil d’administration“ doit être en principe entendue comme visant le directoire.

\*

---

110 Voy. ses statuts in *Mém. A*, 21 avril 1997, p. 992

111 Loi du 27 novembre 1973.

112 Loi du 2 août 1977.

## ANNEXES I-III

## ANNEXE I

TABLEAU COMPARATIF DES DISPOSITIONS ACTUELLES  
ET DES REGLES PROPOSEES

Les modifications introduites sont signalées par l'utilisation de **caractères gras** (les modifications suggérées par le projet 4992 – sess. ord. 2001-2002 – sont rappelées par l'utilisation de caractères soulignés).

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 2.</b>– La loi reconnaît six espèces de sociétés commerciales proprement dites:</p> <p>la société en nom collectif;</p> <p>la société en commandite simple;</p> <p>la société anonyme;</p> <p>la société en commandite par actions;</p> <p>la société à responsabilité limitée;</p> <p>la société coopérative.</p> <p>Chacune d'elles constitue une individualité juridique distincte de celle des associés.</p> <p>Le domicile de toute société commerciale est situé au principal établissement de la société. Le principal établissement d'une société est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être le lieu du siège statutaire de la société.</p> <p>La prise de participation dans une de ces sociétés ne constituera pas, par elle-même, un acte de commerce.</p> <p>L'autorisation accordée par le mari à la prise de participation de sa femme dans une de ces sociétés ou dans une société civile qui aura gardé sa nature primitive, s'étend de plein droit à tous les actes d'administration à poser par elle, en sa qualité d'associée.</p>	<p><b>Art. 2.</b>– La loi reconnaît six espèces de sociétés commerciales proprement dites:</p> <p>la société en nom collectif;</p> <p>la société en commandite simple;</p> <p>la société anonyme <b>et la société anonyme européenne (ci-après dénommée „SE“)</b>;</p> <p>la société en commandite par actions;</p> <p>la société à responsabilité limitée;</p> <p>la société coopérative.</p> <p>Chacune d'elles constitue une individualité juridique distincte de celle des associés. <b>La SE acquiert la personnalité juridique le jour de son immatriculation au registre de commerce et des sociétés.</b></p> <p>Le domicile de toute société commerciale est situé <b>là où se trouve l'administration centrale de la société. L'administration centrale d'une société est présumée</b>, jusqu'à preuve du contraire, <b>coïncider avec le lieu du siège statutaire de la société.</b></p> <p>La prise de participation dans une de ces sociétés ne constituera pas, par elle-même, un acte de commerce.</p> <p>L'autorisation accordée par le mari à la prise de participation de sa femme dans une de ces sociétés ou dans une société civile qui aura gardé sa nature primitive, s'étend de plein droit à tous les actes d'administration à poser par elle, en sa qualité d'associée.</p> <p>Les associations commerciales se subdivisent en associations commerciales momentanées et associations commerciales en participation.</p> <p>Elles ne constituent pas une individualité juridique distincte de celle des associés.</p>
<p><b>Art. 3.</b>– Les sociétés dont l'objet est civil et qui se placent sous le régime des art. 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications apportées à ce régime par le présent appendice, constituent pareillement une individualité juridique distincte de celle des associés, et les exploits pour ou contre ces sociétés sont valablement faits au nom de la société seule.</p> <p>Les règles édictées par les alinéas 3 à 6 inclusive-ment de l'art. 181 leur sont applicables.</p>	<p><b>Art. 3.</b>– <u>La nature civile ou commerciale d'une société est déterminée par son objet.</u></p> <p>Les sociétés dont l'objet est civil et qui se placent sous le régime des art. 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications apportées à ce régime par le présent appendice, constituent pareillement une individualité juridique distincte de celle des associés, et les exploits pour ou contre ces sociétés sont valablement faits au nom de la société seule.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>Pourront toutefois les sociétés, dont l'objet est civil, se constituer dans les formes de l'une des six sociétés commerciales énumérées à l'article précédent. Mais, dans ce cas, ces sociétés, ainsi que les opérations qu'elles feront, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.</p> <p>Pourront aussi les sociétés civiles, quelle que soit l'époque de leur constitution, si aucune disposition de leur contrat constitutif ne l'interdit, être transformées en sociétés à forme commerciale, par décision d'une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. Cette assemblée arrêtera les statuts de la société. Sa décision n'est valable que si elle obtient l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales.</p> <p>Pourra enfin chacune des six sociétés énumérées à l'art. 2, quelles que soient la nature primitive de son objet et l'époque de sa constitution, si aucune disposition de son contrat constitutif ne l'interdit, être transformée en une société de l'un des cinq autres types prévus par ledit article.</p> <p>Dans tous les cas visés par les alinéas 4 et 5, la transformation ne donnera pas lieu à une personnalité juridique nouvelle.</p> <p>Les droits des tiers sont réservés.</p>	<p>Les règles édictées par les alinéas 3 à 6 inclusivement de l'art. 181 leur sont applicables.</p> <p><u>Les sociétés civiles à forme commerciale sont les sociétés dont l'objet est civil, et qui, sans perdre leur nature civile, ont adopté la forme d'une société commerciale. Elles n'ont pas la qualité de commerçant. L'immatriculation au registre de commerce et des sociétés n'emporte pas présomption de commercialité dans leur chef.</u></p> <p><u>Pourra chacune des sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la présente loi, quelles que soient la nature primitive de son objet et l'époque de sa constitution, si aucune disposition de son contrat constitutif ne l'interdit, être transformée en une société de l'un des autres types dotés de la personnalité juridique en vertu de la présente loi.</u></p> <p><u>Pourra un groupement d'intérêt économique être transformé en une société dotée de la personnalité juridique en vertu de la présente loi et inversement.</u></p> <p><b>Pourra se transformer en société anonyme européenne une société anonyme de droit luxembourgeois si elle a depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre. Inversement, la société anonyme européenne ayant son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg peut se transformer en société anonyme de droit luxembourgeois. La décision concernant la transformation ne peut être prise avant deux ans à partir de son immatriculation et avant que les deux premiers comptes annuels n'aient été approuvés.</b></p> <p><b>Les transformations visées au présent article ne donnent lieu ni à dissolution ni à création d'une personnalité juridique nouvelle.</b></p> <p>Les droits des tiers sont réservés.</p>
<p><b>Art. 11bis.</b>– § 1. Sont déposés et publiés conformément aux articles précédents:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les actes soumis par la loi à publication au <i>Mémorial</i>, <i>Recueil des Sociétés et Associations</i>, à l'exception des convocations pour lesquelles le dépôt n'est pas obligatoire;</li> <li>2) Les actes apportant changement aux dispositions dont la loi prescrit le dépôt et la publication;</li> <li>3) L'extrait des actes relatifs à la nomination et à la cessation des fonctions: <ol style="list-style-type: none"> <li>a) des administrateurs, gérants et commissaires des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés civiles;</li> <li>b) des délégués à la gestion journalière dans les sociétés anonymes;</li> <li>c) des liquidateurs dans les sociétés qui ont la personnalité juridique.</li> </ol> </li> </ol>	<p><b>Art. 11bis.</b>– § 1. Sont déposés et publiés conformément aux articles précédents:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les actes soumis par la loi à publication au <i>Mémorial</i>, <i>Recueil des Sociétés et Associations</i>, à l'exception des convocations pour lesquelles le dépôt n'est pas obligatoire;</li> <li>2) Les actes apportant changement aux dispositions dont la loi prescrit le dépôt et la publication;</li> <li>3) L'extrait des actes relatifs à la nomination et à la cessation des fonctions: <ol style="list-style-type: none"> <li>a) des administrateurs, <b>membres du directoire et du conseil de surveillance</b>, gérants et commissaires des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés civiles;</li> <li>b) des délégués à la gestion journalière dans les sociétés anonymes;</li> <li>c) des liquidateurs dans les sociétés qui ont la personnalité juridique.</li> </ol> </li> </ol>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>L'extrait comporte l'indication précise des noms et prénoms ainsi que de l'adresse privée ou professionnelle des personnes y visées.</p> <p>4) L'extrait des actes déterminant le mode de liquidation et les pouvoirs des liquidateurs si ces pouvoirs ne sont pas, exclusivement et expressément, définis par la loi ou les statuts;</p> <p>5) L'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la dissolution ou la nullité de la société ou prononçant la nullité des modifications aux statuts.</p> <p>Cet extrait contiendra:</p> <p>a) la raison sociale ou la dénomination de la société et le siège de la société;</p> <p>b) la date de la décision et la juridiction qui l'a prononcée;</p> <p>c) le cas échéant la nomination du ou des liquidateurs.</p> <p>§ 2. Font l'objet d'une déclaration signée des organes compétents de la société:</p> <p>1) La dissolution de la société par expiration de son terme ou pour toute autre cause;</p> <p>2) Le décès d'une des personnes mentionnées au § 1, 3) du présent article;</p> <p>3) Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles, les modifications survenues dans les personnes des associés.</p> <p>Ces déclarations sont déposées et publiées conformément aux articles précédents.</p> <p>§ 3. Est déposé conformément aux articles précédents, le texte intégral des statuts dans une rédaction mise à jour après chaque modification des statuts d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société à responsabilité limitée.</p> <p>Une mention au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, publiée conformément aux articles précédents indique l'objet et la date des actes dont le dépôt est prescrit par le présent paragraphe.</p> <p>§ 4. Les actes et indications dont la publicité est prescrite par les paragraphes précédents sont opposables aux tiers aux conditions prévues par l'article 9, § 4.</p>	<p>L'extrait comporte l'indication précise des noms et prénoms ainsi que de l'adresse privée ou professionnelle des personnes y visées.</p> <p>4) L'extrait des actes déterminant le mode de liquidation et les pouvoirs des liquidateurs si ces pouvoirs ne sont pas, exclusivement et expressément, définis par la loi ou les statuts;</p> <p>5) L'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la dissolution ou la nullité de la société ou prononçant la nullité des modifications aux statuts.</p> <p>Cet extrait contiendra:</p> <p>a) la raison sociale ou la dénomination de la société et le siège de la société;</p> <p>b) la date de la décision et la juridiction qui l'a prononcée;</p> <p>c) le cas échéant la nomination du ou des liquidateurs.</p> <p>§ 2. Font l'objet d'une déclaration signée des organes compétents de la société:</p> <p>1) La dissolution de la société par expiration de son terme ou pour toute autre cause;</p> <p>2) Le décès d'une des personnes mentionnées au § 1, 3) du présent article;</p> <p>3) Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles, les modifications survenues dans les personnes des associés.</p> <p>Ces déclarations sont déposées et publiées conformément aux articles précédents.</p> <p>§ 3. Est déposé conformément aux articles précédents, le texte intégral des statuts dans une rédaction mise à jour après chaque modification des statuts d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société à responsabilité limitée.</p> <p>Une mention au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, publiée conformément aux articles précédents indique l'objet et la date des actes dont le dépôt est prescrit par le présent paragraphe.</p> <p>§ 4. Les actes et indications dont la publicité est prescrite par les paragraphes précédents sont opposables aux tiers aux conditions prévues par l'article 9, § 4.</p>
<p><b>Art. 12.</b>– Les sociétés agissent par leurs gérants ou administrateurs dont les pouvoirs sont déterminés par la loi ou par l'acte constitutif et par les actes postérieurs faits en exécution de l'acte constitutif.</p> <p>L'accomplissement des formalités de publicité relatives aux personnes qui, en qualité d'organe, ont le pouvoir d'engager les sociétés, rend toute irrégularité dans leur nomination inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ces tiers en avaient connaissance.</p>	<p><b>Art. 12.</b>– Les sociétés agissent par leurs gérants, <b>administrateurs ou membres du directoire, selon le cas</b>, dont les pouvoirs sont déterminés par la loi ou par l'acte constitutif et par les actes postérieurs faits en exécution de l'acte constitutif.</p> <p>L'accomplissement des formalités de publicité relatives aux personnes qui, en qualité d'organe, ont le pouvoir d'engager les sociétés, rend toute irrégularité dans leur nomination inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ces tiers en avaient connaissance.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<i>Section IV.– Des Sociétés Anonymes</i>	<i>Section IV.– Des Sociétés Anonymes et des Sociétés Anonymes Européennes</i>
§ 1er.– De la nature et de la qualification des sociétés anonymes	§ 1er.– De la nature et de la qualification des sociétés anonymes <b>et des sociétés anonymes européennes</b>
<p><b>Art. 23.</b>– La société anonyme est celle dans laquelle chacun des associés n’engage qu’une mise déterminée.</p>	<p><b>Art. 23.</b>– (1) La société anonyme <b>est celle dont le capital est divisé en actions et qui est constituée par une ou plusieurs personnes qui n’engagent</b> qu’une mise déterminée.</p> <p>Lorsque cette société ne comporte qu’une seule personne, celle-ci est dénommée „associé unique“.</p> <p>La société anonyme peut avoir un associé unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main.</p> <p>Le décès ou la dissolution de l’associé unique n’entraîne pas la dissolution de la société.</p> <p>(2) La société anonyme européenne est une société anonyme constituée conformément à l’article 2 du règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE) qui a établi son siège statutaire et son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg.</p> <p>Elle dispose de la possibilité de transférer son siège dans un autre Etat membre de l’Union européenne sans perte de sa personnalité juridique.</p> <p>Elle est régie par les dispositions de la présente loi s’appliquant à la société anonyme et par les dispositions s’appliquant spécifiquement à la SE conformément au règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE).</p> <p>(3) La SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.</p>
<p><b>Art. 25.</b>– La société anonyme est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l’objet de son entreprise.</p> <p>Cette dénomination ou désignation doit être différente de celle de toute autre société.</p> <p>Si elle est identique, ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s’il y a lieu.</p>	<p><b>Art. 25.</b>– (1) La société anonyme est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l’objet de son entreprise.</p> <p>Cette dénomination ou désignation doit être différente de celle de toute autre société.</p> <p>Si elle est identique, ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s’il y a lieu.</p> <p>(2) <b>Seules les SE peuvent faire figurer le sigle „SE“ dans leur dénomination sociale.</b></p> <p>Néanmoins, les sociétés et les autres entités juridiques immatriculées dans un Etat membre avant la date d’entrée en vigueur du règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE), dans la dénomination sociale desquelles figure le sigle „SE“, ne sont pas tenues de modifier leur dénomination sociale.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
§ 2.– De la constitution des sociétés anonymes	§ 2.– De la constitution des sociétés anonymes <b>et des sociétés anonymes européennes</b>
<p><b>Art. 26.</b>– (1) La constitution d’une société anonyme requiert:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) qu’il y ait deux associés au moins;</li> <li>2) que le capital soit de 30.986,69 euros au moins; toutefois ce montant pourra être augmenté par un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d’Etat en vue de son adaptation soit aux variations de la monnaie nationale par rapport à l’unité de compte, soit aux modifications de la réglementation communautaire;</li> <li>3) que le capital soit intégralement souscrit;</li> <li>4) que chaque action soit libérée d’un quart au moins par un versement en numéraire ou par des apports autres qu’en numéraire.</li> </ol> <p>(2) Le notaire, rédacteur de l’acte, vérifiera l’existence de ces conditions et en constatera expressément l’accomplissement.</p>	<p><b>Art. 26.</b>– (1) La constitution d’une société anonyme requiert:</p> <p><b>1) qu’il y ait un associé au moins;</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2) que le capital soit de 30.986,69 euros au moins; toutefois ce montant pourra être augmenté par un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d’Etat en vue de son adaptation soit aux variations de la monnaie nationale par rapport à l’unité de compte, soit aux modifications de la réglementation communautaire. <b>Pour la SE, le capital doit être d’au moins 120.000 euros;</b></li> <li>3) que le capital soit intégralement souscrit;</li> <li>4) que chaque action soit libérée d’un quart au moins par un versement en numéraire ou par des apports autres qu’en numéraire.</li> </ol> <p>(2) Le notaire, rédacteur de l’acte, vérifiera l’existence de ces conditions et en constatera expressément l’accomplissement.</p>
	<p><b>Art. 26bis.</b>– (1) Une SE peut être constituée par la voie d’une fusion entre des sociétés anonymes constituées selon le droit d’un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté si deux d’entre elles au moins relèvent du droit d’Etats membres différents.</p> <p>Dans ce cas, le droit de l’Etat membre dont relève chacune des sociétés qui fusionnent s’applique comme en cas de fusion de sociétés anonymes, compte tenu du caractère transfrontière de la fusion, en ce qui concerne la protection des intérêts:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des créanciers des sociétés qui fusionnent;</li> <li>– des obligataires des sociétés qui fusionnent;</li> <li>– des porteurs de titres, autres que des actions, auxquels sont attachés des droits spéciaux dans les sociétés qui fusionnent.</li> </ul> <p>(2) Une SE holding peut être constituée par des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée constituées selon le droit d’un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté si deux d’entre elles au moins:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) relèvent du droit d’Etats membres différents, ou</li> <li>b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d’un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.</li> </ol>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>(3) Une SE filiale peut être constituée par les sociétés de droit civil ou commercial dotées de la personnalité juridique, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif, et les autres personnes morales de droit public ou privé constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté et souscrivant ses actions, si deux d'entre elles au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) relèvent du droit d'Etats membres différents, ou</li> <li>b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.</li> </ul> <p>(4) Une société n'ayant pas son administration centrale dans la Communauté européenne peut participer à la constitution d'une SE si elle est constituée selon le droit d'un Etat membre, a son siège statutaire dans ce même Etat membre et a un lien effectif et continu avec l'économie d'un Etat membre.</p>
	<p>Art. 26ter.– Une SE holding peut être constituée conformément à l'article 26bis (2).</p> <p>Les sociétés qui promeuvent la constitution de la SE subsistent.</p> <p>Les articles 26quater à 26octies sont applicables.</p>
	<p>Art. 26quater.– Les organes de gestion des sociétés qui promeuvent l'opération établissent un projet de constitution de la SE dressé en forme notariée.</p> <p>Ce projet comporte un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la constitution et indiquant les conséquences pour les associés et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de SE.</p> <p>Ce projet mentionne en outre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dénomination sociale et le siège statutaire des sociétés qui constituent la SE ainsi que ceux envisagés pour la SE;</li> <li>b) le rapport d'échange des actions ou parts et, le cas échéant, le montant de la soulte;</li> <li>c) les modalités de remise des actions de la SE;</li> <li>d) les droits assurés par la SE aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures envisagées à leur égard;</li> <li>e) tous avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 26sexies, aux membres des organes de gestion ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui constituent la SE;</li> <li>f) les statuts de la SE;</li> </ul>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>g) des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées en transposition de la directive 2001/86/CE;</p> <p>h) le pourcentage minimal des actions ou parts de chacune des sociétés promouvant l'opération que les associés devront apporter pour que la SE soit constituée.</p> <p>Ce pourcentage doit consister en actions ou parts conférant plus de 50% des droits de vote permanents.</p>
	<p>Art. 26quinquies.– Le projet de constitution est publié pour chacune des sociétés promouvant l'opération conformément à l'article 9 ou selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre en transposition de l'article 3 de la directive 68/151/CEE, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de constitution.</p>
	<p>Art. 26sexies.– (1) Le projet de constitution doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport écrit destiné aux associés. Cet examen sera fait et ce rapport sera établi pour chacune des sociétés qui promeuvent l'opération par un ou plusieurs experts indépendants désignés ou agréés par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève chaque société selon les dispositions nationales adoptées en transposition de la directive 78/855/CEE.</p> <p>Pour les sociétés soumises au droit luxembourgeois, ces experts sont désignés par l'organe de gestion et doivent être choisis parmi les réviseurs d'entreprises. Toutefois, il est possible de faire établir le rapport par un ou plusieurs experts indépendants pour toutes les sociétés qui promeuvent l'opération. Dans ce cas la désignation est faite, sur requête conjointe des sociétés concernées, ou bien par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel l'une des sociétés concernées a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, ou bien par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés concernées ou la future SE selon les dispositions nationales adoptées en transposition de la directive 78/855/CEE.</p> <p>(2) Dans le rapport mentionné au paragraphe (1), les experts doivent en tout cas déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable. Cette déclaration doit:</p> <p>a) indiquer la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé;</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>b) indiquer si cette ou ces méthodes sont adéquates en l'espèce et mentionner les valeurs auxquelles chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue.</p> <p>Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.</p> <p>(3) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas.</p> <p>(4) Chaque expert a le droit d'obtenir, auprès des sociétés qui promeuvent l'opération, tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.</p>
	<p>Art. 26septies.— L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération approuve le projet de constitution de SE de même que, le cas échéant, celle des porteurs de titres autres que des actions ou parts.</p> <p>L'implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément aux dispositions transposant la directive 2001/86/CE. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération peut subordonner le droit à l'immatriculation de la SE à la condition qu'elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.</p>
	<p>Art. 26octies.— (1) Les associés des sociétés qui promeuvent l'opération disposent d'un délai de trois mois pendant lequel ils peuvent communiquer aux sociétés promotrices leur intention d'apporter leurs actions ou parts en vue de la constitution de la SE. Ce délai commence à courir à la date à laquelle l'acte de constitution de la SE a été approuvé par les assemblées visées à l'art. 26septies.</p> <p>(2) La SE n'est constituée que si, dans le délai visé au paragraphe (1), les associés des sociétés qui promeuvent l'opération ont apporté le pourcentage minimal d'actions ou parts de chaque société fixé conformément au projet de constitution et si toutes les autres conditions sont remplies.</p> <p>(3) La constatation, par le notaire, que les conditions de constitution de la SE sont toutes remplies conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'une publicité effectuée, pour chacune des sociétés qui promeuvent l'opération, conformément à l'article 9 ou selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, en transposition de l'article 3 de la directive 68/151/CEE.</p> <p>Les associés des sociétés concernées, qui n'ont pas communiqué dans le délai visé au paragraphe (1) leur intention de mettre leurs actions ou parts à la disposition des sociétés promotrices en vue de la constitution de la SE, bénéficient d'un délai supplémentaire d'un mois pour le faire.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>(4) Les associés ayant apporté leurs titres en vue de la constitution de la SE reçoivent des actions de celle-ci.</b></p> <p><b>(5) La SE ne peut être immatriculée que sur preuve de l'accomplissement des formalités visées aux articles 26ter à 26septies et des conditions visées au paragraphe (2).</b></p>
	<p><b>Art. 26nonies.– Une SE filiale peut être constituée, conformément à l'article 26bis (3).</b></p> <p><b>Sont applicables aux sociétés ou autres entités juridiques, visées à l'art. 26bis (3), participant à l'opération les dispositions qui régissent leur participation à la constitution d'une filiale ayant la forme d'une société anonyme en vertu du droit national.</b></p>
<p><b>Art. 26-2.–</b> (1) Dans les deux ans qui suivent la constitution de la société l'acquisition par celle-ci de tout élément d'actif appartenant à une personne physique ou morale ayant signé ou au nom de qui a été signé l'acte constitutif pour une contre-valeur d'au moins un dixième du capital souscrit fait l'objet d'une vérification et d'une publicité analogues à celles prévues à l'article 26-1 et est soumise à l'agrément de l'assemblée générale des actionnaires. Le réviseur d'entreprises est désigné par le conseil d'administration.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique ni aux acquisitions faites dans le cadre des opérations courantes de la société, ni aux acquisitions faites à l'initiative ou sous le contrôle d'une autorité administrative ou judiciaire, ni aux acquisitions faites en bourse.</p>	<p><b>Art. 26-2.–</b> (1) Dans les deux ans qui suivent la constitution de la société l'acquisition par celle-ci de tout élément d'actif appartenant à une personne physique ou morale ayant signé ou au nom de qui a été signé l'acte constitutif pour une contre-valeur d'au moins un dixième du capital souscrit fait l'objet d'une vérification et d'une publicité analogues à celles prévues à l'article 26-1 et est soumise à l'agrément de l'assemblée générale des actionnaires. Le réviseur d'entreprises est désigné par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas.</b></p> <p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique ni aux acquisitions faites dans le cadre des opérations courantes de la société, ni aux acquisitions faites à l'initiative ou sous le contrôle d'une autorité administrative ou judiciaire, ni aux acquisitions faites en bourse.</p>
<p><b>Art. 27.–</b> L'acte de société indique:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) l'identité des personnes physiques ou morales qui ont signé l'acte ou au nom desquelles il a été signé;</li> <li>2) la forme de la société et sa dénomination;</li> <li>3) le siège social;</li> <li>4) l'objet social;</li> <li>5) le montant du capital souscrit et, le cas échéant, du capital autorisé;</li> <li>6) le montant initialement versé du capital souscrit;</li> <li>7) les catégories d'actions, lorsqu'il en existe plusieurs, les droits afférents à chacune de ces catégories, le nombre d'actions souscrites et, en outre, dans le cadre d'un capital autorisé, les actions à émettre de chaque catégorie et les droits afférents à chacune de celles-ci, ainsi que: <ul style="list-style-type: none"> <li>– la valeur nominale des actions ou le nombre des actions sans mention de valeur nominale</li> <li>– les conditions particulières qui limitent la cession des actions;</li> </ul> </li> </ol>	<p><b>Art. 27.–</b> L'acte de société indique:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) l'identité <b>de la ou</b> des personnes physiques ou morales qui ont signé l'acte ou au nom desquelles il a été signé;</li> <li>2) la forme de la société et sa dénomination;</li> <li>3) le siège social;</li> <li>4) l'objet social;</li> <li>5) le montant du capital souscrit et, le cas échéant, du capital autorisé;</li> <li>6) le montant initialement versé du capital souscrit;</li> <li>7) les catégories d'actions, lorsqu'il en existe plusieurs, les droits afférents à chacune de ces catégories, le nombre d'actions souscrites et, en outre, dans le cadre d'un capital autorisé, les actions à émettre de chaque catégorie et les droits afférents à chacune de celles-ci, ainsi que: <ul style="list-style-type: none"> <li>– la valeur nominale des actions ou le nombre des actions sans mention de valeur nominale</li> <li>– les conditions particulières qui limitent la cession des actions;</li> </ul> </li> </ol>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>8) la forme nominative ou au porteur des actions ainsi que toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi relative à la conversion des titres;</p> <p>9) la spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait, le nom de l'apporteur et les conclusions du rapport du réviseur d'entreprise prévu à l'article 26-1;</p> <p>10) la cause et la consistance des avantages particuliers attribués lors de la constitution de la société à quiconque a participé à la constitution de la société;</p> <p>11) le cas échéant, le nombre de titres ou de parts non représentatifs du capital exprimé ainsi que les droits y attachés, notamment le droit de vote aux assemblées générales;</p> <p>12) dans la mesure où elles ne résultent pas de la loi, les règles qui déterminent le nombre et le mode de désignation des membres des organes chargés de la représentation à l'égard des tiers, de l'administration, de la direction, de la surveillance ou du contrôle de la société, ainsi que la répartition des compétences entre ces organes;</p> <p>13) la durée de la société;</p> <p>14) le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses et rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution.</p>	<p>8) la forme nominative ou au porteur des actions ainsi que toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi relative à la conversion des titres;</p> <p>9) la spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait, le nom de l'apporteur et les conclusions du rapport du réviseur d'entreprise prévu à l'article 26-1;</p> <p>10) la cause et la consistance des avantages particuliers attribués lors de la constitution de la société à quiconque a participé à la constitution de la société;</p> <p>11) le cas échéant, le nombre de titres ou de parts non représentatifs du capital exprimé ainsi que les droits y attachés, notamment le droit de vote aux assemblées générales;</p> <p>12) dans la mesure où elles ne résultent pas de la loi, les règles qui déterminent le nombre et le mode de désignation des membres des organes chargés de la représentation à l'égard des tiers, de l'administration, de la direction, de la surveillance ou du contrôle de la société, ainsi que la répartition des compétences entre ces organes;</p> <p>13) la durée de la société;</p> <p>14) le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses et rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution.</p>
	<p><b>Art. 31-2.– En cas de transformation d'une SE en société anonyme conformément à l'article 3, la procédure suivante devra être respectée.</b></p> <p><b>(1) L'organe de gestion de la SE établit par écrit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de société anonyme.</b></p> <p><b>(2) Le projet de transformation est publié conformément à l'article 9 un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation.</b></p> <p><b>(3) Avant l'assemblée générale visée au paragraphe (4), un réviseur d'entreprises indépendant de la société désigné par l'organe de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, atteste que la société dispose d'actifs nets au moins équivalents au capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.</b></p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>(4) L'assemblée générale de la SE approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la société anonyme. La décision de l'assemblée générale requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.</p>
	<p>Art. 31-3.– En cas de transformation d'une société anonyme en SE conformément à l'art. 3, la procédure suivante devra être respectée.</p> <p>(1) L'organe de gestion de la SA établit par écrit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de la SE</p> <p>(2) Le projet de transformation est publié conformément à l'article 9 un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation.</p> <p>(3) Avant l'assemblée générale visée au paragraphe (4), un réviseur d'entreprises indépendant de la société désigné par l'organe de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, atteste que la société dispose d'actifs nets au moins équivalents au capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.</p> <p>(4) L'assemblée générale de la SA approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la SE. La décision de l'assemblée générale requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.</p> <p>(5) Les droits et obligations de la société à transformer en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE du fait même de cette immatriculation.</p> <p>(6) Le siège statutaire ne peut pas être transféré dans un autre Etat membre, conformément aux articles 101-1 à 101-17, à l'occasion de la transformation.</p>
<p><b>Art. 32.</b>– (1) L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale aux conditions requises pour la modification des statuts.</p> <p>(2) L'acte constitutif peut toutefois autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant déterminé.</p>	<p><b>Art. 32.</b>– (1) L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale aux conditions requises pour la modification des statuts.</p> <p>(2) L'acte constitutif peut toutefois autoriser le conseil d'administration <b>ou le directoire</b> à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant déterminé.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(3) L'assemblée générale peut également accorder cette autorisation par voie de modification des statuts.</p> <p>(4) Les droits attachés aux actions nouvelles sont définis par les statuts.</p> <p>(5) L'autorisation n'est valable que pour 5 ans à dater de la publication de l'acte constitutif ou de la modification des statuts. Elle peut être renouvelée une ou plusieurs fois par l'assemblée générale, statuant aux conditions requises pour la modification des statuts, pour une période qui, pour chaque renouvellement, ne peut dépasser cinq ans.</p>	<p>(3) L'assemblée générale peut également accorder cette autorisation par voie de modification des statuts.</p> <p>(4) Les droits attachés aux actions nouvelles sont définis par les statuts.</p> <p>(5) L'autorisation n'est valable que pour 5 ans à dater de la publication de l'acte constitutif ou de la modification des statuts. Elle peut être renouvelée une ou plusieurs fois par l'assemblée générale, statuant aux conditions requises pour la modification des statuts, pour une période qui, pour chaque renouvellement, ne peut dépasser cinq ans.</p>
<p><b>Art. 32-1.</b>– (1) Les formalités et conditions prescrites pour la constitution des sociétés s'appliquent à l'augmentation du capital par des apports nouveaux, sous réserve des dispositions qui suivent.</p> <p>(2) Les membres du conseil d'administration sont tenus solidairement des obligations prévues par l'article 31 à charge des fondateurs.</p> <p>(3) Lorsque l'augmentation a lieu au moyen de souscriptions, celles-ci doivent contenir les énonciations exigées par l'article 29, paragraphe (3), Nos 2 et 3. Si l'augmentation de capital annoncée n'est pas entièrement souscrite, le capital n'est augmenté à concurrence des souscriptions recueillies que si les conditions de l'émission ont expressément prévu cette possibilité.</p> <p>(4) La réalisation de l'augmentation est constatée par un acte notarié, dressé à la requête du conseil d'administration, sur présentation des documents justificatifs des souscriptions et des versements, lorsque l'augmentation a lieu par souscription ou lorsqu'elle est faite en vertu de l'autorisation prévue à l'article 32. L'acte notarié doit être dressé dans le mois de la clôture de la souscription ou dans les trois mois à partir du jour de l'ouverture de la souscription.</p> <p>(5) Pour les apports ne consistant pas en numéraire, les actions doivent être entièrement libérées dans un délai de cinq ans à partir de la décision d'augmentation de capital. Un rapport est à établir par un réviseur d'entreprises conformément à l'article 26-1; ce réviseur est désigné par le conseil d'administration. Le rapport du réviseur d'entreprises sera déposé conformément à l'article 9 paragraphe (1).</p>	<p><b>Art. 32-1.</b>– (1) Les formalités et conditions prescrites pour la constitution des sociétés s'appliquent à l'augmentation du capital par des apports nouveaux, sous réserve des dispositions qui suivent.</p> <p>(2) Les membres du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, sont tenus solidairement des obligations prévues par l'article 31 à charge des fondateurs.</p> <p>(3) Lorsque l'augmentation a lieu au moyen de souscriptions, celles-ci doivent contenir les énonciations exigées par l'article 29, paragraphe (3), Nos 2 et 3. Si l'augmentation de capital annoncée n'est pas entièrement souscrite, le capital n'est augmenté à concurrence des souscriptions recueillies que si les conditions de l'émission ont expressément prévu cette possibilité.</p> <p>(4) La réalisation de l'augmentation est constatée par un acte notarié, dressé à la requête du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, sur présentation des documents justificatifs des souscriptions et des versements, lorsque l'augmentation a lieu par souscription ou lorsqu'elle est faite en vertu de l'autorisation prévue à l'article 32. L'acte notarié doit être dressé dans le mois de la clôture de la souscription ou dans les trois mois à partir du jour de l'ouverture de la souscription.</p> <p>(5) Pour les apports ne consistant pas en numéraire, les actions doivent être entièrement libérées dans un délai de cinq ans à partir de la décision d'augmentation de capital. Un rapport est à établir par un réviseur d'entreprises conformément à l'article 26-1; ce réviseur est désigné par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>. Le rapport du réviseur d'entreprises sera déposé conformément à l'article 9 paragraphe (1).</p>
<p><b>Art. 32-3.</b>– (1) Les actions à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.</p>	<p><b>Art. 32-3.</b>– (1) Les actions à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(2) Les statuts peuvent prévoir que le paragraphe (1) ne s'applique pas aux actions pour lesquelles les droits de participation aux distributions ou au partage du patrimoine social en cas de liquidation sont différents. De même les statuts peuvent permettre que, lorsque le capital souscrit d'une société ayant plusieurs catégories d'actions est augmenté par l'émission de nouvelles actions dans une seule de ces catégories, l'exercice du droit préférentiel par les actionnaires des autres catégories n'intervienne qu'après l'exercice de ce droit par les actionnaires de la catégorie dans laquelle les nouvelles actions sont émises.</p> <p>(3) Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à dater de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.</p> <p>Toutefois, lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée.</p> <p>(4) Le droit de souscription est négociable pendant toute la durée de la souscription sans qu'il puisse être apporté à cette négociabilité d'autres restrictions que celles applicables aux titres auxquels le droit est attaché.</p> <p>(5) Les statuts ne peuvent ni supprimer, ni limiter le droit de préférence.</p> <p>Ils peuvent néanmoins autoriser le conseil d'administration à supprimer ou à limiter ce droit lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé conformément à l'article 32. Cette autorisation ne peut avoir une durée supérieure à celle prévue à l'article 32 (5).</p> <p>L'assemblée générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32 (1), peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le conseil à le faire. Cette proposition doit être spécialement annoncée dans la convocation. La justification détaillée doit être exposée dans un rapport établi par le conseil d'administration portant notamment sur le prix d'émission proposé et présenté à l'assemblée.</p> <p>(6) Il n'y a pas exclusion du droit préférentiel au sens du paragraphe (4) lorsque, selon la décision relative à l'augmentation du capital souscrit, les actions sont émises à des banques ou d'autres établissements financiers en vue d'être offertes aux actionnaires de la société conformément aux paragraphes (1) et (3).</p>	<p>(2) Les statuts peuvent prévoir que le paragraphe (1) ne s'applique pas aux actions pour lesquelles les droits de participation aux distributions ou au partage du patrimoine social en cas de liquidation sont différents. De même les statuts peuvent permettre que, lorsque le capital souscrit d'une société ayant plusieurs catégories d'actions est augmenté par l'émission de nouvelles actions dans une seule de ces catégories, l'exercice du droit préférentiel par les actionnaires des autres catégories n'intervienne qu'après l'exercice de ce droit par les actionnaires de la catégorie dans laquelle les nouvelles actions sont émises.</p> <p>(3) Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à dater de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.</p> <p>Toutefois, lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée.</p> <p>(4) Le droit de souscription est négociable pendant toute la durée de la souscription sans qu'il puisse être apporté à cette négociabilité d'autres restrictions que celles applicables aux titres auxquels le droit est attaché.</p> <p>(5) Les statuts ne peuvent ni supprimer, ni limiter le droit de préférence.</p> <p>Ils peuvent néanmoins autoriser le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, à supprimer ou à limiter ce droit lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé conformément à l'article 32. Cette autorisation ne peut avoir une durée supérieure à celle prévue à l'article 32 (5).</p> <p>L'assemblée générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32 (1), peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le conseil <b>d'administration ou le directoire, selon le cas</b>, à le faire. Cette proposition doit être spécialement annoncée dans la convocation. La justification détaillée doit être exposée dans un rapport établi par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, portant notamment sur le prix d'émission proposé et présenté à l'assemblée.</p> <p>(6) Il n'y a pas exclusion du droit préférentiel au sens du paragraphe (4) lorsque, selon la décision relative à l'augmentation du capital souscrit, les actions sont émises à des banques ou d'autres établissements financiers en vue d'être offertes aux actionnaires de la société conformément aux paragraphes (1) et (3).</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(7) Les droits de souscription non exercés après la clôture de la période de souscription sont vendus publiquement par la société à la Bourse de Luxembourg; le produit de la vente, déduction faite des frais y relatifs, est tenu à la disposition des actionnaires pendant cinq ans. Le solde non prélevé reste acquis à la société.</p>	<p>(7) Les droits de souscription non exercés après la clôture de la période de souscription sont vendus publiquement par la société à la Bourse de Luxembourg; le produit de la vente, déduction faite des frais y relatifs, est tenu à la disposition des actionnaires pendant cinq ans. Le solde non prélevé reste acquis à la société.</p>
<p><b>Art. 33.</b>– L'exposition, l'offre et la vente publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, doivent être précédées du dépôt effectué conformément à l'article 9 § 1 et 2, d'une notice datée et signée par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La date de l'acte de société, celle de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;</li> <li>2. L'objet de la société, le capital social et le nombre d'actions;</li> <li>3. Le montant du capital non libéré et la somme restant à verser sur chaque action; le nombre et le taux des obligations émises avec indication des garanties hypothécaires éventuelles;</li> <li>4. La composition des conseils d'administration et de surveillance;</li> <li>5. Les énonciations prescrites par l'article 27;</li> <li>6. Le dernier bilan et le dernier compte des profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.</li> </ol> <p>Néanmoins, si l'exposition, l'offre ou la vente publiques ont pour objet des actions, titres ou parts bénéficiaires d'une société existant depuis cinq années au moins, la notice ne doit contenir que les indications visées aux Nos 1, 2, 3, 4 et 6.</p>	<p><b>Art. 33.</b>– L'exposition, l'offre et la vente publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, doivent être précédées du dépôt effectué conformément à l'article 9 § 1 et 2, d'une notice datée et signée par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La date de l'acte de société, celle de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;</li> <li>2. L'objet de la société, le capital social et le nombre d'actions;</li> <li>3. Le montant du capital non libéré et la somme restant à verser sur chaque action; le nombre et le taux des obligations émises avec indication des garanties hypothécaires éventuelles;</li> <li>4. La composition <b>du conseil</b> d'administration <b>ou du directoire, selon le cas, et du conseil</b> de surveillance;</li> <li>5. Les énonciations prescrites par l'article 27;</li> <li>6. Le dernier bilan et le dernier compte des profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.</li> </ol> <p>Néanmoins, si l'exposition, l'offre ou la vente publiques ont pour objet des actions, titres ou parts bénéficiaires d'une société existant depuis cinq années au moins, la notice ne doit contenir que les indications visées aux Nos 1, 2, 3, 4 et 6.</p>
<p><b>Art. 41.</b>– L'action au porteur est signée par deux administrateurs. Sauf disposition contraire des statuts, ces deux signatures ou l'une d'elles peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.</p> <p>Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.</p> <p>Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration sera déposée préalablement conformément à l'article 9, § 1 et 2.</p>	<p><b>Art. 41.</b>– L'action au porteur est signée par deux administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b> ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur <b>ou ne comporte qu'une seule personne constituant son directoire, par celui-ci</b>. Sauf disposition contraire des statuts, <b>la signature</b> peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.</p> <p>Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>. En ce cas, elle doit être manuscrite.</p> <p>Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, § 1 et 2.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>L'action indique:</p> <p>la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;</p> <p>le montant du capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;</p> <p>la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;</p> <p>les avantages particuliers attribués aux fondateurs;</p> <p>la durée de la société;</p> <p>le jour, l'heure et la commune où se réunit l'assemblée générale annuelle.</p>	<p>L'action indique:</p> <p>la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;</p> <p>le montant du capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;</p> <p>la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;</p> <p>les avantages particuliers attribués aux fondateurs;</p> <p>la durée de la société;</p> <p>le jour, l'heure et la commune où se réunit l'assemblée générale annuelle.</p>
<p><b>Art. 45.</b>– (1) L'émission d'actions privilégiées sans droit de vote peut avoir lieu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– lors de la constitution de la société si les statuts le prévoient,</li> <li>– lors d'une augmentation de capital,</li> <li>– lors de la conversion d'actions ordinaires en actions privilégiées sans droit de vote.</li> </ul> <p>Dans les deux derniers cas, l'assemblée générale délibère selon les règles prescrites par l'article „67-1 (1) et (2).</p> <p>(2) L'assemblée générale détermine le montant maximal de telles actions à émettre dans les limites des dispositions de l'article 44 (1).</p> <p>(3) En cas de création d'actions sans droit de vote par voie de conversion d'actions ordinaires déjà émises ou, si cette faculté a été prévue par les statuts, en cas de conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires, l'assemblée générale détermine, dans les limites de l'article 44 (1) le montant maximal d'actions à convertir et fixe les conditions de conversion.</p> <p>L'offre de conversion est faite en même temps à tous les actionnaires et à proportion de leur part dans le capital social. Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à partir de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.</p> <p>Toutefois, lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée.</p>	<p><b>Art. 45.</b>– (1) L'émission d'actions privilégiées sans droit de vote peut avoir lieu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– lors de la constitution de la société si les statuts le prévoient,</li> <li>– lors d'une augmentation de capital,</li> <li>– lors de la conversion d'actions ordinaires en actions privilégiées sans droit de vote.</li> </ul> <p>Dans les deux derniers cas, l'assemblée générale délibère selon les règles prescrites par l'article 67-1 (1) et (2).</p> <p>(2) L'assemblée générale détermine le montant maximal de telles actions à émettre dans les limites des dispositions de l'article 44 (1).</p> <p>(3) En cas de création d'actions sans droit de vote par voie de conversion d'actions ordinaires déjà émises ou, si cette faculté a été prévue par les statuts, en cas de conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires, l'assemblée générale détermine, dans les limites de l'article 44 (1) le montant maximal d'actions à convertir et fixe les conditions de conversion.</p> <p>L'offre de conversion est faite en même temps à tous les actionnaires et à proportion de leur part dans le capital social. Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, mais qui ne peut être inférieur à trente jours à partir de l'ouverture de la souscription, annoncée par un avis fixant le délai de souscription et publié au Mémorial et dans deux journaux publiés au Luxembourg.</p> <p>Toutefois, lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée.</p>
<p><b>Art. 49-1.</b>– (1) Les actions d'une société ne peuvent être souscrites par celle-ci.</p> <p>(2) Si les actions d'une société ont été souscrites par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de cette société, le souscripteur doit être considéré comme ayant souscrit pour son propre compte.</p>	<p><b>Art. 49-1.</b>– (1) Les actions d'une société ne peuvent être souscrites par celle-ci.</p> <p>(2) Si les actions d'une société ont été souscrites par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de cette société, le souscripteur doit être considéré comme ayant souscrit pour son propre compte.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(3) Les personnes physiques ou morales ainsi que les comparants visés à l'article 29 numéro 2) ou, en cas d'augmentation du capital souscrit, les membres du conseil d'administration sont tenus de libérer les actions souscrites en violation du présent article.</p> <p>Toutefois, les personnes nommées ci-dessus pourront se décharger de cette obligation en prouvant qu'aucune faute ne leur est personnellement imputable.</p>	<p>(3) Les personnes physiques ou morales ainsi que les comparants visés à l'article 29 numéro 2) ou, en cas d'augmentation du capital souscrit, les membres du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, sont tenus de libérer les actions souscrites en violation du présent article.</p> <p>Toutefois, les personnes nommées ci-dessus pourront se décharger de cette obligation en prouvant qu'aucune faute ne leur est personnellement imputable.</p>
<p><b>Art. 49-2.</b>– (1) La société ne peut acquérir ses propres actions, soit par elle-même, soit par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de cette société qu'aux conditions suivantes:</p> <p>1° l'autorisation d'acquérir est accordée par l'assemblée générale qui fixe les modalités des acquisitions envisagées, et notamment le nombre maximum d'actions à acquérir, la durée pour laquelle l'autorisation est accordée et qui ne peut excéder dix-huit mois et en cas d'acquisition à titre onéreux, les contre-valeurs minimales et maximales;</p> <p>2° la valeur nominale, ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions acquises, y compris les actions que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille ainsi que les actions acquises par une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de cette société, ne peut dépasser 10% du capital souscrit;</p> <p>3° les acquisitions ne peuvent avoir pour effet que l'actif net devienne inférieur au capital souscrit augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer;</p> <p>4° l'opération ne peut porter que sur les actions entièrement libérées.</p> <p>Le conseil d'administration est tenu de veiller à ce que, au moment de toute acquisition autorisée, les conditions indiquées aux numéros 2°, 3° et 4° soient respectées.</p> <p>(2) Lorsque l'acquisition d'actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent la condition sub (1) 1° n'est pas applicable.</p> <p>Dans ce cas, l'assemblée générale qui suit doit être informée, par le conseil d'administration, des raisons et du but des acquisitions effectuées, du nombre et de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable des actions acquises, de la fraction du capital souscrit qu'elles représentent, ainsi que de la contre-valeur de ces actions.</p>	<p><b>Art. 49-2.</b>– (1) La société ne peut acquérir ses propres actions, soit par elle-même, soit par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de cette société qu'aux conditions suivantes:</p> <p>1° l'autorisation d'acquérir est accordée par l'assemblée générale qui fixe les modalités des acquisitions envisagées, et notamment le nombre maximum d'actions à acquérir, la durée pour laquelle l'autorisation est accordée et qui ne peut excéder dix-huit mois et en cas d'acquisition à titre onéreux, les contre-valeurs minimales et maximales;</p> <p>2° la valeur nominale, ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions acquises, y compris les actions que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille ainsi que les actions acquises par une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de cette société, ne peut dépasser 10% du capital souscrit;</p> <p>3° les acquisitions ne peuvent avoir pour effet que l'actif net devienne inférieur au capital souscrit augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer;</p> <p>4° l'opération ne peut porter que sur les actions entièrement libérées.</p> <p>Le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, est tenu de veiller à ce que, au moment de toute acquisition autorisée, les conditions indiquées aux numéros 2°, 3° et 4° soient respectées.</p> <p>(2) Lorsque l'acquisition d'actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent la condition sub (1) 1° n'est pas applicable.</p> <p>Dans ce cas, l'assemblée générale qui suit doit être informée, par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, des raisons et du but des acquisitions effectuées, du nombre et de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable des actions acquises, de la fraction du capital souscrit qu'elles représentent, ainsi que de la contre-valeur de ces actions.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(3) La condition sub (1) 1° n'est pas applicable non plus s'il s'agit d'actions acquises, soit par la société elle-même, soit par une personne agissant en son nom mais pour le compte de cette société en vue d'être distribuées au personnel de celle-ci.</p> <p>La distribution de telles actions doit être effectuée dans un délai de douze mois à compter de l'acquisition de ces actions.</p>	<p>(3) La condition sub (1) 1° n'est pas applicable non plus s'il s'agit d'actions acquises, soit par la société elle-même, soit par une personne agissant en son nom mais pour le compte de cette société en vue d'être distribuées au personnel de celle-ci.</p> <p>La distribution de telles actions doit être effectuée dans un délai de douze mois à compter de l'acquisition de ces actions.</p>
<p><b>Art. 49bis.</b>– (1) a/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme par une autre société au sens de l'article 1er de la directive 68/151/CEE dans laquelle la société anonyme dispose directement ou indirectement de la majorité des droits de vote ou sur laquelle elle peut exercer directement ou indirectement une influence dominante sont considérées comme étant du fait de la société anonyme elle-même.</p> <p>b/ le point a/ s'applique également lorsque l'autre société relève du droit d'un pays tiers et a une forme juridique comparable à celles visées à l'article 1er de la directive 68/151/CEE.</p> <p>(2) Toutefois, lorsque la société anonyme dispose seulement indirectement de la majorité des votes ou peut exercer seulement indirectement une influence dominante, le paragraphe (1) ne s'applique pas, mais dans ce cas les droits de vote attachés aux actions de la société anonyme dont dispose l'autre société sont suspendus.</p> <p>(3) Aux fins du présent article</p> <p>a/ il est présumé qu'une société anonyme est en mesure d'exercer une influence dominante lorsqu'elle:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance et est, en même temps, actionnaire ou associée de l'autre société</li> <li>ou</li> <li>– est actionnaire ou associée de l'autre société et contrôle seule la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette société.</li> </ul> <p>b/ – une société anonyme est considérée comme disposant indirectement des droits de vote lorsqu'il en est disposé par une société d'une des formes juridiques visées au paragraphe (1) dans laquelle la société anonyme dispose directement de la majorité des droits de vote</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une société anonyme est considérée comme étant en mesure d'exercer indirectement une influence dominante sur une autre société lorsque la société anonyme dispose directement de la majorité des droits de vote dans une société d'une des formes juridiques visées au paragraphe (1) laquelle</li> </ul>	<p><b>Art. 49bis.</b>– (1) a/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme par une autre société au sens de l'article 1er de la directive 68/151/CEE dans laquelle la société anonyme dispose directement ou indirectement de la majorité des droits de vote ou sur laquelle elle peut exercer directement ou indirectement une influence dominante sont considérées comme étant du fait de la société anonyme elle-même.</p> <p>b/ le point a/ s'applique également lorsque l'autre société relève du droit d'un pays tiers et a une forme juridique comparable à celles visées à l'article 1er de la directive 68/151/CEE.</p> <p>(2) Toutefois, lorsque la société anonyme dispose seulement indirectement de la majorité des votes ou peut exercer seulement indirectement une influence dominante, le paragraphe (1) ne s'applique pas, mais dans ce cas les droits de vote attachés aux actions de la société anonyme dont dispose l'autre société sont suspendus.</p> <p>(3) Aux fins du présent article</p> <p>a/ il est présumé qu'une société anonyme est en mesure d'exercer une influence dominante lorsqu'elle:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance et est, en même temps, actionnaire ou associée de l'autre société</li> <li>ou</li> <li>– est actionnaire ou associée de l'autre société et contrôle seule la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette société.</li> </ul> <p>b/ – une société anonyme est considérée comme disposant indirectement des droits de vote lorsqu'il en est disposé par une société d'une des formes juridiques visées au paragraphe (1) dans laquelle la société anonyme dispose directement de la majorité des droits de vote</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une société anonyme est considérée comme étant en mesure d'exercer indirectement une influence dominante sur une autre société lorsque la société anonyme dispose directement de la majorité des droits de vote dans une société d'une des formes juridiques visées au paragraphe (1) laquelle</li> </ul>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance et est, en même temps, actionnaire ou associée de l'autre société</li> <li>ou</li> <li>– est actionnaire ou associée de l'autre société et contrôle seule la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette société.</li> </ul> <p>c/ une société anonyme est considérée comme disposant des droits de vote lorsqu'en vertu des statuts, de la loi ou d'un contrat, elle est en droit d'exercer le droit de vote attaché aux actions de la société de la société et peut l'exercer effectivement.</p> <p>(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque</p> <p>a/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme est effectuée pour le compte d'une personne autre que celle qui souscrit, acquiert ou détient et qui n'est ni la société anonyme visée au paragraphe (1) ni une autre société dans laquelle la société anonyme dispose directement ou indirectement de la majorité des droits de vote ou sur laquelle elle peut exercer directement ou indirectement une influence dominante;</p> <p>b/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme est effectuée par l'autre société visée au paragraphe (1) en sa qualité dans le cadre de son activité d'opérateur professionnel sur titres, pourvu que celle-ci soit membre d'une bourse de valeurs située ou opérant dans un Etat membre des Communautés européennes ou qu'elle soit agréée ou surveillée par une autorité d'un Etat membre des Communautés Européennes compétente pour la surveillance des opérateurs professionnels sur titres qui, au sens du présent article, peuvent inclure les établissements de crédit.</p> <p>(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque la détention d'actions de la société anonyme par l'autre société visée au paragraphe (1) résulte d'une acquisition faite avant que la relation entre ces deux sociétés corresponde aux critères établis au paragraphe (1).</p> <p>Toutefois les droits de vote attachés à ces actions sont suspendus et ces actions sont prises en considération pour déterminer si la condition prévue à l'article 49-2 paragraphe (1) 2° est remplie.</p> <p>(6) Les paragraphes (2) et (3) de l'article 49-3 et l'article 49-4 ne s'appliquent pas en cas d'acquisition d'actions d'une société anonyme par l'autre société visée au paragraphe (1), pourvu que:</p> <p>a/ les droits de vote attachés aux actions de la société anonyme dont dispose l'autre société soient suspendus</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance et est, en même temps, actionnaire ou associée de l'autre société</li> <li>ou</li> <li>– est actionnaire ou associée de l'autre société et contrôle seule la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette société.</li> </ul> <p>c/ une société anonyme est considérée comme disposant des droits de vote lorsqu'en vertu des statuts, de la loi ou d'un contrat, elle est en droit d'exercer le droit de vote attaché aux actions de la société de la société et peut l'exercer effectivement.</p> <p>(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque</p> <p>a/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme est effectuée pour le compte d'une personne autre que celle qui souscrit, acquiert ou détient et qui n'est ni la société anonyme visée au paragraphe (1) ni une autre société dans laquelle la société anonyme dispose directement ou indirectement de la majorité des droits de vote ou sur laquelle elle peut exercer directement ou indirectement une influence dominante;</p> <p>b/ la souscription, l'acquisition ou la détention d'actions de la société anonyme est effectuée par l'autre société visée au paragraphe (1) en sa qualité dans le cadre de son activité d'opérateur professionnel sur titres, pourvu que celle-ci soit membre d'une bourse de valeurs située ou opérant dans un Etat membre des Communautés européennes ou qu'elle soit agréée ou surveillée par une autorité d'un Etat membre des Communautés Européennes compétente pour la surveillance des opérateurs professionnels sur titres qui, au sens du présent article, peuvent inclure les établissements de crédit.</p> <p>(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque la détention d'actions de la société anonyme par l'autre société visée au paragraphe (1) résulte d'une acquisition faite avant que la relation entre ces deux sociétés corresponde aux critères établis au paragraphe (1).</p> <p>Toutefois les droits de vote attachés à ces actions sont suspendus et ces actions sont prises en considération pour déterminer si la condition prévue à l'article 49-2 paragraphe (1) 2° est remplie.</p> <p>(6) Les paragraphes (2) et (3) de l'article 49-3 et l'article 49-4 ne s'appliquent pas en cas d'acquisition d'actions d'une société anonyme par l'autre société visée au paragraphe (1), pourvu que:</p> <p>a/ les droits de vote attachés aux actions de la société anonyme dont dispose l'autre société soient suspendus</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
et b/ les membres de l'organe d'administration de la société anonyme soient obligés de racheter à l'autre société les actions visées à l'article 49-3 paragraphes (2) et (3) et à l'article 49-4 au prix auquel cette autre société les a acquises; cette sanction n'est pas applicable dans le seul cas où lesdits membres prouvent que la société anonyme est totalement étrangère à la souscription ou à l'acquisition desdites actions.	et b/ les membres de l'organe <b>de gestion</b> de la société anonyme soient obligés de racheter à l'autre société les actions visées à l'article 49-3 paragraphes (2) et (3) et à l'article 49-4 au prix auquel cette autre société les a acquises; cette sanction n'est pas applicable dans le seul cas où lesdits membres prouvent que la société anonyme est totalement étrangère à la souscription ou à l'acquisition desdites actions.
§ 4. De l'administration et de la surveillance des sociétés anonymes	§ 4.– De l'administration et de la surveillance des sociétés anonymes <b>et des sociétés anonymes européennes</b>
	<b>Sous-§ 1.– Du conseil d'administration</b>
<p><b>Art. 51.–</b> Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins.</p> <p>Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires; ils peuvent cependant, pour la première fois, être nommés par l'acte de constitution de la société.</p> <p>Le terme de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.</p> <p>En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.</p> <p>Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.</p>	<p><b>Art. 51.–</b> Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. <b>Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a pas qu'un associé, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.</b></p> <p><b>Dans la SE, le nombre d'administrateurs ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts de celle-ci. Néanmoins les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins lorsque la participation des travailleurs dans la SE est organisée en transposition de la directive 2001/86/CE.</b></p> <p>Ils sont nommés <b>pour une période déterminée</b> par l'assemblée générale des actionnaires; ils peuvent cependant, pour la première fois, être nommés par l'acte de constitution de la société. <b>La présente disposition vaut, pour la SE, sans préjudice, le cas échéant, des modalités de participation des travailleurs fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.</b></p> <p>Le terme de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.</p> <p>En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.</p> <p>Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.</p>
	<b>Art. 51bis.– Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.</b>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.</b></p> <p><b>La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.</b></p>
<p><b>Art. 53.</b>– Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.</p> <p>Il représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.</p> <p>Les limitations apportées aux pouvoirs que les alinéas précédents attribuent au conseil d'administration et qui résultent soit des statuts, soit d'une décision des organes compétents, sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou à plusieurs administrateurs pour représenter la société dans les actes ou en justice, soit seuls, soit conjointement. Cette clause est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.</p>	<p><b>Art. 53.</b>– Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.</p> <p><b>Dans une SE, les statuts énumèrent les catégories d'opérations qui donnent lieu à décision expresse du conseil d'administration.</b></p> <p>Il représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.</p> <p>Les limitations apportées aux pouvoirs que les alinéas précédents attribuent au conseil d'administration et qui résultent soit des statuts, soit d'une décision des organes compétents, sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou à plusieurs administrateurs pour représenter la société dans les actes ou en justice, soit seuls, soit conjointement. Cette clause est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.</p> <p><b>D'autre part, lorsque, dans une SE, une délégation de pouvoirs a été valablement conférée et que le titulaire de celle-ci vient à poser un acte rentrant dans les limites de cette délégation mais relevant néanmoins d'une catégorie d'opérations qui, selon les dispositions statutaires de la SE, donne lieu à décision expresse du conseil d'administration, il engagera la société sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.</b></p>
<p><b>Art. 57.</b>– L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.</p> <p>Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.</p>	<p><b>Art. 57.</b>– L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.</p> <p>Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la société.</b></p> <p><b>Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du conseil d'administration ou de l'administrateur concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous des garanties normales du marché pour des opérations de même nature.</b></p>
<p><b>Art. 60.</b>– La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement.</p> <p>Leur nomination, leur révocation et leurs attributions sont réglées par les statuts ou par une décision des organes compétents sans cependant que les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière soient opposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>La clause, en vertu de laquelle la gestion journalière est déléguée à une ou plusieurs personnes agissant soit seules soit conjointement est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.</p> <p>La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale, et impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.</p> <p>La responsabilité des délégués à la gestion journalière en raison de cette gestion se détermine conformément aux règles générales du mandat.</p>	<p><b>Art. 60.</b>– La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement.</p> <p>Leur nomination, leur révocation et leurs attributions sont réglées par les statuts ou par une décision des organes compétents sans cependant que les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière soient opposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>La clause, en vertu de laquelle la gestion journalière est déléguée à une ou plusieurs personnes agissant soit seules soit conjointement est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.</p> <p>La délégation à un membre du conseil d'administration (...) impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.</p> <p>La responsabilité des délégués à la gestion journalière en raison de cette gestion se détermine conformément aux règles générales du mandat.</p>
	<p><b>Sous-§ 2.– Du directoire et du conseil de surveillance</b></p>
	<p><b>Art. 60bis-1.</b>– (1) Il peut être stipulé par les statuts de toute société anonyme que celle-ci est régie par les dispositions du présent sous-paragraphe. Dans ce cas, la société reste soumise à l'ensemble des règles applicables aux sociétés anonymes, à l'exclusion de celles prévues aux articles 50 à 60bis.</p> <p>(2) L'introduction dans les statuts de cette stipulation, ou sa suppression, peut être décidée au cours de l'existence de la société.</p>
	<i>A. Du directoire</i>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>Art. 60bis-2.–</b> (1) La société anonyme est dirigée par un directoire. Le nombre de ses membres ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts pour la SE. Dans la société anonyme, ils sont fixés par les statuts ou, à défaut, par le conseil de surveillance.</p> <p>(2) Dans les sociétés anonymes unipersonnelles ou dont le capital est inférieur à 500.000 euros, une seule personne peut exercer les fonctions dévolues au directoire.</p> <p>(3) Le directoire exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance.</p>
	<p><b>Art. 60bis-3.–</b> Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance.</p> <p>Les statuts peuvent néanmoins attribuer à l'assemblée générale le pouvoir de nommer les membres du directoire. Dans ce cas seule l'assemblée est compétente.</p>
	<p><b>Art. 60bis-4.–</b> Lorsqu'une personne morale est nommée membre du directoire, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.</p> <p>Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.</p> <p>La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.</p>
	<p><b>Art. 60bis-5.–</b> Les membres du directoire peuvent être révoqués par le conseil de surveillance ainsi que, si les statuts le prévoient, par l'assemblée générale.</p>
	<p><b>Art. 60bis-6.–</b> (1) Les membres du directoire sont nommés pour une période déterminée par les statuts qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.</p> <p>(2) En cas de vacance d'une place de membre du directoire, les membres restants ont, sauf disposition contraire dans les statuts, le droit d'y pourvoir provisoirement.</p> <p>(3) Dans ce cas, le conseil de surveillance, ou l'assemblée générale selon le cas, procède, lors de la première réunion, à l'élection définitive. Le membre du directoire nommé achève le terme de celui qu'il remplace</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>Art. 60bis-7.</b>– Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire sont fixés par le conseil de surveillance.</p>
	<p><b>Art. 60bis-8.</b>– (1) Le directoire a le pouvoir d’accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l’objet social, à l’exception de ceux que la loi réserve au conseil de surveillance et à l’assemblée générale.</p> <p>(2) Les statuts d’une SE doivent énumérer les catégories d’opérations qui donnent lieu à autorisation du directoire par le conseil de surveillance.</p> <p>Lorsqu’une opération exige l’autorisation du conseil de surveillance et que celui-ci la refuse, le directoire peut soumettre le différend à l’assemblée générale.</p> <p>(3) Le directoire représente la société à l’égard des tiers et en justice soit en demandant, soit en défendant. Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.</p> <p>(4) Les limitations apportées aux pouvoirs que les paragraphes précédents attribuent au directoire et qui résultent soit des statuts, soit d’une décision des organes compétents, sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou à plusieurs membres du directoire pour représenter la société dans les actes ou en justice, soit seuls, soit conjointement. Cette clause est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l’article 9.</p> <p>D’autre part, lorsqu’une délégation de pouvoirs dans une SE a été valablement conférée et que le titulaire de celle-ci vient à poser un acte rentrant dans les limites de cette délégation mais relevant néanmoins d’une catégorie d’opérations qui, selon les dispositions statutaires de la SE, donne lieu à autorisation du directoire par le conseil de surveillance, il engagera la société sans préjudice de dommages-intérêts, s’il y a lieu.</p>
	<p><b>Art. 60bis-9.</b>– La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs membres du directoire, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, à l’exclusion des membres du conseil de surveillance, agissant seuls ou conjointement.</p> <p>Leur nomination, leur révocation et leurs attributions sont réglées par les statuts ou par une décision des organes compétents sans cependant que les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière soient opposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>La clause, en vertu de laquelle la gestion journalière est déléguée à une ou plusieurs personnes agissant soit seules soit conjointement est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 9.</p> <p>La délégation à un membre du directoire impose au directoire l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.</p> <p>La responsabilité des délégués à la gestion journalière en raison de cette gestion se détermine conformément aux règles générales du mandat.</p>
	<p>Art. 60bis-10.— La société est liée par les actes accomplis par le directoire, par les membres du directoire ayant qualité pour la représenter conformément à l'article 60bis-8, paragraphe (4), ou par le délégué à la gestion journalière, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, sans que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.</p>
	<p>Art. 60bis-11.— Les membres du directoire sont responsables envers la société conformément au droit commun de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.</p> <p>Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la présente loi ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.</p> <p>L'autorisation donnée par le conseil de surveillance conformément à l'article 60bis-8 n'exonère pas les membres du directoire de leur responsabilité.</p>
	<i>B. Du conseil de surveillance</i>
	<p>Art. 60bis-12.— (1) Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire, sans pouvoir s'immiscer dans cette gestion.</p> <p>(2) Il donne ou refuse les autorisations requises en vertu de l'article 60bis-8, paragraphe (2).</p>
	<p>Art. 60bis-13.— (1) Le conseil de surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la société; il peut prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>(2) Le directoire fait, au moins tous les trois mois, un rapport écrit au conseil de surveillance sur la marche des affaires de la société et de leur évolution prévisible.</p> <p>(3) En outre, le directoire communique en temps utile au conseil de surveillance toute information sur des événements susceptibles d'avoir des répercussions sensibles sur la situation de la société.</p> <p>(4) Le conseil de surveillance peut demander au directoire les informations de toute nature nécessaires au contrôle qu'il exerce conformément à l'article 60bis-12.</p> <p>(5) Le conseil de surveillance peut procéder ou faire procéder aux vérifications nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p>
	<p>Art. 60bis-14.– Chaque année, le conseil de surveillance reçoit de la part du directoire les documents visés à l'article 72 à l'époque y fixée pour leur remise aux commissaires et présente à l'assemblée générale ses observations sur le rapport du directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.</p>
	<p>Art. 60bis-15.– Sont applicables au conseil de surveillance les dispositions des articles 51, 51bis et 52.</p>
	<p>Art. 60bis-16.– Les fonctions de membres du conseil de surveillance peuvent être rémunérées.</p>
	<p>Art. 60bis-17.– (1) Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.</p> <p>(2) Il peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leurs activités sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance lui-même par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du directoire.</p>
	<p>Art. 60bis-18.– Les membres du conseil de surveillance sont responsables envers la société conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur surveillance.</p> <p>Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la présente loi ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<b>C. Dispositions communes au directoire et au conseil de surveillance</b>
	<p><b>Art. 60bis-19.</b>– (1) Nul ne peut simultanément être membre du directoire et du conseil de surveillance.</p> <p>(2) Toutefois, en cas de vacance au sein du directoire, le conseil de surveillance peut désigner l'un de ses membres pour exercer les fonctions de membre du directoire. Au cours de cette période, les fonctions de l'intéressé en sa qualité de membre du conseil de surveillance sont suspendues.</p>
	<p><b>Art. 60bis-20.</b>– (1) Le membre du directoire ou du conseil de surveillance qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du directoire ou du conseil de surveillance, est tenu d'en prévenir le directoire ou le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.</p> <p>Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des membres du directoire ou du conseil de surveillance aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.</p> <p>Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque le directoire ou le conseil de surveillance de la société ne comprend qu'un seul membre, il est seulement fait mention au registre des décisions des opérations intervenues entre la société et son membre du directoire ou du conseil de surveillance ayant un intérêt opposé à celui de la société.</p> <p>(2) Lorsque l'opération visée au paragraphe précédent fait apparaître un intérêt opposé entre la société et un membre du directoire, l'autorisation du conseil de surveillance est en outre requise.</p> <p>(3) Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions envisagées concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous des garanties normales du marché pour des opérations de même nature.</p>
	<b>Sous-§ 3. – De la surveillance par les commissaires</b>
<p><b>Art. 61.</b>– La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.</p> <p>Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.</p> <p>Sauf disposition contraire dans l'acte de société, les commissaires sont rééligibles.</p> <p>La durée de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.</p>	<p><b>Art. 61.</b>– La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.</p> <p>Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.</p> <p>Sauf disposition contraire dans l'acte de société, les commissaires sont rééligibles.</p> <p>La durée de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>L'assemblée générale détermine le nombre des commissaires et fixe leurs émoluments.</p> <p>Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.</p>	<p>L'assemblée générale détermine le nombre des commissaires et fixe leurs émoluments.</p> <p>Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.</p>
<p><b>Art. 62.</b>– Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.</p> <p>Il leur est remis chaque semestre, par l'administration, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.</p> <p>Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.</p> <p>Les commissaires peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.</p> <p>L'expert doit être agréé par la société. A défaut d'agrément, le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale sur requête des commissaires signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert. Le président entend les parties en son cabinet et statue en audience publique sur la désignation de l'expert. Sa décision ne doit pas être signifiée à la société et n'est pas susceptible de recours.</p>	<p><b>Art. 62.</b>– Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.</p> <p>Il leur est remis chaque semestre, par <b>le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas</b>, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.</p> <p>Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs <b>ou membres du directoire</b>.</p> <p>Les commissaires peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.</p> <p>L'expert doit être agréé par la société. A défaut d'agrément, le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale sur requête des commissaires signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert. Le président entend les parties en son cabinet et statue en audience publique sur la désignation de l'expert. Sa décision ne doit pas être signifiée à la société et n'est pas susceptible de recours.</p>
	<p><b>Sous-§ 4.– Dispositions communes aux organes de gestion, au conseil de surveillance et aux commissaires</b></p>
<p><b>Art. 63.</b>– L'assemblée générale qui a décidé d'exercer contre les administrateurs ou les commissaires en fonctions l'action sociale des art. 59 et 62 al. 3, peut charger un ou plusieurs mandataires de l'exécution de cette délibération.</p>	<p><b>Art. 63.</b>– L'assemblée générale qui a décidé d'exercer contre les administrateurs, <b>les membres du directoire, du conseil de surveillance</b> ou les commissaires en fonction l'action sociale des art. 59, <b>60bis-11, 60bis-18</b> et 62 al. 3, peut charger un ou plusieurs mandataires de l'exécution de cette délibération.</p>
<p><b>Art. 64.</b>– Les administrateurs et les commissaires forment des collèges qui délibèrent suivant le mode établi par les statuts et, à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.</p>	<p><b>Art. 64.</b>– (1) Les administrateurs, <b>les membres du directoire, le conseil de surveillance</b> et les commissaires forment des collèges qui délibèrent suivant le mode établi par les statuts et, à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>(2) Le conseil d'administration, le directoire et le conseil de surveillance élisent en leur sein un président. Si la moitié des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une SE ont été désignés par les travailleurs, seul un membre désigné par l'assemblée générale des actionnaires peut être élu président.</p> <p>(3) Le conseil d'administration ou le directoire d'une SE se réunit au moins tous les trois mois selon une périodicité fixée par les statuts pour délibérer de la marche des affaires de la SE et de leur évolution prévisible.</p> <p>(4) Chacun des membres du conseil d'administration, du directoire et du conseil de surveillance peut prendre connaissance de toutes les informations transmises à cet organe.</p> <p>(5) Le conseil de surveillance se réunit sur la convocation de son président. Celui-ci doit le réunir s'il en est requis par au moins deux de ses membres ou par le directoire. Le conseil se réunit selon une périodicité fixée par les statuts.</p> <p>Le conseil de surveillance peut inviter les membres du directoire à assister aux réunions du conseil, auquel cas ils y ont voix consultative.</p>
	<p>Art. 64bis.– (1) Sauf disposition contraire des statuts et sans préjudice de dispositions légales particulières, les règles internes concernant le quorum et la prise de décision des organes d'une SA sont les suivantes:</p> <p>a) quorum: la moitié au moins des membres doivent être présents ou représentés.</p> <p>b) prise de décision: elle se fait à la majorité des membres présents ou représentés.</p> <p>(2) En l'absence de disposition statutaire en la matière, la voix du président de chaque organe est prépondérante en cas de partage des voix.</p> <p>(3) Sauf disposition contraire des statuts, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs ou les membres du directoire qui participent à la réunion du conseil ou du directoire par des moyens de communication à distance. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil ou du directoire dont les délibérations sont retransmises de façon continue.</p> <p>La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la société.</p> <p>(4) Ces règles sont applicables à la réunion du conseil de surveillance.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 66.</b>— Actuellement abrogé.</p>	<p><b>Art. 66.</b>— Les administrateurs, membres du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la SA et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.</p>
<p><b>Art. 67.</b> (1) L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.</p> <p>(2) Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale et les formalités nécessaires pour y être admis. En l'absence de dispositions, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les copies à délivrer aux tiers sont certifiées conformes à l'original dans les cas où les délibérations de l'assemblée ont été constatées par acte notarié, par le notaire dépositaire de la minute en cause, sinon par la personne désignée à cet effet par les statuts, ou à défaut, par le président du conseil d'administration ou la personne qui le remplace, ces personnes répondant des dommages pouvant résulter de l'inexactitude de leur certificat.</p> <p>(3) Tout actionnaire a, nonobstant toute disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par lui-même ou par mandataire.</p> <p>(4) Tout actionnaire peut, nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation.</p> <p>(5) Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Cette prorogation, qui s'applique également à l'assemblée générale appelée à modifier les statuts, annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit de statuer définitivement pourvu que, dans le cas de modification de statuts les conditions de présence exigées par l'art. 67-1 soient remplies.</p>	<p><b>Art. 67.</b>— (1) L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.</p> <p><b>Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.</b></p> <p><b>L'assemblée générale d'une SE décide dans les matières pour lesquelles une compétence spécifique lui est conférée par:</b></p> <p>a) la présente loi conformément au règlement (CE) No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE),</p> <p>b) les dispositions du droit luxembourgeois prises en transposition de la directive 2001/86/CE, dans la mesure où la SE a son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg.</p> <p><b>En outre, l'assemblée générale d'une SE décide dans les matières pour lesquelles une compétence est conférée à l'assemblée générale:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'une société anonyme relevant du droit luxembourgeois dans la mesure où la SE a son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg ou</li> <li>– par ses statuts conformément à ce même droit.</li> </ul> <p>(2) Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale et les formalités nécessaires pour y être admis. En l'absence de dispositions, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les copies à délivrer aux tiers sont certifiées conformes à l'original dans les cas où les délibérations de l'assemblée ont été constatées par acte notarié, par le notaire dépositaire de la minute en cause, sinon par la personne désignée à cet effet par les statuts, ou à défaut, par le président du conseil d'administration ou, selon le cas, du directoire ou la personne qui le remplace, ces personnes répondant des dommages pouvant résulter de l'inexactitude de leur certificat.</p> <p><b>Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont répertoriées dans un registre tenu au siège social.</b></p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(6) Si l'assemblée générale ordinaire dont la prorogation est prononcée, a été convoquée pour le même jour qu'une assemblée générale appelée à modifier les statuts et que cette dernière ne soit pas en nombre, la prorogation de la première assemblée pourra être reculée à une date suffisamment éloignée pour qu'il soit possible de convoquer les deux assemblées de nouveau pour le même jour, sans que toutefois le délai de prorogation puisse dépasser six semaines.</p> <p>(7) L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.</p>	<p>(3) Tout actionnaire a, nonobstant toute disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par lui-même ou par mandataire. <b>Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.</b></p> <p><b>(3bis) Les statuts peuvent autoriser tout actionnaire à voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées dans les statuts.</b></p> <p><b>Les formulaires, dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens d'un vote ni l'abstention, sont nuls.</b></p> <p><b>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée générale, dans les délais fixés par les statuts.</b></p> <p>(4) Tout actionnaire peut, nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation.</p> <p>(5) Le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Cette prorogation, qui s'applique également à l'assemblée générale appelée à modifier les statuts, annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit de statuer définitivement pourvu que, dans le cas de modification de statuts les conditions de présence exigées par l'art. 67-1 soient remplies.</p> <p>(6) Si l'assemblée générale ordinaire dont la prorogation est prononcée, a été convoquée pour le même jour qu'une assemblée générale appelée à modifier les statuts et que cette dernière ne soit pas en nombre, la prorogation de la première assemblée pourra être reculée à une date suffisamment éloignée pour qu'il soit possible de convoquer les deux assemblées de nouveau pour le même jour, sans que toutefois le délai de prorogation puisse dépasser six semaines.</p> <p>(7) L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 67-1.</b>– (1) Sauf dispositions contraires des statuts, l’assemblée générale extraordinaire, délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes les dispositions. Néanmoins le changement de la nationalité de la société et l’augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu’avec l’accord unanime des associés et des obligataires.</p> <p>(2) L’assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représentée et que l’ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l’objet ou à la forme de la société. Si la première de ces conditions n’est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d’intervalle au moins et quinze jours avant l’assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l’ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.</p> <p>(3) Sauf en cas de fusion, de scission ou d’opérations y assimilées par les articles 284 et 308, les modifications touchant à l’objet ou à la forme de la société doivent être approuvées par l’assemblée générale des obligataires. Cette assemblée ne délibère valablement que si la moitié au moins des titres en circulation est représentée et que si l’ordre du jour indique les modifications proposées. Si la première de ces conditions n’est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les conditions prévues au paragraphe (2).</p> <p>Dans la seconde assemblée, les obligataires non présents et non représentés seront considérés comme présents et comme votant les propositions du conseil d’administration. Il faudra toutefois, sous peine de nullité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) que l’avis de convocation reproduise l’ordre du jour de la première assemblée en indiquant la date et le résultat de celle-ci;</li> <li>b) qu’il spécifie les propositions du conseil d’administration sur chacun des objets figurant à cet ordre du jour, en indiquant les modifications proposées;</li> <li>c) qu’il contienne l’avertissement aux obligataires que leur non-présence à l’assemblée générale vaudra adhésion aux propositions du conseil d’administration.</li> </ul> <p>Dans les deux assemblées, les résolutions sont valablement prises si elles sont adoptées par les deux tiers de voix.</p>	<p><b>Art. 67-1.</b>– (1) Sauf dispositions contraires des statuts, l’assemblée générale extraordinaire, délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes les dispositions. Néanmoins le changement de la nationalité de la société et l’augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu’avec l’accord unanime des associés et des obligataires.</p> <p>(2) L’assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représentée et que l’ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l’objet ou à la forme de la société. Si la première de ces conditions n’est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d’intervalle au moins et quinze jours avant l’assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l’ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix <b>exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l’actionnaire n’a pas pris part au vote ou s’est abstenu ou a voté blanc ou nul.</b></p> <p><b>Les statuts peuvent prévoir que, lorsque la moitié au moins du capital est représentée, une majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés est suffisante.</b></p> <p>(3) Sauf en cas de fusion, de scission ou d’opérations y assimilées par les articles 284 et 308, les modifications touchant à l’objet ou à la forme de la société doivent être approuvées par l’assemblée générale des obligataires. Cette assemblée ne délibère valablement que si la moitié au moins des titres en circulation est représentée et que si l’ordre du jour indique les modifications proposées. Si la première de ces conditions n’est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les conditions prévues au paragraphe (2).</p> <p>Dans la seconde assemblée, les obligataires non présents et non représentés seront considérés comme présents et comme votant les propositions du conseil d’administration <b>ou du directoire, selon le cas.</b> Il faudra toutefois, sous peine de nullité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) que l’avis de convocation reproduise l’ordre du jour de la première assemblée en indiquant la date et le résultat de celle-ci;</li> <li>b) qu’il spécifie les propositions du conseil d’administration <b>ou du directoire, selon le cas,</b> sur chacun des objets figurant à cet ordre du jour, en indiquant les modifications proposées;</li> </ul>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>c) qu'il contienne l'avertissement aux obligataires que leur non-présence à l'assemblée générale vaudra adhésion aux propositions du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas.</b></p> <p>Dans les deux assemblées, les résolutions sont valablement prises si elles sont adoptées par les deux tiers de voix. <b>Toutefois, lorsque la moitié au moins des titres en circulation est représentée, une majorité simple des voix exprimées par les obligataires est suffisante. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux obligations pour lesquelles l'obligataire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.</b></p>
<p><b>Art. 70.</b>– Il doit être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale dans la commune, aux jour et heure indiqués par les statuts.</p> <p>Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.</p> <p>Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.</p> <p>Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.</p> <p>Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.</p>	<p><b>Art. 70.</b>– Il doit être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale dans la commune, aux jour et heure indiqués par les statuts. <b>L'assemblée doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant sa constitution.</b></p> <p>Le conseil d'administration, <b>le directoire, selon le cas,</b> ainsi que <b>le conseil de surveillance</b> et les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le <b>dixième</b> du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.</p> <p><b>Si, à la suite de la demande formulée par des actionnaires selon l'alinéa 2, l'assemblée générale n'est pas tenue dans le délai prescrit, l'assemblée peut être convoquée par un mandataire désigné par le président du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, à la requête d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le pourcentage précité du capital social.</b></p> <p><b>Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 10% au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.</b></p> <p>Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.</p> <p>Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.</p> <p>Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
§ 6.– Des inventaires et des bilans	§ 6.– Des inventaires et des <b>comptes annuels</b>
<p><b>Art. 72.</b>– Chaque année, l’administration doit dresser un inventaire contenant l’indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires de la société.</p> <p>L’administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.</p> <p>Le bilan mentionne séparément l’actif immobilisé, l’actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.</p> <p>Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d’un vingtième au moins, affecté à la constitution d’une réserve; ce prélèvement cesse d’être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.</p> <p>L’administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l’assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.</p>	<p><b>Art. 72.</b>– Chaque année, l’administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, doit dresser un inventaire contenant l’indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs, <b>membres du directoire, selon le cas, membres du conseil de surveillance</b> et commissaires de la société.</p> <p>L’administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, établit <b>les comptes annuels</b>, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.</p> <p>Le bilan mentionne séparément l’actif immobilisé, l’actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.</p> <p>Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d’un vingtième au moins, affecté à la constitution d’une réserve; ce prélèvement cesse d’être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.</p> <p>L’administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l’assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.</p>
<p><b>Art. 72-2.</b>– (1) Il ne peut être procédé à un versement d’acomptes sur dividendes que si les statuts autorisent le conseil d’administration (...) à le faire. Ce versement est en outre soumis aux conditions suivantes:</p> <p>a) il est établi un état comptable faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants;</p> <p>b) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d’une obligation légale ou statutaire;</p> <p>c) la décision du conseil d’administration de distribuer un acompte ne peut être prise plus de deux mois après la date à laquelle a été arrêté l’état comptable visé sub a) ci-dessus.</p> <p>La distribution ne peut être décidée moins de six mois après la clôture de l’exercice précédent, ni avant l’approbation des comptes annuels se rapportant à cet exercice.</p>	<p><b>Art. 72-2.</b>– (1) Il ne peut être procédé à un versement d’acomptes sur dividendes que si les statuts autorisent le conseil d’administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, à le faire. Ce versement est en outre soumis aux conditions suivantes:</p> <p>a) il est établi un état comptable faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants;</p> <p>b) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d’une obligation légale ou statutaire;</p> <p>c) la décision du conseil d’administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, de distribuer un acompte ne peut être prise plus de deux mois après la date à laquelle a été arrêté l’état comptable visé sub a) ci-dessus.</p> <p>La distribution ne peut être décidée moins de six mois après la clôture de l’exercice précédent, ni avant l’approbation des comptes annuels se rapportant à cet exercice.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>Lorsqu'un premier acompte a été distribué, la décision d'en distribuer un nouveau ne peut être prise que trois mois au moins après la décision de distribuer le premier;</p> <p>d) le commissaire „ou le réviseur d'entreprises“ dans son rapport au conseil d'administration vérifie si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.</p> <p>(2) Lorsque les acomptes excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'assemblée générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.</p>	<p>Lorsqu'un premier acompte a été distribué, la décision d'en distribuer un nouveau ne peut être prise que trois mois au moins après la décision de distribuer le premier;</p> <p>d) le commissaire „ou le réviseur d'entreprises“ dans son rapport au conseil d'administration <b>ou au directoire, selon le cas</b>, vérifie si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.</p> <p>(2) Lorsque les acomptes excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'assemblée générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.</p>
<p><b>Art. 73.</b>– Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:</p> <p>1° du bilan et du compte des profits et pertes;</p> <p>2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;</p> <p>3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;</p> <p>4° du rapport des commissaires.</p> <p>Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.</p> <p>Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.</p>	<p><b>Art. 73.</b>– Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:</p> <p>1° <b>des comptes annuels</b> et de la <b>liste</b> des administrateurs ou des <b>membres du directoire et du conseil de surveillance</b>;</p> <p>2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;</p> <p>3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;</p> <p><b>4° du rapport de gestion</b>;</p> <p>5° du rapport des commissaires.</p> <p><b>Les comptes annuels</b>, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.</p> <p>Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.</p>
<p><b>Art. 74.</b>– L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.</p> <p>Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.</p>	<p><b>Art. 74.</b>– L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs, <b>des membres du directoire, selon le cas, ainsi que</b> des commissaires et discute <b>les comptes annuels</b>.</p> <p>Après <b>l'approbation des comptes annuels</b>, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs, des <b>membres du directoire et du conseil de surveillance, selon le cas, ainsi que</b> des commissaires. Cette décharge n'est valable que si <b>les comptes annuels ne contiennent</b> ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.</p>
<p><b>Art. 75.</b>– Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans le mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'art. 9.</p>	<p><b>Art. 75.</b>– <b>Les comptes annuels</b>, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans le mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, conformément au mode déterminé par l'art. 9.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.</p>	<p>A la suite <b>des comptes annuels</b> sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs, <b>membres du directoire, selon le cas</b>, et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.</p>
<p><b>Art. 76.</b>– Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanés des sociétés anonymes doivent contenir:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) la dénomination sociale;</li> <li>2) la mention „société anonyme“, reproduite lisiblement et en toutes lettres, placée immédiatement avant ou après la dénomination sociale;</li> <li>3) l'indication précise du siège social;</li> <li>4) les mots „Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg“ ou les initiales „R.C.S. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.</li> </ol> <p>Si les pièces ci-dessus indiquées énoncent le capital social, cette énonciation tiendra compte de la diminution qu'il aurait subie, d'après les résultats des bilans successifs, et fera mention tant de la partie qui ne serait pas encore versée que de celle qui en cas d'augmentation du capital ne serait pas encore souscrite.</p> <p>Tout changement du siège social est publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par les soins des administrateurs.</p>	<p><b>Art. 76.</b>– Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanés des sociétés anonymes <b>et des SE</b> doivent contenir:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) la dénomination sociale;</li> <li>2) la mention „société anonyme“ <b>en toutes lettres ou le sigle „SA“ ou, le cas échéant, le sigle „SE“</b>, reproduit <b>lisiblement</b>, placé immédiatement avant ou après la dénomination sociale;</li> <li>3) l'indication précise du siège social;</li> <li>4) les mots „Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg“ ou les initiales „R.C.S. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.</li> </ol> <p>Si les pièces ci-dessus indiquées énoncent le capital social, cette énonciation tiendra compte de la diminution qu'il aurait subie, d'après les résultats des bilans successifs, et fera mention tant de la partie qui ne serait pas encore versée que de celle qui en cas d'augmentation du capital ne serait pas encore souscrite.</p> <p>Tout changement du siège social est publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par les soins des administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas.</b></p>
<p><b>Art. 78.</b>– Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société, la signature des administrateurs, directeurs-gérants et autres agents, doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.</p>	<p><b>Art. 78.</b>– Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société, la signature des administrateurs, <b>membres du directoire, selon le cas</b>, directeurs-gérants et autres agents, doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.</p>
<p><b>Art. 80.</b>– L'émission publique ainsi que l'exposition, l'offre et la vente publiques d'obligations doivent être précédées du dépôt effectué conformément à l'article 9, §§ 1 et 2, d'une notice datée et signée des administrateurs de la société ou par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'objet de la société;</li> <li>2. sa durée;</li> <li>3. la date de l'acte de société, celles de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;</li> <li>4. le capital social et la partie de ce capital non libéré;</li> <li>5. la composition des conseils d'administration et de surveillance;</li> </ol>	<p><b>Art. 80.</b>– L'émission publique ainsi que l'exposition, l'offre et la vente publiques d'obligations doivent être précédées du dépôt effectué conformément à l'article 9, §§ 1 et 2, d'une notice datée et signée des administrateurs <b>ou des membres du directoire, selon le cas</b>, de la société ou par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'objet de la société;</li> <li>2. sa durée;</li> <li>3. la date de l'acte de société, celles de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;</li> <li>4. le capital social et la partie de ce capital non libéré;</li> <li>5. la composition <b>du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas</b>, et <b>du conseil</b> de surveillance;</li> </ol>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>6. les charges hypothécaires grevant les biens ou les droits immobiliers qui appartiennent à la société ainsi que le montant des obligations déjà émises par la société avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations;</p> <p>7. le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre, l'intérêt à payer pour chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement;</p> <p>8. le dernier bilan et le dernier compte de profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.</p>	<p>6. les charges hypothécaires grevant les biens ou les droits immobiliers qui appartiennent à la société ainsi que le montant des obligations déjà émises par la société avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations;</p> <p>7. le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre, l'intérêt à payer pour chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement;</p> <p>8. le dernier bilan et le dernier compte de profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.</p>
<p><b>Art. 84.</b>– Il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives.</p> <p>L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs. Sauf disposition contraire des statuts, ces deux signatures ou l'une d'elles peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.</p> <p>Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.</p> <p>Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2.</p> <p>L'obligation indique:</p> <p>la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;</p> <p>le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;</p> <p>la durée de la société;</p> <p>le numéro d'ordre, la valeur nominale de l'obligation, l'intérêt, l'époque et le lieu de paiement de celui-ci et les conditions du remboursement;</p> <p>le montant de l'émission dont elle fait partie et les garanties spéciales qui y sont attachées;</p> <p>le montant restant dû sur chacune des émissions d'obligations antérieures avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations.</p> <p>Les obligations hypothécaires portent l'indication de l'acte constitutif d'hypothèques et mentionnent la date de l'inscription, le rang de l'hypothèque et la disposition du dernier alinéa de l'article 93.</p> <p>Les dispositions des articles 40 et 42 relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations.</p> <p>Il en est de même des dispositions de l'article 43, al. 3 et 4.</p>	<p><b>Art. 84.</b>– Il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives.</p> <p>L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas, ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur ou un seul membre composant son directoire, par celui-ci.</b> Sauf disposition contraire des statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.</p> <p>Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas.</b> En ce cas, elle doit être manuscrite.</p> <p>Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas,</b> sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2.</p> <p>L'obligation indique:</p> <p>la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;</p> <p>le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;</p> <p>la durée de la société;</p> <p>le numéro d'ordre, la valeur nominale de l'obligation, l'intérêt, l'époque et le lieu de paiement de celui-ci et les conditions du remboursement;</p> <p>le montant de l'émission dont elle fait partie et les garanties spéciales qui y sont attachées;</p> <p>le montant restant dû sur chacune des émissions d'obligations antérieures avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations.</p> <p>Les obligations hypothécaires portent l'indication de l'acte constitutif d'hypothèques et mentionnent la date de l'inscription, le rang de l'hypothèque et la disposition du dernier alinéa de l'article 93.</p> <p>Les dispositions des articles 40 et 42 relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations.</p> <p>Il en est de même des dispositions de l'article 43, al. 3 et 4.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 87.</b>– (1) Un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires peuvent être désignés par la société lors de l’émission ou, pendant la durée de l’emprunt, par l’assemblée générale des obligataires.</p> <p>(2) Si aucun représentant n’a été désigné de la manière prévue à l’alinéa précédent, le magistrat présidant la chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège peut, en cas d’urgence, à la requête de la société, de tout obligataire ou de tout tiers intéressé désigner un ou plusieurs représentants dont il fixe les pouvoirs.</p> <p>(3) Ne peuvent être désignés comme représentants de la masse des obligataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) la société débitrice;</li> <li>2) les sociétés possédant au moins le dixième du capital social de la société débitrice ou dont celle-ci possède au moins le dixième du capital social;</li> <li>3) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de la société débitrice;</li> <li>4) les membres du conseil d’administration, les commissaires, les réviseurs d’entreprises et les préposés de ces sociétés.</li> </ol> <p>(4) L’assemblée générale des obligataires peut révoquer les représentants de la masse. Ils peuvent être révoqués également pour justes motifs par le magistrat présidant la chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège, à la requête de la société ou de tout obligataire.</p>	<p><b>Art. 87.</b>– (1) Un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires peuvent être désignés par la société lors de l’émission ou, pendant la durée de l’emprunt, par l’assemblée générale des obligataires.</p> <p>(2) Si aucun représentant n’a été désigné de la manière prévue à l’alinéa précédent, le magistrat présidant la chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège peut, en cas d’urgence, à la requête de la société, de tout obligataire ou de tout tiers intéressé désigner un ou plusieurs représentants dont il fixe les pouvoirs.</p> <p>(3) Ne peuvent être désignés comme représentants de la masse des obligataires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) la société débitrice;</li> <li>2) les sociétés possédant au moins le dixième du capital social de la société débitrice ou dont celle-ci possède au moins le dixième du capital social;</li> <li>3) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de la société débitrice;</li> <li>4) les membres du conseil d’administration, <b>du directoire, du conseil de surveillance</b>, les commissaires, les réviseurs d’entreprises et les préposés de ces sociétés.</li> </ol> <p>(4) L’assemblée générale des obligataires peut révoquer les représentants de la masse. Ils peuvent être révoqués également pour justes motifs par le magistrat présidant la chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés dans le ressort duquel la société a son siège, à la requête de la société ou de tout obligataire.</p>
<p><b>Art. 92.</b>– Les représentants de la masse des obligataires, le conseil d’administration ainsi que le commissaire ou le collège des commissaires peuvent convoquer l’assemblée générale des obligataires.</p> <p>Les représentants de la masse, lorsque l’avance des frais leur a été faite conformément à l’article 91 et les autres organes doivent le faire dans un délai d’un mois lorsqu’ils en sont requis par les obligataires regroupant un vingtième des obligations en circulation dont les titres font partie d’une même émission.</p>	<p><b>Art. 92.</b>– Les représentants de la masse des obligataires, le conseil d’administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ainsi que le commissaire ou le collège des commissaires peuvent convoquer l’assemblée générale des obligataires.</p> <p>Les représentants de la masse, lorsque l’avance des frais leur a été faite conformément à l’article 91 et les autres organes doivent le faire dans un délai d’un mois lorsqu’ils en sont requis par les obligataires regroupant un vingtième des obligations en circulation dont les titres font partie d’une même émission.</p>
<p><b>Art. 94-2.</b>– L’assemblée peut</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) nommer ou révoquer dans les conditions prévues par l’article 87, les représentants de la masse;</li> <li>2) révoquer les mandataires spéciaux visés à l’article 89;</li> <li>3) décider des actes conservatoires à faire dans l’intérêt commun;</li> <li>4) modifier ou supprimer les sûretés particulières attribuées aux porteurs d’obligations;</li> </ol>	<p><b>Art. 94-2.</b>– L’assemblée peut</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) nommer ou révoquer dans les conditions prévues par l’article 87, les représentants de la masse;</li> <li>2) révoquer les mandataires spéciaux visés à l’article 89;</li> <li>3) décider des actes conservatoires à faire dans l’intérêt commun;</li> <li>4) modifier ou supprimer les sûretés particulières attribuées aux porteurs d’obligations;</li> </ol>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>5) proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, consentir à la réduction du taux de l'intérêt ou en modifier les conditions de paiement;</p> <p>6) prolonger la durée de l'amortissement, le suspendre et consentir des modifications aux conditions dans lesquelles il doit avoir lieu;</p> <p>7) accepter la substitution aux obligations d'actions de la société;</p> <p>8) accepter la substitution aux obligations d'actions ou d'obligations d'autres sociétés;</p> <p>9) décider la constitution d'un fonds destiné à assurer la défense des intérêts communs;</p> <p>10) décider toutes autres mesures destinées à assurer la défense des intérêts communs des obligataires ou l'exercice de leurs droits.</p> <p>Les décisions prévues par les Nos 5, 6, 7 et 8 ne peuvent être prises que si le capital social est entièrement appelé. Dans ces mêmes cas, ainsi que dans celui qui est prévu au No 4, l'assemblée ne peut statuer que sur le vu d'un état vérifié et certifié par les commissaires ou les réviseurs d'entreprises résumant la situation active et passive de la société arrêté à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision et accompagné d'un rapport du conseil d'administration justifiant les mesures proposées.</p> <p>Lorsque la substitution d'actions aux obligations implique une augmentation du capital de la société, elle ne peut avoir d'effet que si cette augmentation est décidée par l'assemblée générale des actionnaires trois mois au plus tard après la décision de l'assemblée des obligataires.</p> <p>Les décisions prises sont publiées par extraits conformément à l'article 11bis de la loi du 10 août 1915.</p>	<p>5) proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, consentir à la réduction du taux de l'intérêt ou en modifier les conditions de paiement;</p> <p>6) prolonger la durée de l'amortissement, le suspendre et consentir des modifications aux conditions dans lesquelles il doit avoir lieu;</p> <p>7) accepter la substitution aux obligations d'actions de la société;</p> <p>8) accepter la substitution aux obligations d'actions ou d'obligations d'autres sociétés;</p> <p>9) décider la constitution d'un fonds destiné à assurer la défense des intérêts communs;</p> <p>10) décider toutes autres mesures destinées à assurer la défense des intérêts communs des obligataires ou l'exercice de leurs droits.</p> <p>Les décisions prévues par les Nos 5, 6, 7 et 8 ne peuvent être prises que si le capital social est entièrement appelé. Dans ces mêmes cas, ainsi que dans celui qui est prévu au No 4, l'assemblée ne peut statuer que sur le vu d'un état vérifié et certifié par les commissaires ou les réviseurs d'entreprises résumant la situation active et passive de la société arrêté à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision et accompagné d'un rapport du conseil d'administration <b>ou du directoire, selon le cas</b>, justifiant les mesures proposées.</p> <p>Lorsque la substitution d'actions aux obligations implique une augmentation du capital de la société, elle ne peut avoir d'effet que si cette augmentation est décidée par l'assemblée générale des actionnaires trois mois au plus tard après la décision de l'assemblée des obligataires.</p> <p>Les décisions prises sont publiées par extraits conformément à l'article 11bis de la loi du 10 août 1915.</p>
<p><b>Art. 94-3.</b>– (1) Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur les questions prévues par les Nos 1, 2 et 3 de l'article 94-2, les décisions sont prises à la simple majorité des voix exprimées par les porteurs des titres représentés.</p> <p>(2) Dans les autres cas, l'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.</p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.</p>	<p><b>Art. 94-3.</b>– (1) Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur les questions prévues par les Nos 1, 2 et 3 de l'article 94-2, les décisions sont prises à la simple majorité des voix exprimées par les porteurs des titres représentés.</p> <p>(2) Dans les autres cas, l'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.</p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les porteurs des titres représentés.	Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les porteurs des titres représentés. <b>Toutefois, lorsque la moitié au moins des titres en circulation est représentée, une majorité simple des voix exprimées par les obligataires est suffisante. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux obligations pour lesquelles l'obligataire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.</b>
§ 9. De la durée et de la dissolution des sociétés anonymes	§ 9.– De la durée et de la dissolution des sociétés anonymes <b>et des sociétés anonymes européennes</b>
<p><b>Art. 100.</b>– Sauf dispositions plus rigoureuses des statuts, en cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs convoquent, de façon qu'elle soit tenue dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée par eux ou aurait dû l'être, l'assemblée générale qui délibérera dans les conditions de l'article 67-1 sur la dissolution éventuelle de la société.</p> <p>Les mêmes règles sont observées lorsque la perte atteint les trois quarts du capital social, mais en ce cas la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.</p> <p>En cas d'infraction aux dispositions qui précèdent, les administrateurs peuvent être déclarés personnellement et solidairement responsables envers la société de tout ou partie de l'accroissement de la perte.</p>	<p><b>Art. 100.</b>– Sauf dispositions plus rigoureuses des statuts, en cas de perte de la moitié du capital social, <b>le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas</b>, convoquent, de façon qu'elle soit tenue dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée par eux ou aurait dû l'être, l'assemblée générale qui délibérera dans les conditions de l'article 67-1 sur la dissolution éventuelle de la société.</p> <p><b>Si suite à la perte de la moitié du capital social, celui-ci descend en dessous du capital minimum tel que prévu à l'article 26, l'assemblée, si elle décide de la continuation de la société, doit décider de réduire le capital à concurrence de la perte constatée et concomitamment décider une augmentation de capital à concurrence du montant nécessaire pour que le capital social corresponde au moins au montant du capital minimum prévu à l'article 26.</b></p> <p>Les mêmes règles sont observées lorsque la perte atteint les trois quarts du capital social, mais en ce cas la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.</p> <p><b>A défaut de procéder aux convocations conformément aux dispositions qui précèdent, les administrateurs ou les membres du directoire, selon le cas</b>, peuvent être déclarés personnellement et solidairement responsables envers la société <b>et les tiers</b> de tout ou partie de l'accroissement de la perte.</p>
<p><b>Art. 101.</b>– (1) La réunion de tous les titres entre les mains d'une seule personne physique ou morale n'entraîne pas la dissolution de la société.</p> <p>(2) A moins que la société n'ait été dissoute et que sa dissolution n'ait été publiée régulièrement dans un délai de six mois, l'actionnaire unique, après l'expiration de ce délai, répond indéfiniment et solidairement avec la société des dettes nées dans la période où toutes les actions ont été réunies entre ses mains et jusqu'à la publication de la dissolution, si elle a lieu.</p>	<p>L'art. 101 de la loi du 10 août 1915 (relatif à la réunion des titres entre les mains d'une seule personne) est <b>abrogé</b> en raison du texte du nouvel art. 23 (<i>supra</i>) de la loi du 10 août 1915 et <b>remplacé</b> par la disposition qui suit.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>(3) La dissolution peut être prononcée sur demande de tout intéressé, lorsque six mois se sont écoulés depuis l'époque où le nombre des associés a été réduit à un seul. Le juge peut porter ce délai à douze mois, si les circonstances justifient une telle prorogation. Après l'expiration d'un délai de douze mois, la dissolution doit être prononcée.</p>	
	<p><b>Art. 101.– (1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut à la requête du Procureur d'Etat, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation d'une SE dont le siège statutaire est au Grand-Duché de Luxembourg sans que toutefois son administration centrale y soit localisée.</b></p> <p>La requête et les actes de procédure dans le cadre du présent article sont notifiés par la voie du greffe. Lorsque la société ne peut être touchée à son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg, la requête est publiée par extrait dans deux journaux imprimés au pays.</p> <p>Le tribunal compétent doit toutefois accorder un délai de six mois à la société intéressée pour régulariser sa situation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit en rétablissant son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg;</li> <li>b) soit en procédant au transfert du siège statutaire par la procédure prévue aux articles 101-1 à 101-17.</li> </ul> <p>L'action en dissolution est dirigée contre la société.</p> <p>La dissolution produit ses effets à dater de la décision qui la prononce.</p> <p>Toutefois, elle n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par l'article 9.</p> <p>Le tribunal peut soit prononcer la clôture immédiate de la liquidation, soit déterminer le mode de liquidation et désigner un ou plusieurs liquidateurs. Il peut rendre applicables, dans la mesure qu'il détermine, les règles régissant la liquidation de la faillite. Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur fait rapport au tribunal et lui soumet une situation des valeurs sociales et de leur emploi.</p> <p>(2) Lorsqu'il est constaté soit par le tribunal à l'initiative du Procureur d'Etat soit à l'initiative de toute partie intéressée qu'une SE a son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg sans y avoir localisé son siège statutaire, le Procureur d'Etat en informe sans délai l'Etat membre où est situé le siège statutaire de la SE.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<b>§ 10.– Du transfert du siège statutaire d’une SE</b>
	<b>Art. 101-1.–</b> Le siège statutaire de la SE peut être transféré du Grand-Duché de Luxembourg vers un autre Etat membre de la Communauté européenne et d’un de ces Etats vers le Grand-Duché de Luxembourg, conformément aux articles 101-2 à 101-17. Ce transfert ne donne lieu ni à dissolution ni à création d’une personne morale nouvelle.
	<b>Sous-§ 1.–</b> Procédure de transfert du siège statutaire du Grand-Duché de Luxembourg vers un autre Etat membre de la Communauté européenne
	<p><b>Art. 101-2.–</b> (1) Le conseil d’administration ou le directoire, selon le cas, de la SE transférant son siège établit par écrit un projet de transfert</p> <p>(2) Le projet mentionne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dénomination sociale, le siège statutaire et le numéro d’immatriculation actuels de la SE;</li> <li>b) le siège statutaire envisagé pour la SE;</li> <li>c) les statuts envisagés pour la SE, y compris, le cas échéant, sa nouvelle dénomination sociale;</li> <li>d) les conséquences que le transfert pourrait avoir pour l’implication des travailleurs dans la SE;</li> <li>e) le calendrier envisagé pour le transfert;</li> <li>f) tous les droits prévus en matière de protection des actionnaires et/ou des créanciers ou porteurs de titres autres que des actions.</li> </ul>
	<b>Art. 101-3.–</b> Le projet de transfert est publié, conformément à l’article 9, un mois au moins avant la date de la réunion de l’assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transfert.
	<b>Art. 101-4.–</b> Le conseil d’administration ou le directoire, selon le cas, établit un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques du transfert et expliquant les conséquences du transfert pour les actionnaires, les créanciers et les travailleurs.
	<b>Art. 101-5.–</b> Les actionnaires et les créanciers de la SE ont, au moins un mois avant l’assemblée générale appelée à se prononcer sur le transfert, le droit d’examiner, au siège de la SE, le projet de transfert et le rapport établi en application de l’article 101-4, et d’obtenir gratuitement, à leur demande, des copies de ces documents.
	<b>Art. 101-6.–</b> (1) Le transfert requiert l’approbation de l’assemblée générale de la SE. Cette décision requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts. Elle ne peut intervenir que deux mois après la publication du projet visé à l’art. 101-2.

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p>(2) Pour la SE immatriculée au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministre de la justice peut, dans le délai de deux mois visé au paragraphe précédent, s'opposer, pour des raisons d'intérêt public, à un transfert de siège dont résulterait un changement de droit applicable.</p> <p>Lorsque la SE est soumise au contrôle d'une autorité nationale de surveillance financière conformément aux directives communautaires, le droit de s'opposer au transfert du siège statutaire s'applique également à cette autorité.</p> <p>La décision d'opposition est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision d'opposition.</p>
	<p>Art. 101-7.— Les créanciers de la SE transférant son siège, dont la créance est antérieure à la date de la publication du projet de transfert prévue à l'article 101-3 peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège statutaire, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de transfert aurait pour effet de menacer le gage de ces créanciers ou d'entraver l'exécution de leurs créances. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation de la société après le transfert. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.</p> <p>Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.</p>
	<p>Art. 101-8.— Sans préjudice des règles relatives à l'exercice collectif de leurs droits, il est fait application de l'article 101-7 aux obligataires de la société qui transfère son siège, sauf si le transfert a été approuvé par une assemblée des obligataires ou par les obligataires individuellement.</p>
	<p>Art. 101-9.— (1) Les porteurs de titres, autres que des actions, auxquels sont attachés des droits spéciaux doivent jouir, au sein de la société ayant transféré son siège, de droits au moins équivalents à ceux dont ils jouissent dans la société avant ce transfert.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) n'est pas applicable si la modification des droits en cause a été approuvée par une assemblée des porteurs de ces titres statuant aux conditions de présence et de majorité telles que prévues à l'article 101-6.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	(3) A défaut de convocation de l'assemblée prévue au paragraphe précédent ou, en cas de refus d'acceptation par celle-ci de la modification proposée, les titres en cause sont rachetés au prix correspondant à leur évaluation faite dans le projet de transfert et vérifiée par un expert indépendant désigné par l'organe de gestion et choisi parmi les réviseurs d'entreprises.
	<p>Art. 101-10.– (1) Le procès-verbal de l'assemblée qui décide du transfert est établi par acte notarié.</p> <p>(2) Le notaire doit vérifier et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente et du projet de transfert.</p> <p>(3) Le notaire délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables au transfert.</p>
	Sous-§ 2.– Prise d'effet du transfert de siège statutaire
	Art. 101-11.– Le transfert du siège statutaire de la SE, ainsi que la modification des statuts qui en résulte, prennent effet à la date de l'immatriculation qui, s'agissant du Grand-Duché de Luxembourg, est effectuée au registre de commerce et des sociétés.
	Art. 101-12.– Lorsqu'une SE transfère son siège au Grand-Duché de Luxembourg, l'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ne peut s'effectuer que sur présentation du certificat, attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables au transfert, établi par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel la SE avait auparavant établi son siège statutaire.
	Art. 101-13.– Une SE qui a transféré son siège statutaire dans un autre Etat membre est considérée, aux fins de tout litige survenant avant le transfert tel qu'il est déterminé à l'article 101-11, comme ayant son siège statutaire dans l'Etat membre où la SE était immatriculée avant le transfert, même si une action est intentée contre la SE après le transfert.
	Art. 101-14.– Le transfert du siège statutaire de la SE n'est opposable aux tiers, à l'exclusion des actionnaires, qu'à la date de la publication de la nouvelle immatriculation de la SE. Toutefois, tant que la publication de la radiation de l'immatriculation au registre du précédent siège n'a pas eu lieu, les tiers peuvent continuer de se prévaloir de l'ancien siège, à moins que la SE ne prouve que ceux-ci avaient connaissance du nouveau siège.

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>Art. 101-15.</b>– Lorsque la nouvelle immatriculation de la SE a été effectuée, le registre de la nouvelle immatriculation le notifie au registre de l'ancienne immatriculation.</p> <p>La radiation de l'ancienne immatriculation s'effectue dès réception de la notification, mais pas avant.</p>
	<p><b>Art. 101-16.</b>– La nouvelle immatriculation et la radiation de l'ancienne immatriculation sont publiées, les articles 9, 10 et 11bis de la présente loi étant applicables.</p>
	<p><b>Art. 101-17.</b>– Une SE faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de liquidation, de faillite, de concordat ou autre procédure analogue tels que le sursis de paiement, la gestion contrôlée ou une procédure instituant une gestion ou une surveillance spéciale ne peut transférer son siège statutaire.</p>
<p><b>Art. 103.</b>– Les dispositions relatives aux sociétés anonymes sont applicables aux sociétés en commandite par actions, sauf les modifications indiquées dans la présente section et à l'exception de celles des sections XIV et XV.</p>	<p><b>Art. 103.</b>– Les dispositions relatives aux sociétés anonymes sont applicables aux sociétés en commandite par actions, sauf les modifications indiquées dans la présente section.</p> <p><b>Par ailleurs la société en commandite par actions n'est pas soumise aux dispositions régissant spécifiquement la société anonyme européenne.</b></p>
<p><b>Art. 137-1.</b>– (1) La société coopérative peut également être organisée comme une société anonyme.</p> <p>(2) La société coopérative organisée comme une société anonyme est soumise aux dispositions relatives aux sociétés coopératives, sauf les adaptations indiquées dans la présente sous-section.</p> <p>(3) La société coopérative organisée comme une société anonyme est également soumise aux dispositions relatives aux sociétés anonymes de la présente loi, sauf les adaptations indiquées dans la présente sous-section.</p> <p>(4) Les dispositions concernant la constitution des sociétés coopératives organisées comme des sociétés anonymes sont applicables à la transformation d'une société d'une autre forme en société coopérative organisée comme une société anonyme.</p>	<p><b>Art. 137-1.</b>– (1) La société coopérative peut également être organisée comme une société anonyme.</p> <p>(2) La société coopérative organisée comme une société anonyme est soumise aux dispositions relatives aux sociétés coopératives, sauf les adaptations indiquées dans la présente sous-section.</p> <p>(3) La société coopérative organisée comme une société anonyme est également soumise aux dispositions relatives aux sociétés anonymes de la présente loi, sauf les adaptations indiquées dans la présente sous-section.</p> <p><b>Elle n'est pas soumise aux dispositions régissant spécifiquement la société anonyme européenne.</b></p> <p>(4) Les dispositions concernant la constitution des sociétés coopératives organisées comme des sociétés anonymes sont applicables à la transformation d'une société d'une autre forme en société coopérative organisée comme une société anonyme.</p>
<p><b>Art. 141.</b>– Les sociétés commerciales sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.</p> <p>Toutes les pièces émanées d'une société dissoute mentionneront qu'elle est en liquidation.</p>	<p><b>Art. 141.</b>– Les sociétés commerciales sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.</p> <p>Toutes les pièces émanées d'une société dissoute mentionneront qu'elle est en liquidation.</p> <p><b>La SE ayant établi son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg est soumise aux règles applicables aux sociétés anonymes.</b></p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 143.</b>– A défaut de nomination de liquidateurs, les associés-gérants dans les sociétés en nom collectif ou en commandite, et les administrateurs dans les sociétés anonymes et dans les sociétés coopératives, seront, à l'égard des tiers, considérés comme liquidateurs.</p>	<p><b>Art. 143.</b>– A défaut de nomination de liquidateurs, les associés-gérants dans les sociétés en nom collectif ou en commandite, et les administrateurs ou <b>membres du directoire, selon le cas</b>, dans les sociétés anonymes et dans les sociétés coopératives, seront, à l'égard des tiers, considérés comme liquidateurs.</p>
<p><b>Art. 153.</b>– Les créanciers peuvent, dans toutes les sociétés, faire décréter par justice les versements stipulés aux statuts et qui sont nécessaires à la conservation de leurs droits; la société peut écarter l'action en remboursant leur créance à sa valeur, après déduction de l'escompte.</p> <p>Les gérants ou administrateurs sont personnellement obligés d'exécuter les jugements rendus à cette fin.</p> <p>Les créanciers peuvent exercer, conformément à l'art. 1166 du Code civil, contre les associés ou actionnaires, les droits de la société quant aux versements à faire et qui sont exigibles en vertu des statuts, de décisions sociales ou de jugements.</p>	<p><b>Art. 153.</b>– Les créanciers peuvent, dans toutes les sociétés, faire décréter par justice les versements stipulés aux statuts et qui sont nécessaires à la conservation de leurs droits; la société peut écarter l'action en remboursant leur créance à sa valeur, après déduction de l'escompte.</p> <p>Les gérants, <b>administrateurs ou membres du directoire, selon le cas</b>, sont personnellement obligés d'exécuter les jugements rendus à cette fin.</p> <p>Les créanciers peuvent exercer, conformément à l'art. 1166 du Code civil, contre les associés ou actionnaires, les droits de la société quant aux versements à faire et qui sont exigibles en vertu des statuts, de décisions sociales ou de jugements.</p>
<p><b>Art. 157.</b>– Sont prescrites par cinq ans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– toutes actions de tiers contre les associés ou actionnaires à partir de la publication, soit de leur retraite de la société, soit d'un acte de dissolution, soit de l'arrivée de son terme contractuel;</li> <li>– toutes actions de tiers en restitution de dividendes indûment distribués, à partir de la distribution;</li> <li>– toutes actions contre les liquidateurs, en cette qualité, à partir de la publication prescrite par l'art. 151;</li> <li>– toutes actions contre les gérants, administrateurs, commissaires, liquidateurs, pour faits de leurs fonctions, à partir de ces faits ou, s'ils ont été celés par dol, à partir de la découverte de ces faits;</li> <li>– toutes actions en nullité d'une société anonyme, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société en commandite par actions fondées sur l'article 12ter, alinéa 1er, 1° et 2°, à partir de la publication, lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient dus;</li> <li>– toutes actions en nullité d'une société coopérative à partir de la publication lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice aux dommages-intérêts qui seraient dus.</li> </ul> <p>Toutefois, la nullité des sociétés coopératives dont l'existence est contraire à la loi peut être demandée, même après la prescription accomplie.</p>	<p><b>Art. 157.</b>– Sont prescrites par cinq ans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– toutes actions de tiers contre les associés ou actionnaires à partir de la publication, soit de leur retraite de la société, soit d'un acte de dissolution, soit de l'arrivée de son terme contractuel;</li> <li>– toutes actions de tiers en restitution de dividendes indûment distribués, à partir de la distribution;</li> <li>– toutes actions contre les liquidateurs, en cette qualité, à partir de la publication prescrite par l'art. 151;</li> <li>– toutes actions contre les gérants, administrateurs, <b>membres du directoire</b>, commissaires, liquidateurs, pour faits de leurs fonctions, à partir de ces faits ou, s'ils ont été celés par dol, à partir de la découverte de ces faits;</li> <li>– toutes actions en nullité d'une société anonyme, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société en commandite par actions fondées sur l'article 12ter, alinéa 1er, 1° et 2°, à partir de la publication, lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient dus;</li> <li>– toutes actions en nullité d'une société coopérative à partir de la publication lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice aux dommages-intérêts qui seraient dus.</li> </ul> <p>Toutefois, la nullité des sociétés coopératives dont l'existence est contraire à la loi peut être demandée, même après la prescription accomplie.</p>
<p><b>Art. 159.</b>– Toute société dont le principal établissement est dans le Grand-Duché, est soumise à la loi luxembourgeoise, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.</p>	<p><b>Art. 159.</b>– Toute société dont <b>l'administration centrale est située au</b> Grand-Duché, est soumise à la loi luxembourgeoise, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>Lorsqu'une société a son domicile au Grand-Duché de Luxembourg, elle est de nationalité luxembourgeoise et la loi luxembourgeoise lui est pleinement appliquée.</p> <p>Lorsqu'une société a son domicile à l'étranger, mais qu'elle a au Grand-Duché de Luxembourg un ou plusieurs sièges quelconques d'opération, le lieu de son établissement le plus important au Grand-Duché de Luxembourg, qu'elle indique à cet effet dans la publication de ses actes prescrite par la loi, constitue le domicile secondaire de cette société au Grand-Duché de Luxembourg.</p> <p>Le défaut de domicile connu constitue dans le chef d'une société une contravention grave à la loi, susceptible de lui faire encourir la dissolution ou la fermeture judiciaires conformément aux dispositions des articles 203 et 203-1.</p>	<p>Lorsqu'une société a son domicile au Grand-Duché de Luxembourg, elle est de nationalité luxembourgeoise et la loi luxembourgeoise lui est pleinement appliquée.</p> <p>Lorsqu'une société a son domicile à l'étranger, mais qu'elle a au Grand-Duché de Luxembourg un ou plusieurs sièges quelconques d'opération, le lieu de son établissement le plus important au Grand-Duché de Luxembourg, qu'elle indique à cet effet dans la publication de ses actes prescrite par la loi, constitue le domicile secondaire de cette société au Grand-Duché de Luxembourg.</p> <p>Le défaut de domicile connu constitue dans le chef d'une société une contravention grave à la loi, susceptible de lui faire encourir la dissolution ou la fermeture judiciaires conformément aux dispositions des articles 203 et 203-1.</p>
	<p><b>Art. 173bis.</b>– Les peines prévues par les articles 162 à 173 sont applicables, selon leurs attributions respectives, aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance des sociétés anonymes régies par les dispositions des articles 60bis-1 à 60bis-20.</p>
<p><b>Art. 204.</b>– (1) La présente section s'applique aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés à responsabilité limitée, à l'exception des établissements de crédit et des sociétés d'assurance.</p> <p>(2) Elle s'applique également aux sociétés en nom collectif et aux sociétés en commandite simple lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont des sociétés telles qu'indiquées à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE du 25 juillet 1978 ou des sociétés qui ne relèvent pas du droit d'un Etat membre des Communautés Européennes mais qui ont une forme juridique comparable à celles visées dans la directive 68/151/CEE du 9 mars 1968.</p> <p>(3) Elle s'applique également aux formes de sociétés visées au paragraphe (2) lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont eux-mêmes organisés dans une des formes indiquées à ce paragraphe ou à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE.</p>	<p><b>Art. 204.</b>– (1) La présente section s'applique aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés à responsabilité limitée, à l'exception des établissements de crédit et des sociétés d'assurance. <b>Les SE ayant établi leur siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg sont soumises aux règles applicables aux sociétés anonymes.</b></p> <p>(2) Elle s'applique également aux sociétés en nom collectif et aux sociétés en commandite simple lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont des sociétés telles qu'indiquées à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE du 25 juillet 1978 ou des sociétés qui ne relèvent pas du droit d'un Etat membre des Communautés Européennes mais qui ont une forme juridique comparable à celles visées dans la directive 68/151/CEE du 9 mars 1968.</p> <p>(3) Elle s'applique également aux formes de sociétés visées au paragraphe (2) lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont eux-mêmes organisés dans une des formes indiquées à ce paragraphe ou à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE.</p>
<p><b>Art. 248.</b>– (1) Outre les mentions prescrites par d'autres dispositions de la présente section, l'annexe doit comporter au moins des indications sur:</p>	<p><b>Art. 248.</b>– (1) Outre les mentions prescrites par d'autres dispositions de la présente section, l'annexe doit comporter au moins des indications sur:</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>1° les modes d'évaluation appliqués aux divers postes des comptes annuels, ainsi que les méthodes de calcul des corrections de valeur utilisées. Pour les éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère, les bases de conversion utilisées pour leur expression dans la monnaie du bilan doivent être indiquées;</p> <p>2° le nom et le siège des entreprises dans lesquelles la société détient, soit elle-même, soit par une personne agissant en son nom, mais pour le compte de cette société, au moins vingt pour cent du capital avec indication de la fraction du capital détenu ainsi que du montant des capitaux propres et de celui du résultat du dernier exercice de l'entreprise concernée pour lequel des comptes ont été arrêtés. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 205 paragraphe (3). L'indication des capitaux propres et du résultat peut également être omise lorsque l'entreprise concernée ne publie pas son bilan et si elle est détenue à moins de cinquante pour cent, directement ou indirectement, par la société;</p> <p>le nom, le siège et la forme juridique de toute entreprise dont la société est l'associé indéfiniment responsable. Cette information peut être omise lorsqu'elle n'est que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 205 paragraphe (3);</p> <p>3° le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions souscrites pendant l'exercice dans les limites d'un capital autorisé;</p> <p>4° lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable de chacune d'entre elles;</p> <p>5° l'existence de parts bénéficiaires, d'obligations convertibles et de titres ou droits similaires, avec indication de leur nombre et de l'étendue des droits qu'ils confèrent;</p> <p>6° le montant des dettes de la société dont la durée résiduelle est supérieure à cinq ans, ainsi que le montant de toutes les dettes de la société couvertes par des sûretés réelles données par la société, avec indication de leur nature et de leur forme. Ces indications doivent être données séparément pour chacun des postes relatifs aux dettes, conformément aux schémas des articles 213 à 214;</p> <p>7° le montant global des engagements financiers qui ne figurent pas dans le bilan, dans la mesure où son indication est utile à l'appréciation de la situation financière. Les engagements existant en matière de pensions ainsi que les engagements à l'égard d'entreprises liées doivent apparaître de façon distincte;</p>	<p>1° les modes d'évaluation appliqués aux divers postes des comptes annuels, ainsi que les méthodes de calcul des corrections de valeur utilisées. Pour les éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère, les bases de conversion utilisées pour leur expression dans la monnaie du bilan doivent être indiquées;</p> <p>2° le nom et le siège des entreprises dans lesquelles la société détient, soit elle-même, soit par une personne agissant en son nom, mais pour le compte de cette société, au moins vingt pour cent du capital avec indication de la fraction du capital détenu ainsi que du montant des capitaux propres et de celui du résultat du dernier exercice de l'entreprise concernée pour lequel des comptes ont été arrêtés. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 205 paragraphe (3). L'indication des capitaux propres et du résultat peut également être omise lorsque l'entreprise concernée ne publie pas son bilan et si elle est détenue à moins de cinquante pour cent, directement ou indirectement, par la société;</p> <p>le nom, le siège et la forme juridique de toute entreprise dont la société est l'associé indéfiniment responsable. Cette information peut être omise lorsqu'elle n'est que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 205 paragraphe (3);</p> <p>3° le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions souscrites pendant l'exercice dans les limites d'un capital autorisé;</p> <p>4° lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable de chacune d'entre elles;</p> <p>5° l'existence de parts bénéficiaires, d'obligations convertibles et de titres ou droits similaires, avec indication de leur nombre et de l'étendue des droits qu'ils confèrent;</p> <p>6° le montant des dettes de la société dont la durée résiduelle est supérieure à cinq ans, ainsi que le montant de toutes les dettes de la société couvertes par des sûretés réelles données par la société, avec indication de leur nature et de leur forme. Ces indications doivent être données séparément pour chacun des postes relatifs aux dettes, conformément aux schémas des articles 213 à 214;</p> <p>7° le montant global des engagements financiers qui ne figurent pas dans le bilan, dans la mesure où son indication est utile à l'appréciation de la situation financière. Les engagements existant en matière de pensions ainsi que les engagements à l'égard d'entreprises liées doivent apparaître de façon distincte;</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>8° la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 232 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de la société, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;</p> <p>9° le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice, ventilé par catégories ainsi que, s'ils ne sont pas mentionnés séparément dans le compte de profits et pertes, les frais de personnel se rapportant à l'exercice et ventilés conformément à l'article 227 6°;</p> <p>10° la proportion dans laquelle le calcul du résultat de l'exercice a été affecté par une évaluation des postes qui, en dérogeant aux principes des articles 235, 237, 239, 240 et 242 à 247 a été effectuée pendant l'exercice ou un exercice antérieur en vue d'obtenir des allègements fiscaux.</p> <p>Lorsqu'une telle évaluation influence d'une façon non négligeable la charge fiscale future, des indications doivent être données;</p> <p>11° la différence entre la charge fiscale imputée à l'exercice et aux exercices antérieurs et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future. Ce montant peut également figurer de façon cumulée dans le bilan sous un poste particulier à intitulé correspondant;</p> <p>12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.</p> <p>13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes d'administration ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.</p> <p>14° des informations concernant les produits (charges) se rapportant à l'exercice, exigibles (payables) postérieurement à la clôture de ce dernier, qui figurent parmi les créances (dettes), lorsque ces produits (charges) sont d'une certaine importance.</p>	<p>8° la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 232 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de la société, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;</p> <p>9° le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice, ventilé par catégories ainsi que, s'ils ne sont pas mentionnés séparément dans le compte de profits et pertes, les frais de personnel se rapportant à l'exercice et ventilés conformément à l'article 227 6°;</p> <p>10° la proportion dans laquelle le calcul du résultat de l'exercice a été affecté par une évaluation des postes qui, en dérogeant aux principes des articles 235, 237, 239, 240 et 242 à 247 a été effectuée pendant l'exercice ou un exercice antérieur en vue d'obtenir des allègements fiscaux.</p> <p>Lorsqu'une telle évaluation influence d'une façon non négligeable la charge fiscale future, des indications doivent être données;</p> <p>11° la différence entre la charge fiscale imputée à l'exercice et aux exercices antérieurs et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future. Ce montant peut également figurer de façon cumulée dans le bilan sous un poste particulier à intitulé correspondant;</p> <p>12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes <b>de gestion</b> ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.</p> <p>13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes <b>de gestion</b> ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie.</p> <p>14° des informations concernant les produits (charges) se rapportant à l'exercice, exigibles (payables) postérieurement à la clôture de ce dernier, qui figurent parmi les créances (dettes), lorsque ces produits (charges) sont d'une certaine importance.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>15° a) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont la société fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>b) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises inclus dans l'ensemble d'entreprises visé au point a) dont la société fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>c) le lieu où les comptes consolidés visés aux points a) et b) peuvent être obtenus, à moins qu'ils ne soient indisponibles.</p> <p>(2) le paragraphe (1) 2° ne s'applique pas aux sociétés de participation financière.</p> <p>(3) les indications prévues au paragraphe (1) 12 peuvent être omises lorsque ces indications permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.</p>	<p>15° a) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont la société fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>b) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises inclus dans l'ensemble d'entreprises visé au point a) dont la société fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>c) le lieu où les comptes consolidés visés aux points a) et b) peuvent être obtenus, à moins qu'ils ne soient indisponibles.</p> <p>(2) le paragraphe (1) 2° ne s'applique pas aux sociétés de participation financière.</p> <p>(3) les indications prévues au paragraphe (1) 12 peuvent être omises lorsque ces indications permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.</p>
<p><b>Art. 259.</b>– (1) La fusion par absorption est l'opération par laquelle une ou plusieurs sociétés transfèrent à une autre, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine activement et passivement moyennant l'attribution aux actionnaires de la ou des sociétés absorbées d'actions de la société absorbante et, éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions attribuées ou, à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable.</p> <p>(2) La fusion par absorption peut également avoir lieu lorsqu'une ou plusieurs des sociétés absorbées sont en liquidation, pourvu qu'elles n'aient pas encore commencé la répartition de leurs actifs entre leurs actionnaires.</p>	<p><b>Art. 259.</b>– (1) La fusion par absorption est l'opération par laquelle une ou plusieurs sociétés transfèrent à une autre, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine activement et passivement moyennant l'attribution aux <u>associés</u> de la ou des sociétés absorbées d'actions ou de <u>parts</u> de la société absorbante et, éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions ou <u>parts</u> attribuées ou, à défaut de valeur nominale, <u>de leur pair comptable</u>.</p> <p>(2) La fusion par absorption peut également avoir lieu lorsqu'une ou plusieurs des sociétés absorbées sont en liquidation, pourvu qu'elles n'aient pas encore commencé la répartition de leurs actifs entre leurs <u>associés</u>.</p> <p><b>(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion par absorption la société absorbante prend la forme de SE simultanément à la fusion.</b></p>
<p><b>Art. 260.</b>– (1) La fusion par constitution d'une nouvelle société est l'opération par laquelle plusieurs sociétés transfèrent à une société qu'elles constituent, par suite de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine activement et passivement moyennant l'attribution à leurs actionnaires d'actions de la nouvelle société et, éventuellement, d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions attribuées ou, à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable.</p> <p>(2) La fusion par constitution d'une nouvelle société peut également avoir lieu lorsqu'une ou plusieurs des sociétés qui disparaissent sont en liquidation, pourvu que ces sociétés n'aient pas encore commencé la répartition de leurs actifs entre leurs actionnaires.</p>	<p><b>Art. 260.</b>– (1) La fusion par constitution d'une nouvelle société est l'opération par laquelle plusieurs sociétés transfèrent à une société qu'elles constituent, par suite de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine activement et passivement moyennant l'attribution à leurs <u>associés</u> d'actions ou de <u>parts</u> de la nouvelle société et, éventuellement, d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions ou <u>parts</u> attribuées ou, à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable.</p> <p>(2) La fusion par constitution d'une nouvelle société peut également avoir lieu lorsqu'une ou plusieurs des sociétés qui disparaissent sont en liquidation, pourvu que ces sociétés n'aient pas encore commencé la répartition de leurs actifs entre leurs <u>associés</u>.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<b>(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion par constitution d'une nouvelle société, la SE est la nouvelle société.</b>
<p><b>Art. 261.</b>– (1) Les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent établissent par écrit un projet de fusion.</p> <p>(2) Le projet de fusion mentionne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la forme, la dénomination et le siège social des sociétés qui fusionnent;</li> <li>b) le rapport d'échange des actions et, le cas échéant, le montant de la soulte;</li> <li>c) les modalités de remise des actions de la société absorbante;</li> <li>d) la date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit;</li> <li>e) la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante;</li> <li>f) les droits assurés par la société absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard;</li> <li>g) tous avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.</li> </ul>	<p><b>Art. 261.</b>– (1) Les <u>organes de gestion</u> des sociétés qui fusionnent établissent par écrit un projet de fusion.</p> <p>(2) Le projet de fusion mentionne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la forme, la dénomination et le siège social des sociétés qui fusionnent. <b>En cas de constitution d'une SE par la voie d'une fusion, le siège statutaire des sociétés qui fusionnent ainsi que le siège statutaire envisagé pour la SE doivent être indiqués;</b></li> <li>b) le rapport d'échange des actions <u>ou parts</u> et, le cas échéant, le montant de la soulte;</li> <li>c) les modalités de remise des actions <u>ou parts</u> de la société absorbante;</li> <li>d) la date à partir de laquelle ces actions <u>ou parts</u> donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit;</li> <li>e) la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante;</li> <li>f) les droits assurés par la société absorbante aux <u>associés</u> ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions <b>ou parts</b> ou les mesures proposées à leur égard;</li> <li>g) tous avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266, aux membres des <u>organes de gestion</u> ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent</li> </ul> <p><b>(3) Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion, le projet comprend en outre:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les statuts de la SE;</li> <li>b) des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.</li> </ul>
<p><b>Art. 262.</b>– Le projet de fusion est publié conformément à l'article 9 pour chacune des sociétés qui fusionnent un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion.</p>	<p><b>Art. 262.</b>– Le projet de fusion est publié, conformément à l'article 9 <b>et dans les bulletins nationaux des autres Etats membres concernés</b>, pour chacune des sociétés qui fusionnent un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion.</p> <p><b>Lorsqu'une SE est constituée par la voie d'une fusion, la publication opérée conformément à l'article 9 doit également comporter les indications suivantes:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le numéro d'immatriculation dans le registre de commerce et des sociétés;</li> </ul>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 263.</b>– La fusion requiert l’approbation des assemblées générales de chacune des sociétés qui fusionnent et, le cas échéant, des porteurs de titres autres que des actions. Cette décision requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.</p>	<p>– <b>les modalités d’exercice des droits des créanciers de la société en question, fixées conformément à l’article 268, ainsi que l’adresse à laquelle peut être obtenue, gratuitement, une information exhaustive sur ces modalités.</b></p> <p><b>Art. 263.</b>– (1) La fusion requiert l’approbation des assemblées générales de chacune des sociétés qui fusionnent et, le cas échéant, des porteurs de titres autres que des actions ou parts. Cette décision requiert les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts.</p> <p>(2) Dans les sociétés en commandite simple et dans les sociétés coopératives, le droit de vote des associés est proportionnel à leur part dans l’avoir social et le quorum de présence se calcule par rapport à l’avoir social.</p> <p>(3) L’accord de tous les associés est requis:</p> <p>1° <u>dans les sociétés absorbantes ou à absorber qui sont des sociétés en nom collectif, des sociétés coopératives à responsabilité illimitée, des sociétés civiles ou des groupements d’intérêt économique;</u></p> <p>2° <u>dans les sociétés à absorber lorsque la société absorbante est:</u></p> <p>a) <u>une société en nom collectif;</u></p> <p>b) <u>une société en commandite simple;</u></p> <p>c) <u>une société coopérative à responsabilité illimitée;</u></p> <p>d) <u>une société civile;</u></p> <p>e) <u>un groupement d’intérêt économique.</u></p> <p><u>Dans les cas visés à l’alinéa 1er, l’accord unanime des titulaires de parts non représentatives du capital est requis.</u></p> <p>(4) Dans les sociétés en commandite simple et dans les sociétés en commandite par actions, l’accord de tous les associés commandités est en outre requis.</p> <p>(5) <u>S’il existe plusieurs catégories d’actions, titres ou parts, représentatifs ou non du capital, et que la fusion entraîne une modification de leurs droits respectifs, l’article 68 est applicable.</u></p> <p>(6) <b>Lorsqu’une SE est constituée par la voie d’une fusion, l’implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément aux dispositions transposant la directive 2001/86/CE. L’assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent peut subordonner le droit à l’immatriculation de la SE à la condition qu’elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.</b></p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p><b>Art. 266.</b>– (1) Le projet de fusion doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport écrit destiné aux actionnaires. Cet examen sera fait et ce rapport sera établi pour chacune des sociétés qui fusionnent par un ou plusieurs experts indépendants à désigner par le conseil d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent. Ces experts doivent être choisis parmi les réviseurs d'entreprises. Toutefois il est possible de faire établir le rapport par un ou plusieurs experts indépendants pour toutes les sociétés qui fusionnent. Dans ce cas la désignation est faite, sur requête conjointe des sociétés qui fusionnent, par le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société absorbante a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé.</p> <p>(2) Dans le rapport mentionné au paragraphe (1), les experts doivent en tout cas déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable. Cette déclaration doit:</p> <p>a) indiquer la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé;</p> <p>b) indiquer si cette ou ces méthodes sont adéquates en l'espèce et mentionner les valeurs auxquelles chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue.</p> <p>Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.</p> <p>(3) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas.</p> <p>(4) Chaque expert a le droit d'obtenir auprès des sociétés qui fusionnent tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.</p>	<p><b>Art. 266.</b>– (1) Le projet de fusion doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport écrit destiné aux associés. Cet examen sera fait et ce rapport sera établi pour chacune des sociétés qui fusionnent par un ou plusieurs experts indépendants à désigner par l'organe de gestion de chacune des sociétés qui fusionnent. Ces experts doivent être choisis parmi les réviseurs d'entreprises. Toutefois il est possible de faire établir le rapport par un ou plusieurs experts indépendants pour toutes les sociétés qui fusionnent. Dans ce cas la désignation est faite, sur requête conjointe des sociétés qui fusionnent, par le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société absorbante a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé.</p> <p><b>Dans le cas d'une constitution de SE par la voie d'une fusion, la désignation est faite par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés qui fusionnent ou la future SE. Pour le Grand-Duché de Luxembourg, l'autorité prémentionnée est le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel l'une de ces sociétés a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé.</b></p> <p>(2) Dans le rapport mentionné au paragraphe (1), les experts doivent en tout cas déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable. Cette déclaration doit:</p> <p>a) indiquer la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé;</p> <p>b) indiquer si cette ou ces méthodes sont adéquates en l'espèce et mentionner les valeurs auxquelles chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue.</p> <p>Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.</p> <p>(3) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas.</p> <p>(4) Chaque expert a le droit d'obtenir auprès des sociétés qui fusionnent tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.</p>
<p><b>Art. 271.</b>– (1) Les procès-verbaux des assemblées générales qui décident la fusion sont établis par acte notarié; il en est de même du projet de fusion lorsque la fusion ne doit pas être approuvée par les assemblées générales de toutes les sociétés qui fusionnent.</p> <p>(2) Le notaire doit vérifier et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente et du projet de fusion.</p>	<p><b>Art. 271.</b>– (1) Les procès-verbaux des assemblées générales qui décident la fusion sont établis par acte notarié; il en est de même du projet de fusion lorsque la fusion ne doit pas être approuvée par les assemblées générales de toutes les sociétés qui fusionnent.</p> <p>(2) Le notaire doit vérifier et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente et du projet de fusion.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
	<p><b>En cas de constitution d'une SE par la voie d'une fusion, le notaire délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables à la fusion.</b></p> <p><b>Lorsqu'une SE, constituée par la voie d'une fusion, est appelée à établir son siège statuaire au Grand-Duché de Luxembourg, le notaire, en vue d'effectuer le contrôle de légalité qui lui incombe, reçoit de chaque société qui fusionne le certificat visé à l'alinéa précédent, établi par l'autorité compétente, dans un délai de six mois à compter de sa délivrance, ainsi qu'une copie du projet de fusion approuvé par la société. Le notaire contrôle en particulier que les sociétés qui fusionnent ont approuvé un projet de fusion dans les mêmes termes et que des modalités relatives à l'implication des travailleurs ont été fixées en transposition de la directive 2001/86/CE.</b></p> <p><b>(3) Le Ministre de la justice peut, avant la délivrance du certificat visé au paragraphe précédent et pour des raisons d'intérêt public, s'opposer à ce qu'une société relevant du droit luxembourgeois participe à la constitution d'une SE par la voie d'une fusion.</b></p> <p><b>La décision d'opposition est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision d'opposition.</b></p> <p><b>(4) Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés coopératives, les sociétés civiles et les groupements d'intérêt économique adopteront, pour l'établissement des actes visés au (1), la forme d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé, conformément à ce qui est dit à propos de leur constitution“.</b></p>
	<p><b>Art. 273bis.– Par dérogation aux articles 272 et 273, la fusion et la constitution simultanée de la SE prennent effet à la date à laquelle la SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.</b></p> <p><b>(2) La SE ne peut être immatriculée qu'après l'accomplissement de toutes les formalités prévues à l'article 271.</b></p>
<p><b>Art. 274.–</b> (1) La fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:</p> <p>a) la transmission universelle, tant entre la société absorbée et la société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante;</p> <p>b) les actionnaires de la société absorbée deviennent actionnaires de la société absorbante;</p> <p>c) la société absorbée cesse d'exister;</p>	<p><b>Art. 274.–</b> (1) La fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:</p> <p>a) la transmission universelle, tant entre la société absorbée et la société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante;</p> <p>b) les associés de la société absorbée deviennent <u>associés</u> de la société absorbante;</p> <p>c) la société absorbée cesse d'exister;</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>d) l'annulation des actions de la société absorbée détenues par la société absorbante ou par la société absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés.</p> <p>(2) Par dérogation au paragraphe (1) a), le transfert des droits de propriétés industrielle et intellectuelle ainsi que des droits réels autres que les sûretés réelles sur meubles et immeubles n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations. La société absorbante peut procéder elle-même à ces formalités.</p>	<p>d) l'annulation des actions <u>ou parts</u> de la société absorbée détenues par la société absorbante ou par la société absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés.</p> <p>(2) Par dérogation au paragraphe (1) a), le transfert des droits de propriétés industrielle et intellectuelle ainsi que des droits réels autres que les sûretés réelles sur meubles et immeubles n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations. <b>Les sociétés qui fusionnent peuvent également procéder à ces formalités durant une période de six mois après la date à laquelle la fusion prend effet.</b></p> <p><b>(3) Les droits et obligations des sociétés participantes en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE au moment de l'immatriculation du fait même de celle-ci.</b></p>
<p><b>Art. 275.</b>– Les actionnaires de la société absorbée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les administrateurs et les experts prévus par l'article 266 une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par les administrateurs lors de la préparation et de la réalisation de la fusion ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les membres du conseil d'administration ou les experts de la société absorbée ou, le cas échéant, sur les uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.</p>	<p><b>Art. 275.</b>– Les associés de la société absorbée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les <b>membres des organes de gestion</b> et les experts prévus par l'article 266 une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par les <b>membres des organes de gestion</b> lors de la préparation et de la réalisation de la fusion ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les <b>membres des organes de gestion</b> ou les experts de la société absorbée ou, le cas échéant, sur les uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.</p>
<p><b>Art. 276.</b>– La nullité de la fusion ne peut intervenir que dans les conditions suivantes:</p> <p>a) la nullité doit être prononcée par décision judiciaire;</p> <p>b) lorsque la fusion est réalisée conformément à l'article 272 elle ne peut être prononcée que pour défaut d'acte notarié, ou bien s'il est établi que la décision de l'assemblée générale de l'une ou de l'autre des sociétés participant à la fusion est nulle;</p> <p>c) l'action en nullité ne peut plus être intentée après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle la fusion est opposable à celui qui invoque la nullité, ou bien si la situation a été régularisée;</p> <p>d) lorsqu'il est possible de porter remède à l'irrégularité susceptible d'entraîner la nullité de la fusion, le tribunal compétent accorde aux sociétés intéressées un délai pour régulariser la situation;</p>	<p><b>Art. 276.</b>– La nullité de la fusion ne peut intervenir que dans les conditions suivantes:</p> <p>a) la nullité doit être prononcée par décision judiciaire;</p> <p>b) lorsque la fusion est réalisée conformément à l'article 272 elle ne peut être prononcée que pour défaut d'acte notarié ou, le cas échéant, sous seing privé, ou bien s'il est établi que la décision de l'assemblée générale de l'une ou de l'autre des sociétés participant à la fusion est nulle.</p> <p><b>La nullité d'une fusion destinée à constituer une SE ne peut être prononcée lorsque la SE est immatriculée au registre de commerce et des sociétés.</b></p> <p><b>La SE pourra être dissoute lorsque le contrôle de la légalité de la fusion n'aura pas été effectué conformément à l'article 271 (2);</b></p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>e) la décision prononçant la nullité de la fusion fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modes prévues à l'article 5;</p> <p>f) la tierce opposition contre la décision prononçant la nullité de la fusion n'est plus recevable après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publicité de la décision effectuée selon l'article 9;</p> <p>g) la décision prononçant la nullité de la fusion ne porte pas atteinte par elle-même à la validité des obligations nées à la charge ou au profit de la société absorbante, antérieurement à la publicité de la décision et postérieurement à la date visée à l'article 272;</p> <p>h) les sociétés ayant participé à la fusion répondent solidairement des obligations de la société absorbante visées sous g).</p>	<p>c) l'action en nullité ne peut plus être intentée après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle la fusion est opposable à celui qui invoque la nullité, ou bien si la situation a été régularisée;</p> <p>d) lorsqu'il est possible de porter remède à l'irrégularité susceptible d'entraîner la nullité de la fusion, le tribunal compétent accorde aux sociétés intéressées un délai pour régulariser la situation;</p> <p>e) la décision prononçant la nullité de la fusion fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modes prévus à l'article 5;</p> <p>f) la tierce opposition contre la décision prononçant la nullité de la fusion n'est plus recevable après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publicité de la décision effectuée selon l'article 9;</p> <p>g) la décision prononçant la nullité de la fusion ne porte pas atteinte par elle-même à la validité des obligations nées à la charge ou au profit de la société absorbante, antérieurement à la publicité de la décision et postérieurement à la date visée à l'article 272;</p> <p>h) les sociétés ayant participé à la fusion répondent solidairement des obligations de la société absorbante visées sous g).</p>
<p><b>Art. 278.</b>– Si la société absorbante est titulaire de la totalité des actions et autres titres conférant droit de vote des sociétés à absorber, l'opération est soumise aux dispositions de la section XIV sous-section I à l'exception de l'article 261 paragraphe (2) b), c) et d) des articles 265 et 266, de l'article 267 paragraphe (1) d) et e), de l'article 274 paragraphe (1) b) ainsi que des articles 275 et 276.</p>	<p><b>Art. 278.</b>– Si la société absorbante est titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant droit de vote des sociétés à absorber, l'opération est soumise aux dispositions de la section XIV sous-section I à l'exception de l'article 261 paragraphe (2) b), c) et d) des articles 265 et 266, de l'article 267 paragraphe (1) d) et e), de l'article 274 paragraphe (1) b) <b>ainsi que de l'article 275.</b></p>
<p><b>Art. 304.</b>– Les actionnaires de la société scindée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les administrateurs et les experts de la société scindée, une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par les administrateurs lors de la préparation et de la réalisation de la scission ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les membres du conseil d'administration ou les experts de la société scindée ou, le cas échéant, sur les uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.</p>	<p><b>Art. 304.</b>– Les associés de la société scindée peuvent poursuivre individuellement et exercer contre les <b>membres des organes de gestion</b> et les experts de la société scindée, une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par <b>les membres des organes de gestion</b> lors de la préparation et de la réalisation de la scission ou par les experts lors de l'accomplissement de leur mission. La responsabilité pèse solidairement sur les <b>membres des organes de gestion</b> ou les experts de la société scindée ou, le cas échéant, sur les uns et les autres. Toutefois chacun de ceux-ci peut s'en décharger s'il démontre qu'aucune faute ne lui est personnellement imputable.</p>
<p><b>Art. 309.</b>– (1) Toute société anonyme, toute société en commandite par actions, toute société à responsabilité limitée et toute société visée à l'article 204 paragraphes (2) et (3) de droit luxembourgeois doit établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion si</p> <p>a) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,</p>	<p><b>Art. 309.</b>– (1) Toute société anonyme, toute société en commandite par actions, toute société à responsabilité limitée et toute société visée à l'article 204 paragraphes (2) et (3) de droit luxembourgeois doit établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion si</p> <p>a) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</i>	
<p>ou</p> <p>b) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise,</p> <p>ou</p> <p>c) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.</p> <p>(2) Pour les besoins de la présente section, la société détentrice des droits énoncés au paragraphe (1) est désignée par société mère. Les entreprises à l'égard desquelles les droits énoncés sont détenus sont désignées par entreprises filiales.</p>	<p>ou</p> <p>b) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise,</p> <p>ou</p> <p>c) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.</p> <p><b>La SE ayant établi son siège statutaire au Grand-Duché de Luxembourg est soumise aux règles applicables aux sociétés anonymes.</b></p> <p>(2) Pour les besoins de la présente section, la société détentrice des droits énoncés au paragraphe (1) est désignée par société mère. Les entreprises à l'égard desquelles les droits énoncés sont détenus sont désignées par entreprises filiales.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés</i>	
<p><b>Art. 65.</b>– (1) Outre les mentions prescrites par d'autres dispositions de la présente section, l'annexe doit comporter au moins des indications sur:</p> <p>1° les modes d'évaluation appliqués aux divers postes des comptes annuels, ainsi que les méthodes de calcul des corrections de valeur utilisées. Pour les éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère, les bases de conversion utilisées pour leur expression dans la monnaie du bilan doivent être indiquées;</p> <p>2° le nom et le siège des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient, soit elle-même, soit par une personne agissant en son nom, mais pour le compte de cette société, au moins vingt pour cent du capital avec indication de la fraction du capital détenu ainsi que du montant des capitaux propres et de celui du résultat du dernier exercice de l'entreprise concernée pour lequel des comptes ont été arrêtés. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 26 paragraphe (3).</p> <p>L'indication des capitaux propres et du résultat peut également être omise lorsque l'entreprise concernée ne publie pas son bilan et si elle est détenue à moins de cinquante pour cent, directement ou indirectement, par la société; le nom, le siège et la forme juridique de toute entreprise dont la société est l'associé indéfiniment responsable. Cette information peut être omise lorsqu'elle n'est que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 26 paragraphe (3);</p>	<p><b>Art. 65.</b>– (1) Outre les mentions prescrites par d'autres dispositions de la présente section, l'annexe doit comporter au moins des indications sur:</p> <p>1° les modes d'évaluation appliqués aux divers postes des comptes annuels, ainsi que les méthodes de calcul des corrections de valeur utilisées. Pour les éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère, les bases de conversion utilisées pour leur expression dans la monnaie du bilan doivent être indiquées;</p> <p>2° le nom et le siège des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient, soit elle-même, soit par une personne agissant en son nom, mais pour le compte de cette société, au moins vingt pour cent du capital avec indication de la fraction du capital détenu ainsi que du montant des capitaux propres et de celui du résultat du dernier exercice de l'entreprise concernée pour lequel des comptes ont été arrêtés. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 26 paragraphe (3).</p> <p>L'indication des capitaux propres et du résultat peut également être omise lorsque l'entreprise concernée ne publie pas son bilan et si elle est détenue à moins de cinquante pour cent, directement ou indirectement, par la société; le nom, le siège et la forme juridique de toute entreprise dont la société est l'associé indéfiniment responsable. Cette information peut être omise lorsqu'elle n'est que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 26 paragraphe (3);</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés</i>	
<p>3° le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions souscrites pendant l'exercice dans les limites d'un capital autorisé;</p> <p>4° lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable de chacune d'entre elles;</p> <p>5° l'existence de parts bénéficiaires, d'obligations convertibles et de titres ou droits similaires, avec indication de leur nombre et de l'étendue des droits qu'ils confèrent;</p> <p>6° le montant des dettes de l'entreprise dont la durée résiduelle est supérieure à cinq ans, ainsi que le montant de toutes les dettes de l'entreprise couvertes par des sûretés réelles données par la société, avec indication de leur nature et de leur forme. Ces indications doivent être données séparément pour chacun des postes relatifs aux dettes, conformément au schéma de l'article 34;</p> <p>7° le montant global des engagements financiers qui ne figurent pas dans le bilan, dans la mesure où son indication est utile à l'appréciation de la situation financière. Les engagements existants en matière de pensions ainsi que les engagements à l'égard d'entreprises liées doivent apparaître de façon distincte;</p> <p>8° la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 48 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de l'entreprise, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;</p> <p>9° le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice, ventilé par catégories;</p> <p>10° la proportion dans laquelle le calcul du résultat de l'exercice a été affecté par une évaluation des postes qui, en dérogeant aux principes des articles 51, 53, 55, 56 et 59 à 64 a été effectuée pendant l'exercice ou un exercice antérieur en vue d'obtenir des allègements fiscaux.</p> <p>Lorsqu'une telle évaluation influence d'une façon non négligeable la charge fiscale future, des indications doivent être données;</p> <p>11° la différence entre la charge fiscale imputée à l'exercice et aux exercices antérieurs et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future. Ce montant peut également figurer de façon cumulée dans le bilan sous un poste particulier à intitulé correspondant;</p>	<p>3° le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions souscrites pendant l'exercice dans les limites d'un capital autorisé;</p> <p>4° lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable de chacune d'entre elles;</p> <p>5° l'existence de parts bénéficiaires, d'obligations convertibles et de titres ou droits similaires, avec indication de leur nombre et de l'étendue des droits qu'ils confèrent;</p> <p>6° le montant des dettes de l'entreprise dont la durée résiduelle est supérieure à cinq ans, ainsi que le montant de toutes les dettes de l'entreprise couvertes par des sûretés réelles données par la société, avec indication de leur nature et de leur forme. Ces indications doivent être données séparément pour chacun des postes relatifs aux dettes, conformément au schéma de l'article 34;</p> <p>7° le montant global des engagements financiers qui ne figurent pas dans le bilan, dans la mesure où son indication est utile à l'appréciation de la situation financière. Les engagements existants en matière de pensions ainsi que les engagements à l'égard d'entreprises liées doivent apparaître de façon distincte;</p> <p>8° la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 48 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de l'entreprise, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;</p> <p>9° le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice, ventilé par catégories;</p> <p>10° la proportion dans laquelle le calcul du résultat de l'exercice a été affecté par une évaluation des postes qui, en dérogeant aux principes des articles 51, 53, 55, 56 et 59 à 64 a été effectuée pendant l'exercice ou un exercice antérieur en vue d'obtenir des allègements fiscaux.</p> <p>Lorsqu'une telle évaluation influence d'une façon non négligeable la charge fiscale future, des indications doivent être données;</p> <p>11° la différence entre la charge fiscale imputée à l'exercice et aux exercices antérieurs et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future. Ce montant peut également figurer de façon cumulée dans le bilan sous un poste particulier à intitulé correspondant;</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés</i>	
<p>12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;</p> <p>13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes d'administration ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;</p> <p>14° des informations concernant les produits (charges) se rapportant à l'exercice, exigibles (payables) postérieurement à la clôture de ce dernier, qui figurent parmi les créances (dettes), lorsque ces produits (charges) sont d'une certaine importance.</p> <p>15° a) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>b) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises inclus dans l'ensemble d'entreprises visé au point a) dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>c) le lieu où les comptes consolidés visés aux points a) et b) peuvent être obtenus, à moins qu'ils ne soient indisponibles.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) 2° ne s'applique pas aux sociétés de participation financière.</p> <p>(3) Les indications prévues au paragraphe (1) 12° peuvent être omises lorsque ces indications permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.</p>	<p>12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes <b>de gestion</b> ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;</p> <p>13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes <b>de gestion</b> ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;</p> <p>14° des informations concernant les produits (charges) se rapportant à l'exercice, exigibles (payables) postérieurement à la clôture de ce dernier, qui figurent parmi les créances (dettes), lorsque ces produits (charges) sont d'une certaine importance.</p> <p>15° a) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>b) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises inclus dans l'ensemble d'entreprises visé au point a) dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;</p> <p>c) le lieu où les comptes consolidés visés aux points a) et b) peuvent être obtenus, à moins qu'ils ne soient indisponibles.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) 2° ne s'applique pas aux sociétés de participation financière.</p> <p>(3) Les indications prévues au paragraphe (1) 12° peuvent être omises lorsque ces indications permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.</p>
<p><b>Art. 77.</b>– Un règlement grand-ducal détermine les conditions d'accès du public et des administrations aux informations conservées par le Service central de la statistique et des études économiques en application de l'article 76 du présent chapitre et le tarif applicable.</p> <p>L'accès du public est limité aux comptes annuels des sociétés suivantes:</p> <p>1° les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives;</p>	<p><b>Art. 77.</b>– Un règlement grand-ducal détermine les conditions d'accès du public et des administrations aux informations conservées par le Service central de la statistique et des études économiques en application de l'article 76 du présent chapitre et le tarif applicable.</p> <p>L'accès du public est limité aux comptes annuels des sociétés suivantes:</p> <p>1° les sociétés anonymes, <b>les sociétés anonymes européennes (SE)</b>, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives;</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés</i>	
<p>2° les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont des sociétés telles qu'indiquées à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE du 25 juillet 1978 ou des sociétés qui ne relèvent pas de la législation d'un Etat membre des Communautés européennes mais qui ont une forme juridique comparable à celles visées dans la directive 68/151/CEE du 9 mars 1968;</p> <p>3° les formes de sociétés visées sous 2° lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont eux-mêmes organisés dans une des formes indiquées à ce paragraphe ou à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE.</p> <p>Une copie des comptes annuels des sociétés visées à l'alinéa précédent est versée au dossier de la société tenu auprès du registre de commerce et des sociétés.</p>	<p>2° les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont des sociétés telles qu'indiquées à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE du 25 juillet 1978 ou des sociétés qui ne relèvent pas de la législation d'un Etat membre des Communautés européennes mais qui ont une forme juridique comparable à celles visées dans la directive 68/151/CEE du 9 mars 1968;</p> <p>3° les formes de sociétés visées sous 2° lorsque tous leurs associés indéfiniment responsables sont eux-mêmes organisés dans une des formes indiquées à ce paragraphe ou à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE.</p> <p>Une copie des comptes annuels des sociétés visées à l'alinéa précédent est versée au dossier de la société tenu auprès du registre de commerce et des sociétés.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p><b>Art. 29.</b>– (1) Dans le cas où le capital social de la sicav est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.</p> <p>(2) Si le capital social de la sicav est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.</p> <p>(3) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.</p>	<p><b>Art. 29.</b>– (1) Dans le cas où le capital social de la sicav est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas,</b> doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.</p> <p>(2) Si le capital social de la sicav est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas,</b> doivent soumettre la question de la dissolution de la sicav à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.</p> <p>(3) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.</p>
<p><b>Art. 32.</b>– La mention „société anonyme“ est remplacée, pour les sociétés tombant sous l'application du présent chapitre, par celle de „société d'investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“.</p>	<p><b>Art. 32.</b>– La mention „société anonyme“ <b>ou „société anonyme européenne“ (SE)</b> est remplacée, pour les sociétés tombant sous l'application du présent chapitre, <b>soit</b> par celle de „société d'investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“ <b>soit par celle de „société européenne d'investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV-SE“.</b></p>
<p><b>Art. 68.</b>– (1) L'actif net des organismes de placement collectif relevant du présent chapitre ne peut être inférieur à 1.239.467,62 euros.</p>	<p><b>Art. 68.</b>– (1) L'actif net des organismes de placement collectif relevant du présent chapitre ne peut être inférieur à 1.239.467,62 euros.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p>Ce minimum doit être atteint dans un délai de six mois à partir de leur agrément. Un règlement grand-ducal peut fixer ce minimum à un chiffre plus élevé.</p> <p>(2) Dans le cas où l'actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l'organisme à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(3) Dans le cas où l'actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(4) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du minimum légal.</p> <p>(5) Si les documents constitutifs de l'organisme ne prévoient pas d'assemblées générales, les administrateurs ou gérants doivent informer sans retard l'autorité de contrôle dans le cas où l'actif net de l'organisme de placement collectif est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas, l'autorité de contrôle peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs ou gérants à mettre l'organisme en état de liquidation.</p>	<p>Ce minimum doit être atteint dans un délai de six mois à partir de leur agrément. Un règlement grand-ducal peut fixer ce minimum à un chiffre plus élevé.</p> <p>(2) Dans le cas où l'actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l'organisme à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(3) Dans le cas où l'actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(4) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du minimum légal.</p> <p>(5) Si les documents constitutifs de l'organisme ne prévoient pas d'assemblées générales, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants doivent informer sans retard l'autorité de contrôle dans le cas où l'actif net de l'organisme de placement collectif est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas, l'autorité de contrôle peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants à mettre l'organisme en état de liquidation.</p>
<p><b>Art. 84.</b>– (1) Les administrateurs, gérants et directeurs des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un organisme de placement collectif peuvent être frappés par celle-ci d'une amende d'ordre de 12,5 à 500 euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas d'infraction à l'article 85 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.</p> <p>(2) La même amende d'ordre est prévue à l'encontre de ceux qui contreviendraient aux dispositions de l'article 74.</p>	<p><b>Art. 84.</b>– (1) Les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, gérants et directeurs des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un organisme de placement collectif peuvent être frappés par celle-ci d'une amende d'ordre de 12,5 à 500 euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas d'infraction à l'article 85 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.</p> <p>(2) La même amende d'ordre est prévue à l'encontre de ceux qui contreviendraient aux dispositions de l'article 74.</p>
<p><b>Art. 89.</b>– (1) Les organismes de placement collectif luxembourgeois doivent faire contrôler, par un réviseur d'entreprises agréé, les données comptables contenues dans leur rapport annuel.</p>	<p><b>Art. 89.</b>– (1) Les organismes de placement collectif luxembourgeois doivent faire contrôler, par un réviseur d'entreprises agréé, les données comptables contenues dans leur rapport annuel.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p>L'attestation du réviseur d'entreprises et le cas échéant, ses réserves sont reproduites intégralement dans chaque rapport annuel.</p> <p>Le réviseur d'entreprises doit justifier d'une expérience professionnelle adéquate.</p> <p>(2) Le réviseur d'entreprises est nommé et rémunéré par l'organisme de placement collectif.</p> <p>(3) Le réviseur d'entreprises est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des données comptables contenues dans le rapport annuel d'un organisme de placement collectif ou d'une autre mission légale auprès d'un organisme de placement collectif, lorsque ce fait ou cette décision est de nature à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* constituer une violation grave des dispositions de la présente loi ou des dispositions réglementaires prises pour son exécution</li> <li>ou</li> <li>* porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'organisme de placement collectif</li> <li>ou</li> <li>* entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.</li> </ul> <p>Le réviseur d'entreprises est également tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un organisme de placement collectif, de tout fait ou décision concernant l'organisme de placement collectif et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des données comptables contenues dans leur rapport annuel ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet organisme de placement collectif par un lien de contrôle.</p> <p>Aux fins du présent article, on entend par lien de contrôle le lien qui existe entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 77 de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et les comptes consolidés des établissements de crédit, ou par une relation de même nature entre toute personne physique ou morale et une entreprise; toute entreprise filiale d'une entreprise filiale est également considérée comme filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises. Est également considérée comme constituant un lien de contrôle entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées durablement à une même personne par un lien de contrôle.</p>	<p>L'attestation du réviseur d'entreprises et le cas échéant, ses réserves sont reproduites intégralement dans chaque rapport annuel.</p> <p>Le réviseur d'entreprises doit justifier d'une expérience professionnelle adéquate.</p> <p>(2) Le réviseur d'entreprises est nommé et rémunéré par l'organisme de placement collectif.</p> <p>(3) Le réviseur d'entreprises est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des données comptables contenues dans le rapport annuel d'un organisme de placement collectif ou d'une autre mission légale auprès d'un organisme de placement collectif, lorsque ce fait ou cette décision est de nature à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* constituer une violation grave des dispositions de la présente loi ou des dispositions réglementaires prises pour son exécution</li> <li>ou</li> <li>* porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'organisme de placement collectif</li> <li>ou</li> <li>* entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.</li> </ul> <p>Le réviseur d'entreprises est également tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un organisme de placement collectif, de tout fait ou décision concernant l'organisme de placement collectif et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des données comptables contenues dans leur rapport annuel ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet organisme de placement collectif par un lien de contrôle.</p> <p>Aux fins du présent article, on entend par lien de contrôle le lien qui existe entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 77 de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et les comptes consolidés des établissements de crédit, ou par une relation de même nature entre toute personne physique ou morale et une entreprise; toute entreprise filiale d'une entreprise filiale est également considérée comme filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises. Est également considérée comme constituant un lien de contrôle entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées durablement à une même personne par un lien de contrôle.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p>Si dans l'accomplissement de sa mission, le réviseur d'entreprises obtient connaissance du fait que l'information fournie aux investisseurs ou à la Commission dans les rapports ou autres documents de l'organisme de placement collectif, ne décrit pas d'une manière fidèle la situation financière et l'état du patrimoine de l'organisme de placement collectif, il est obligé d'en informer aussitôt la Commission.</p> <p>Le réviseur d'entreprises est en outre tenu de fournir à la Commission tous les renseignements ou certifications que celle-ci requiert sur les points dont le réviseur d'entreprises a ou doit avoir connaissance dans le cadre de l'exercice de sa mission. Il en va de même si le réviseur d'entreprises obtient connaissance que les actifs de l'organisme de placement collectif ne sont pas ou n'ont pas été investis selon les règles prévues par la loi ou le prospectus.</p> <p>La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises de faits ou décisions visés au présent paragraphe ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises.</p> <p>La Commission peut fixer des règles quant à la portée du mandat de révision et quant au contenu du rapport de révision des documents comptables annuels.</p> <p>La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un organisme de placement collectif. Ce contrôle se fait aux frais de l'organisme de placement collectif concerné.</p> <p>(4) L'autorité de contrôle refuse ou retire l'inscription sur la liste des organismes de placement collectif dont le réviseur d'entreprises ne remplit pas les conditions ou ne respecte pas les obligations fixées au présent article.</p> <p>(5) L'institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Les administrateurs sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales prévoit l'intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs réunis.</p>	<p>Si dans l'accomplissement de sa mission, le réviseur d'entreprises obtient connaissance du fait que l'information fournie aux investisseurs ou à la Commission dans les rapports ou autres documents de l'organisme de placement collectif, ne décrit pas d'une manière fidèle la situation financière et l'état du patrimoine de l'organisme de placement collectif, il est obligé d'en informer aussitôt la Commission.</p> <p>Le réviseur d'entreprises est en outre tenu de fournir à la Commission tous les renseignements ou certifications que celle-ci requiert sur les points dont le réviseur d'entreprises a ou doit avoir connaissance dans le cadre de l'exercice de sa mission. Il en va de même si le réviseur d'entreprises obtient connaissance que les actifs de l'organisme de placement collectif ne sont pas ou n'ont pas été investis selon les règles prévues par la loi ou le prospectus.</p> <p>La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises de faits ou décisions visés au présent paragraphe ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises.</p> <p>La Commission peut fixer des règles quant à la portée du mandat de révision et quant au contenu du rapport de révision des documents comptables annuels.</p> <p>La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un organisme de placement collectif. Ce contrôle se fait aux frais de l'organisme de placement collectif concerné.</p> <p>(4) L'autorité de contrôle refuse ou retire l'inscription sur la liste des organismes de placement collectif dont le réviseur d'entreprises ne remplit pas les conditions ou ne respecte pas les obligations fixées au présent article.</p> <p>(5) L'institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales prévoit l'intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, réunis.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p>L'institution des commissaires prévue à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Lorsque la liquidation sera terminée, un rapport sur la liquidation sera établi par le réviseur d'entreprises. Ce rapport sera présenté lors de l'assemblée générale lors de laquelle les liquidateurs feront leur rapport sur l'emploi des valeurs sociales et soumettront les comptes et pièces à l'appui. La même assemblée se prononcera sur l'acceptation des comptes de liquidation, sur la décharge et sur la clôture de la liquidation.</p> <p>(6) Les données comptables contenues dans les rapports annuels des organismes de placement collectif étrangers visés à l'article 70 doivent être soumises au contrôle d'un expert indépendant présentant toutes les garanties d'honorabilité et de qualification professionnelles.</p> <p>Les paragraphes (2), (3) et (4) sont applicables au cas visé au présent paragraphe.</p>	<p>L'institution des commissaires prévue à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Lorsque la liquidation sera terminée, un rapport sur la liquidation sera établi par le réviseur d'entreprises. Ce rapport sera présenté lors de l'assemblée générale lors de laquelle les liquidateurs feront leur rapport sur l'emploi des valeurs sociales et soumettront les comptes et pièces à l'appui. La même assemblée se prononcera sur l'acceptation des comptes de liquidation, sur la décharge et sur la clôture de la liquidation.</p> <p>(6) Les données comptables contenues dans les rapports annuels des organismes de placement collectif étrangers visés à l'article 70 doivent être soumises au contrôle d'un expert indépendant présentant toutes les garanties d'honorabilité et de qualification professionnelles.</p> <p>Les paragraphes (2), (3) et (4) sont applicables au cas visé au présent paragraphe.</p>
<p><b>Art. 96.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) ceux qui ont procédé ou fait procéder à l'émission ou au rachat des parts du fonds commun de placement dans les cas visés aux articles 11 (3), 21 (3) de la présente loi et à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 les articles 11 (3) et 21 (3) de la présente loi;</li> <li>2) ceux qui ont émis ou racheté des parts du fonds commun de placement à un prix différent de celui qui résulterait de l'application des critères prévus aux articles 8 (1), 8 (3), 10 (3) et à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 les articles 8 (1) et 8 (3) de la présente loi;</li> <li>3) ceux qui, comme administrateurs, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d'avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.</li> </ol>	<p><b>Art. 96.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) ceux qui ont procédé ou fait procéder à l'émission ou au rachat des parts du fonds commun de placement dans les cas visés aux articles 11 (3), 21 (3) de la présente loi et à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 les articles 11 (3) et 21 (3) de la présente loi;</li> <li>2) ceux qui ont émis ou racheté des parts du fonds commun de placement à un prix différent de celui qui résulterait de l'application des critères prévus aux articles 8 (1), 8 (3), 10 (3) et à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 les articles 8 (1) et 8 (3) de la présente loi;</li> <li>3) ceux qui, comme administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d'avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.</li> </ol>
<p><b>Art. 97.</b>– (1) Sont punis d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces deux peines seulement:</p>	<p><b>Art. 97.</b>– (1) Sont punis d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces deux peines seulement:</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
<p>1) les administrateurs ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard l'autorité de contrôle que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;</p> <p>2) les administrateurs ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 9 et aux articles 40 à 49 de la présente loi, à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 9 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 62 de la présente loi.</p> <p>(2) Sont punis d'une amende de 500 à 25.000 euros ceux qui en violation de l'article 95 ont fait état d'une appellation ou d'une qualification donnant l'apparence d'activités soumises à la présente loi s'ils n'ont pas obtenu l'agrément prévu par l'article 72.</p>	<p>1) les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard l'autorité de contrôle que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;</p> <p>2) les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 9 et aux articles 40 à 49 de la présente loi, à l'article 61 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 9 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 62 de la présente loi.</p> <p>(2) Sont punis d'une amende de 500 à 25.000 euros ceux qui en violation de l'article 95 ont fait état d'une appellation ou d'une qualification donnant l'apparence d'activités soumises à la présente loi s'ils n'ont pas obtenu l'agrément prévu par l'article 72.</p>
<p><b>Art. 98.</b>– Sont punis d'une amende de 500 à 10.000 euros les administrateurs ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'organisme de placement collectif aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 92 de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 98.</b>– Sont punis d'une amende de 500 à 10.000 euros les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'organisme de placement collectif aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 92 de la présente loi.</p>
<p><b>Art. 99.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs ou gérants d'une société d'investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; de l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 les articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des articles 40 à 49 de la présente loi; de l'article 65 de la présente loi dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 les articles 27 (2) a), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l'article 66 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l'article 69 de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 99.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants d'une société d'investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; de l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 les articles 27 (2), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des articles 40 à 49 de la présente loi; de l'article 65 de la présente loi dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 les articles 27 (2) a), 27 (4), 27 (10) et 30 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l'article 66 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l'article 69 de la présente loi.</p>
<p><b>Art. 100.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les administrateurs ou gérants d'une société d'investissement qui n'ont pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire conformément à l'article 29 de la présente loi; à l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l'article 29 de la présente loi; à l'article 65 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l'article 29 de la présente loi et à l'article 68 (2) à (4) de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 100.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants d'une société d'investissement qui n'ont pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire conformément à l'article 29 de la présente loi; à l'article 39 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l'article 29 de la présente loi; à l'article 65 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l'article 29 de la présente loi et à l'article 68 (2) à (4) de la présente loi.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif</i>	
	<b>Art. 111bis.</b> – Toutes les dispositions de la présente loi se référant à la „société anonyme“ doivent être entendues en ce sens qu’elles visent également la „société anonyme européenne“ (SE).

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<p><b>Art. 30.</b>– (1) Dans le cas où le capital social de la SICAV est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l’assemblée.</p> <p>(2) Si le capital social de la SICAV est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l’assemblée.</p> <p>(3) La convocation doit se faire de façon que l’assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la constatation que l’actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.</p>	<p><b>Art. 30.</b>– (1) Dans le cas où le capital social de la SICAV est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas,</b> doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l’assemblée.</p> <p>(2) Si le capital social de la SICAV est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas,</b> doivent soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l’assemblée.</p> <p>(3) La convocation doit se faire de façon que l’assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la constatation que l’actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.</p>
<b>Art. 33.</b> – La mention „société anonyme“ est remplacée, pour les sociétés tombant sous l’application du présent chapitre, par celle de „société d’investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“.	<b>Art. 33.</b> – La mention „société anonyme“ <b>ou „société anonyme européenne“ (SE)</b> est remplacée, pour les sociétés tombant sous l’application du présent chapitre, soit par celle de „société d’investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV“ <b>soit par celle de „société européenne d’investissement à capital variable“ ou celle de „SICAV-SE“.</b>
<p><b>Art. 74.</b>– (1) L’actif net des OPC relevant du présent chapitre ne peut être inférieur à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 euros).</p> <p>Ce minimum doit être atteint dans un délai de six mois à partir de leur agrément. Un règlement grand-ducal peut fixer ce minimum à un chiffre plus élevé sans pouvoir dépasser deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 euros).</p> <p>(2) Dans le cas où l’actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l’organisme à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l’assemblée.</p>	<p><b>Art. 74.</b>– (1) L’actif net des OPC relevant du présent chapitre ne peut être inférieur à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 euros).</p> <p>Ce minimum doit être atteint dans un délai de six mois à partir de leur agrément. Un règlement grand-ducal peut fixer ce minimum à un chiffre plus élevé sans pouvoir dépasser deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 euros).</p> <p>(2) Dans le cas où l’actif net est inférieur aux deux tiers du minimum légal, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas,</b> ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution de l’organisme à l’assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des titres représentés à l’assemblée.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<p>(3) Dans le cas où l'actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(4) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du minimum légal.</p> <p>(5) Si les documents constitutifs de l'organisme ne prévoient pas d'assemblées générales, les administrateurs ou gérants doivent informer sans retard la CSSF dans le cas où l'actif net de l'OPC est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas, la CSSF peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs ou gérants à mettre l'organisme en état de liquidation.</p>	<p>(3) Dans le cas où l'actif net est inférieur au quart du minimum légal, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants doivent soumettre la question de la dissolution à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les investisseurs possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.</p> <p>(4) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du minimum légal.</p> <p>(5) Si les documents constitutifs de l'organisme ne prévoient pas d'assemblées générales, les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, ou gérants doivent informer sans retard la CSSF dans le cas où l'actif net de l'OPC est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal. Dans ce dernier cas, la CSSF peut, compte tenu des circonstances, obliger les administrateurs ou gérants à mettre l'organisme en état de liquidation.</p>
<p><b>Art. 108.</b>– (1) Les administrateurs, gérants et directeurs des OPC soumis à la surveillance de la CSSF ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un OPC peuvent être frappés par celle-ci d'une amende d'ordre de quinze à cinq cents euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas d'infraction à l'article 109 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.</p> <p>(2) La même amende d'ordre est prévue à l'encontre de ceux qui contreviendraient aux dispositions de l'article 96.</p>	<p><b>Art. 108.</b>– (1) Les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, gérants et directeurs des OPC soumis à la surveillance de la CSSF ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un OPC peuvent être frappés par celle-ci d'une amende d'ordre de quinze à cinq cents euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas d'infraction à l'article 109 de la présente loi ou encore en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.</p> <p>(2) La même amende d'ordre est prévue à l'encontre de ceux qui contreviendraient aux dispositions de l'article 96.</p>
<p><b>Art. 113.</b>– (1) Les OPC luxembourgeois doivent faire contrôler, par un réviseur d'entreprises agréé, les données comptables contenues dans leur rapport annuel.</p> <p>L'attestation du réviseur d'entreprises et le cas échéant, ses réserves sont reproduites intégralement dans chaque rapport annuel.</p> <p>Le réviseur d'entreprises doit justifier d'une expérience professionnelle adéquate.</p> <p>(2) Le réviseur d'entreprises est nommé et rémunéré par l'OPC.</p> <p>(3) Le réviseur d'entreprises est tenu de signaler à la CSSF rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des données comptables contenues dans le rapport annuel d'un OPC ou d'une autre mission légale auprès d'un OPC, lorsque ce fait ou cette décision est de nature à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– constituer une violation grave des dispositions de la présente loi ou des dispositions réglementaires prises pour son exécution, ou</li> </ul>	<p><b>Art. 113.</b>– (1) Les OPC luxembourgeois doivent faire contrôler, par un réviseur d'entreprises agréé, les données comptables contenues dans leur rapport annuel.</p> <p>L'attestation du réviseur d'entreprises et le cas échéant, ses réserves sont reproduites intégralement dans chaque rapport annuel.</p> <p>Le réviseur d'entreprises doit justifier d'une expérience professionnelle adéquate.</p> <p>(2) Le réviseur d'entreprises est nommé et rémunéré par l'OPC.</p> <p>(3) Le réviseur d'entreprises est tenu de signaler à la CSSF rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des données comptables contenues dans le rapport annuel d'un OPC ou d'une autre mission légale auprès d'un OPC, lorsque ce fait ou cette décision est de nature à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– constituer une violation grave des dispositions de la présente loi ou des dispositions réglementaires prises pour son exécution, ou</li> </ul>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– porter atteinte à la continuité de l’exploitation de l’OPC, ou</li> <li>– entraîner le refus de la certification des comptes ou l’émission de réserves y relatives.</li> </ul> <p>Le réviseur d’entreprises est également tenu d’informer rapidement la CSSF, dans l’accomplissement des missions visées à l’alinéa précédent auprès d’un OPC, de tout fait ou décision concernant l’OPC et répondant aux critères énumérés à l’alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s’acquittant du contrôle des données comptables contenues dans leur rapport annuel ou d’une autre mission légale auprès d’une autre entreprise liée à cet OPC par un lien de contrôle.</p> <p>Aux fins du présent article, on entend par lien de contrôle le lien qui existe entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l’article 77 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et les comptes consolidés des établissements de crédit, telle que modifiée, ou par une relation de même nature entre toute personne physique ou morale et une entreprise; toute entreprise filiale d’une entreprise filiale est également considérée comme filiale de l’entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises. Est également considérée comme constituant un lien de contrôle entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées durablement à une même personne par un lien de contrôle.</p> <p>Si dans l’accomplissement de sa mission, le réviseur d’entreprises obtient connaissance du fait que l’information fournie aux investisseurs ou à la CSSF dans les rapports ou autres documents de l’OPC, ne décrit pas d’une manière fidèle la situation financière et l’état du patrimoine de l’OPC, il est obligé d’en informer aussitôt la CSSF.</p> <p>Le réviseur d’entreprises est en outre tenu de fournir à la CSSF tous les renseignements ou certifications que celle-ci requiert sur les points dont le réviseur d’entreprises a ou doit avoir connaissance dans le cadre de l’exercice de sa mission. Il en va de même si le réviseur d’entreprises obtient connaissance que les actifs de l’OPC ne sont pas ou n’ont pas été investis selon les règles prévues par la loi ou le prospectus.</p> <p>La divulgation de bonne foi à la CSSF par un réviseur d’entreprises de faits ou décisions visés au présent paragraphe ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d’une quelconque restriction à la divulgation d’informations imposée contractuellement et n’entraîne de responsabilité d’aucune sorte pour le réviseur d’entreprises.</p> <p>La CSSF peut fixer des règles quant à la portée du mandat de révision et quant au contenu du rapport de révision des documents comptables annuels.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– porter atteinte à la continuité de l’exploitation de l’OPC, ou</li> <li>– entraîner le refus de la certification des comptes ou l’émission de réserves y relatives.</li> </ul> <p>Le réviseur d’entreprises est également tenu d’informer rapidement la CSSF, dans l’accomplissement des missions visées à l’alinéa précédent auprès d’un OPC, de tout fait ou décision concernant l’OPC et répondant aux critères énumérés à l’alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s’acquittant du contrôle des données comptables contenues dans leur rapport annuel ou d’une autre mission légale auprès d’une autre entreprise liée à cet OPC par un lien de contrôle.</p> <p>Aux fins du présent article, on entend par lien de contrôle le lien qui existe entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l’article 77 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et les comptes consolidés des établissements de crédit, telle que modifiée, ou par une relation de même nature entre toute personne physique ou morale et une entreprise; toute entreprise filiale d’une entreprise filiale est également considérée comme filiale de l’entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises. Est également considérée comme constituant un lien de contrôle entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées durablement à une même personne par un lien de contrôle.</p> <p>Si dans l’accomplissement de sa mission, le réviseur d’entreprises obtient connaissance du fait que l’information fournie aux investisseurs ou à la CSSF dans les rapports ou autres documents de l’OPC, ne décrit pas d’une manière fidèle la situation financière et l’état du patrimoine de l’OPC, il est obligé d’en informer aussitôt la CSSF.</p> <p>Le réviseur d’entreprises est en outre tenu de fournir à la CSSF tous les renseignements ou certifications que celle-ci requiert sur les points dont le réviseur d’entreprises a ou doit avoir connaissance dans le cadre de l’exercice de sa mission. Il en va de même si le réviseur d’entreprises obtient connaissance que les actifs de l’OPC ne sont pas ou n’ont pas été investis selon les règles prévues par la loi ou le prospectus.</p> <p>La divulgation de bonne foi à la CSSF par un réviseur d’entreprises de faits ou décisions visés au présent paragraphe ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d’une quelconque restriction à la divulgation d’informations imposée contractuellement et n’entraîne de responsabilité d’aucune sorte pour le réviseur d’entreprises.</p> <p>La CSSF peut fixer des règles quant à la portée du mandat de révision et quant au contenu du rapport de révision des documents comptables annuels.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<p>La CSSF peut demander à un réviseur d'entreprises d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un OPC. Ce contrôle se fait aux frais de l'OPC concerné.</p> <p>(4) La CSSF refuse ou retire l'inscription sur la liste des OPC dont le réviseur d'entreprises ne remplit pas les conditions ou ne respecte pas les obligations fixées au présent article.</p> <p>(5) L'institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Les administrateurs sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, prévoit l'intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs réunis.</p> <p>L'institution des commissaires prévue à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises.</p> <p>Lorsque la liquidation sera terminée, un rapport sur la liquidation sera établi par le réviseur d'entreprises. Ce rapport sera présenté lors de l'assemblée générale lors de laquelle les liquidateurs feront leur rapport sur l'emploi des valeurs sociales et soumettront les comptes et pièces à l'appui. La même assemblée se prononcera sur l'acceptation des comptes de liquidation, sur la décharge et sur la clôture de la liquidation.</p> <p>(6) Les données comptables contenues dans les rapports annuels des OPC étrangers visés à l'article 76 doivent être soumises au contrôle d'un expert indépendant présentant toutes les garanties d'honorabilité et de qualification professionnelles.</p> <p>Les paragraphes (2), (3) et (4) sont applicables au cas visé au présent paragraphe.</p>	<p>La CSSF peut demander à un réviseur d'entreprises d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un OPC. Ce contrôle se fait aux frais de l'OPC concerné.</p> <p>(4) La CSSF refuse ou retire l'inscription sur la liste des OPC dont le réviseur d'entreprises ne remplit pas les conditions ou ne respecte pas les obligations fixées au présent article.</p> <p>(5) L'institution des commissaires aux comptes prévue aux articles 61, 109, 114 et 200 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises. Les administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, sont seuls compétents dans tous les cas où la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, prévoit l'intervention des commissaires aux comptes et des administrateurs <b>ou le directoire, selon le cas</b>, réunis.</p> <p>L'institution des commissaires prévue à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, est supprimée pour les sociétés d'investissement luxembourgeoises.</p> <p>Lorsque la liquidation sera terminée, un rapport sur la liquidation sera établi par le réviseur d'entreprises. Ce rapport sera présenté lors de l'assemblée générale lors de laquelle les liquidateurs feront leur rapport sur l'emploi des valeurs sociales et soumettront les comptes et pièces à l'appui. La même assemblée se prononcera sur l'acceptation des comptes de liquidation, sur la décharge et sur la clôture de la liquidation.</p> <p>(6) Les données comptables contenues dans les rapports annuels des OPC étrangers visés à l'article 76 doivent être soumises au contrôle d'un expert indépendant présentant toutes les garanties d'honorabilité et de qualification professionnelles.</p> <p>Les paragraphes (2), (3) et (4) sont applicables au cas visé au présent paragraphe.</p>
<p><b>Art. 120.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement:</p> <p>1) ceux qui ont procédé ou fait procéder à l'émission ou au rachat des parts du fonds commun de placement dans les cas visés aux articles 12 (3), 22 (3) de la présente loi et à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicables au chapitre 9 les articles 12 (3) et 22 (3) de la présente loi;</p>	<p><b>Art. 120.</b>– Sont punis d'une peine d'emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement:</p> <p>1) ceux qui ont procédé ou fait procéder à l'émission ou au rachat des parts du fonds commun de placement dans les cas visés aux articles 12 (3), 22 (3) de la présente loi et à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicables au chapitre 9 les articles 12 (3) et 22 (3) de la présente loi;</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<p>2) ceux qui ont émis ou racheté des parts du fonds commun de placement à un prix différent de celui qui résulterait de l'application des critères prévus aux articles 9 (1), 9 (3), 11 (3) et à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicables au chapitre 9 les articles 9 (1) et 9 (3) de la présente loi;</p> <p>3) ceux qui, comme administrateurs, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d'avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.</p>	<p>2) ceux qui ont émis ou racheté des parts du fonds commun de placement à un prix différent de celui qui résulterait de l'application des critères prévus aux articles 9 (1), 9 (3), 11 (3) et à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicables au chapitre 9 les articles 9 (1) et 9 (3) de la présente loi;</p> <p>3) ceux qui, comme administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, gérants ou commissaires de la société de gestion ou du dépositaire, ont fait des prêts ou avances au moyen d'avoirs du fonds commun de placement sur des parts du même fonds, ou qui ont fait, par un moyen quelconque, aux frais du fonds commun de placement, des versements en libération des parts ou admis comme faits des versements qui ne se sont pas effectués réellement.</p>
<p><b>Art. 121.</b>– (1) Sont punis d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces deux peines seulement:</p> <p>1) les administrateurs ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard la CSSF que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;</p> <p>2) les administrateurs ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 10 et aux articles 41 à 52 de la présente loi, à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 10 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 67 de la présente loi.</p> <p>(2) Sont punis d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ceux qui en violation de l'article 119 ont fait état d'une appellation ou d'une qualification donnant l'apparence d'activités soumises à la présente loi s'ils n'ont pas obtenu l'agrément prévu par l'article 94.</p>	<p><b>Art. 121.</b>– (1) Sont punis d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces deux peines seulement:</p> <p>1) les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion qui ont omis d'informer sans retard la CSSF que l'actif net du fonds commun de placement est devenu inférieur respectivement aux deux tiers et au quart du minimum légal des actifs nets du fonds commun de placement;</p> <p>2) les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion qui ont contrevenu à l'article 10 et aux articles 41 à 52 de la présente loi, à l'article 66 de la présente loi dans la mesure où cet article rend applicable au chapitre 9 l'article 10 de la présente loi et aux règlements pris en exécution de l'article 67 de la présente loi.</p> <p>(2) Sont punis d'une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ceux qui en violation de l'article 119 ont fait état d'une appellation ou d'une qualification donnant l'apparence d'activités soumises à la présente loi s'ils n'ont pas obtenu l'agrément prévu par l'article 94.</p>
<p><b>Art. 122.</b>– Sont punis d'une amende de cinq cents à dix mille euros les administrateurs ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'OPC aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 116 de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 122.</b>– Sont punis d'une amende de cinq cents à dix mille euros les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants de la société de gestion ou de la société d'investissement qui n'ont pas fait établir le prix d'émission et de rachat des parts de l'OPC aux périodes fixées ou qui n'ont pas rendu public ce prix, conformément à l'article 116 de la présente loi.</p>



<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif</i>	
<p><b>Art. 123.</b>– Sont punis d’une peine d’emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d’une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs ou gérants d’une société d’investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; de l’article 40 dans la mesure où il rend applicables au chapitre 4 les articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des articles 41 à 52 de la présente loi; de l’article 71 de la présente loi dans la mesure où il rend applicables au chapitre 10 les articles 28 (2) a), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l’article 72 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l’article 75 de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 123.</b>– Sont punis d’une peine d’emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d’une de ces peines seulement les fondateurs, administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants d’une société d’investissement qui ont contrevenu aux dispositions des articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; de l’article 40 dans la mesure où il rend applicables au chapitre 4 les articles 28 (2), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des articles 41 à 52 de la présente loi; de l’article 71 de la présente loi dans la mesure où il rend applicables au chapitre 10 les articles 28 (2) a), 28 (4), 28 (10) et 31 de la présente loi; des règlements pris en exécution de l’article 72 de la présente loi et des règlements pris en exécution de l’article 75 de la présente loi.</p>
<p><b>Art. 124.</b>– Sont punis d’une peine d’emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d’une de ces peines seulement les administrateurs ou gérants d’une société d’investissement qui n’ont pas convoqué l’assemblée générale extraordinaire conformément à l’article 30 de la présente loi; à l’article 40 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l’article 30 de la présente loi; à l’article 71 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l’article 30 de la présente loi et à l’article 74 (2) à (4) de la présente loi.</p>	<p><b>Art. 124.</b>– Sont punis d’une peine d’emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de cinq cents à vingt-cinq mille euros ou d’une de ces peines seulement les administrateurs <b>ou membres du directoire, selon le cas</b>, ou gérants d’une société d’investissement qui n’ont pas convoqué l’assemblée générale extraordinaire conformément à l’article 30 de la présente loi; à l’article 40 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 4 l’article 30 de la présente loi; à l’article 71 dans la mesure où il rend applicable au chapitre 10 l’article 30 de la présente loi et à l’article 74 (2) à (4) de la présente loi.</p>
	<p><b>Art. 133bis.</b>– Toutes les dispositions de la présente loi se référant à la „société anonyme“ doivent être entendues en ce sens qu’elles visent également la „société anonyme européenne“ (SE).</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme</i>	
<p><b>Article unique.</b>— Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'Etat ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur représentent respectivement l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. A cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'Etat ou à la personne morale de droit public.</p> <p>Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration la révocation de leur mandat.</p> <p>La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs pour l'accomplissement de leur mission.</p>	<p><b>Article unique.</b>— Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'Etat ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur <b>ou de membre du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas</b>, représentent respectivement l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. A cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'Etat ou à la personne morale de droit public.</p> <p>Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration <b>ou au directoire ou au conseil de surveillance, selon le cas</b>, la révocation de leur mandat.</p> <p>La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs <b>ou de membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas</b>, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'Etat ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, <b>ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas</b>, pour l'accomplissement de leur mission.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse</i>	
<p><b>Art. 14.</b>— Lorsque dans les quinze jours précédant la date pour laquelle une assemblée générale a été convoquée, une société reçoit une déclaration ou a connaissance du fait qu'une déclaration doit être ou aurait dû être faite en vertu des dispositions de la présente loi, le conseil d'administration peut reporter l'assemblée à quatre semaines. L'assemblée générale reportée est convoquée dans les formes habituelles. Son ordre du jour peut être complété ou amendé.</p>	<p><b>Art. 14.</b>— Lorsque dans les quinze jours précédant la date pour laquelle une assemblée générale a été convoquée, une société reçoit une déclaration ou a connaissance du fait qu'une déclaration doit être ou aurait dû être faite en vertu des dispositions de la présente loi, le conseil d'administration <b>ou le directoire, selon le cas</b>, peut reporter l'assemblée à quatre semaines. L'assemblée générale reportée est convoquée dans les formes habituelles. Son ordre du jour peut être complété ou amendé.</p>

<i>Droit actuel</i>	<i>Projet de réforme</i>
<i>Loi du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep)</i>	
<p><b>Art. 4.–</b> (1) La sepcav est soumise aux dispositions générales applicables aux sociétés coopératives organisées comme des sociétés anonymes pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi. Par dérogation à l'article 137-4 (2) alinéa 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la constitution d'une sepcav ne requiert qu'un seul associé.</p> <p>(...)</p>	<p><b>Art. 4.–</b> (1) La sepcav est soumise aux dispositions générales applicables aux sociétés coopératives organisées comme des sociétés anonymes pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi. (...) La constitution d'une sepcav ne requiert qu'un seul associé.</p> <p>(...)</p>

\*

## ANNEXE II

**REGLEMENT (CE) NO 2157/2001 DU CONSEIL DU 8 OCTOBRE 2001  
RELATIF AU STATUT DE LA SOCIETE EUROPEENNE (SE)**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 308,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant ce qui suit:

(1) L'achèvement du marché intérieur et l'amélioration de la situation économique et sociale qu'il entraîne dans l'ensemble de la Communauté impliquent, outre l'élimination des entraves aux échanges, une adaptation des structures de production à la dimension de la Communauté. A cette fin, il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux puissent concevoir et entreprendre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire.

(2) Une telle réorganisation suppose que les entreprises existantes d'Etats membres différents aient la faculté de mettre en commun leur potentiel par voie de fusion. De telles opérations ne peuvent être réalisées que dans le respect des règles de concurrence du traité.

(3) La réalisation d'opérations de restructuration et de coopération impliquant des entreprises d'Etats membres différents se heurte à des difficultés d'ordre juridique, psychologique et fiscal. Le rapprochement du droit des sociétés des Etats membres par voie de directives fondées sur l'article 44 du traité est de nature à remédier à certaines de ces difficultés. Ce rapprochement ne dispense toutefois pas les entreprises relevant de législations différentes de choisir une forme de société régie par une législation nationale déterminée.

(4) Le cadre juridique dans lequel les entreprises doivent exercer leurs activités dans la Communauté reste principalement fondé sur des législations nationales et ne correspond donc plus au cadre économique dans lequel elles doivent se développer pour permettre la réalisation des objectifs énoncés à l'article 18 du traité. Cette situation entrave considérablement le regroupement entre sociétés d'Etats membres différents.

(5) Les Etats membres sont tenus de veiller à ce que les dispositions applicables aux sociétés européennes en vertu du présent règlement n'aboutissent ni à des discriminations résultant de l'application d'un traitement différent injustifié aux sociétés européennes par rapport aux sociétés anonymes, ni à des restrictions disproportionnées à la formation d'une société européenne ou au transfert de son siège statuaire.

(6) Il est essentiel de faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que l'unité économique et l'unité juridique de l'entreprise dans la Communauté coïncident. Il convient à cet effet de prévoir la création, à côté des sociétés relevant d'un droit national donné, de sociétés dont la constitution et les activités sont régies par le droit résultant d'un règlement communautaire directement applicable dans tous les Etats membres.

(7) Les dispositions d'un tel règlement permettront la création et la gestion de sociétés de dimension européenne en dehors de toute entrave résultant de la disparité et de l'application territoriale limitée du droit national des sociétés.

(8) Le statut de la société anonyme européenne (ci-après dénommée „SE“) figure parmi les actes que le Conseil devait adopter avant 1992 aux termes du Livre blanc de la Commission sur l’achèvement du marché intérieur qui a été approuvé par le Conseil européen qui s’est réuni en juin 1985 à Milan. Lors de sa réunion de Bruxelles en 1987, le Conseil européen a manifesté le souhait qu’un tel statut soit rapidement mis en place.

(9) Depuis que la Commission a présenté, en 1970, une proposition, modifiée en 1975, de règlement portant un statut des sociétés anonymes européennes, les travaux portant sur le rapprochement du droit national des sociétés ont notablement progressé, de sorte que, dans des domaines où le fonctionnement d’une SE n’exige pas de règles communautaires uniformes, il peut être renvoyé à la législation régissant les sociétés anonymes de l’Etat membre du siège statutaire de la SE.

(10) L’objectif essentiel poursuivi par le régime juridique régissant la SE exige, au minimum, sans préjudice des nécessités économiques qui pourraient apparaître à l’avenir, qu’une SE puisse être constituée aussi bien pour permettre à des sociétés d’Etats membres différents de fusionner ou de créer une société holding que pour donner la possibilité à des sociétés et à d’autres personnes morales exerçant une activité économique et relevant du droit d’Etats membres différents de créer des filiales communes.

(11) Dans le même esprit, il convient de permettre à une société anonyme ayant son siège statutaire et son administration centrale dans la Communauté de se transformer en SE sans passer par une dissolution, à condition que cette société ait une filiale dans un Etat membre autre que celui de son siège statutaire.

(12) Les dispositions nationales applicables aux sociétés anonymes qui proposent leurs titres au public ainsi qu’aux transactions de titres doivent également s’appliquer lorsque la SE est constituée par la voie d’une offre de titres au public ainsi qu’aux SE qui souhaitent faire usage de ce type d’instruments financiers.

(13) La SE elle-même doit avoir la forme d’une société de capitaux par actions, qui répond le mieux, du point de vue du financement et de la gestion, aux besoins d’une entreprise exerçant ses activités à l’échelle européenne. Pour assurer que ces sociétés ont une dimension raisonnable, il convient de fixer un capital minimum de sorte qu’elles disposent d’un patrimoine suffisant, sans pour autant entraver les constitutions de SE par des petites et moyennes entreprises.

(14) Une SE doit faire l’objet d’une gestion efficace et d’une surveillance adéquate. Il y a lieu de tenir compte du fait qu’il existe actuellement dans la Communauté deux systèmes différents pour ce qui concerne l’administration des sociétés anonymes. Il convient, tout en permettant à la SE de choisir entre les deux systèmes, d’opérer une délimitation claire entre les responsabilités des personnes chargées de la gestion et de celles chargées de la surveillance.

(15) En vertu des règles et des principes généraux du droit international privé, lorsqu’une entreprise contrôle une autre entreprise relevant d’un ordre juridique différent, ses droits et obligations en matière de protection des actionnaires minoritaires et des tiers sont régis par le droit dont relève l’entreprise contrôlée, sans préjudice des obligations auxquelles l’entreprise qui exerce le contrôle est soumise en vertu des dispositions du droit dont elle relève, par exemple en matière d’établissement de comptes consolidés.

(16) Sans préjudice des conséquences de toute coordination ultérieure du droit des Etats membres, une réglementation spécifique pour la SE n’est actuellement pas requise dans ce domaine. Il convient dès lors que les règles et principes généraux du droit international privé s’appliquent tant dans le cas où la SE exerce le contrôle que dans le cas où la SE est la société contrôlée.

(17) Il y a lieu de préciser le régime effectivement applicable dans le cas où la SE est contrôlée par une autre entreprise et de renvoyer à cet effet au droit applicable aux sociétés anonymes dans l’Etat membre du siège statutaire de la SE.

(18) Chaque Etat membre doit être tenu d’appliquer, pour les infractions aux dispositions du présent règlement, les sanctions applicables aux sociétés anonymes relevant de sa législation.

(19) Les règles relatives à l'implication des travailleurs dans la SE font l'objet de la directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs. Ces dispositions forment dès lors un complément indissociable du présent règlement et elles doivent être appliquées de manière concomitante.

(20) Le présent règlement ne couvre pas d'autres domaines du droit tels que la fiscalité, la concurrence, la propriété intellectuelle, ou l'insolvabilité. Par conséquent, les dispositions du droit des Etats membres et du droit communautaire sont applicables dans ces domaines, ainsi que dans d'autres domaines non couverts par le présent règlement.

(21) La directive 2001/86/CE vise à assurer aux travailleurs un droit d'implication en ce qui concerne les questions et décisions affectant la vie de la SE. Les autres questions relevant du droit social et du droit du travail, notamment le droit à l'information et à la consultation des travailleurs tel qu'il est organisé dans les Etats membres, sont régies par les dispositions nationales applicables, dans les mêmes conditions, aux sociétés anonymes.

(22) L'entrée en vigueur du règlement doit être différée pour permettre à chaque Etat membre de transposer en droit national les dispositions de la directive 2001/86/CE et de mettre en place au préalable les mécanismes nécessaires pour la constitution et le fonctionnement des SE ayant leur siège statutaire sur son territoire, de sorte que le règlement et la directive puissent être appliqués de manière concomitante.

(23) Une société n'ayant pas son administration centrale dans la Communauté doit être autorisée à participer à la constitution d'une SE à condition qu'elle soit constituée selon le droit d'un Etat membre, qu'elle ait son siège statutaire dans cet Etat membre et qu'elle ait un lien effectif et continu avec l'économie d'un Etat membre conformément aux principes établis dans le programme général de 1962 pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement. Un tel lien existe notamment si la société a un établissement dans l'Etat membre à partir duquel elle mène des opérations.

(24) Une SE doit avoir la possibilité de transférer son siège statutaire dans un autre Etat membre. La protection appropriée des intérêts des actionnaires minoritaires qui s'opposent au transfert des créanciers et des titulaires d'autres droits doit s'inscrire dans des limites raisonnables. Le transfert ne doit pas affecter les droits nés avant le transfert.

(25) Le présent règlement ne préjuge pas les dispositions qui seront éventuellement insérées dans la Convention de Bruxelles de 1968 ou dans tout texte adopté par les Etats membres ou par le Conseil qui se substituerait à cette convention, concernant les règles de compétence applicables en cas de transfert du siège statutaire d'une société anonyme d'un Etat membre vers un autre.

(26) Les activités des établissements financiers sont régies par des directives spécifiques et les dispositions nationales transposant lesdites directives et les règles nationales supplémentaires régissant lesdites activités sont pleinement applicables à une SE.

(27) Compte tenu de la nature spécifique et communautaire de la SE, le régime du siège réel retenu pour la SE par le présent règlement ne porte pas préjudice aux législations des Etats membres et ne préjuge pas les choix qui pourront être faits pour d'autres textes communautaires en matière de droit des sociétés.

(28) Le traité ne prévoit pas, pour l'adoption du présent règlement, d'autres pouvoirs d'action que ceux de l'article 308.

(29) Etant donné que les objectifs de l'action envisagée, tels qu'esquissés ci-dessus, ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres dans la mesure où il s'agit d'établir la SE au niveau européen et peuvent donc, en raison de l'échelle et de l'incidence de celle-ci, être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs,



A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT:

## TITRE I

### Dispositions générales

#### *Article premier*

1. Une société peut être constituée sur le territoire de la Communauté sous la forme d'une société anonyme européenne (Societas Europaea, ci-après dénommée „SE“) dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent règlement.
2. La SE est une société dont le capital est divisé en actions. Chaque actionnaire ne s'engage qu'à concurrence du capital qu'il a souscrit.
3. La SE a la personnalité juridique.
4. L'implication des travailleurs dans une SE est régie par les dispositions de la directive 2001/86/CE.

#### *Article 2*

1. Les sociétés anonymes qui figurent à l'annexe I, constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté, peuvent constituer une SE par voie de fusion si deux d'entre elles au moins relèvent du droit d'Etats membres différents.
2. Les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée qui figurent à l'annexe II, constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté, peuvent promouvoir la constitution d'une SE holding si deux d'entre elles au moins:
  - a) relèvent du droit d'Etats membres différents, ou
  - b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.
3. Les sociétés, au sens de l'article 48, deuxième alinéa, du traité, ainsi que d'autres entités juridiques de droit public ou privé, constituées selon le droit d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire et leur administration centrale dans la Communauté, peuvent constituer une SE filiale en souscrivant ses actions, si deux d'entre elles au moins:
  - a) relèvent du droit d'Etats membres différents, ou
  - b) ont depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre ou une succursale située dans un autre Etat membre.
4. Une société anonyme, constituée selon le droit d'un Etat membre et ayant son siège statutaire et son administration centrale dans la Communauté, peut se transformer en SE si elle a depuis au moins deux ans une société filiale relevant du droit d'un autre Etat membre.
5. Un Etat membre peut prévoir qu'une société n'ayant pas son administration centrale dans la Communauté peut participer à la constitution d'une SE, si elle est constituée selon le droit d'un Etat membre, a son siège statutaire dans ce même Etat membre et a un lien effectif et continu avec l'économie d'un Etat membre.

#### *Article 3*

1. Aux fins de l'article 2, paragraphes 1, 2 et 3, la SE est considérée comme une société anonyme relevant du droit de l'Etat membre de son siège statutaire.
2. Une SE peut elle-même constituer une ou plusieurs filiales sous forme de SE. Les dispositions de l'Etat membre du siège statutaire de la SE filiale exigeant qu'une société anonyme ait plus d'un action-

naire ne sont pas d'application pour la SE filiale. Les dispositions nationales adoptées conformément à la douzième directive 89/667/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 en matière de droit des sociétés concernant les sociétés à responsabilité limitée à un seul associé s'appliquent mutatis mutandis aux SE.

#### *Article 4*

1. Le capital de la SE est exprimé en euros.
2. Le capital souscrit doit être d'au moins 120.000 euros.
3. La législation d'un Etat membre prévoyant un capital souscrit plus élevé pour les sociétés exerçant certains types d'activités s'applique aux SE ayant leur siège statutaire dans cet Etat membre.

#### *Article 5*

Sous réserve de l'article 4, paragraphes 1 et 2, le capital de la SE, son maintien, ses modifications ainsi que les actions, les obligations et autres titres assimilables de la SE sont régis par les dispositions qui s'appliqueraient à une société anonyme ayant son siège statutaire dans l'Etat membre où la SE est immatriculée.

#### *Article 6*

Aux fins du présent règlement, l'expression „statuts de la SE“ désigne à la fois l'acte constitutif et, lorsqu'ils font l'objet d'un acte séparé, les statuts proprement dits de la SE.

#### *Article 7*

Le siège statutaire de la SE est situé à l'intérieur de la Communauté, dans le même Etat membre que l'administration centrale. Un Etat membre peut en outre imposer aux SE immatriculées sur son territoire l'obligation d'avoir leur administration centrale et leur siège statutaire au même endroit.

#### *Article 8*

1. Le siège statutaire de la SE peut être transféré dans un autre Etat membre conformément aux paragraphes 2 à 13. Ce transfert ne donne lieu ni à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.
2. Un projet de transfert doit être établi par l'organe de direction ou d'administration et faire l'objet d'une publicité conformément à l'article 13, sans préjudice de formes de publicité additionnelles prévues par l'Etat membre du siège. Ce projet mentionne la dénomination sociale, le siège statutaire et le numéro d'immatriculation actuels de la SE et comprend:
  - a) le siège statutaire envisagé pour la SE;
  - b) les statuts envisagés pour la SE, y compris, le cas échéant, sa nouvelle dénomination sociale;
  - c) les conséquences que le transfert pourrait avoir pour l'implication des travailleurs dans la SE;
  - d) le calendrier envisagé pour le transfert;
  - e) tous les droits prévus en matière de protection des actionnaires et/ou des créanciers.
3. L'organe de direction ou d'administration établit un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques du transfert et expliquant les conséquences du transfert pour les actionnaires, les créanciers et les travailleurs.
4. Les actionnaires et les créanciers de la SE ont, au moins un mois avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le transfert, le droit d'examiner, au siège de la SE, le projet de transfert et le rapport établi en application du paragraphe 3, et d'obtenir gratuitement, à leur demande, des copies de ces documents.

5. Un Etat membre peut adopter, en ce qui concerne les SE immatriculées sur son territoire, des dispositions destinées à assurer une protection appropriée aux actionnaires minoritaires qui se sont prononcés contre le transfert.

6. La décision de transfert ne peut intervenir que deux mois après la publication du projet. Elle doit être prise dans les conditions prévues à l'article 59.

7. Avant que l'autorité compétente ne délivre le certificat visé au paragraphe 8, la SE doit prouver qu'en ce qui concerne les créances nées antérieurement à la publication du projet de transfert, les intérêts des créanciers et titulaires d'autres droits envers la SE (y compris ceux des entités publiques) bénéficient d'une protection adéquate conformément aux dispositions prévues par l'Etat membre où la SE a son siège statutaire avant le transfert.

Un Etat membre peut étendre l'application du premier alinéa aux créances nées (ou susceptibles de naître) avant le transfert.

Le premier et le deuxième alinéas sont sans préjudice de l'application aux SE de la législation nationale des Etats membres en ce qui concerne le désintéressement ou la garantie des paiements en faveur des entités publiques.

8. Dans l'Etat membre du siège statutaire de la SE, un tribunal, un notaire ou une autre autorité compétente délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables au transfert.

9. La nouvelle immatriculation ne peut s'effectuer que sur présentation du certificat visé au paragraphe 8 ainsi que sur preuve de l'accomplissement des formalités exigées pour l'immatriculation dans le pays du nouveau siège statutaire.

10. Le transfert du siège statutaire de la SE, ainsi que la modification des statuts qui en résulte, prennent effet à la date à laquelle la SE est immatriculée, conformément à l'article 12, au registre du nouveau siège.

11. Lorsque la nouvelle immatriculation de la SE a été effectuée, le registre de la nouvelle immatriculation le notifie au registre de l'ancienne immatriculation. La radiation de l'ancienne immatriculation s'effectue dès réception de la notification, mais pas avant.

12. La nouvelle immatriculation et la radiation de l'ancienne immatriculation sont publiées dans les Etats membres concernés conformément à l'article 13.

13. La publication de la nouvelle immatriculation de la SE rend le nouveau siège statutaire opposable aux tiers. Toutefois, tant que la publication de la radiation de l'immatriculation au registre du précédent siège n'a pas eu lieu, les tiers peuvent continuer de se prévaloir de l'ancien siège, à moins que la SE ne prouve que ceux-ci avaient connaissance du nouveau siège.

14. La législation d'un Etat membre peut prévoir, en ce qui concerne les SE immatriculées dans celui-ci, qu'un transfert du siège statutaire, dont résulterait un changement du droit applicable, ne prend pas effet si, dans le délai de deux mois visé au paragraphe 6, une autorité compétente de cet Etat s'y oppose. Cette opposition ne peut avoir lieu que pour des raisons d'intérêt public.

Lorsqu'une SE est soumise au contrôle d'une autorité nationale de surveillance financière conformément aux directives communautaires, le droit de s'opposer au transfert du siège statutaire s'applique également à cette autorité.

L'opposition est susceptible de recours devant une autorité judiciaire.

15. Une SE à l'égard de laquelle a été entamée une procédure de dissolution, de liquidation, d'insolvabilité, de suspension de paiements ou d'autres procédures analogues ne peut transférer son siège statutaire.

16. Une SE qui a transféré son siège statutaire dans un autre Etat membre est considérée, aux fins de tout litige survenant avant le transfert tel qu'il est déterminé au paragraphe 10, comme ayant son siège statutaire dans l'Etat membre où la SE était immatriculée avant le transfert, même si une action est intentée contre la SE après le transfert.

#### *Article 9*

1. La SE est régie:
  - a) par les dispositions du présent règlement;
  - b) lorsque le présent règlement l'autorise expressément, par les dispositions des statuts de la SE, ou
  - c) pour les matières non réglées par le présent règlement ou, lorsqu'une matière l'est partiellement, pour les aspects non couverts par le présent règlement par:
    - i) les dispositions de loi adoptées par les Etats membres en application de mesures communautaires visant spécifiquement les SE;
    - ii) les dispositions de loi des Etats membres qui s'appliqueraient à une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire;
    - iii) les dispositions des statuts de la SE, dans les mêmes conditions que pour une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire.
2. Les dispositions de loi adoptées par les Etats membres spécifiquement pour la SE doivent être conformes aux directives applicables aux sociétés anonymes figurant à l'annexe I.
3. Si la nature des activités exercées par une SE est régie par des dispositions spécifiques de la législation nationale, celles-ci s'appliquent intégralement à la SE.

#### *Article 10*

Sous réserve des dispositions du présent règlement, une SE est traitée dans chaque Etat membre comme une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire.

#### *Article 11*

1. La SE doit faire précéder ou suivre sa dénomination sociale du sigle „SE“.
2. Seules les SE peuvent faire figurer le sigle „SE“ dans leur dénomination sociale.
3. Néanmoins, les sociétés et les autres entités juridiques immatriculées dans un Etat membre avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, dans la dénomination sociale desquelles figure le sigle „SE“, ne sont pas tenues de modifier leur dénomination sociale.

#### *Article 12*

1. Toute SE est immatriculée dans l'Etat membre de son siège statutaire dans un registre désigné par la législation de cet Etat membre conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers.
2. Une SE ne peut être immatriculée que si un accord sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs au sens de l'article 4 de la directive 2001/86/CE a été conclu, ou si une décision au titre de l'article 3, paragraphe 6, de ladite directive a été prise, ou encore si la période prévue à l'article 5 de ladite directive pour mener les négociations est arrivée à expiration sans qu'un accord n'ait été conclu.

3. Pour qu'une SE puisse être immatriculée dans un Etat membre ayant fait usage de la faculté visée à l'article 7, paragraphe 3, de la directive 2001/86/CE, il faut qu'un accord, au sens de l'article 4 de ladite directive, sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs, y compris la participation, ait été conclu, ou qu'aucune des sociétés participantes n'ait été régie par des règles de participation avant l'immatriculation de la SE.

4. Les statuts de la SE ne doivent à aucun moment entrer en conflit avec les modalités relatives à l'implication des travailleurs qui ont été fixées. Lorsque de nouvelles modalités fixées conformément à la directive 2001/86/CE entrent en conflit avec les statuts existants, ceux-ci sont modifiés dans la mesure nécessaire.

En pareil cas, un Etat membre peut prévoir que l'organe de direction ou l'organe d'administration de la SE a le droit d'apporter des modifications aux statuts sans nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires.

### *Article 13*

Les actes et indications concernant la SE, soumis à publicité par le présent règlement, font l'objet d'une publicité effectuée selon les modes prévus par la législation de l'Etat membre du siège statutaire de la SE conformément à la directive 68/151/CEE.

### *Article 14*

1. L'immatriculation et la radiation de l'immatriculation d'une SE font l'objet d'un avis publié pour information au Journal officiel des Communautés européennes après la publication effectuée conformément à l'article 13. Cet avis comporte la dénomination sociale, le numéro, la date et le lieu d'immatriculation de la SE, la date, le lieu et le titre de la publication, ainsi que le siège statutaire et le secteur d'activité de la SE.

2. Le transfert du siège statutaire de la SE dans les conditions prévues à l'article 8 donne lieu à un avis comportant les indications prévues au paragraphe 1, ainsi que celles relatives à la nouvelle immatriculation.

3. Les indications visées au paragraphe 1 sont communiquées à l'Office des publications officielles des Communautés européennes dans le mois suivant la publication visée à l'article 13.

## **TITRE II**

### **Constitution**

#### *Section 1 – Généralités*

### *Article 15*

1. Sous réserve des dispositions du présent règlement, la constitution d'une SE est régie par la loi applicable aux sociétés anonymes de l'Etat où la SE fixe son siège statutaire.

2. L'immatriculation d'une SE fait l'objet d'une publicité conformément à l'article 13.

### *Article 16*

1. La SE acquiert la personnalité juridique le jour de son immatriculation au registre visé à l'article 12.

2. Si des actes ont été accomplis au nom de la SE avant son immatriculation conformément à l'article 12 et si la SE ne reprend pas, après cette immatriculation, les engagements résultant de tels actes, les personnes physiques, sociétés ou autres entités juridiques qui les ont accomplis en sont solidairement et indéfiniment responsables, sauf convention contraire.

## *Section 2 – Constitution d'une SE par voie de fusion*

### *Article 17*

1. Une SE peut être constituée par voie de fusion conformément à l'article 2, paragraphe 1.
2. La fusion peut être réalisée:
  - a) selon la procédure de fusion par absorption conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 78/855/CEE, ou
  - b) selon la procédure de fusion par constitution d'une nouvelle société conformément à l'article 4, paragraphe 1, de ladite directive.

Dans le cas d'une fusion par absorption, la société absorbante prend la forme de SE simultanément à la fusion. Dans le cas d'une fusion par constitution d'une nouvelle société, la SE est la nouvelle société.

### *Article 18*

Pour les matières non couvertes par la présente section ou, lorsqu'une matière l'est partiellement, pour les aspects non couverts par elle, chaque société participant à la constitution d'une SE par voie de fusion est soumise aux dispositions du droit de l'Etat membre dont elle relève qui sont applicables à la fusion de sociétés anonymes conformément à la directive 78/855/CEE.

### *Article 19*

La législation d'un Etat membre peut prévoir qu'une société relevant du droit de cet Etat membre ne peut participer à la constitution d'une SE par voie de fusion si une autorité compétente de cet Etat membre s'y oppose avant la délivrance du certificat visé à l'article 25, paragraphe 2.

Cette opposition ne peut avoir lieu que pour des raisons d'intérêt public. Elle est susceptible de recours devant une autorité judiciaire.

### *Article 20*

1. Les organes de direction ou d'administration des sociétés qui fusionnent établissent un projet de fusion. Ce projet comprend:
  - a) la dénomination sociale et le siège statutaire des sociétés qui fusionnent ainsi que ceux envisagés pour la SE;
  - b) le rapport d'échange des actions et, le cas échéant, le montant de la soulte;
  - c) les modalités de remise des actions de la SE;
  - d) la date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit;
  - e) la date à partir de laquelle les opérations des sociétés qui fusionnent sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la SE;
  - f) les droits assurés par la SE aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures envisagées à leur égard;
  - g) tout avantage particulier attribué aux experts qui examinent le projet de fusion ainsi qu'aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent;
  - h) les statuts de la SE;
  - i) des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées conformément à la directive 2001/86/CE.
2. Les sociétés qui fusionnent peuvent ajouter d'autres éléments au projet de fusion.



*Article 21*

Pour chacune des sociétés qui fusionnent et sous réserve des exigences supplémentaires imposées par l'Etat membre dont relève la société concernée, les indications suivantes doivent être publiées dans le bulletin national de cet Etat membre:

- a) la forme, la dénomination sociale et le siège statutaire de chacune des sociétés qui fusionnent;
- b) le registre auprès duquel les actes visés à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 68/151/CEE ont été déposés pour chacune des sociétés qui fusionnent, ainsi que le numéro d'inscription dans ce registre;
- c) une indication des modalités d'exercice des droits des créanciers de la société en question, fixées conformément à l'article 24, ainsi que l'adresse à laquelle peut être obtenue, gratuitement, une information exhaustive sur ces modalités;
- d) une indication des modalités d'exercice des droits des actionnaires minoritaires de la société en question, fixées conformément à l'article 24, ainsi que l'adresse à laquelle peut être obtenue, sans frais, une information exhaustive sur ces modalités;
- e) la dénomination sociale et le siège statutaire envisagés pour la SE.

*Article 22*

En lieu et place des experts opérant pour le compte de chacune des sociétés qui fusionnent, un ou plusieurs experts indépendants, au sens de l'article 10 de la directive 78/855/CEE, désignés à cet effet et sur demande conjointe de ces sociétés par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés qui fusionnent ou la future SE, peuvent examiner le projet de fusion et établir un rapport unique destiné à l'ensemble des actionnaires.

Les experts ont le droit de demander à chacune des sociétés qui fusionnent toute information qu'ils jugent nécessaire pour leur permettre de remplir leur mission.

*Article 23*

1. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent approuve le projet de fusion.
2. L'implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément à la directive 2001/86/CE. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent peut subordonner le droit à l'immatriculation de la SE à la condition qu'elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.

*Article 24*

1. Le droit de l'Etat membre dont relève chacune des sociétés qui fusionnent s'applique comme en cas de fusion de sociétés anonymes, compte tenu du caractère transfrontière de la fusion, en ce qui concerne la protection des intérêts:
  - a) des créanciers des sociétés qui fusionnent;
  - b) des obligataires des sociétés qui fusionnent;
  - c) des porteurs de titres, autres que des actions, auxquels sont attachés des droits spéciaux dans les sociétés qui fusionnent.
2. Un Etat membre peut adopter, en ce qui concerne les sociétés qui fusionnent et qui relèvent de son droit, des dispositions destinées à assurer une protection appropriée aux actionnaires minoritaires qui se sont prononcés contre la fusion.

*Article 25*

1. Le contrôle de la légalité de la fusion est effectué, pour la partie de la procédure relative à chaque société qui fusionne, conformément à la loi relative à la fusion des sociétés anonymes qui est applicable dans l'Etat membre dont elle relève.

2. Dans chaque Etat membre concerné, un tribunal, un notaire ou une autre autorité compétente délivre un certificat attestant d'une manière concluante l'accomplissement des actes et des formalités préalables à la fusion.

3. Si le droit d'un Etat membre dont relève une société qui fusionne prévoit une procédure permettant d'analyser et de modifier le rapport d'échange des actions, ou une procédure visant à indemniser les actionnaires minoritaires, sans empêcher l'immatriculation de la fusion, ces procédures ne s'appliquent que si les autres sociétés qui fusionnent et qui sont situées dans un Etat membre ne prévoyant pas ce type de procédures acceptent explicitement, lorsqu'elles approuvent le projet de fusion conformément à l'article 23, paragraphe 1, la possibilité offerte aux actionnaires de la société qui fusionne dont il est question d'avoir recours auxdites procédures. Dans ce cas, un tribunal, un notaire ou une autre autorité compétente peut délivrer le certificat visé au paragraphe 2, même si une procédure de ce type a été engagée. Le certificat doit cependant mentionner que la procédure est en cours. La décision prise à l'issue de la procédure lie la société absorbante et l'ensemble de ses actionnaires.

#### *Article 26*

1. Le contrôle de la légalité de la fusion est effectué, pour la partie de la procédure relative à la réalisation de la fusion et à la constitution de la SE, par un tribunal, un notaire ou une autre autorité compétente dans l'Etat membre du futur siège statutaire de la SE pour contrôler cet aspect de la légalité de la fusion de sociétés anonymes.

2. A cette fin, chaque société qui fusionne remet à cette autorité le certificat visé à l'article 25, paragraphe 2, dans un délai de six mois à compter de sa délivrance ainsi qu'une copie du projet de fusion, approuvé par la société.

3. L'autorité visée au paragraphe 1 contrôle en particulier que les sociétés qui fusionnent ont approuvé un projet de fusion dans les mêmes termes et que des modalités relatives à l'implication des travailleurs ont été fixées conformément à la directive 2001/86/CE.

4. Cette autorité contrôle en outre que la constitution de la SE répond aux conditions fixées par la loi de l'Etat membre du siège, conformément à l'article 15.

#### *Article 27*

1. La fusion et la constitution simultanée de la SE prennent effet à la date à laquelle la SE est immatriculée conformément à l'article 12.

2. La SE ne peut être immatriculée qu'après l'accomplissement de toutes les formalités prévues aux articles 25 et 26.

#### *Article 28*

Pour chacune des sociétés qui fusionnent, la réalisation de la fusion fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE.

#### *Article 29*

1. La fusion réalisée conformément à l'article 17, paragraphe 2, point a), entraîne ipso jure et simultanément les effets suivants:

- a) la transmission universelle à la société absorbante de l'ensemble du patrimoine actif et passif de chaque société absorbée;
- b) les actionnaires de la société absorbée deviennent actionnaires de la société absorbante;
- c) la société absorbée cesse d'exister;
- d) la société absorbante prend la forme de SE.

2. La fusion réalisée conformément à l'article 17, paragraphe 2, point b), entraîne ipso jure et simultanément les effets suivants:

- a) la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif des sociétés qui fusionnent à la SE;
- b) les actionnaires des sociétés qui fusionnent deviennent actionnaires de la SE;
- c) les sociétés qui fusionnent cessent d'exister.

3. Lorsqu'en cas de fusion de sociétés anonymes, la loi d'un Etat membre requiert des formalités particulières pour l'opposabilité aux tiers du transfert de certains biens, droits et obligations apportés par les sociétés qui fusionnent, ces formalités s'appliquent et sont effectuées, soit par les sociétés qui fusionnent, soit par la SE à dater de son immatriculation.

4. Les droits et obligations des sociétés participantes en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE au moment de l'immatriculation du fait même de celle-ci.

#### *Article 30*

La nullité d'une fusion au sens de l'article 2, paragraphe 1, ne peut être prononcée lorsque la SE a été immatriculée.

L'absence de contrôle de la légalité de la fusion conformément aux articles 25 et 26 peut constituer une cause de dissolution de la SE.

#### *Article 31*

1. Lorsqu'une fusion conformément à l'article 17, paragraphe 2, point a), est réalisée par une société qui détient toutes les actions et autres titres conférant des droits de vote dans l'assemblée générale d'une autre société, les dispositions de l'article 20, paragraphe 1, points b), c) et d), de l'article 22, et de l'article 29, paragraphe 1, point b), ne sont pas d'application. Toutefois, les dispositions nationales dont relève chacune des sociétés qui fusionnent et qui régissent les fusions de sociétés anonymes conformément à l'article 24 de la directive 78/855/CEE s'appliquent.

2. Lorsqu'une fusion par absorption est effectuée par une société qui détient 90% ou plus mais pas la totalité des actions ou autres titres conférant un droit de vote dans l'assemblée générale d'une autre société, les rapports de l'organe de direction ou d'administration, les rapports d'un ou de plusieurs experts indépendants ainsi que les documents nécessaires pour le contrôle seront requis uniquement dans la mesure où ils sont requis par la loi nationale dont relève la société absorbante ou par la loi nationale dont relève la société absorbée.

Les Etats membres peuvent toutefois prévoir que le présent paragraphe peut s'appliquer lorsqu'une société détient des actions conférant 90% ou plus mais pas la totalité des droits de vote.

### *Section 3 – Constitution d'une SE holding*

#### *Article 32*

1. Une SE peut être constituée conformément à l'article 2, paragraphe 2.

Les sociétés qui promeuvent la constitution d'une SE, conformément à l'article 2, paragraphe 2, subsistent.

2. Les organes de direction ou d'administration des sociétés qui promeuvent l'opération établissent dans les mêmes termes un projet de constitution de la SE. Ce projet comporte un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la constitution et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de SE. Ce projet comporte en outre les indications prévues à l'article 20, paragraphe 1, points a), b), c), f), g), h) et i), et fixe le pourcentage minimal des actions ou parts de chacune des sociétés promouvant l'opération que les actionnaires

devront apporter pour que la SE soit constituée. Ce pourcentage doit consister en actions conférant plus de 50% des droits de vote permanents.

3. Pour chacune des sociétés promouvant l'opération, le projet de constitution de SE fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur l'opération.

4. Un ou plusieurs experts indépendants des sociétés promouvant l'opération, désignés ou agréés par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève chaque société selon les dispositions nationales adoptées en application de la directive 78/855/CEE, examinent le projet de constitution établi conformément au paragraphe 2 et établissent un rapport écrit destiné aux actionnaires de chaque société. Par accord entre les sociétés qui promeuvent l'opération, un rapport écrit peut être établi, pour les actionnaires de l'ensemble des sociétés, par un ou plusieurs experts indépendants désignés ou agréés par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève l'une des sociétés promouvant l'opération ou la future SE selon les dispositions nationales adoptées en application de la directive 78/855/CEE.

5. Le rapport doit indiquer les difficultés particulières d'évaluation et déclarer si le rapport d'échange d'actions ou de parts envisagé est ou non pertinent et raisonnable, en précisant les méthodes suivies pour sa détermination et si ces méthodes sont adéquates en l'espèce.

6. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération approuve le projet de constitution de SE.

L'implication des travailleurs dans la SE est décidée conformément aux dispositions de la directive 2001/86/CE. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui promeuvent l'opération peut subordonner le droit à l'immatriculation de la SE à la condition qu'elle entérine expressément les modalités ainsi décidées.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent, mutatis mutandis, aux sociétés à responsabilité limitée.

### *Article 33*

1. Les actionnaires ou porteurs de parts des sociétés qui promeuvent l'opération disposent d'un délai de trois mois pendant lequel ils peuvent communiquer aux sociétés promotrices leur intention d'apporter leurs actions ou parts en vue de la constitution de la SE. Ce délai commence à courir à la date à laquelle l'acte de constitution de la SE a été établi conformément à l'article 32.

2. La SE n'est constituée que si, dans le délai visé au paragraphe 1, les actionnaires ou les porteurs de parts des sociétés qui promeuvent l'opération ont apporté le pourcentage minimal d'actions ou parts de chaque société fixé conformément au projet de constitution et si toutes les autres conditions sont remplies.

3. Si les conditions pour la constitution de la SE sont toutes remplies conformément au paragraphe 2, ceci fait l'objet, pour chacune des sociétés promotrices, d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par le droit national dont relève chacune de ces sociétés, qui ont été adoptées conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE.

Les actionnaires ou porteurs de parts des sociétés qui promeuvent l'opération, qui n'ont pas communiqué dans le délai visé au paragraphe 1 leur intention de mettre leurs actions ou parts à la disposition des sociétés promotrices en vue de la constitution de la SE, bénéficient d'un délai supplémentaire d'un mois pour le faire.

4. Les actionnaires ou porteurs de parts ayant apporté leurs titres en vue de la constitution de la SE reçoivent des actions de celle-ci.

5. La SE ne peut être immatriculée que sur preuve de l'accomplissement des formalités visées à l'article 32 et des conditions visées au paragraphe 2.

#### *Article 34*

Un Etat membre peut adopter, en ce qui concerne les sociétés qui promeuvent l'opération, des dispositions destinées à assurer la protection des actionnaires minoritaires qui s'opposent à l'opération, des créanciers et des travailleurs.

### *Section 4 – Constitution d'une SE/filiale*

#### *Article 35*

Une SE peut être constituée conformément à l'article 2, paragraphe 3.

#### *Article 36*

Sont applicables aux sociétés ou autres entités juridiques participant à l'opération les dispositions qui régissent leur participation à la constitution d'une filiale ayant la forme d'une société anonyme en vertu du droit national.

### *Section 5 – Transformation d'une société anonyme en SE*

#### *Article 37*

1. Une SE peut être constituée conformément à l'article 2, paragraphe 4.
2. Sans préjudice de l'article 12, la transformation d'une société anonyme en SE ne donne lieu ni à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.
3. Le siège statutaire ne peut pas être transféré d'un Etat membre à un autre conformément à l'article 8 à l'occasion de la transformation.
4. L'organe de direction ou d'administration de la société considérée établit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de la SE.
5. Le projet de transformation fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la transformation.
6. Avant l'assemblée générale visée au paragraphe 7, un ou plusieurs experts indépendants désignés ou agréés, selon les dispositions nationales adoptées en application de l'article 10 de la directive 78/855/CEE, par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève la société qui se transforme en SE, attestent, conformément à la directive 77/91/CE, mutatis mutandis, que la société dispose d'actifs nets au moins équivalents au capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.
7. L'assemblée générale de la société considérée approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la SE. La décision de l'assemblée générale doit être prise dans les conditions prévues par les dispositions nationales adoptées en application de l'article 7 de la directive 78/855/CEE.
8. Les Etats membres peuvent subordonner une transformation au vote favorable d'une majorité qualifiée ou de l'unanimité des membres au sein de l'organe de la société à transformer dans lequel la participation des travailleurs est organisée.

9. Les droits et obligations de la société à transformer en matière de conditions d'emploi résultant de la législation, de la pratique et de contrats de travail individuels ou des relations de travail au niveau national et existant à la date de l'immatriculation sont transférés à la SE du fait même de cette immatriculation.

### TITRE III

#### Structure de la SE

##### *Article 38*

La SE comporte dans les conditions prévues par le présent règlement:

- a) une assemblée générale des actionnaires, et
- b) soit un organe de surveillance et un organe de direction (système dualiste), soit un organe d'administration (système moniste) selon l'option retenue par les statuts.

##### *Section 1 – Système dualiste*

##### *Article 39*

1. L'organe de direction est responsable de la gestion de la SE. Un Etat membre peut prévoir qu'un directeur général ou des directeurs généraux sont responsables de la gestion courante dans les mêmes conditions que pour les sociétés anonymes ayant leur siège statutaire sur son territoire.

2. Le ou les membres de l'organe de direction sont nommés et révoqués par l'organe de surveillance.

Toutefois, un Etat membre peut prévoir, ou donner aux statuts la possibilité de prévoir, que le ou les membres de l'organe de direction sont nommés et révoqués par l'assemblée générale dans les mêmes conditions que pour les sociétés anonymes ayant leur siège statutaire sur son territoire.

3. Nul ne peut simultanément être membre de l'organe de direction et de l'organe de surveillance de la SE. Toutefois, l'organe de surveillance peut, en cas de vacance, désigner un de ses membres pour exercer les fonctions de membre de l'organe de direction. Au cours de cette période, les fonctions de l'intéressé en sa qualité de membre de l'organe de surveillance sont suspendues. Un Etat membre peut prévoir que cette période est limitée dans le temps.

4. Le nombre des membres de l'organe de direction ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts de la SE. Un Etat membre peut toutefois fixer un nombre minimal et/ou maximal de membres.

5. En l'absence de dispositions relatives à un système dualiste en ce qui concerne les sociétés anonymes ayant un siège statutaire sur son territoire, un Etat membre peut adopter les mesures appropriées concernant les SE.

##### *Article 40*

1. L'organe de surveillance contrôle la gestion assurée par l'organe de direction. Il ne peut exercer lui-même le pouvoir de gestion de la SE.

2. Les membres de l'organe de surveillance sont nommés par l'assemblée générale. Toutefois, les membres du premier organe de surveillance peuvent être désignés par les statuts. La présente disposition vaut sans préjudice de l'article 47, paragraphe 4, ou, le cas échéant, des modalités de participation des travailleurs fixées conformément à la directive 2001/86/CE.

3. Le nombre des membres de l'organe de surveillance ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts. Un Etat membre peut toutefois fixer le nombre des membres de l'organe de surveillance pour les SE immatriculées sur son territoire ou un nombre minimal et/ou maximal de membres.



*Article 41*

1. L'organe de direction informe l'organe de surveillance au moins tous les trois mois de la marche des affaires de la SE et de leur évolution prévisible.
2. Outre l'information périodique visée au paragraphe 1, l'organe de direction communique en temps utile à l'organe de surveillance toute information sur des événements susceptibles d'avoir des répercussions sensibles sur la situation de la SE.
3. L'organe de surveillance peut demander à l'organe de direction les informations de toute nature nécessaires au contrôle qu'il exerce conformément à l'article 40, paragraphe 1. Un Etat membre peut prévoir que chaque membre de l'organe de surveillance peut également bénéficier de cette faculté.
4. L'organe de surveillance peut procéder ou faire procéder aux vérifications nécessaires à l'accomplissement de sa mission.
5. Chacun des membres de l'organe de surveillance peut prendre connaissance de toutes les informations transmises à cet organe.

*Article 42*

L'organe de surveillance élit en son sein un président. Si la moitié des membres ont été désignés par les travailleurs, seul un membre désigné par l'assemblée générale des actionnaires peut être élu président.

*Section 2 – Système moniste**Article 43*

1. L'organe d'administration gère la SE. Un Etat membre peut prévoir qu'un directeur général ou des directeurs généraux sont responsables de la gestion courante dans les mêmes conditions que pour les sociétés anonymes ayant un siège statutaire sur son territoire.
2. Le nombre des membres de l'organe d'administration ou les règles pour sa détermination sont fixés par les statuts de la SE. Un Etat membre peut toutefois fixer un nombre minimal et, le cas échéant, maximal de membres.  
Néanmoins, cet organe doit être composé de trois membres au moins, lorsque la participation des travailleurs dans la SE est organisée conformément à la directive 2001/86/CE.
3. Le ou les membres de l'organe d'administration sont nommés par l'assemblée générale. Toutefois, les membres du premier organe d'administration peuvent être désignés par les statuts. La présente disposition vaut sans préjudice de l'article 47, paragraphe 4, ou, le cas échéant, des modalités de participation des travailleurs fixées conformément à la directive 2001/86/CE.
4. En l'absence de dispositions relatives à un système moniste en ce qui concerne les sociétés anonymes ayant un siège statutaire sur son territoire, un Etat membre peut adopter les mesures appropriées concernant les SE.

*Article 44*

1. L'organe d'administration se réunit au moins tous les trois mois selon une périodicité fixée par les statuts pour délibérer de la marche des affaires de la SE et de leur évolution prévisible.
2. Chacun des membres de l'organe d'administration peut prendre connaissance de toutes les informations transmises à cet organe.

*Article 45*

L'organe d'administration élit en son sein un président. Si la moitié des membres ont été désignés par les travailleurs, seul un membre désigné par l'assemblée générale des actionnaires peut être élu président.

*Section 3 – Règles communes aux systèmes moniste et dualiste**Article 46*

1. Les membres des organes de la société sont nommés pour une période fixée par les statuts, qui ne peut excéder six ans.
2. Sauf restrictions prévues par les statuts, les membres peuvent être renommés une ou plusieurs fois pour la période fixée en application du paragraphe 1.

*Article 47*

1. Les statuts de la SE peuvent prévoir qu'une société ou autre entité juridique peut être membre d'un de ses organes, à moins que la loi de l'Etat membre du siège de la SE applicable aux sociétés anonymes n'en dispose autrement.

La société ou autre entité juridique désigne une personne physique pour l'exercice des pouvoirs dans l'organe concerné.

2. Ne peuvent être membres d'un organe de la SE, ni représentants d'un membre au sens du paragraphe 1, les personnes qui:
  - a) ne peuvent faire partie, selon la loi de l'Etat membre du siège de la SE, de l'organe correspondant d'une société anonyme relevant du droit de cet Etat membre;
  - b) ne peuvent faire partie de l'organe correspondant d'une société anonyme relevant du droit d'un Etat membre en raison d'une décision judiciaire ou administrative rendue dans un Etat membre.
3. Les statuts de la SE peuvent fixer, à l'instar de ce qui est prévu par la loi de l'Etat membre du siège de la SE pour les sociétés anonymes, des conditions particulières d'éligibilité pour les membres qui représentent les actionnaires.
4. Le présent règlement ne porte pas atteinte aux législations nationales qui permettent à une minorité d'actionnaires ou à d'autres personnes ou autorités de nommer une partie des membres des organes.

*Article 48*

1. Les statuts de la SE énumèrent les catégories d'opérations qui donnent lieu à autorisation de l'organe de direction par l'organe de surveillance, dans le système dualiste, ou à décision expresse de l'organe d'administration, dans le système moniste.

Toutefois, un Etat membre peut prévoir que, dans le système dualiste, l'organe de surveillance peut soumettre lui-même à autorisation certaines catégories d'opérations.

2. Un Etat membre peut déterminer les catégories d'opérations devant au minimum figurer dans les statuts des SE immatriculées sur son territoire.

*Article 49*

Les membres des organes de la SE sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la SE et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par les dispositions du droit national applicables aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

*Article 50*

1. Sauf dans les cas où le présent règlement ou les statuts en disposent autrement, les règles internes concernant le quorum et la prise de décision des organes de la SE sont les suivantes:

- a) quorum: la moitié au moins des membres doivent être présents ou représentés;
- b) prise de décision: elle se fait à la majorité des membres présents ou représentés.

2. En l'absence de disposition statutaire en la matière, la voix du président de chaque organe est prépondérante en cas de partage des voix. Toutefois, aucune disposition statutaire contraire n'est possible lorsque l'organe de surveillance est composé pour moitié de représentants des travailleurs.

3. Lorsque la participation des travailleurs est organisée conformément à la directive 2001/86/CE, un Etat membre peut prévoir que le quorum et la prise de décision de l'organe de surveillance sont, par dérogation aux paragraphes 1 et 2, soumis aux règles applicables, dans les mêmes conditions, aux sociétés anonymes relevant du droit de l'Etat membre concerné.

*Article 51*

Les membres de l'organe de direction, de surveillance ou d'administration répondent, selon les dispositions de l'Etat membre du siège de la SE applicables aux sociétés anonymes, du préjudice subi par la SE par suite de la violation par eux des obligations légales, statutaires ou autres inhérentes à leurs fonctions.

*Section 4 – L'assemblée générale**Article 52*

L'assemblée générale décide dans les matières pour lesquelles une compétence spécifique lui est conférée par:

- a) le présent règlement,
- b) les dispositions de la législation de l'Etat membre où la SE a son siège statutaire, prises en application de la directive 2001/86/CE.

En outre, l'assemblée générale décide dans les matières pour lesquelles une compétence est conférée à l'assemblée générale d'une société anonyme relevant du droit de l'Etat membre où la SE a son siège statutaire, soit par la loi de cet Etat membre, soit par les statuts conformément à cette même loi.

*Article 53*

Sans préjudice des règles prévues par la présente section, l'organisation et le déroulement de l'assemblée générale ainsi que les procédures de vote sont régis par la loi de l'Etat membre du siège statutaire de la SE applicable aux sociétés anonymes.

*Article 54*

1. L'assemblée générale a lieu au moins une fois par année calendrier, dans les six mois de la clôture de l'exercice, à moins que la loi de l'Etat membre du siège applicable aux sociétés anonymes exerçant le même type d'activité que la SE ne prévoit une fréquence supérieure. Toutefois, un Etat membre peut prévoir que la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant la constitution de la SE.

2. L'assemblée générale peut être convoquée à tout moment par l'organe de direction, par l'organe d'administration, par l'organe de surveillance, ou par tout autre organe ou autorité compétente conformément à la loi nationale de l'Etat membre du siège statutaire de la SE applicable aux sociétés anonymes.

*Article 55*

1. La convocation de l'assemblée générale et la fixation de l'ordre du jour peuvent être demandées par un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'actions représentant 10% au moins du capital souscrit, un pourcentage plus bas pouvant être prévu par les statuts ou par la loi nationale dans les mêmes conditions que celles applicables aux sociétés anonymes.
2. La demande de convocation doit préciser les points à faire figurer à l'ordre du jour.
3. Si, à la suite de la demande formulée selon le paragraphe 1, l'assemblée générale n'est pas tenue en temps utile et en tout cas dans un délai maximum de deux mois, l'autorité judiciaire ou administrative compétente du siège statutaire de la SE peut ordonner la convocation dans un délai déterminé ou donner l'autorisation de la convoquer, soit aux actionnaires qui en ont formulé la demande, soit à un mandataire de ceux-ci. Cela ne préjuge pas des dispositions nationales qui prévoient éventuellement la possibilité pour les actionnaires mêmes de procéder à la convocation de l'assemblée générale.

*Article 56*

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 10% au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Les procédures et délais applicables à cette demande sont fixés par la loi nationale de l'Etat membre du siège statutaire de la SE ou, à défaut, par les statuts de la SE. Le pourcentage visé ci-dessus peut être abaissé par les statuts ou par la loi de l'Etat membre du siège dans les mêmes conditions que celles applicables aux sociétés anonymes.

*Article 57*

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix valablement exprimées, à moins que le présent règlement ou, à défaut, la loi applicable aux sociétés anonymes dans l'Etat membre du siège statutaire de la SE ne requière une majorité plus élevée.

*Article 58*

Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

*Article 59*

1. La modification des statuts requiert une décision de l'assemblée générale prise à une majorité qui ne peut être inférieure aux deux tiers des voix exprimées, à moins que la loi applicable aux sociétés anonymes relevant du droit de l'Etat membre du siège statutaire de la SE ne prévoise ou ne permette une majorité plus élevée.
2. Toutefois, un Etat membre peut prévoir que, lorsque la moitié au moins du capital souscrit est représentée, une majorité simple des voix indiquées au paragraphe 1 est suffisante.
3. Toute modification des statuts de la SE fait l'objet d'une publicité conformément à l'article 13.

*Article 60*

1. Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, toute décision de l'assemblée générale est subordonnée à un vote séparé pour chaque catégorie d'actionnaires aux droits spécifiques desquels la décision porte atteinte.
2. Lorsque la décision de l'assemblée générale requiert la majorité des voix prévue à l'article 59, paragraphe 1 ou 2, cette majorité doit être également requise pour le vote séparé de chaque catégorie d'actionnaires aux droits spécifiques desquels la décision porte atteinte.

## TITRE IV

**Comptes annuels et comptes consolidés***Article 61*

Sous réserve de l'article 62, la SE est assujettie, en ce qui concerne l'établissement de ses comptes annuels et, le cas échéant, de ses comptes consolidés, y compris le rapport de gestion les accompagnant, leur contrôle et leur publicité, aux règles applicables aux sociétés anonymes relevant du droit de l'Etat membre de son siège statutaire.

*Article 62*

1. Les SE qui sont des établissements de crédit ou des établissements financiers sont assujetties, en ce qui concerne l'établissement de leurs comptes annuels et, le cas échéant, de leurs comptes consolidés, y compris le rapport de gestion les accompagnant, leur contrôle et leur publicité, aux règles prévues dans le droit national de l'Etat membre du siège en application de la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice.

2. Les SE qui sont des entreprises d'assurances sont assujetties, en ce qui concerne l'établissement de leurs comptes annuels et, le cas échéant, de leurs comptes consolidés, y compris le rapport de gestion les accompagnant, leur contrôle et leur publicité, aux règles prévues dans le droit national de l'Etat membre du siège en application de la directive 91/674/CEE du Conseil, concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance.

## TITRE V

**Dissolution, liquidation, insolvabilité et cessation des paiements***Article 63*

En ce qui concerne la dissolution, la liquidation, l'insolvabilité, la cessation des paiements et les procédures analogues, la SE est soumise aux dispositions de loi qui s'appliqueraient à une société anonyme constituée selon le droit de l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire, y compris celles relatives à la prise de décision par l'assemblée générale.

*Article 64*

1. Lorsqu'une SE ne remplit plus l'obligation de l'article 7, l'Etat membre dans lequel la SE a son siège statutaire prend les mesures appropriées pour obliger la SE à régulariser la situation dans un délai déterminé:

- a) soit en rétablissant son administration centrale dans l'Etat membre du siège;
- b) soit en procédant au transfert du siège statutaire par la procédure prévue à l'article 8.

2. L'Etat membre du siège prend les mesures nécessaires pour assurer qu'une SE qui ne régulariserait pas sa situation, conformément au paragraphe 1, soit mise en liquidation.

3. L'Etat membre du siège institue un recours juridictionnel contre tout constat d'infraction à l'article 7. Ce recours a un effet suspensif sur les procédures prévues aux paragraphes 1 et 2.

4. Lorsqu'il est constaté, soit à l'initiative des autorités, soit à l'initiative de toute partie intéressée, qu'une SE a son administration centrale sur le territoire d'un Etat membre en infraction à l'article 7, les autorités de cet Etat membre en informent sans délai l'Etat membre où est situé le siège statutaire de la SE.

*Article 65*

L'ouverture d'une procédure de dissolution, de liquidation, d'insolvabilité ou de cessation des paiements, ainsi que sa clôture et la décision de poursuite de l'activité, font l'objet d'une publicité conformément à l'article 13, sans préjudice des dispositions de droit national imposant des mesures de publicité additionnelles.

*Article 66*

1. La SE peut se transformer en société anonyme relevant du droit de l'Etat membre de son siège statutaire. La décision concernant la transformation ne peut être prise avant deux ans à partir de son immatriculation et avant que les deux premiers comptes annuels n'aient été approuvés.
2. La transformation d'une SE en société anonyme ne donne lieu ni à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.
3. L'organe de direction ou d'administration de la SE établit un projet de transformation et un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les travailleurs de l'adoption de la forme de société anonyme.
4. Le projet de transformation fait l'objet d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par la loi de chaque Etat membre, conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la transformation.
5. Avant l'assemblée générale visée au paragraphe 6, un ou plusieurs experts indépendants désignés ou agréés, selon les dispositions nationales adoptées en application de l'article 10 de la directive 78/855/CEE, par une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat membre dont relève la SE qui se transforme en société anonyme, attestent que la société dispose d'actifs au moins équivalents au capital.
6. L'assemblée générale de la SE approuve le projet de transformation ainsi que les statuts de la société anonyme. La décision de l'assemblée générale doit être prise dans les conditions prévues par les dispositions nationales adoptées en application de l'article 7 de la directive 78/855/CEE.

**TITRE VI****Dispositions complémentaires et transitoires***Article 67*

1. Chaque Etat membre peut, si et aussi longtemps que la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) ne lui est pas applicable, appliquer aux SE ayant leur siège statutaire sur son territoire les dispositions applicables aux sociétés anonymes relevant de son droit en ce qui concerne l'expression de leur capital. La SE peut en tout cas exprimer son capital également en euros. Dans ce cas, le taux de conversion entre la monnaie nationale et l'euro est celui du dernier jour du mois précédant la constitution de la SE.
2. Si et aussi longtemps que la troisième phase de l'UEM n'est pas applicable à l'Etat membre du siège statutaire de la SE, celle-ci peut cependant établir et publier ses comptes annuels et, le cas échéant, ses comptes consolidés en euros. L'Etat membre peut exiger que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés de la SE soient établis et publiés dans la monnaie nationale dans les mêmes conditions que celles prévues pour les sociétés anonymes relevant du droit de cet Etat membre. Ceci ne préjuge pas de la possibilité additionnelle pour la SE de publier, conformément à la directive 90/604/CEE, ses comptes annuels et, le cas échéant, ses comptes consolidés en euros.



## TITRE VII

**Dispositions finales***Article 68*

1. Les Etats membres prennent toute disposition appropriée pour assurer la mise en oeuvre effective du présent règlement.
2. Chaque Etat membre désigne les autorités compétentes au sens des articles 8, 25, 26, 54, 55 et 64. Il en informe la Commission et les autres Etats membres.

*Article 69*

Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission présente au Conseil et au Parlement européen un rapport sur l'application du règlement et, le cas échéant, des propositions de modifications. Le rapport examine en particulier s'il convient:

- a) de permettre à une SE d'avoir son administration centrale et son siège statutaire dans des Etats membres différents;
- b) d'élargir la définition de la fusion prévue à l'article 17, paragraphe 2, afin d'inclure également des types de fusion autres que ceux définis à l'article 3, paragraphe 1, et à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 78/855/CEE;
- c) de réviser la règle de compétence figurant à l'article 8, paragraphe 16, à la lumière de toute disposition qui aura pu être insérée dans la convention de Bruxelles de 1968 ou de tout texte remplaçant cette convention qui serait adopté par les Etats membres ou par le Conseil;
- d) de permettre qu'un Etat membre autorise, dans la législation qu'il adopte conformément aux pouvoirs conférés par le présent règlement ou pour assurer l'application effective du présent règlement à une SE, l'insertion, dans les statuts de la SE, de dispositions qui dérogent à ladite législation ou qui la complètent, alors même que des dispositions de ce type ne seraient pas autorisées dans les statuts d'une société anonyme ayant son siège dans l'Etat membre en question.

*Article 70*

Le présent règlement entre en vigueur le 8 octobre 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

## ANNEXE I

**Sociétés anonymes visées à l'article 2, paragraphe 1**

<i>Belgique:</i>	la société anonyme//de naamloze vennootschap
<i>Danemark:</i>	aktieselskaber
<i>Allemagne:</i>	die Aktiengesellschaft
<i>Grèce:</i>	(...)
<i>Espagne:</i>	la sociedad anónima
<i>France:</i>	la société anonyme
<i>Irlande:</i>	public companies limited by shares public companies limited by guarantee having a share capital
<i>Italie:</i>	società per azioni
<i>Luxembourg:</i>	la société anonyme
<i>Pays-Bas:</i>	de naamloze vennootschap
<i>Autriche:</i>	die Aktiengesellschaft
<i>Portugal:</i>	a sociedade anonima de responsabilidade limitada
<i>Finlande:</i>	julkinen osakeyhtiö//publikt aktiebolag
<i>Suède:</i>	publikt aktiebolag
<i>Royaume-Uni:</i>	public companies limited by shares public companies limited by guarantee having a share capital

\*

## ANNEXE II

**Sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée  
visées à l'article 2, paragraphe 2**

<i>Belgique:</i>	la société anonyme//de naamloze vennootschap la société privée à responsabilité limitée//besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
<i>Danemark:</i>	aktieselskaber anpartselskaber
<i>Allemagne:</i>	die Aktiengesellschaft die Gesellschaft mit beschränkter Haftung
<i>Grèce:</i>	(...)
<i>Espagne:</i>	la sociedad anónima la sociedad de responsabilidad limitada
<i>France:</i>	la société anonyme la société à responsabilité limitée
<i>Irlande:</i>	public companies limited by shares public companies limited by guarantee having a share capital private companies limited by shares private companies limited by guarantee having a share capital
<i>Italie:</i>	società per azioni società a responsabilità limitata

<i>Luxembourg:</i>	la société anonyme la société à responsabilité limitée
<i>Pays-Bas:</i>	de naamloze vennootschap de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
<i>Autriche:</i>	die Aktiengesellschaft die Gesellschaft mit beschränkter Haftung
<i>Portugal:</i>	a sociedade anonima de responsabilidade limitada a sociedade por quotas de responsabilidade limitada
<i>Finlande:</i>	osakeyhtiö aktiebolag
<i>Suède:</i>	aktiebolag
<i>Royaume-Uni:</i>	public companies limited by shares public companies limited by guarantee having a share capital private companies limited by shares private companies limited by guarantee having a share capital

\*

## ANNEXE III

**TABLE DE MISE EN ŒUVRE**  
**des dispositions du règlement (CE)**  
**No 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au**  
**statut de la société européenne (SE)**

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
Art. 1er	Art. 23
Art. 2	
§ 1er	Art. 26bis
§ 2	Art. 26bis
§ 3	Art. 26bis
§ 4	Art. 3
§ 5	Art. 26bis
Art. 3	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire
Art. 4	Art. 26
Art. 5	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire sauf que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 6	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire
Art. 7	Art. 23
Art. 8	
§ 1er	Art. 101-1
§ 2	Art. 101-2 et 101-3 + concerne l'implication des travailleurs
§ 3	Art. 101-4 + concerne l'implication des travailleurs
§ 4	Art. 101-5
§ 6	Art. 101-6
§ 7	Art. 101-7
§ 8	Art. 101-8
§ 9	Art. 101-9
§ 10	Art. 101-10
§ 11	Art. 101-11
§ 12	Art. 101-12
§ 13	Art. 101-13
§ 14	Art. 101-6
§ 15	Art. 101-14
§ 16	Art. 101-10
Art. 9	Art. 23
Art. 10	Art. 23
Art. 11	

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
§ 1er	Art. 76
§§ 2 et 3	Art. 25
Art. 12	
§ 1er	Art. 23
§ 2	Concerne l'implication des travailleurs
§ 3	Concerne l'implication des travailleurs
§ 4	Concerne l'implication des travailleurs
Art. 13	Ne suscite pas de mise en oeuvre particulière, la SE étant soumise aux règles de publicité applicables aux SA (art. 9 à 11bis de la loi du 10 août 1915) en raison de sa soumission de principe au droit applicable à ces dernières (art. 23 de la loi du 10 août 1915). A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 14	Formule une obligation se mouvant dans un ordre purement communautaire et ne doit donc pas faire l'objet d'une mesure de mise en oeuvre en droit luxembourgeois
Art. 15	Ne suscite pas de mise en oeuvre particulière, la SE étant soumise à ces règles en vertu de sa soumission de principe au droit applicable à ces dernières (art. 23 de la loi du 10 août 1915). A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 16	
§ 1er	Art. 2
§ 2	Cette disposition, visant la SE, en formation, ne nécessite pas de mise en oeuvre dans la mesure où l'actuel art. 12bis de la loi du 10 août 1915 lui sera applicable.
Art. 17	
§ 1	Ne suscite pas de mise en oeuvre
§ 2	Art. 259 et 260
Art. 18	Ne suscite pas de disposition particulière dans la mesure où l'art. 26bis précise déjà que la constitution par voie de fusion doit concerner deux sociétés anonymes et que par ailleurs la SE est par principe soumise au droit des SA (et donc aux règles concernant la fusion de SA) en application de l'art. 23
Art. 19	Art. 271, § 3
Art. 20	Art. 261
Art. 21	Art. 262
Art. 22	Art. 266
Art. 23	

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
§ 1	Aucune mise en oeuvre n'est nécessaire car la règle figurant dans ce § figure déjà dans l'art. 263
§ 2	Art. 263 (6) + concerne l'implication des travailleurs
Art. 24	
§ 1	Art. 26bis, § 1, al. 2
Art. 25	
§ 1er	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire
§ 2	Art. 271
Art. 26	
§ 1	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
§ 2	Art. 271
§ 3	Art. 271 + concerne l'implication des travailleurs
§ 4	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire, l'hypothèse étant déjà rencontrée par le contrôle de légalité institué par l'article 271, § 2 de la loi du 10 août 1915.
Art. 27	Art. 273bis
Art. 28	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire dans la mesure où l'obligation de publier résulte de l'art. 273 de la loi du 10 août 1915, lequel est également applicable à la SE
Art. 29	
§ 1er	Une mise en oeuvre expresse n'apparaît pas nécessaire dans la mesure où ces effets sont déjà spécifiés à l'art. 274, § 1er de la loi du 10 août 1915 <sup>113</sup>
§ 2	Même commentaire que pour le § 1er, l'art. 274 étant applicable en cette hypothèse en vertu de l'art. 277, § 1er de la loi du 10 août 1915
§ 3	Art. 274, § 2
§ 4	Art. 274, § 3
Art. 30	Art. 276, b
Art. 31	
§ 1er	Voy. commentaire au regard de l'art. 278 de la loi du 10 août 1915
§ 2	Ne suscite pas de mise en oeuvre, son hypothèse étant rencontrée par l'art. 281 de la loi du 10 août 1915

<sup>113</sup> Cet article formule un effet supplémentaire par rapport à ce que prévoit le règlement: l'annulation des actions de la société absorbée détenues par la société absorbante ou par la société absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés. Cet effet peut être maintenu également pour la SE puisque la SE est la société absorbante, à laquelle le droit luxembourgeois s'applique, lequel droit étant dès lors apte à statuer sur le sort de ces actions.



<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
Art. 32	
§ 1er	Art. 26ter
§ 2	Art. 26quater + concerne l'implication des travailleurs
§3	Art. 26quinquies
§ 4	Art. 26sexies
§ 5	Art. 26sexies
§ 6	Art. 26septies + concerne l'implication des travailleurs
§ 7	Ne nécessite pas de mise en oeuvre, les adaptations nécessaires ayant été faites dans les textes précédents (art. 26ter à 26septies)
Art. 33	Art. 26octies
Art. 34	Problématique de la protection des actionnaires minoritaires, des créanciers et des travailleurs
Art. 35	Ne nécessite pas de mise en oeuvre autre que celle déjà effectuée, à l'art. 26bis de la loi du 10 août 1915, de l'art. 2, § 3, du règlement
Art. 36	Art. 26nonies
Art. 37	
§ 1er	Art. 3 et 31-3
§ 2	Art. 3
§ 3	Art. 31-3
§ 4	Art. 31-3 + concerne l'implication des travailleurs
§ 5	Art. 31-3
§ 6	Art. 31-3
§ 7	Art. 31-3
§ 8	Concerné l'implication des travailleurs
§ 9	Art. 31-3
Art. 38	Art. 60bis-1
Art. 39	
§ 1er	Art. 60bis-9
§ 2	Art. 60bis-3, art. 60bis-5
§ 3	Art. 60bis-19
§ 4	Art. 60bis-2
§ 5	Voy. Exposé des motifs
Art. 40	
§ 1er	Art. 60bis-2, (3), art. 60bis-12
§ 2	Art. 60bis-15 + concerne l'implication des travailleurs
§ 3	Art. 60bis-15
Art. 41	Art. 60bis-13
Art. 42	Art. 64
Art. 43	
§ 1er	Ne nécessite pas de mise en oeuvre: voy. les art. 59 et 60 de la loi du 10 août 1915

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
§ 2	Cette disposition ne nécessite pas de mise en oeuvre particulière (voy. art. 51 de la loi du 10 août 1915) en dehors du fait que l'organe doit être composé de trois membres au moins, lorsque la participation des travailleurs dans la SE est organisée conformément à la directive 2001/86/CE (cette disposition n'importe que pour les SA unipersonnelles puisque l'obligation pour la société de se doter de trois administrateurs est déjà prévue de manière générale pour les SA pluripersonnelles). Néanmoins (voy. tableau), le Grand-Duché de Luxembourg pourrait procurer, sur la base de cette disposition, un régime plus souple à la SE + concerne implication des travailleurs
§ 3	Art. 51 de la loi du 10 août 1915 + concerne l'implication des travailleurs
§ 4	Sans objet au Grand-Duché de Luxembourg qui connaît un système moniste de gestion des sociétés anonymes. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 44	
§ 1er	Art. 64
§ 2	Art. 64
Art. 45	Art. 64
Art. 46	Art. 60bis-6, art. 60bis-15
Art. 47	
§ 1er	Art. 51bis, art. 60bis-4
§ 2	Cette disposition énonce des interdictions professionnelles qui comme telles ne figurent pas dans la loi du 10 août 1915 mais devraient éventuellement être insérées dans une autre réglementation
§ 3	Ne nécessite pas de mise en oeuvre particulière
Art. 48	Art. 53, art. 60bis-8
Art. 49	Art. 66
Art. 50	Art. 64bis
Art. 51	Art. 60bis-11, art. 60bis-18
Art. 52	Art. 67
Art. 53	Ne nécessite pas de mise en oeuvre particulière. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 54	
§ 1er	Art. 70

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
§ 2	Ne nécessite pas de mise en oeuvre particulière, ses dispositions figurant déjà en substance à l'art. 70 de la loi du 10 août 1915. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 55	Art. 70. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 56	Art. 70. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 57	Ne nécessite pas de mise en oeuvre particulière sauf à considérer que les statuts d'une SA de droit luxembourgeois permettraient la prise de décisions par une minorité d'actionnaires, ce qui ne semble pas être le cas. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 58	Ne semble pas susciter de mise en oeuvre particulière sauf à considérer que le droit luxembourgeois comptabiliserait au rang de votes positifs les voix non exprimées, les abstentions, les votes blancs ou nuls, ce qui ne semble pas être le cas
Art. 59	
§ 1er	Aucune mise en oeuvre n'apparaît nécessaire dans la mesure où cette disposition est déjà reprise à l'art. 67-1 de la loi du 10 août 1915. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
§ 2	Art. 67-1
§ 3	Cette obligation est déjà mise en oeuvre dans le cadre des art. 9 à 11bis
Art. 60	Aucune mise en oeuvre n'est nécessaire dans la mesure où ces règles sont déjà exprimées à l'art. 68
Art. 61	Art. 204 et 309. A noter toutefois que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)

<i>Dispositions du règlement communautaire</i>	<i>Dispositions de la loi du 10 août 1915</i>
Art. 62	Règles spécifiques aux établissements de crédit, aux établissements financiers et aux entreprises d'assurances qui ne semblent pas susciter de mise en oeuvre dans le cadre de la loi du 10 août 1915
Art. 63	Art. 141 de la loi du 10 août 1915. Par ailleurs des adaptations des législations concernant la faillite et autres procédures visant la situation d'insolvabilité devront également être effectuées en vue de mettre en oeuvre cette disposition. A noter que la référence au siège <i>statutaire</i> n'a de sens, au regard du droit luxembourgeois, que dans la mesure où l'administration centrale (siège réel) de la société se trouve également au Grand-Duché de Luxembourg (ce qu'impose actuellement l'art. 7 du règlement)
Art. 64	art. 101 nouveau ou 101bis
Art. 65	Cette disposition ne suscite pas de mise en oeuvre, les obligations qu'elle énonce étant déjà rencontrées par les art. 9 à 11bis ainsi que 151 de la loi du 10 août 1915. Par ailleurs des adaptations des législations concernant la faillite et autres procédures visant la situation d'insolvabilité devront également être effectuées en vue de mettre en oeuvre cette disposition.
Art. 66	
§ 1er	Art. 3
§ 2	Art. 3
§ 3	Art. 31-2 + concerne l'implication des travailleurs
§ 4	Art. 31-2
§ 5	Art. 31-2
§ 6	Art. 31-2
Art. 67	Concerne l'expression du capital et la publication des comptes annuels en euros. Ne semble pas susciter de mesure de mise en oeuvre particulière
Art. 68	Se borne à rappeler les efforts que doivent déployer les Etats membres en vue d'assurer la mise en oeuvre effective du règlement
Art. 69	Se borne à mettre en évidence certains paramètres qui seront pris en compte dans l'évaluation ultérieure du règlement. Parmi ceux-ci, soulignons tout particulièrement: <ul style="list-style-type: none"> <li>– qu'il sera envisagé de permettre à une SE que son siège statutaire et son administration centrale figurent dans des Etats membres différents;</li> <li>– qu'il résulte a contrario de l'art. 69, d, que <b>les Etats membres ne peuvent actuellement ménager, à l'occasion de la mise en oeuvre du règlement, un régime plus souple pour la SE par rapport aux dispositions applicables aux SA nationales.</b></li> </ul>
a)	Commentaire de l'art. 23
Art. 70	Se borne à énoncer la date d'entrée en vigueur du règlement, à savoir le 8 octobre 2004

